

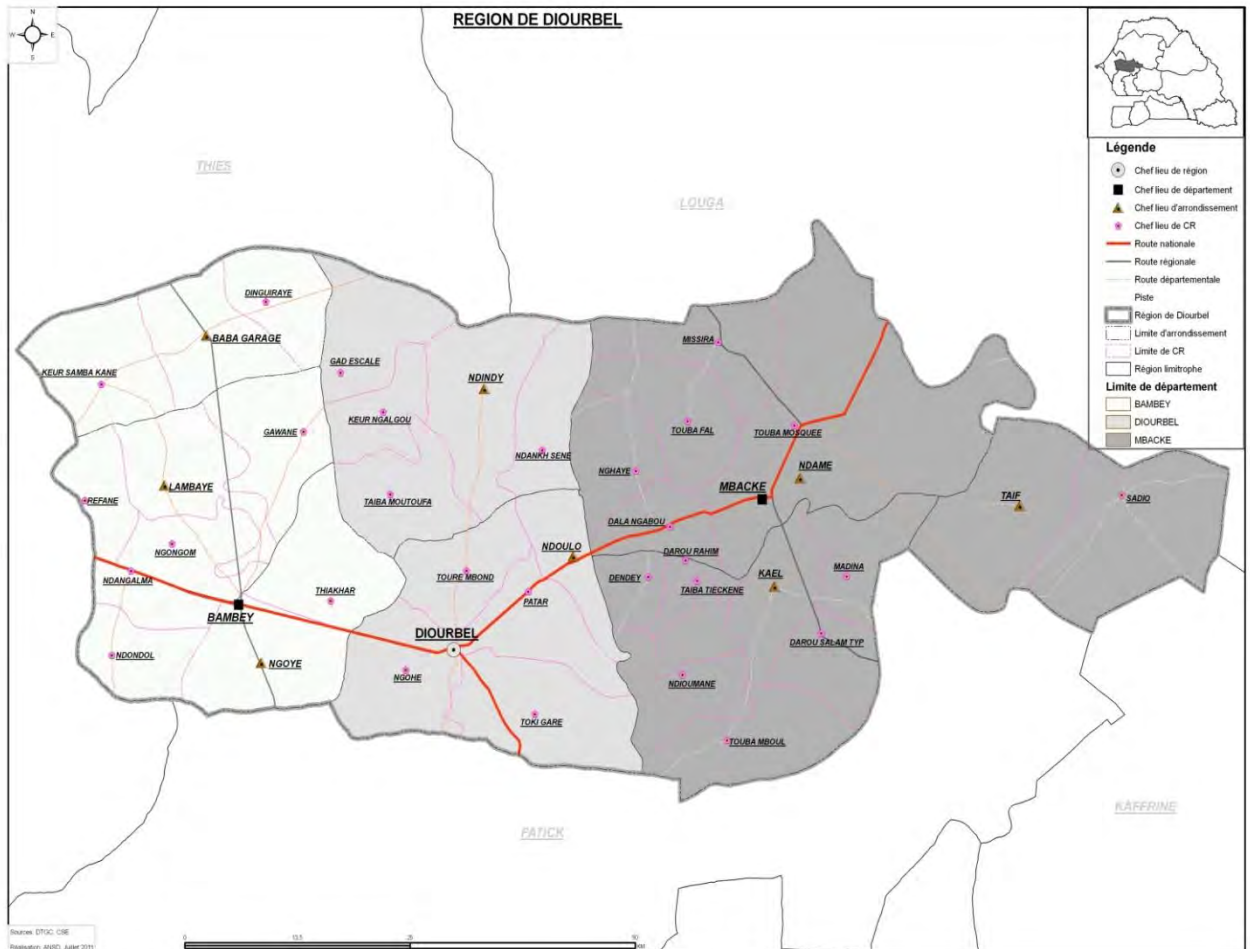


REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Diourbel



**SITUATION ECONOMIQUE ET
SOCIALE REGIONALE
2013**

Avril 2015

COMITE DE DIRECTION

Directeur Général	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Conseiller à l'Action Régionale	Mamadou DIENG

COMITE DE REDACTION

Chef du Service Régional	Mbouye TRAORE
Assistant Chargé d'études	Samba DIOP
Assistant Chargé d'études	Demba NDOUR

COMITE DE VALIDATION

Séckène SENE, Abdoulaye TALL, Mamadou DIENG, Mamadou BAH, Oumar DIOP, El hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA, Saliou MBENGUE, Alpha WADE, Thiayédia NDIAYE, Amadou Fall DIOUF, Adjibou Oppa BARRY, Atoumane FALL, Jean Rodrigue MALOU, Bintou Diack LY.

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade FannBel-air Cerf-volant, BP : 116 Dakar RP

Tél. : (221) 33 869 21 39 Fax : 33 824 36 15

Site Internet : www.ansd.sn Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, des Publications et de la Diffusion

SERVICE REGIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE DE DIOUBEL

Quartier Thierno Kandji, route du Stade, BP : 81 Diourbel, Sénégal

Tél : (221) 33 971 14 16

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES GRAPHIQUES	VIII
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	x
AVANT - PROPOS.....	12
CHAPITRE I : PRESENTATION GENERALE DE LA REGION DE DIOURBEL	13
CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE	18
CHAPITRE III : AGRICULTURE	28
CHAPITRE IV : ELEVAGE	36
CHAPITRE V : EAUX ET FORETS	42
CHAPITRE VI : ENVIRONNEMENT	47
CHAPITRE VII : HYDRAULIQUE	54
CHAPITRE VIII : INDUSTRIES ET MINES	60
CHAPITRE IX : ARTISANAT	63
CHAPITRE X : COMMERCE	68
CHAPITRE XI : EDUCATION	73
CHAPITRE XII : SANTE	99
CHAPITRE XIII : HYGIENE	113
CHAPITRE XIV : ASSISTANCE	125
CHAPITRE XV : TRANSPORT	132
CHAPITRE XVI : URBANISME	140
CHAPITRE XVII : EMPLOI	144
CHAPITRE XVIII : JUSTICE	152
CHAPITRE XIX : JEUNESSE ET SPORTS	156
CHAPITRE XX : CULTURE	165
CHAPITRE XXI : FINANCES LOCALES	169
CHAPITRE XXII : DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET ACTION SOCIALE	173
CHAPITRE XXIII : LES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES	177
LISTES DES ANNEXES	183

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....	18
Tableau 2.1: Evolution et taux d'accroissement annuel moyen de la population	19
Tableau 2.2 : Evolution de l'indice synthétique de fécondité (ISF) et de descendance finale(DF)	20
Tableau 2.3: Répartition de la population par groupes d'âges et par sexe en 2013	22
Tableau 2.4 : Répartition par département de la population et des densités en 2013	25
Tableau 2.5 : Répartition de la population par département selon le milieu de résidence en 2013	26
CHAPITRE III : AGRICULTURE.....	28
Tableau 3.1 : Evolution de la pluviométrie et du nombre de jour par poste de 2012 et 2013.....	28
Tableau 3.2 : Mise en place des semences (en tonnes)	29
Tableau 3.3 : Mise en place des engrais.....	30
Tableau 3.4 : Evolution des rendements (en kg/ha) de 2008/2009 à 2012/2013	31
Tableau 3.5 : Evolution de la production agricole (en tonnes) de 2008/2009 à 2012/2013	32
Tableau 3.6: perspectives de production campagne 2013/2014	34
CHAPITRE IV : ELEVAGE.....	36
Tableau 4.1: Répartition du cheptel selon l'espèce et le département en 2013.....	36
Tableau 4.2: Répartition des sources d'abreuvement et parcs à vaccination par département en2013.....	37
Tableau 4.3: Nombre (tête) d'abattages contrôlés par espèce et département en 2013	37
Tableau 4.4 : Poids (en kg) des abattages contrôlés par espèce et par département en 2013	38
Tableau 4.5: Evolution en quantité (Kg) de la viande saisie selon le département de 2009 à 2013.....	38
Tableau 4.6: Evolution en Valeur (F CFA) de la viande saisie selon le département de 2009 à 2013.....	39
Tableau 4.7: Répartition en nombre des cuirs et peaux selon le département en 2013.....	39
Tableau 4.8 : Répartition en valeur (F CFA) des cuirs et peaux selon le département en 2013	39
Tableau 4.9 : Répartition des principales affections selon le foyer par département en 2013	40
CHAPITRE V : EAUX ET FORETS	42
Tableau 5.1 : Situation des comités de lutte par département en 2013	43
Tableau 5.2: Répartition (en %) des feux de brousse et des superficies brûlées selon le département en 2013	43
Tableau 5.3 : Répartition des pépinières selon le type de 2009 à 2013	44
Tableau 5.4 : Production de plants selon la nature et l'espèce en 2013	45
Tableau 5.5 : Prévisions et réalisations physiques selon le type de plantations en 2013	46
CHAPITRE VI : ENVIRONNEMENT	47
Tableau 6.1 : Evolution des établissements entre 2009 et 2013.....	50
CHAPITRE VII : HYDRAULIQUE.....	54
Tableau 7.1: Production en m3 par département de 2009 à 2013	56
Tableau 7.2: Longueur du réseau (en m) par département de 2009 à 2013.....	56
Tableau 7.3 : Nombre de branchements de 2009 à 2013	56
Tableau 7.4: Répartition des bornes fontaines par département de 2009 à 2013.....	57
Tableau 7.5 : Evolution des puits selon le département de 2011 à 2013.....	58
Tableau 7.6 : Evolution des forages selon le département de 2011 à 2013	58
CHAPITRE VIII : INDUSRTRIES ET MINES.....	60
CHAPITRE IX : ARTISANAT.....	63
Tableau 9.1: Evolution du nombre d'artisans inscrits par département de 2011 à 2013.....	63
Tableau 9.2 : Evolution du nombre d'artisans inscrits par section de 2011 à 2013	64
Tableau 9.3 : Evolution du nombre d'artisans inscrits par sexe de 2011 à 2013.....	65
Tableau 9.4 : Evolution du nombre d'artisans inscrits selon le statut juridique de 2011 à 2013	65

CHAPITRE X : COMMERCE 68

Tableau 10.1 : Répartition par département du nombre de marchés permanents et hebdomadaires en 2013	68
Tableau 10.2 : Répartition des structures commerciales selon le département et la catégorie en 2013	69
Tableau 10.3 : Situation des stocks dans la région en 2012 et 2013	70
Tableau 10.4 : Niveau des prix enregistrés en Janvier et décembre 2013	71
Tableau 10.5 : Procès-verbaux (PV) établis dans la région en 2012 et 2013	71
Tableau 10.6 : Points de collecte et nombre de bascules vérifiées en 2013	72

CHAPITRE XI : EDUCATION 73

Tableau 11.1 : Répartition du nombre de structures préscolaires selon le statut et le milieu en 2013	73
Tableau 11.2 : Répartition des élèves du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2013	75
Tableau 11.3 : Evolution du taux de préscolarisation (en %) selon le sexe de 2007/2008 à 2012/2013	76
Tableau 11.4 : Répartition des enseignants du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2013	76
Tableau 11.5 : Répartition du nombre d'écoles élémentaire selon le statut et le milieu en 2013	78
Tableau 11.6 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le secteur de 2009 à 2013	80
Tableau 11.7 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le milieu de 2008 à 2012	80
Tableau 11.8 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) à l'élémentaire (en %) de 2008 à 2013	81
Tableau 11.9 : Evolution du taux d'achèvement (en %) de 2008 à 2013	81
Tableau 11.10 : Taux d'admission (%) au CFEE et à l'entrée en 6ème par sexe en 2013	82
Tableau 11.11 : Répartition des enseignants de l'élémentaire selon le secteur et le milieu de en 2013	82
Tableau 11.12 : Répartition des enseignants de l'élémentaire selon le milieu de résidence par sexe en 2013	83
Tableau 11.13 : Répartition du nombre d'établissements de l'enseignement moyen et secondaire général en 2013	87
Tableau 11.14 : Répartition des effectifs du moyen selon le secteur et le milieu en 2013	89
Tableau 11.15 : Evolution (en %) du taux brut de scolarisation du moyen de 2009 à 2013	89
Tableau 11.16 : Evolution du taux d'admission (%) au BFEM de 2008 à 2013	90
Tableau 11.17 : Répartition des effectifs de l'enseignement secondaire général selon le secteur et le milieu de résidence en 2013	92
Tableau 11.18 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) de l'enseignement secondaire général(en %) de 2009 à 2013	92
Tableau 11.19 : Evolution du taux d'admission (%) au BAC de 2009 à 2013	93
Tableau 11.20 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le milieu et le statut professionnel en 2013	94
Tableau 11.21 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement moyen et secondaire selon le milieu et le sexe en 2013	94
Tableau 11.22 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire technique entre 2009 et 2013	95
Tableau 11.23 : Effectif des étudiants de l'université de Bambey par sexe de 2010 à 2013	96
Tableau 11.24 : Effectif des étudiants par sexe et par UFR de 2010 à 2011	97
Tableau 11.25 : Effectif des étudiants étrangers selon le sexe et la nationalité de 2012 à 2013	97
Tableau 11.26 : Effectif du personnel de l'université de Bambey de 2011 à 2013	98

CHAPITRE XII : SANTE 99

Tableau 12.1 : Répartition des infrastructures sanitaires fonctionnelles selon le district en 2012 et 2013	99
Tableau 12.2 : Taux de couverture des infrastructures sanitaires selon le district en 2012 et 2013 (Nombre d'habitants par hôpital, par C.S et par P.S)	100
Tableau 12.3 : Pourcentage des enfants vaccinés par antigène et par district en 2013	102
Tableau 12.4 : Répartition des enfants selon l'état nutritionnel par district en 2013	102
Tableau 12.5 : Répartition du nombre de consultations prénatales par district en 2013	103
Tableau 12.6 : Répartition des femmes sous planification familiale selon le district en 2013	105
Tableau 12.7 : Répartition du nombre de consultants et de consultations primaires curatives selon le district en 2013	105
Tableau 12.8 : Répartition des hospitalisations selon le district en 2013	106
Tableau 12.9 : Répartition du nombre d'accouchements dans les maternités selon le district en 2013	107
Tableau 12.10 : Répartition du nombre de décès enregistrés pendant ou après l'accouchement en 2013	108
Tableau 12.11 : Répartition du nombre de personnes infectées aux IST et au VIH/sida en 2013	109
Tableau 12.12 : Répartition du nombre de cas de paludisme en 2013	110

CHAPITRE XIII : HYGIENE	113
Tableau 13.1 : Répartition du personnel en activité selon la structure et le grade en 2013	113
Tableau 13.2 : Taux de couverture de la région en 2013	115
Tableau 13.3 : Taux de couverture des zones urbaines en 2013.....	115
Tableau 13.4 : Prospection domiciliaire pour l’approvisionnement en eau potable en 2013.....	116
Tableau 13.5 : Prospection domiciliaire pour l’assainissement en eau potable en 2013.....	117
Tableau 13.6 : Répartition du nombre de visites effectuées dans les établissements recevant du public (ERP) selon la catégorie et la structure en 2013	118
Tableau 13.7 : Infractions relevées durant les prospections au niveau des ERP en 2013	120
Tableau 13.8 : Bilan des mesures de répressions prises lors des visites de concessions en 2013.....	121
Tableau 13.9 : Bilan des mesures de répressions prises lors des visites au niveau des ERP en 2013.....	122
Tableau 13.10 : Répartition des activités d’IEC réalisées selon la sous brigade en 2013	123
CHAPITRE XIV : ASSISTANCE.....	125
Tableau 14.1 : Bilan des interventions selon la nature en 2013.....	125
Tableau 14.2 : Evolution des incendies selon la nature de 2010 à 2013	127
Tableau 14.3 : Evolution de l’assistance selon la nature de 2010 à 2013.....	128
Tableau 14.4 : Evolution des opérations diverses selon la nature de 2010 à 2013.....	129
Tableau 14.5 : Evolution des activités diverses selon la nature de 2010 à 2013	130
CHAPITRE XV : TRANSPORT.....	132
Tableau 15.1 : Evolution du nombre de véhicules nouvellement immatriculés entre 2010 et 2013	135
Tableau 15.2 : Répartition des véhicules selon l’état entre 2010 et 2013.....	135
Tableau 15.3 : Répartition des opérations sans attribution de nouveau numéro entre 2012 et 2013	136
Tableau 15.4: Evolution mensuelle des candidats au code entre 2011 et 2013	137
Tableau 15.5: Evolution mensuelle des candidats à la conduite entre 2011 et 2013	137
Tableau 15.6 : Evolution par opération des recettes perçues (en F CFA) depuis 2011 à 2013.....	138
CHAPITRE XVI : URBANISME.....	140
Tableau16.1 : Répartition du nombre d’autorisations de construire délivrées de 2011 à 2013	140
Tableau 16.2 : Répartition du nombre de parcelles loties et attribuées de 2010 à 2013	141
CHAPITRE XVII : EMPLOI.....	144
Tableau 17.1 : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2012 et 2013.....	144
Tableau 17.2 : Répartition par activité des établissements ouverts et emplois générés 2012/2013	145
Tableau 17.3 : Répartition selon le statut juridique des établissements ouverts et des emplois générés en 2012 et 2013	146
Tableau 17.4 : Répartition selon la branche d’activité des établissements fermés et des emplois perdus en 2012 et 2013	147
Tableau 17.5 : Répartition selon le statut juridique, des établissements fermés et emplois perdus en 2012 et 2013	148
Tableau 17.6: Répartition des demandeurs d'emploi (manœuvres) selon le sexe en 2011 et 2012.....	149
Tableau 17.7 : Répartition des établissements contrôlés en 2012 et 2013.....	150
Tableau 17.8 : Répartition des conflits, des requérants et des conciliations en 2012 et 2013	150
CHAPITRE XVIII : JUSTICE.....	152
Tableau 18.1 : Répartition des détenus selon le sexe et le département en 2013	152
Tableau 18.2 : Répartition des écroués selon le sexe et le département en 2013.....	153
Tableau 18.3 : Effectif des détenus sortis selon le motif par département en 2013.....	154
CHAPITRE XIX : JEUNESSE ET SPORTS	156
Tableau 19.1 : Evolution des Associations de jeunes reconnues (disposant de récépissé) selon le département de 2008 à 2013	156
Tableau 19.2: Promotion des Collectivités éducatives en 2013	157
Tableau 19.3 : Infrastructures socio-éducatives en 2013.....	157
Tableau 19.4 : Enrôlement des jeunes dans les Fermes agricoles du FNPI dans le cadre du Programme Jeunes dans les Fermes Agricoles (JFA) en 2013.....	158

Tableau 19.5 : Infrastructures sportives selon le département et la discipline en 2013	159
Tableau 19.6 : Répartition des ASC et équipes sportives selon le département et la discipline Sportive en 2013	161
Tableau 19.7 : Répartition des pratiquants selon le département et la discipline sportive en 2013	162
CHAPITRE XX : CULTURE	165
Tableau 20.1 : Situation des infrastructures socio-culturelles en 2013.....	168
CHAPITRE XXI : FINANCES LOCALES	169
Tableau 21.1: Répartition des Recettes par département dans la région de Diourbel en 2013.....	169
Tableau 21.2: Répartition des recettes des communautés rurales par département dans la région de Diourbel en 2013	170
Tableau 21.3: Répartition des recettes des communes par département dans la région de Diourbel en 2013.....	170
Tableau 21.4 : Répartition des recettes du Conseil Régional et de l’A.R.D. en 2013.....	171
Tableau 21.5: Répartition des dépenses des communautés rurales par département dans la région de Diourbel en 2013	171
Tableau 21.6: Répartition des dépenses des communes par département dans la région de Diourbel en 2013	171
Tableau 21.7 : Répartition des dépenses du Conseil Régional et de l’A.R.D. en 2013.....	172
CHAPITRE XXII : DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE.....	173
ET ACTION SOCIALE.....	173
Tableau 22.1 : Personnes handicapées recensées par département en 2012	175
Tableau 22.2 : Répartition des personnes âgées membres d’organisation recensées par département en 2012	175
Tableau 22.3 : Répartition des Talibés et Daaras recensés par département en 2012	176
CHAPITRE XXIII : LES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES	177
Tableau 23.1 : Evolution du nombre de SFD inscrits selon la nature entre 2012 et 2013	177
Tableau 23.2 : Evolution du nombre de sociétaires des SFD selon le milieu de résidence entre 2012 et 2013	178
Tableau 23.3 : Evolution du nombre d’épargnants, de crédits en cours et de crédits accordés selon le sexe et la nature du sociétaire entre 2012 et 2013	178
Tableau 23.4 : Evolution des montants de l’épargne collectée, de l’encours de crédit et des crédits accordés selon le sexe/nature du sociétaire et le milieu de résidence entre 2012 et 2013.....	179
Tableau 23.5 : Evolution du montant de l’encours d’épargne et de l’encours de crédits (en millions de FCFA) entre 2012 et 2013	180
Tableau 23.6 : Evolution de la production de crédits selon l’objet, le secteur d’activités et le milieu de résidence entre 2012 et 2013	181

LISTE DES GRAPHIQUES

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....	18
Graphique 2.1 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2013.....	19
Graphique 2.2: Evolution de l'ISF entre 1986 et 2011.....	21
Graphique 2.3 bis: Evolution de la descendance finale entre 1986 et 2011.....	21
Graphique 2.4:Pyramide des âges de la Population de la région de Diourbel en 2013.....	23
Graphique 2.5 : Répartition (%) de la population régionale selon le Département en 2013.....	25
Graphique 2.6: Répartition (%) de la population selon le milieu de résidence en 2013.....	26
CHAPITRE III : AGRICULTURE.....	28
Graphique 3.1 : Evolution de la pluviométrie (en mm) par poste de 2012 à 2013.....	29
Graphique 3.2 : Evolution des emblavures (en Ha) des céréales de 2009 à 2013.....	30
Graphique 3.3 : Evolution de la production céréalière (en tonnes) de 2009/2010 à 2013/20114.....	32
CHAPITRE IV : ELEVAGE.....	36
Graphique 4.1 : Répartition des affections selon l'espèce en 2013.....	41
CHAPITRE V : EAUX ET FORETS.....	42
Graphique 5.1 : Répartition de la production des plants selon l'espèce en 2013.....	45
CHAPITRE VI : ENVIRONNEMENT.....	47
Graphique 6.1 : Proportion % des établissements classés dans la région en 2013.....	49
CHAPITRE VII : HYDRAULIQUE.....	54
Graphique 7.1: Répartition de la production en m3 par département en 2013.....	55
Graphique 7.2: Répartition (%) des bornes fontaines par département en 2013.....	57
CHAPITRE VIII : INDUSRTRIES ET MINES.....	60
CHAPITRE IX : ARTISANAT.....	63
Graphique 9.1: Répartition (en %) des artisans par section en 2013.....	64
CHAPITRE X : COMMERCE.....	68
CHAPITRE XI : EDUCATION.....	73
Graphique 11.1 : Répartition des structures préscolaires en 2013.....	74
Graphique 11.2 : Evolution des effectifs du préscolaire selon le sexeentre 2004/2005 et2012/2013.....	74
Graphique 11.3 : Evolution des élèves du préscolaire selon le secteur entre 2012 et 2013.....	75
Graphique 11.4: Evolution du nombre d'écoles élémentaires selon le statut de 2012 à 2013.....	78
Graphique 11.5 : Evolution des effectifs de l'élémentaire par sexe de 2005/2006 à 2012/2013.....	79
Graphique 11.6 : Evolution du nombre d'établissements de l'enseignement moyen et secondaire général de 2009 à 2013.....	88
Graphique 11.7 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2005/2006 à 2012/2013.....	88
Graphique 11.8 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de2005/2006 à 2012/2013.....	91
Graphique 11.9 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le statut professionnel en 2013.....	93
CHAPITRE XII : SANTE.....	99
Graphique 12.1: Répartition (en %) du personnel médico-sanitaire de la région en 2013.....	101
Graphique 12.2 : Répartition des enfants selon l'état nutritionnel par district en 2013.....	103
Graphique 12.3: Répartition du nombre de consultations prénatales selon le CPN par district en 2013.....	104
Graphique 12.4: Répartition du nombre d'accouchements dans les maternités selon le district en2013.....	107
Graphique 12.5 : Proportion (en %) des personnes infectées aux IST et au VIH/sida en 2013.....	109

CHAPITRE XIII : HYGIENE	113
Graphique 13.1: Evolution du nombre de concessions visitées selon la structure de 2009 à 2013.....	114
Graphique 13.2 : Situation de l’approvisionnement en eau potable en 2013.....	116
Graphique 13.3 : Situation de l’évacuation des excréta en 2013.....	117
Graphique 13.4 : Proportion (%) des infractions relevées au niveau des prospections domiciles en2013.....	119
Graphique 13.5 : Proportion (%) des infractions relevées au niveau des ERP en 2013.....	120
CHAPITRE XIV : ASSISTANCE.....	125
Graphique 14.1 : Evolution des interventions selon la nature de 2010 à 2013.....	126
Graphique 14.2 : Répartition des incendies selon la nature en 2013.....	126
Graphique 14.3 : Répartition de l’assistance selon la nature en 2013.....	128
Graphique 14.4 : Répartition des opérations diverses selon la nature et la compagnie en 2013.....	129
Graphique 14.5 : Répartition (en %) des activités diverses selon la nature en 2013.....	130
CHAPITRE XV : TRANSPORT.....	132
Graphique 15.1 : Répartition (en %) des véhicules par département en 2013.....	133
Graphique 15.2 : Evolution du parc automobile selon le type de véhicule de 2010 à 2012.....	134
Graphique 15.3 : Répartition des immatriculations selon le type de véhicule en 2013.....	134
Graphique 15.4: Evolution par type des véhicules aptes à circuler entre 2011 et 2012.....	136
Graphique 15.5: Evolution des recettes perçues de 2011 à 2013.....	138
CHAPITRE XVI : URBANISME.....	140
CHAPITRE XVII : EMPLOI.....	144
Graphique 17.1 : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2013.....	145
Graphique 17.2: Répartition par activité des établissements ouverts et des emplois générés en 2013.....	146
Graphique 17.3: Répartition (%) selon le statut juridique des établissements ouverts et des emplois générés en 2013.....	147
Graphique 17.4 : Répartition selon la branche d’activité, des établissements fermés et des emplois perdus en 2013.....	148
Graphique 17.5 : Répartition selon le statut juridique des établissements fermés et emplois perdus en 2013.....	149
CHAPITRE XVIII : JUSTICE.....	152
Graphique 18.1 : Proportion (en %) des détenus selon le département en 2013.....	153
Graphique 18.2 : Pourcentage des détenus sortis selon le motif en 2013.....	155
CHAPITRE XIX : JEUNESSE ET SPORTS.....	156
Graphique 19.1 : Evolution des Associations de jeunes reconnues de 2008 à 2013.....	157
Graphique 19.2 : Répartition des infrastructures sportives selon la discipline sportive en 2013.....	160
Graphique 19.3 : Répartition des ASC selon le département en 2013.....	161
Graphique 19.4 : Répartition des pratiquants selon le département en 2013.....	163
CHAPITRE XX : CULTURE.....	165
CHAPITRE XXI : FINANCES LOCALES.....	169
CHAPITRE XXII : DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE.....	173
ET ACTION SOCIALE.....	173
CHAPITRE XXIII : LES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES.....	177

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ASC : Association Sportive et Culturelle
BCG : Bacille de Calmette et Guérin
BEP : Brevet d'Etude Préparatoire
BTP : Bâtiments et Travaux Publics
CAP : Certificat d'Aptitude Préparatoire
CDD : Contrat à Durée Déterminée
CDEPS : Centre de Développement Populaire et Sportif
CDI : Contrat à Durée Indéterminée
CESCOFI : Comité Départementale pour la Scolarisation des Filles
CETF : Centre d'Enseignement Technique Féminin
CPC : Consultation Pour la Contraception
CPN : Consultation Périnatale
CRETEF : Centre Régional d'Enseignement Technique Féminin
CS : Centre de Santé
CSS : Caisse de Sécurité Sociale
DMS : Durée Moyenne de Séjour
DRDR : Direction Régionale du Développement Rural
DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EDS : Enquête Démographique et de Santé
EPS : Etablissement Public de Santé
EQPT : Education de Qualité Pour Tous
ESAM : Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
FESMUT : Festival de la Musique Traditionnelle
FNPJ : Fonds National de Promotion de la Jeunesse
GAR : Grossesse A Risque
GIE : Groupement d'Intérêt Economique
GPF : Groupement de Promotion Féminine
IDEN : Inspection Départementale de l'Enseignement
IEC : Information, Education et Communication
IRTSS : Inspection Régional du Travail et de la Sécurité Sociale
LTAB : Lycée Technique Ahmadou Bamba
MAC : Maison d'Arrêt et de Correction
OCB : Organisation Communautaire de Base
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
PAIS/Etat : Programme d'Alphabétisation Intensive du Sénégal
PAPA II : Programme d'Appui au Plan d'Actions
PARPEBA : Projet d'Amélioration et de Renforcement des Points d'Eau dans le Bassin Arachidier
PCR : Président de Conseil Rural
PDEF : Programme de Développement de l'Education et de la Formation
PEPAM : Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire
PERA : Programme d'Entretien du Routier Autonome
PEV : Programme Elargi de Vaccination

PFA : Paralysie Flasque Aigüe
PNDL : Programme National de Développement Local
PNIR : Programme National d’Infrastructures Rurales
PNLP : Programme National de Lutte contre le Paludisme
PROGED : Projet de Réforme de la Gestion des forages motorisés
PROGERT : Projet de Gestion et de Restauration des Terres Dégradées
PS : Poste de Santé
REGEFOR : Recherche et Gestion Forestière
RGPH 3 : Troisième Recensement Général de la Population et de l’Habitat
ROC : Ramassage des Ordures par Charrettes
SA : Société Anonyme
SARL : Société A Responsabilité Limitée
SDE : Sénégalaise Des Eaux
SEFRACO : Semaine de la Fraternité et du Cousinage
SFE : Sage-Femme d’Etat
SRSD : Service Régional de la Statistique et de la Démographie
SONACOS – EIB : Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal – Etablissement Industriel du Baol
SUNEOR : Ex SONACOS
TBS : Taux Brut de Scolarisation
TOM : Taxe sur les Ordures Ménagères
TPI : Traitement Préventif Intermittent
TPMEA : Très Petites Micro – Entreprises Artisanales
TS : Travailleuse du Sexe
TSGS : Technicien Supérieur en Génie Sanitaire
TSO : Technicien Supérieur en Odontologie

AVANT - PROPOS

Dans la réalisation de ses missions de coordination technique des activités du système statistique national et de production et diffusion des données statistiques, **l'ANSD** réalise régulièrement des publications parmi lesquelles la « Situation Economique et Sociale du Sénégal » et les « Situations Economiques et Sociales » régionales.

Les Situations Economiques et Sociales (SES) régionales, élaborées chaque année par les Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD) pour **l'année précédente, figurent en bonne place parmi les produits phares de l'ANSD. Elles constituent d'importants instruments de planification du développement économique et social régional et des outils d'aide à la décision aux niveaux régional et local. L'exercice d'analyse de la conjoncture qu'elles constituent n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, mais la présentation de manière synthétique des modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale.**

Chaque SES régionale essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale. Elle met surtout en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité dans la région concernée. De 2006 à 2013, la publication des SES a été précédée d'une validation régionale au cours de réunions des Comités Régionaux de Développement (CRD).

Cette Edition de l'année 2013 est l'aboutissement d'un travail qui a nécessité la **collaboration de l'ensemble des services déconcentrés et des autres partenaires** qui évoluent au niveau régional.

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie tient à les remercier tout particulièrement pour leur appui et leurs précieuses contributions sans lesquelles la réalisation de ce document ne saurait être possible.

Les remarques et suggestions en vue d'améliorer le document sont les bienvenues.

Aboubacar Sédikh BEYE

Directeur Général

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

CHAPITRE I : PRESENTATION GENERALE DE LA REGION DE DIOURBEL

Edition 2013

I.1 ASPECTS PHYSIQUES

Située entre 14°30 et 15° de latitude nord et 15°40 et 16°40 de longitude ouest, la région de Diourbel couvre aujourd'hui, suite au rattachement de l'arrondissement de Taïf au département de Mbacké, une superficie de 4769 km² contre 4359 km² en 2001.

C'est une région continentale par excellence. En effet, elle ne dispose ni de frange maritime, ni de cours d'eau pérennes. Cependant, les ressources en eau souterraines sont importantes.

La région de Diourbel est caractérisée par l'absence de forêt classée. Elle est également marquée par l'inexistence de zone d'habitat et de refuge pour la faune, notamment les grands mammifères. Seuls les petits mammifères (chacals, rats palmistes, lièvres, etc.) ainsi que certaines familles d'oiseaux y sont aujourd'hui présents.

I.2 DONNEES CLIMATOLOGIQUES

• Pluviométrie

En 2013, la moyenne de la pluviométrie répertoriée dans les différents postes de la région est de 464,1 mm. Le poste du CNRA a eu le record de cette pluviométrie avec 623,5 mm, tandis que celui de Mbacké (352,4 mm) a enregistré la plus faible quantité de pluie cette année. Par ailleurs, la pluviométrie de la région a connu une baisse de 19,2% par rapport à l'année 2012.

• Température et humidité

Les températures enregistrées en 2013 dans la région de Diourbel avoisinent les 30 °C. Elles ont subi une légère augmentation de 1,5 °C par rapport à l'année précédente. En effet, les températures moyennes sont passées de 27,2 °C en 2012 à 28,7 °C en 2013. Les moyennes des températures minimales et maximales en 2013 sont respectivement 20,5 °C et 36,9 °C. Les moyennes des températures les plus élevées ont été observées durant les mois de Mai, Juin et Juillet avec respectivement 31,8 °C, 30,5 °C et 30,4 °C.

L'étude de l'évolution des températures moyennes au cours de ces quatorze (14) dernières années montre que le thermomètre varie entre 26 °C et 29 °C dans la région de 2000 à 2013. La température moyenne annuelle la plus élevée a été enregistrée en 2006 avec 28,9 °C, tandis que la plus basse a été de 26,8 °C en 2001. Quant au **taux d'humidité moyenne mensuelle enregistré** dans la région il est de **58,2%**. **Les mois d'août et de septembre ont été les plus humides avec des taux respectifs de 82,4% et 80,3%**. Le mois de janvier reste le moins humecté avec **33,3% de taux d'humidité**. Par ailleurs, **le taux d'humidité maximale en 2013 est de 81,8%** contre un minimum de 34,5%.

- **Les vents**

L'harmattan, vent chaud et sec, souffle pendant presque toute la saison sèche, venant du nord – nord Est à Est. La mousson, vent du sud, souffle de juin à octobre, renforçant les humidités et amène la pluie. La vitesse moyenne annuelle des vents est de 1,5m/s.

- **L'évaporation et l'insolation**

En 2013, la quantité moyenne mensuelle d'eau à l'évaporation est estimée à 120,7 mm. Cette quantité a baissé de 0,6% par rapport à l'année 2012. L'étude de l'évolution mensuelle nous montre que l'évaporation a atteint son maximum cette année durant les mois de mars, avril et mai, avec respectivement 173 mm, 168 mm et 158mm. Par rapport à l'insolation on note qu'en 2013, la durée moyenne mensuelle de l'ensoleillement est de 235,8 heures (soit 7,9 heures par jour), contre 226 heures en 2012 (soit une augmentation de 4,4%), 239 heures en 2011, 214 heures en 2010 et 229 heures en 2009.

I.3 ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Elle est subdivisée en trois départements (Bambey, Diourbel et MBacké), huit arrondissements (Baba Garage, Lambaye et NGoye dans le Bambey, NDindy et NDoulo dans le Diourbel, Kael, NDame et Taïf dans le MBacké), trente-six (37) et (trois) communes.

I.4 SITUATION DEMOGRAPHIQUE

De 425.113 habitants en 1976, la population régionale est estimée à 1 497 455 habitants en 2013. **Le taux d'accroissement annuel intercensitaire qui était de 3,2 % entre 1976 et 1988, est passé à 3,9 % entre 1988 et 2002 pour revenir à 3,2 % entre 2002 et 2013.** En 2013, la densité régionale ressort à 314 habitants/km² et atteint un maximum de 415habitants au km² dans le département de Mbacké. **L'indice synthétique de fécondité est de 5,2 enfants en moyenne par femme en fin de vie féconde en 2011.** La **précocité des mariages (l'âge médian au premier mariage est de 16 ans)**, combinée à une faible prévalence contraceptive, induit naturellement une fécondité précoce.

I.5 ASPECTS ECONOMIQUES

L'activité économique de la région est principalement caractérisée par l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat.

- **L'agriculture** est essentiellement basée sur les cultures de rente (arachide, sésame, manioc, pastèque) et sur les cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, niébé). Les cultures maraîchères et fruitières ne sont pas en reste. Son développement dans la régionrencontredes contraintes majeures. Parmi elles, on note la réduction drastique des emblavures depuis quelques années, la mauvaise qualité **des semences, le faible niveau d'équipement et la vétusté du matériel agricole** mais aussi **l'irrégularité des pluies, entraînant ainsi une baisse généralisée des rendements agricoles.**
- **L'élevage** se caractérise par**l'existence de techniques traditionnelles que sont l'élevage pastoral fondé sur la transhumance et l'élevage sédentaire du terroir villageois.** La **réduction de l'espace pastoral conjuguée à une dégradation constante du couvert végétal, à une forte pression démographique sur les terres agricoles (réduisant ainsi les terres en jachère), à un nombre insuffisant de points d'eau, constituent un handicap certain pour le développement de l'élevage.** Cependant, avec la création de GIE et d'associations villageoises, un élevage de type moderne se développe de plus en plus dans la région.
- **Le commerce** est par essence une activité très prisée des « Baol – Baol ». Elle **occupe d'ailleurs, une place importante dans le développement économique de la**

région. Cette situation est favorisée par la position géographique de la région, à mi-chemin entre l'important centre de production de la zone sylvo-pastorale et les grands centres de consommation du centre ouest (Dakar, Thiès et Kaolack). On relève dans la région de Diourbel, une présence massive de marchés hebdomadaires « Louma » où sont écoulés une bonne partie de la production agricole et du bétail.

- **L'activité artisanale** présente de réels atouts pour la région. En effet, Diourbel est réputée pour sa forte tradition artisanale et la population dispose d'une réelle expertise notamment dans le domaine de la poterie. A cela, s'ajoute la présence du Centre de Perfectionnement pour l'Artisanat Rural (CPAR) de Kaél et du lycée technique pour permettre d'améliorer les capacités des artisans. Ces derniers tentent de s'organiser autour de la Chambre de Métiers. Avec leur dynamisme, le nombre d'artisans inscrits continue de progresser d'année en année, passant de 3307 en 2004 à 4587 en 2013.

I.6 ASPECTS SOCIAUX

Cette partie traitera les secteurs de la santé, de l'éducation, du cadre de vie, de l'hydraulique, de la culture, des organisations sportives et de jeunesse, des organisations féminines, et de l'incidence de la pauvreté.

En ce qui concerne la santé, les indicateurs sont loin d'être satisfaisants, notamment au niveau des infrastructures. En effet, en 2013, la région de Diourbel (1 497 455hbs), avec seulement 3hôpitaux, 5 centres de santé, 92 postes de santé et 114 cases de santé, enregistre un déficit en infrastructures par rapport aux normes de l'OMS lesquelles préconisent, 1 hôpital pour 150 000 habitants ; 1 centre de santé pour 50 000 habitants et 1 poste de santé pour 10 000 habitants.

- Le secteur de **l'éducation** constitue un maillon faible pour la région même si des efforts sont enregistrés dans le renforcement du système ces dernières années. Cependant, beaucoup reste à faire, notamment au niveau de la petite enfance et à l'élémentaire avec surtout l'implantation et le fonctionnement des écoles franco – arabes privées et les classes expérimentales en langues nationales. Le taux brut de scolarisation au niveau de l'élémentaire demeure relativement faible avec seulement 62% en 2013.

- Le secteur de **l'hydraulique** (rurale) présente de réels atouts dans la région de **Diourbel**, notamment avec la **volonté des pouvoirs publics d'améliorer** la couverture des besoins en eau des populations et du cheptel avec des investissements massifs surtout à **Touba**, mais également avec **l'amélioration de** la gestion des forages suite à la réforme de leur gestion (REGEFOR). Cependant, on note certaines contraintes comme la baisse du toit de la nappe consécutive aux cycles de sécheresse qui sévissent dans la zone, **l'insuffisance du captage de** la nappe et le non-respect des normes techniques de fonçage de nombreux puits, la teneur très élevée en sel de la nappe maestrichtienne dans certaines zones et **l'absence de cours d'eau pérennes**.
- **La culture** constitue un facteur de développement économique et social. La **région de Diourbel recèle d'importantes** potentialités culturelles. Son patrimoine culturel, très riche et coloré présente de réels attraits touristiques. Hélas, ce potentiel est faiblement exploité pour le tourisme. En plus de certains évènements culturels et religieux (Magal de Touba, etc.) organisés chaque année dans la région, on note également plusieurs sites et monuments historiques (28 au total), répartis dans tous les départements.
- Les activités de **jeunesse et de sports** sont bien présentes dans la région de **Diourbel**, même s'il reste encore à faire dans ce domaine. **Diourbel** est faiblement équipée en infrastructures sportives. Pourtant, ce ne sont pas les espaces pour accueillir ces infrastructures qui manquent. Il existe néanmoins 01 stade dans chaque département.
- **L'incidence de la pauvreté** : Selon les résultats préliminaires de la *Deuxième Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS2)*, 66,1% de la population régionale vivait en dessous du seuil de la pauvreté en 2005/2006. Ce taux est passé à 48,9% en 2010/2011, contre 46,7% au niveau national.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

édition 2013

INTRODUCTION

L'édition 2013 du présent chapitre sera axée sur les données démographiques issues des recensements et projections démographiques mais également des enquêtes démographiques et de santé (EDS). Il traitera des caractéristiques de la population de la région notamment l'évolution de son effectif, le niveau de fécondité, la structure par âge et par sexe ainsi que sa répartition géographique et sa densité en mettant en relief son rythme d'accroissement assez rapide, sa dynamique et son niveau d'urbanisation.

II.1 EVOLUTION DE LA POPULATION

Les données issues des quatre recensements (1976, 1988, 2002, 2013) effectués au Sénégal indiquent que la population de la région de Diourbel est passée de 425 113 habitants en 1976 à 619 245 habitants en 1988, puis de 1 051 472 habitants en 2002 à 1 497 455 habitants. Cependant selon les dernières projections démographiques de l'ANSD, cette population est passée en 2008 à 1 274 494 habitants, en 2009 à 1 315 202 habitants, en 2010 à 1 356 796 habitants, en 2011 à 1 399 220 habitants et en 2012 à 1 442 218 habitants.

II.1.1 Accroissement de la population

Le taux d'accroissement annuel moyen intercensitaire est passé de 3,2% entre 1976 et 1988 à 3,9% entre 1988 et 2002 avant de revenir à 3,2% entre 2002 et 2013, ce qui correspond à un doublement de la population tous les 22 ans. L'augmentation du taux d'accroissement annuel moyen observée à la deuxième période intercensitaire (1988-2002) s'explique par la forte croissance de la population du département de Mbacké, directement imputable à l'immigration vers Touba.

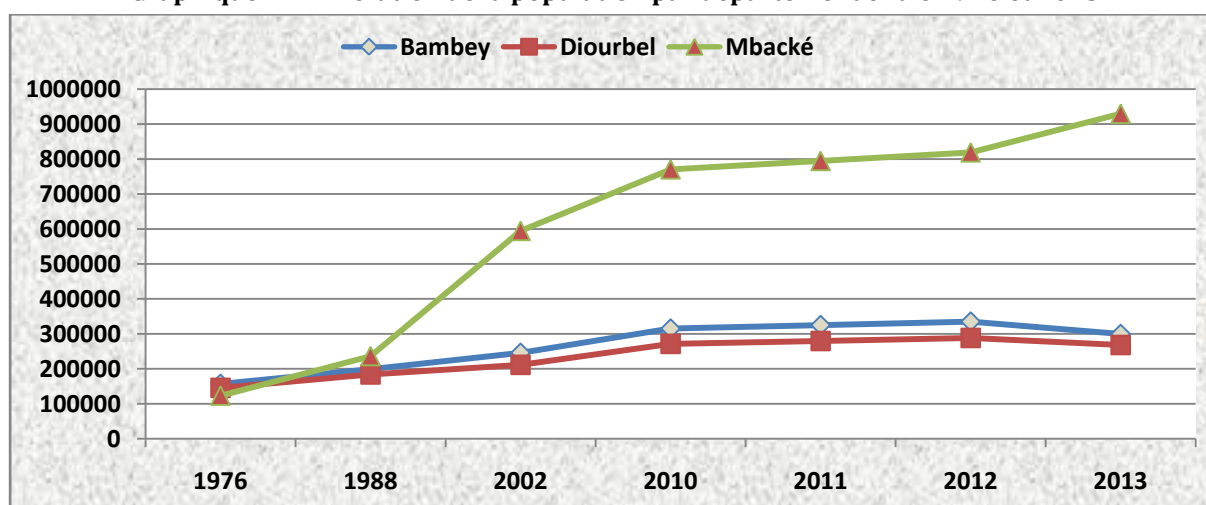
Tableau 2.1: Evolution et taux d'accroissement annuel moyen de la population

Années	1976	1988	2002	2010	2011	2012	2013
Population résidente	425113	619245	1051472	1356796	1399220	1442418	1497455
taux d'accrois annuel moyen (en %)		3,2	3,9	3,2	3,2	3,2	3,8

Source : ANSD. RGPHAE 2013

Entre 1976 et 2013, l'augmentation nette de la population régionale est estimée à 1072342 habitants, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 3,5%, ce qui correspond à un doublement de la population tous les 20 ans. Le département de Mbacké, du fait de l'effet d'attraction qu'exerce la ville sainte de Touba, contribue à lui seul pour 929762 habitants en 2013, soit une variation moyenne annuelle de 18% par rapport à 1976.

Graphique 2.1 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données du RGPHAE 2013 fournies par l'ANSD

Par ailleurs, l'augmentation de la population du département de Mbacké observée depuis 2010 au détriment des départements de Diourbel, et de Bambey pourrait être expliquée entre autre par l'effet d'attraction que Touba exerce sur les autres localités de la région.

II.1.2 Fécondité

II.1.2.1 Niveau

Le niveau de fécondité est généralement mesuré par l'indice synthétique de fécondité (ISF) (ou par les taux de fécondité par âge). L'ISF correspond au nombre d'enfants que mettrait au monde une femme à la fin de sa vie féconde si les taux de fécondité du moment restaient invariables. Au Sénégal, la fécondité des femmes demeure encore élevée même si l'on note une tendance à la baisse. En effet, selon l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) de 2005, chaque femme donne naissance en moyenne à 5,3 enfants en fin de vie féconde alors qu'en 2010-2011, ce taux s'établit à 5 enfants selon la même enquête.

Tableau 2.2 : Evolution de l'indice synthétique de fécondité (ISF) et de descendance finale(DF)

	1986	1992	1997	2005	2010/2011
ISF Sénégal	6,6	6,03	5,7	5,3	5
ISF Diourbel	6,9	6,29	6,2	6,3	5,2
DF Sénégal	7,2	7,14	7,1	6,4	5,7
DF Diourbel	7	7,23	7,03	7,2	6,1

Source : EDS (1986, 1992, 1997, 2005, 2010/2011)

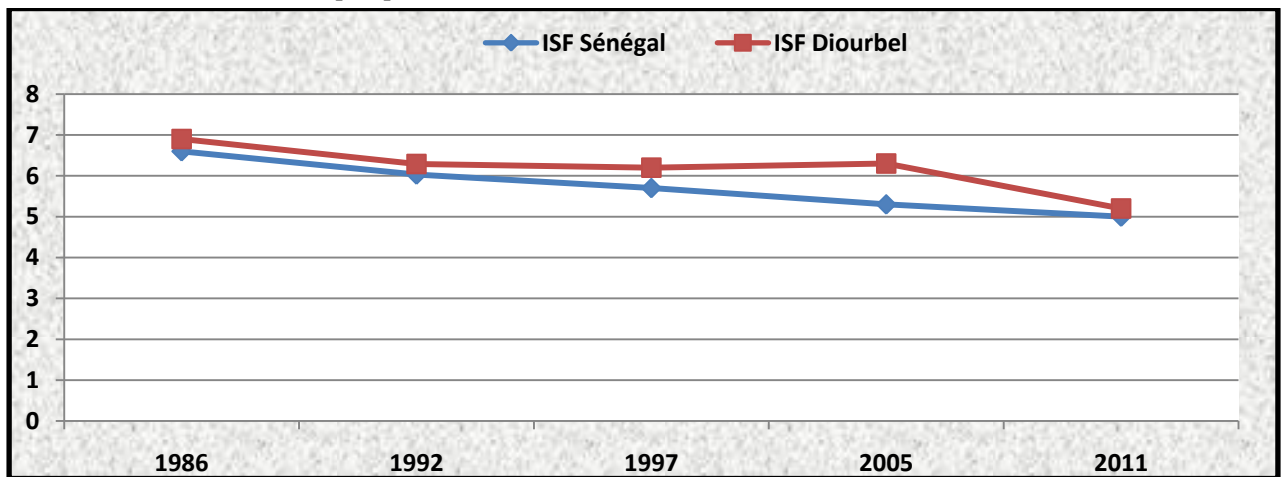
Dans la région de Diourbel l'ISF se situe selon les dernières statistiques de 2010 à 5,2 enfants (contre à 6,3 enfants en 2005) soit un peu plus que la moyenne nationale.

Par rapport aux autres régions l'ISF est de 3,7 enfants à Dakar, il est de moins 5 enfants(4,8) à Ziguinchor, Thiès et Louga, il se situe autour de 5,5 enfants à Saint-Louis Diourbel et Matam. Par contre, il est de 6 enfants et plus dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Tambacounda et Kédougou, Sédhiou, Kolda et Fatick.

II.1.2.2 . Tendence

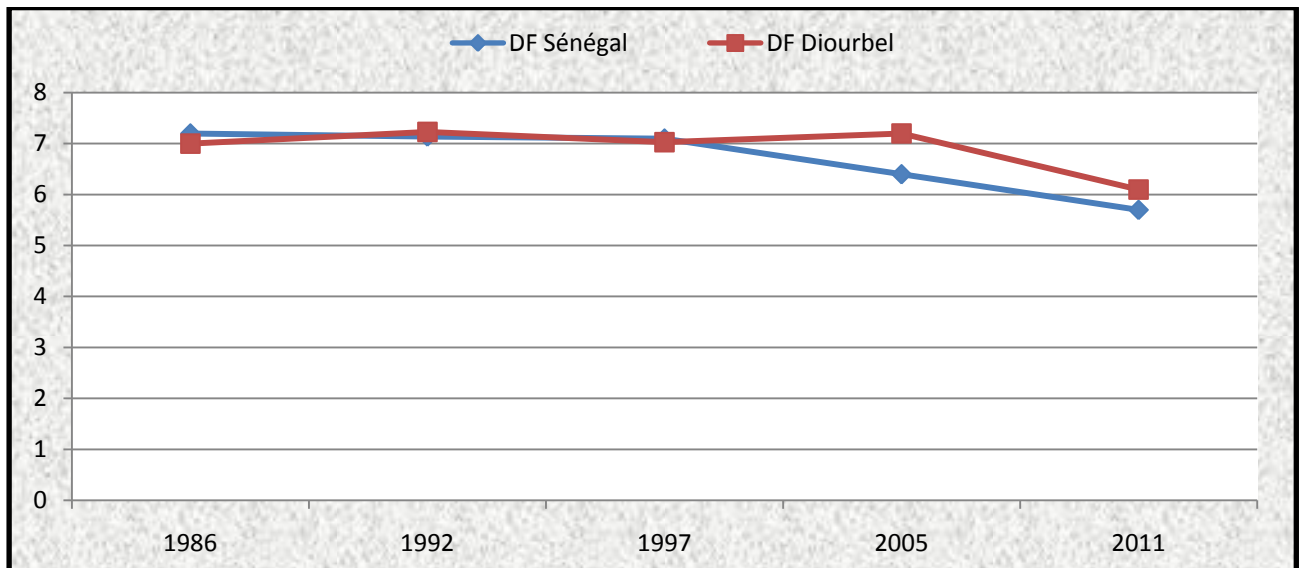
Entre 1986 et 2005, l'ISF a connu une baisse aussi bien au Sénégal qu'à Diourbel. En effet, de 6,6 enfants en 1986 l'ISF est passé au plan national à 5,3 enfants en 2005 puis à 5 enfants en 2010-2011 alors qu'il se chiffrait à Diourbel à 6,9 enfants en 1986 et à 6,3 enfants par femme en 2005. Toutefois la baisse a été moins forte à Diourbel.

Graphique 2.2: Evolution de l'ISF entre 1986 et 2011



Source : SRSD de Diourbel à partir des données des EDS de 1986,1992,1997 et 2005 et 2010-2011
ISF= indice synthétique de fécondité

Graphique 2.3 bis: Evolution de la descendance finale entre 1986 et 2011



Source : SRSD de Diourbel à partir des données des EDS de 1986,1992,1997 et 2005 et 2010-2011
DF = descendance finale

Quant à la descendance finale (nombre moyen d'enfants nés vivants des femmes de

15-49 ans), elle amorce une timide baisse au niveau national mais reste quasi stationnaire de 1986 à 2005 dans la région de Diourbel avant d'amorcer une baisse à partir 2011.

Ce retard de Diourbel dans le mouvement de baisse de la fécondité pourrait s'expliquer par :

- la forte ruralité de la population régionale (84,5%) ;
- **L'analphabétisme qui touche 80% des Diourbelloises enquêtées contre 62% au niveau national ;**
- La faible utilisation des moyens contraceptifs dans les ménages de la région (5,6% des femmes enquêtées contre 13,1% au niveau national) ;
- **Le désir d'enfant supplémentaire plus fort dans les zones rurales qu'urbaines.**

En effet, les enquêtes EDS ont montré la corrélation négative entre la fécondité, le niveau d'instruction et l'utilisation de la contraception. Par ailleurs, d'après les enquêtes EDS, **c'est le désir d'enfant supplémentaire qui est la première cause de maintien du niveau élevé de la fécondité évoquée par les femmes.** Cependant avec l'urbanisation et l'élévation du niveau d'instruction des femmes, on peut s'attendre à une baisse continue du niveau de fécondité à Diourbel.

II.2. STRUCTURE DE LA POPULATION DE LA REGION

L'effectif et la composition de la population selon l'âge et le sexe ainsi que sa répartition spatiale selon le milieu de résidence par département seront examinés

II.2.1 Répartition de la population par groupe d'âge et par sexe

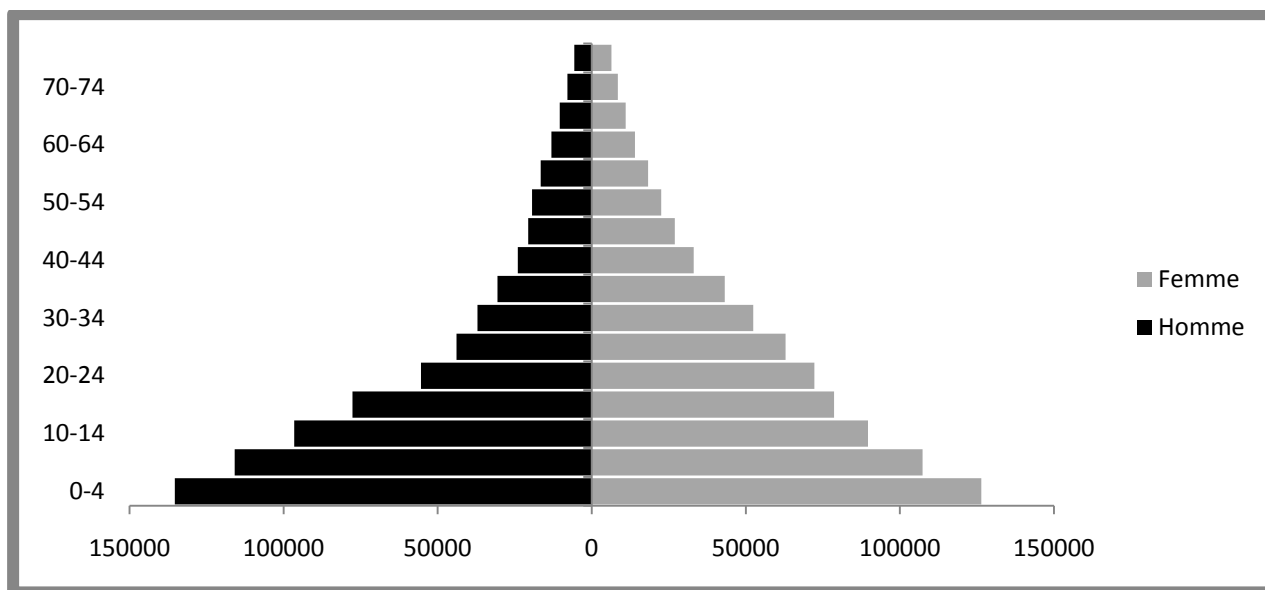
La principale caractéristique de la population de la région de Diourbel se résume à la forte proportion de sa jeunesse. En effet, 45% ont moins de 15 ans, 55% ont moins de 20 ans et seulement 4% ont 65 ans et plus.

Tableau 2.3: Répartition de la population par groupes d'âges et par sexe en 2013

Groupe d'âge	Homme	Hom %	Femme	Fem %	Ensemble	Ens %	Rapport de
							Masculinité
0-4	123 123	17,2	118 372	15,2	241 495	16,1	104
5-9	128 068	17,9	115 379	14,8	243 446	16,3	111
10-14	98 295	13,7	88 089	11,3	186 384	12,4	112
15-19	75 903	10,6	80 201	10,3	156 103	10,4	95
20-24	55 549	7,8	72 016	9,2	127 565	8,5	77
25-29	43 766	6,1	63 165	8,1	106 930	7,1	69
30-34	38 205	5,3	54 465	7,0	92 670	6,2	70
35-39	29 490	4,1	41 103	5,3	70 593	4,7	72
40-44	25 435	3,6	34 432	4,4	59 867	4,0	74
45-49	19 214	2,7	25 607	3,3	44 821	3,0	75
50-54	21 669	3,0	25 949	3,3	47 618	3,2	84
55-59	14 318	2,0	14 894	1,9	29 212	2,0	96
60-64	15 282	2,1	16 842	2,2	32 127	2,1	91
65-69	8 170	1,1	8 165	1,0	16 334	1,1	100
70-74	9 121	1,3	10 592	1,4	19 714	1,3	86
75-79	4 457	0,6	4 257	0,5	8 714	0,6	105
80-84	3 548	0,5	4 194	0,5	7 740	0,5	85
85-89	1 654	0,2	1 440	0,2	3 093	0,2	115
90-94	698	0,0	998	0,1	1 695	0,1	70
95 et plus	495	0,1	833	0,1	1 332	0,1	59
ND					2		!
Total	716 460	100,0	780 993	100	1 497 455	100	92

Source : ANSD. RGPHAE 2013

Graphique 2.4:Pyramide des âges de la Population de la région de Diourbel en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'ANSD

La pyramide des âges présente une base large synonyme d'une fécondité élevée et un sommet qui se rétrécit vite au fil des âges traduisant une forte mortalité. Cette structure pyramidale est caractéristique des pays en voie de développement.

Le taux de dépendance démographique (rapport de la population de moins de 15 ans et des 65 ans et plus à la population de 15 à 64 ans) est de 95%.

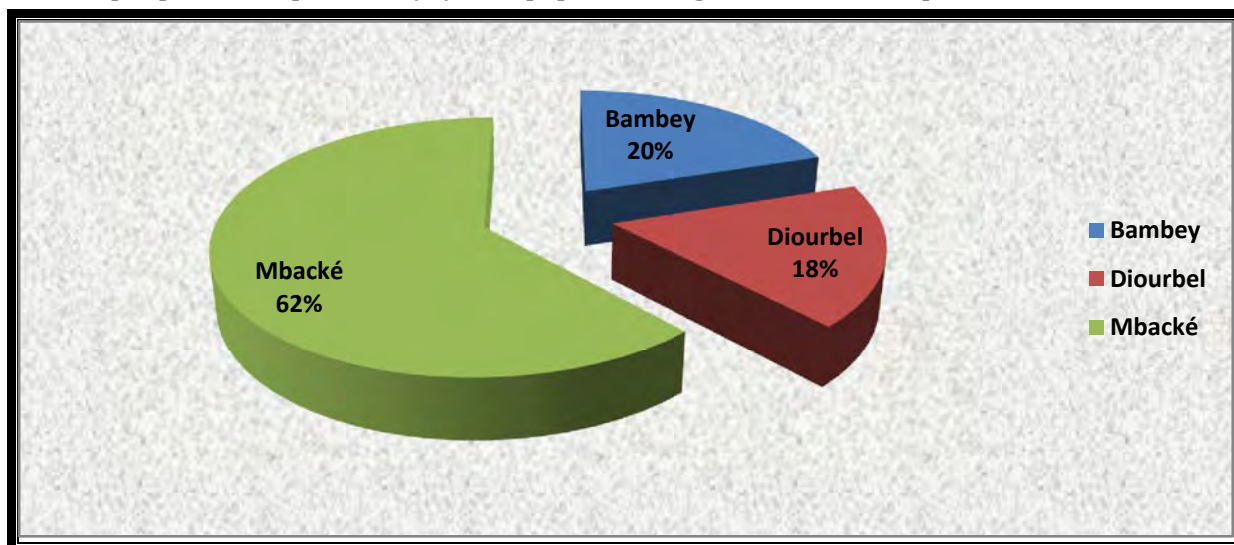
Par ailleurs, si à la naissance on observe en moyenne 104 garçons pour 100 filles, on constate que le rapport de masculinité bascule rapidement en faveur des filles à partir de 15 ans. Ce déséquilibre s'accroît entre 20 et 49 ans avant de s'améliorer entre 50 et 69 ans et pourrait s'expliquer par une surmortalité des hommes par rapport aux femmes mais également par les effets de l'émigration et de l'exode qui touchent plus les hommes adultes que les femmes.

II.2.2. Répartition spatiale de la population

II.2.2.1. Répartition selon le département

En 2013, la région de Diourbel compte 1 497 455 habitants, soit **780 993** femmes et **716 460** hommes. A l'intérieur de la région, il existe d'importantes disparités dans la répartition de cette population. En effet, 62% de la population résident dans le département de Mbacké, 20% dans celui de Bambey et 18% dans le département de Diourbel.

Graphique 2.5 : Répartition (%) de la population régionale selon le Département en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données de l'ANSD

Quel que soit le département, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Elles représentent environ 52% de la population totale. Les communautés rurales les plus peuplées sont celles de Touba Mosquée (753 313 hts); Ngoye (46 176 hts); Dangkalma (32 440 hts); Lambaye (27 847 hts); Réfane (33 727 hts). Les moins peuplées sont celles de Taiba Thiékène (1 738 hts) Darou Nahim (2 358 hts); et Darou Salam (5 522 hts). On notera que la communauté rurale de Touba Mosquée concentre à elle seule plus de 50% de la population totale de la région.

II.2.2.3. Densités

En 2013, la population de la région est estimée à 1 497 453 habitants pour une superficie de 4769km², soit une densité de 314 habitants au Km².

Tableau 2.4 : Répartition par département de la population et des densités en 2013

Départements	Population	%	Superficies	%	Densités
Bambey	299476	20	1351	28	222
Diourbel	268215	18	1175	25	228
Mbacké	929762	62	2243	47	415
Total	1 497 453	100	4769	100	314

Source : ANSD. RGPH 2013

Le département de Mbacké (415 hts/km²) présente la densité la plus forte devant ceux de Diourbel (228habitants/km²) et de Bambey (222 habitants/km²).

II.2.2.3. Répartition selon le milieu de résidence

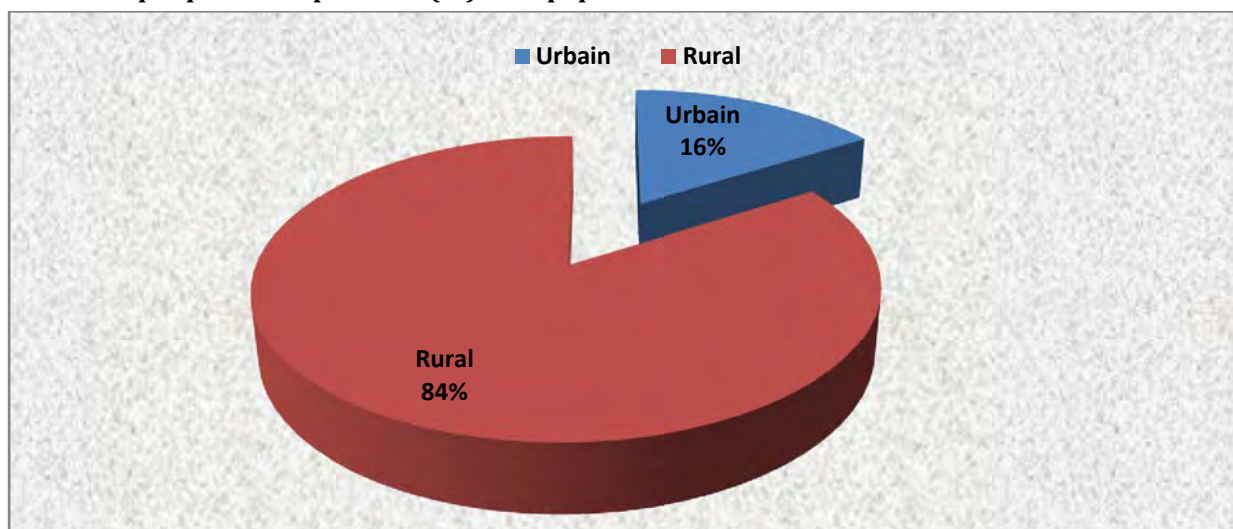
En 2013, la population régionale se chiffre à 1 497 453 habitants .Elle est essentiellement rurale (84%). La population urbaine qui s'élève à 239 869 habitants, soit un taux d'urbanisation de 16% réside dans les 3 communes de la région (Bambey, Diourbel et Mbacké). Par rapport à la population totale, le département de Diourbel concentre la plus forte proportion de population urbaine (9%) devant Bambey (2%) et Mbacké (5%).

Tableau 2.5 : Répartition de la population par département selon le milieu de résidence en 2013

Départements	Urbain		Rural		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Bambey	28908	12	270568	22	299476	20
Diourbel	133706	55	134509	11	268215	18
Mbacké	77255	32	852507	68	929762	62
Total	239869	100	1257584	100	1 497 453	100

Source : ANSD. RGPH 2013

Graphique 2.6: Répartition (%) de la population selon le milieu de résidence en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données du RGPHAE 2013 fournies par l'ANSD

La population rurale reste concentrée en majorité dans le département de Mbacké où elle représente 57% de la population totale régionale devant Bambey(18%) et Diourbel(9%).

CONCLUSION

En 2013 la population de la région de Diourbel s'établit selon les résultats définitifs du Recensement General de la Population **de l'Habitat et de l'Agriculture (RGPHAE)** à 1 497 455habitants suite à une évolution qui est passée en 2008 à 1274494 habitants, en 2009 à 1 315 202 habitants, en 2010 à 1356796 habitants et en 2011 à 1399220 habitants en 2012 à 1442418 habitants.

Le taux d'accroissement moyen annuel intercensitaire est passé de 3,2% entre 1976 et 1988 à 3,9% entre 1988 et 2002 puis à 3,2% entre 2002 et 2012 ce qui correspond à un doublement de la population tous les 22 ans.

A l'intérieur de la région, il existe d'importantes disparités dans la répartition de cette population. En effet, 62% de la population résident dans le département de Mbacké, 20% dans celui de Bambey et 18% dans le département de Diourbel.

Les principales caractéristiques de la population de la région de Diourbel se résument à la forte proportion de sa jeunesse. En effet, 45% ont moins de 15 ans, 55% ont moins de 20 ans et seulement 4% ont 65 ans et plus.

La pyramide des âges présente une **base large synonyme d'une fécondité élevée et** un sommet qui se rétrécit vite au fil des âges traduisant une forte mortalité. Cette structure pyramidale est caractéristique des pays en voie de développement.

L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) se situe selon les dernières statistiques **issues de l'Enquête Démographique et de Santé de 2010-2011** à 5,2 enfants soit un peu plus que la moyenne nationale (5 enfants). Le taux de dépendance démographique (rapport de la population de moins de 15 ans et des 65 ans et plus à la population de 15 à 64 ans) est de 95%.

CHAPITRE III : AGRICULTURE

édition 2013

INTRODUCTION

La campagne agricole 2013/2014 a été caractérisée par une pluviométrie moins abondante, comparée à celle de 2012/2013. Malgré le déficit net observé par rapport à la précédente campagne, cette pluviométrie a favorisé un bon développement des cultures. Dans ce présent chapitre, nous tenterons par une analyse succincte de passer en revue les différentes étapes de cette campagne agricole. Un accent particulier sera mis notamment sur la pluviométrie, mais aussi sur la mise en place des intrants, sur les rendements et sur les productions.

III.1. PLUVIOMETRIE

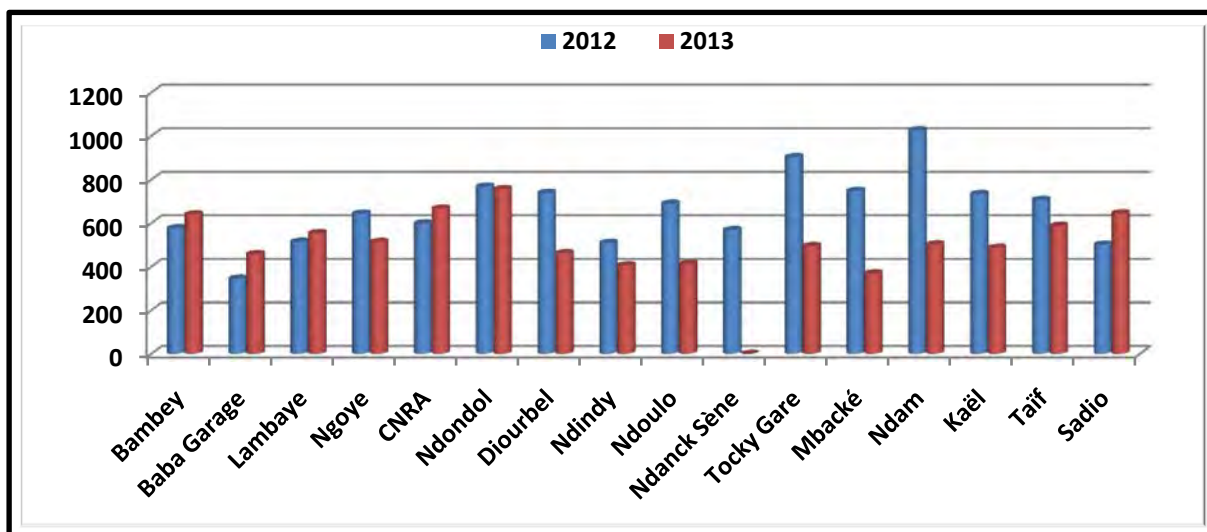
En 2013, la pluviométrie affiche une quantité de 530,5 mm, comparé à 2012, elle a diminué de 136,5 mm en valeur absolue, conséquence d'une mauvaise répartition spatiale et temporelle des pluies (survenance de pauses pluviométriques).

Tableau 3.1 : Evolution de la pluviométrie et du nombre de jour par poste de 2012 et 2013

Poste	Campagne 2013/2014		Campagne 2012/2013		Ecart	
	mm	jours	mm	jours	mm	jours
Bambey	639,8	41	576,4	43	63,4	-2
Babagarage	457,9	39	345,3	37	112,6	2
Lambaye	554	44	514,4	37	39,6	7
Ngoye	514,1	43	643,9	40	-129,8	3
CNRA	666,6	50	599,7	50	66,9	0
Ndondol	756	48	768,1	39	-12,1	9
Diourbel	462,1	43	738,5	41	-276,4	2
Ndindy	406,9	30	508,9	27	-102	3
Ndoulo	413,2	36	690,2	34	-277	2
Ndanck Sène	ND	ND	568,2	25	ND	ND
Tocky Gare	495,3	31	903,5	33	-408,2	-2
Mbacké	369,5	45	747,8	39	-378,3	6
Ndame	503	38	1026,5	43	-523,5	-5
Kael	486,9	38	733,9	38	-247	0
Taif	587,7	43	707,1	36	-119,4	7
Sadio	645,1	36	501,3	34	143,8	2
Moyenne	530,5	40,3	660,9	37,3	-136,5	2,3

Source : DRDR Diourbel

Graphique 3.1 : Evolution de la pluviométrie (en mm) par poste de 2012 à 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la DRDR

Seuls les postes de Bambey, de Baba Garage, Lambaye, du CNRA de Bambey ont enregistré une variation positive, tous les autres sont négatifs. Notons que la quantité maximale de pluies est repérée à Ndongol avec 756 mm en 48 jours contre un minimum de 369,5 mm en 45 jours de pluies à Mbacké.

III.2. SITUATION PHYTOSANITAIRE

Elle a été calme pour cette campagne. Il y a eu beaucoup de signalisations concernant les sauteriaux mais les densités ont été faibles et sans incidence majeure.

III.3. MISE EN PLACE DES INTRANTS

En 2013, la quantité de semences d'arachides mise en place et vendue est de 3 181,5 tonnes contre 4370 tonnes pour l'année précédente soit une baisse de 37,4%.

Tableau 3.2 : Mise en place des semences (en tonnes)

Mise en place des semences	Semences d'arachides	Semences GOANA			
	Arachide	Mil	Sorgho	Niébé	Maïs
Quantités mises en place et vendues (en tonnes)	3 181,5	100	19	257	40

Source : DRDR de Diourbel

S'agissant particulièrement des semences GOANA, les quantités placées et vendues sont de 100 tonnes pour le mil, 19 tonnes pour le Sorgho, 262 tonnes pour le niébé et 40 tonnes de Maïs.

Quant aux engrais, la situation s'est beaucoup améliorée en 2013 aussi bien au niveau des quantités mises en place qu'au niveau des cessions. Pour l'arachide NPK 6-20-20 les mises en place sont de 3 070 tonnes sur les 3 230 tonnes prévues soit un taux de 95%. Par rapport à la dernière campagne, les quantités ont augmenté de 55,5% (1974,95 tonnes en 2012).

Tableau 3.3 : Mise en place des engrais

Mise en place des engrais	Arachide	Mil	Urée
Quantité prévues (en tonnes)	3 230	1 650	154
Quantités mises en place (en tonnes)	3 070	1 648	154
Quantité vendue (en tonnes)	1 374,90	1 245,25	148,75
Taux de mise en place (en %)	95,0	99,9	100,0
Taux de cession (en %)	44,8	75,6	96,6

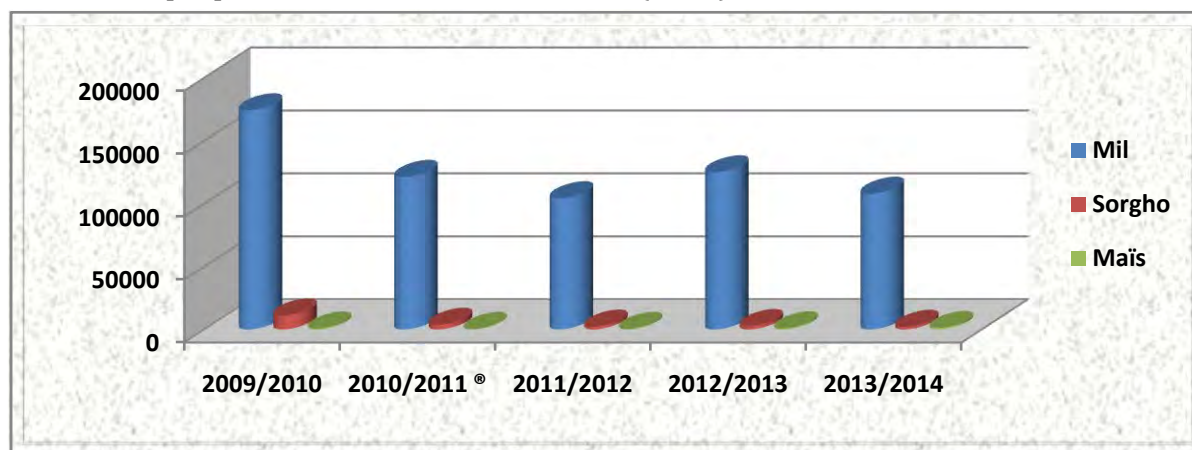
Source : DRDR de Diourbel

Le taux de cession s'élève à 44,8% des mises en place. Il s'ensuit le mil NPK 15-10-10 avec 1648 tonnes mises en place sur les 1650 tonnes, soit un taux de 99,9%. La cession revient à 75,6% des mises en place. Enfin pour l'urée, toutes les 154 tonnes prévues ont été mises en place dont 148,75 tonnes vendues. La cession s'élève à 96,6% des mises en place.

III.4. SUPERFICIES

Les superficies cultivées au cours de la campagne agricole de 2013 sont estimées à 326 182 hectares contre 353 340 hectares pour la campagne précédente, soit une baisse de 7,7 %. Concernant les cultures céréalières, globalement, les emblavures sont passées de 128 238 ha en 2012 à 111 032 ha en 2013, soit une variation négative de 13,4 %.

Graphique 3.2 : Evolution des emblavures (en Ha) des céréales de 2009 à 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la DRDR

Toutes les spéculations ont enregistré une baisse des emblavures sauf pour l'arachide, le Maïs, le niébé et le sésame. En outre, les plus fortes hausses sont observées sur les emblavures dumais et du sésame.

III.5. RENDEMENTS

Les rendements dépendent principalement de la qualité des intrants, de la pluviométrie et des techniques culturales utilisées. En 2013, on note une nette baisse des rendements au niveau des céréales par rapport à l'année 2012.

Tableau 3.4 : Evolution des rendements (en kg/ha) de 2008/2009 à 2012/2013

Spéculations	2009/2010	2010/2011®	2011/2012	2012/2013	2013/2014	Var en %
Mil	649	570	608	723	586	-18,9
Sorgho	595	572	619	662	542	-18,1
Maïs	600	640	568	760	586	-22,9
Huilerie	726	785	505	797	602	-24,5
Niébé	348	305	174	287	238	-17,1
Pastèque	5282	6634	6973	6 852	6 840	-0,2
Manioc	5573	7000	6031	7 500	7 500	0,0
Bissap	250	250	250	300	300	0,0
Sésame	275	-	300	300	500	66,7
Gombo	10000	-	-	-	8 000	-

Source : DRDR Diourbel /® : Données rectifiées par rapport à l'édition précédente

L'arachide d'huilerie, le niébé, la pastèque voient aussi leur rendement diminuer à l'exception du sésame qui a augmenté de 66,7 %. En outre, aucune variation n'a été notée au niveau du Manioc et du Bissap qui stagnent respectivement à 7500 kg/ha et 300 kg/ha comme en 2012.

III.6. PRODUCTIONS AGRICOLES

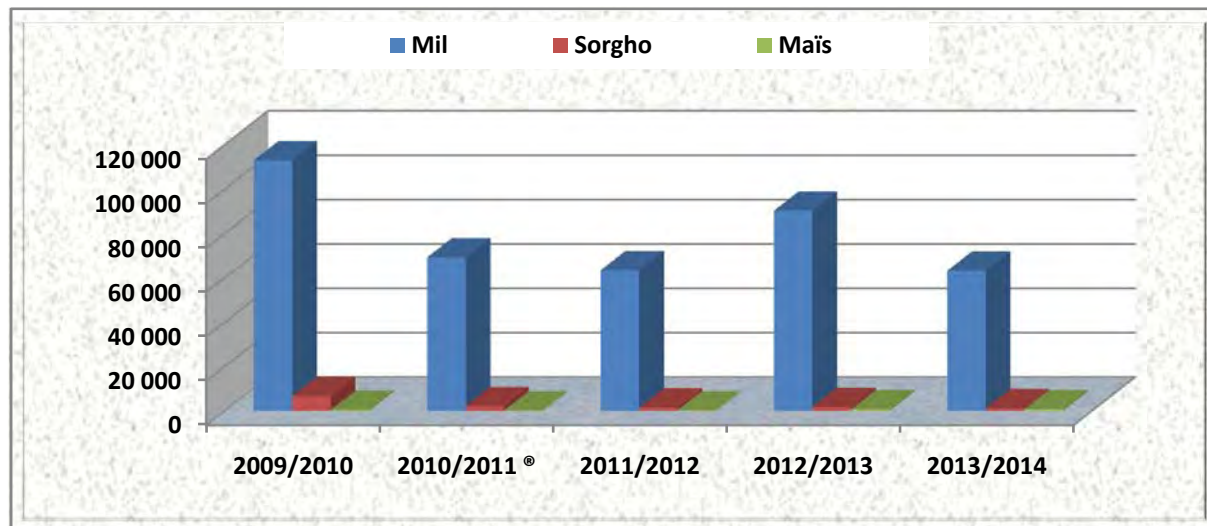
En 2013/2014, la région de Diourbel a enregistré une production céréalière de 64 949 tonnes contre 92 558 tonnes en 2012/2013, soit une baisse de 29,8% directement imputable au mil et au Sorgho. Par contre pour le maïs une légère augmentation de la production est notée (passant de 613 tonnes en 2012 à 676 tonnes en 2013).

Tableau 3.5 : Evolution de la production agricole (en tonnes) de 2008/2009 à 2012/2013

Spéculations	2009/2010	2010/2011 ®	2011/2012	2012/2013	2013/2014	Var en %
Mil	112917	69124	63308	90 190	63 139	-30,0
Sorgho	6609	2107	1374	1 755	1 134	-35,4
Maïs	406	200	254	613	676	10,3
Total Céréales	119932	71431	64936	92 558	64 949	-29,8
Arachides d'huilerie	87428	81738	45943	58 675	49 178	-16,2
Niébé	17730	4387	1822	5 860	4 894	-16,5
Pastèque	13480	2992	5415	13 322	8 427	-36,7
Manioc	3712	1470	347	1 308	473	-63,8
Bissap	497	545	80	216	130	-39,8
Sésame	108	-	9	9	96	-
Gombo	2294	-	-	-	48	-
Total	245181	162563	118552	264 506	193 144	-27,0

Source : DRDR Diourbel ® : Données rectifiées par rapport à l'édition de 2010

Graphique 3.3 : Evolution de la production céréalière (en tonnes) de 2009/2010 à 2013/2014



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la DRDR

Le tableau et le graphique ci-dessus, permettent de constater que le mil, malgré la baisse de sa production, demeure toujours la première spéculation céréalière de la région en 2013/2014.

Les autres spéculations telles que **l'arachide d'huilerie**, le niébé, le manioc, le bissap et la pastèque ont considérablement diminué. Seul le sésame et le gombo ont enregistré des variations positives.

III.7. PROJETS ET PROGRAMMES

La DRDR de Diourbel a signé des partenariats avec les projets intervenant dans le **secteur de l'agriculture à l'exemple du PAFA, PROMISO, BCV, PPHV pour le suivi de certaines de leurs activités dans la région de Diourbel.** Les différents projets faisant **l'objet d'interventions sont** : (1) Banques Céréalières Villageoises (BCV), (2) Projet Petite Hydraulique Villageoise dans le bassin arachidier (PPHV), (3) **Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)**, (4) Programme Nutrition Enfance et Sécurité Alimentaire (NESA), (5) Projet de Bassins de Rétention et de Valorisation des Forages (BARVAFOR), (6) Projet de gestion durable des terres (GDT), (7) Programme de Croissance Economique (PCE - USAID), (8) Programme de développement des Marchés Agricoles du Sénégal (PDMAS), (9) Projet de Diffusion de Bonnes Pratiques culturelles du Mil dans le bassin Arachidier Nord.

III.8. ATOUS ET FAIBLESSES

III.8.1. Atouts

- la forte implication des autorités administratives et des partenaires ;
- le dispositif de suivi fonctionnel ;
- **l'analyse des semences avant la notification** ;
- le bon déroulement des cessions dans son ensemble ;
- la forte subvention des intrants (semences et engrais) ;
- le prix aux producteurs rémunérateurs ;
- la libéralisation de la filière arachidière;
- la mise en place à temps des semences et des engrais (sauf le manioc) ;
- la présence des programmes spéciaux;
- la faible pression parasitaire en général et particulièrement sur le niébé;
- la présence des programmes de multiplication ;
- **la présence de l'ANCAR qui accompagne les producteurs et leurs opérateurs.**

III.8.2. Difficultés et faiblesses

Durant cette campagne, les difficultés et faiblesses suivantes ont été recensées :

- la pauvreté des sols de la région ;
- le non conditionnement des semences écrémées ;
- la vétusté du matériel agricole;
- la forte présence du striga;
- **l'enherbement des parcelles** ;
- la forte présence de maladies fongiques sur le mil comme le mildiou, charbon;
- **le retard dans la mise en place d'engrais pour les programmes de multiplication** ;
- la forte présence des termites sur le manioc;
- **le retard de la mise en place de l'engrais manioc** ;
- le retard dans la mise en place des boutures de manioc;
- **l'insuffisance des moyens logistiques** entraînant des retards dans les statistiques et des difficultés pour le suivi;
- la faible motivation financière des agents ;
- la diminution **l'effectif des agents**.

III.8.3. Perspectives

En tenant compte des résultats des cinq dernières campagnes agricoles et dans ce contexte favorable, les objectifs de production suivants ont été fixés :

Tableau 3.6: perspectives de production campagne 2013/2014

Cultures	SUP (ha)	RDT (Kg/ha)	PROD (t)
Mil	120 000	800	96 000,00
Arachide	87 428	800	69 942,4
Niébé	40 000	600	24 000
Sorgho	5 000	1000	5 000
Mais	1 000	1000	1 000
Pastèque	20 000	8000	160 000
Manioc	2 000	10000	20 000
Bissap	1 500	600	900
Sésame	1 500	600	900

Source : DRDR Diourbel

CONCLUSION

La campagne 2013/2014 **s'est bien déroulée dans l'ensemble**. Cependant, les résultats obtenus sont relativement moins satisfaisants que ceux obtenus lors de la campagne précédente. Toutefois en analysant les difficultés rencontrées et les atouts observés les mesures suivantes doivent être prises en guise de recommandations:

- Informer et sensibiliser les producteurs sur les assurances agricoles;
- Renforcer et généraliser le programme de phosphatage de fond de l'INP;
- **Améliorer le niveau d'équipement** des producteurs;
- Promouvoir un programme régional de régénération du capitalsemencier et accompagner les producteurs **pour l'accès aux intrants**;
- Mettre en place les intrants subventionnés à temps;
- Améliorer les effectifs de la DRDR et des SDDR;
- Améliorer les conditions de travail des agents;
- Rééquiper les DRDR et SDDR.

CHAPITRE IV : ELEVAGE

Edition 2013

INTRODUCTION

Le sous-secteur de l'élevage occupe une fonction économique secondaire par rapport à l'activité agricole. Il est dominé par le système extensif traditionnel avec le trait caractéristique d'une forte transhumance liée à l'insuffisance des pâturages et des réserves fourragères. L'essentiel du cheptel, séjourne en zone sylvo-pastorale durant l'hivernage. Le présent chapitre sera axé sur les caractéristiques de l'effectif du cheptel, les infrastructures pastorales ainsi que la production et la santé animale en 2013.

IV.1. EFFECTIFS DU CHEPTEL

En 2013, selon les estimations, les effectifs du cheptel régional se présentent comme suit :

Bovins (167610 têtes), ovins (250 702 têtes), caprins (228717 têtes), Equins (73253 têtes), Asins (49243 têtes), Porcins (14715 têtes) et volaille (2723506 têtes).

Tableau 4.1: Répartition du cheptel selon l'espèce et le département en 2013

Départements	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asiniens	Porcins	Volailles
Diourbel	49 288	60 049	75 397	21 895	14 285	12 142	810 338
Bambey	46 612	103 659	93 151	19 877	14 939	2 573	885 197
Mbacké	71 710	86 994	60 169	31 481	20 019	-	1 027 971
Total	167 610	250 702	228 717	73 253	49 243	14 715	2 723 506

Source : Service Régional de l'élevage de Diourbel

Par ailleurs, la répartition géographique révèle une prédominance du département de Mbacké quel que soit l'espèce considérée.

IV.2. INFRASTRUCTURES PASTORALES

La région de Diourbel compte 217 infrastructures pastorales en 2013, réparties entre les sources d'abreuvement et les parcs à vaccination. Ces infrastructures sont majoritairement dominées par les forages (129, soit 59,4%). Les parcs à vaccination sont au nombre de 88 (soit 40,6% de ces infrastructures).

Tableau 4.2: Répartition des sources d'abreuvement et parcs à vaccination par département en 2013

Départements	Forages	Parcs à vaccination
Bambey	44	23
Diourbel	22	25
Mbacké	63	40
Total	129	88

Source : Service Régional de l'Élevage de Diourbel

La répartition par département est définie comme suit : Bambey (44 forages et 23 parcs à vaccination), Diourbel (22 forages et 25 parcs à vaccination) et Mbacké (63 forages et 40 parcs à vaccination).

IV.3. PRODUCTION ANIMALE

IV.3.1. Viande

a. Abattages contrôlés

En, 2013 le nombre d'abattages contrôlés par espèce est chiffré à 35 955. Cet effectif a été plus représentatif au niveau des espèces ovins (38,7%) et caprins (31,6%).

Tableau 4.3: Nombre (tête) d'abattages contrôlés par espèce et département en 2013

Départements	Taureaux	Bœufs	Vaches	Veaux/Vêles	Ovins	Caprins	Total
Bambey	1 020	207	457	170	1 533	730	4 117
Diourbel	1 004	200	1 200	75	1 350	3 525	7354
Mbacké	1 350	980	3 609	420	11 025	7 100	24484
Total 13	3 374	1387	5266	665	13908	11355	35 955
Total 12	2 623	1 292	5 066	535	13 603	11 164	34 283
Var 12/13 (%)	28,6	7,4	3,9	24,3	2,2	1,7	4,9

Source : Service Régional de l'Élevage de Diourbel

Cependant, ces abattages contrôlés ont subi une hausse générale de 5% cette année **par rapport l'année précédente. En effet**, pour toutes les espèces les abattages ont connu une hausse. Notons aussi que ces abattages contrôlés ont été plus représentatifs dans le département de Mbacké (avec 68%).

Le tableau ci-dessous décrit le poids des abattages contrôlés dans la région de Diourbel en 2013.

Tableau 4.4 : Poids (en kg) des abattages contrôlés par espèce et par département en 2013

Départements	Taureaux	Bœufs	Vaches	Veaux/Vêles	Ovins	Caprins	Total
Bambey	125 300	29 326	63 200	14 000	21 050	9 500	262 376
Diourbel	102 030	13 940	105 000	3 740	19 400	29 108	273 218
Mbacké	189 200	162 920	352 018	27 100	170 200	89 400	990 838
Total 13	416 530	206 186	520 218	44 840	210 650	128 008	1 526 432
Total 12	388 468	196 719	513 271	42 881	199 283	123 451	1 464 073

Source : Service Régional de l'Élevage de Diourbel

Ainsi, on peut constater que le poids total de ces espèces abattues cette année est de 1 526 432kg. Cette quantité a connu une augmentation de 4,3% par rapport à l'année 2012.

b. Saisies

La saisie représente la quantité de viande capturée lors des opérations de contrôle des services **de l'élevage. A cet effet**, 6 279 kg de viandes ont été saisis cette année. En 2013, cette quantité a baissé de 267 kg en valeur absolue soit 4,1% en valeur relative **par rapport à l'année précédente.**

Tableau 4.5: Evolution en quantité (Kg) de la viande saisie selon le département de 2009 à 2013

Départements	2009	2010	2011	2012	2013	Var. 12/13 (en %)
Bambey	3,4	-	-	264	198	-25,0
Diourbel	242,5	-	132	167	185	10,8
Mbacké	460,5	1 060	700	6 115	5 896	-3,6
Total	706	1 060	832	6 546	6279	-4,1

Source : Service Régional de l'Élevage de Diourbel

Tableau 4.6: Evolution en Valeur (F CFA) de la viande saisie selon le département de 2009 à 2013

Départements	2009	2010	2011	2012	2013
Bambey	-	-	-	495600	356 400
Diourbel	276850	-	270000	275000	305 250
Mbacké	1011000	2184000	1192000	12230000	10 360 350
Total	1 287 850	2 184 000	1 462 000	13 000 600	11 022 000

Source : Service Régional de l'Elevage de Diourbel

Ces saisies ont été dans l'ensemble plus représentatives dans le département de Mbacké (avec 94% de la quantité de viandes saisies). Par ailleurs, la valeur financière de la quantité totale de viande saisie en 2013 est évaluée à 11 022 000 F CFA (contre 13 600 000 F CFA en 2012).

IV.3.2. Cuirs et peaux

Selon les données recueillies dans le tableau ci-dessous, le nombre de cuirs et peaux est de 34 622 en 2013. Cette production a augmenté de 1% par rapport à l'année précédente.

Tableau 4.7: Répartition en nombre des cuirs et peaux selon le département en 2013

Départements	Cuirs de bovins	Peaux de bovins	Peaux de caprins	Total
Bambey	1394	1540	735	3669
Diourbel	2131	1212	3636	6979
Mbacké	6086	10987	6900	23973
Total 13	9611	13739	11272	34622
Total 12	9 516	13 603	11 160	34 279
Var 12/13 (en %)	1,0	1,0	1,0	1,0

Source : Service Régional de l'Elevage de Diourbel

Tableau 4.8 : Répartition en valeur (F CFA) des cuirs et peaux selon le département en 2013

Départements	Cuir de bovins	Peaux de bovins	Peaux de caprins	Total
Bambey	6281695	1540250	367640	8189585
Diourbel	10655500	606000	14544000	25805500
Mbacké	30431300	14282814	4830224	49544338
Total 13	47368495	16429064	19741864	83539423
Total 12	46 899 500	16 266 400	19 546 400	82 712 300
Var 12/13 (en %)	1,0	1,0	1,0	1,0

Source : Service Régional de l'Elevage de Diourbel

Il est important de noter aussi que cette production de cuirs et peaux a permis d'encaisser la somme de 83 539 423 F CFA.

IV.4. SANTE ANIMALE

IV.4.1. Foyers

L'étude de tableau ci-dessous montre la qualité de la santé animale dans la région en 2013. En effet, 11 affections au total sont déclarées cette année dans la région. Ces affections sont principalement dominées par la peste des petits ruminants (72,7%) et la dermatose nodulaire (27,3%).

Tableau 4.9 : Répartition des principales affections selon le foyer par département en 2013

Affections/Foyers	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Peste petits ruminants	1	2	5	8	72,7
Dermatose Nodulaire	-	1	2	3	27,3
Fièvre Aphteuse	-	-	-	-	-
Clavelée	-	-	-	-	-
Total 13	1	3	7	11	100
Total 12	2	25	7	34	

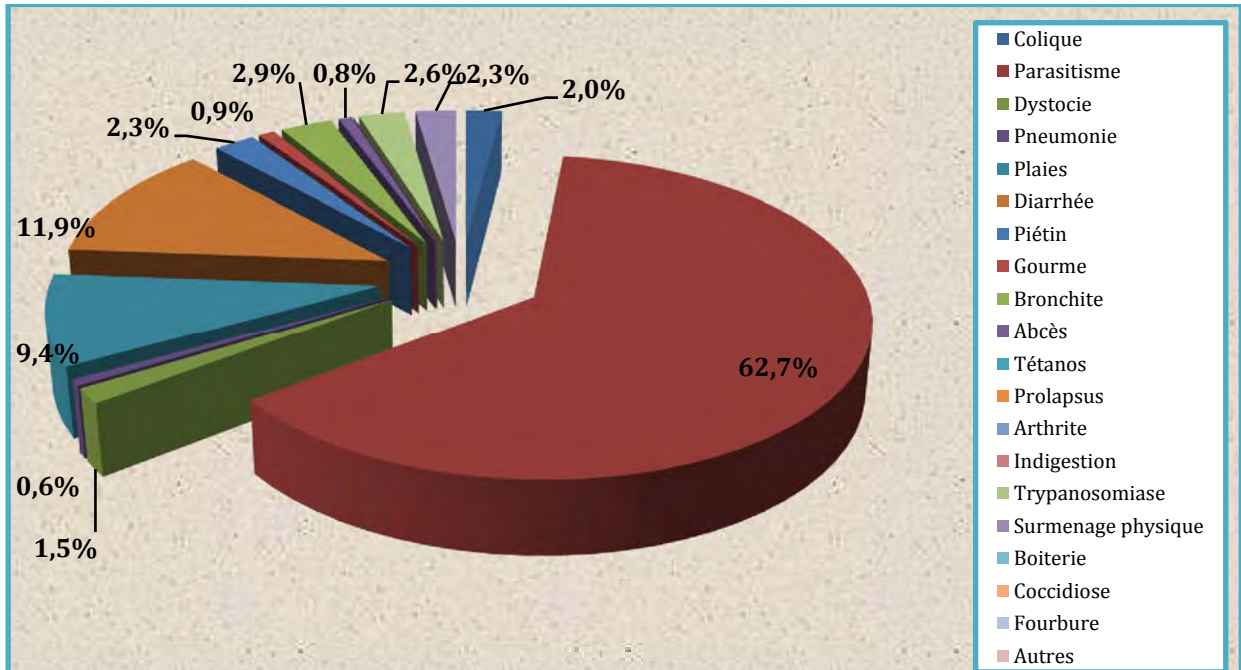
Source : Service Régional de l'Elevage de Diourbel

Le département de Diourbel a enregistré le plus important nombre de ces affections, avec 7 cas sur les 11 enregistrés. Le nombre de ces foyers déclarés et suivis a considérablement diminué cette année comparé à 2012 où il y avait 34 affections.

IV.4.2. Cliniques vétérinaires

Cette année le nombre d'affections traitées par les cliniques vétérinaires de la région est de 21 529, soit une baisse de 30,3% par rapport à 2012.

Graphique 4.1 : Répartition des affections selon l'espèce en 2013



Source : SRSD/Diourbel à partir des données fournies par le Service Régional de l'Élevage de Diourbel

Elles étaient dominées en majeure partie par le parasitisme (62,7%) et les diarrhées (11,9%). Ainsi, les ovins sont les espèces les plus touchées, avec plus de 31% des affections traitées.

CONCLUSION

En résumé, les effectifs par espèce ont globalement augmenté en 2013. Les infrastructures pastorales existantes sont constituées de 129 forages et de 88 parcs à vaccination. Par rapport à la production animale, notamment les abattages contrôlés, le nombre de sujet abattus et contrôlés **s'est accru de 5%**. En ce qui concerne la production de cuirs et peaux on constate une légère augmentation de 1% par rapport **à l'année précédente**. Quant à la santé animale, les principales affections enregistrées indiquent une prédominance de la peste des petits ruminants (72,7%), suivit de la dermatose nodulaire (27,3%).

CHAPITRE V : EAUX ET FORETS

Edition 2013

INTRODUCTION

La région de Diourbel est caractérisée par une absence de cours d'eau pérenne et de façade maritime. Elle ne dispose non plus de zone d'intérêts cynégétiques, de zones amodiées, de réserves naturelles intégrales ni de réserves naturelles spéciales. Sa végétation ligneuse est peu abondante et se présente essentiellement sous forme d'arbres isolés, ou de savane-parc avec une forte présence d'*Acacia albida*. Sa végétation herbacée n'est pas assez fournie et est souvent dominée par les espèces annuelles de graminées et de légumineuses. Cette végétation est aujourd'hui menacée par les récurrents feux de brousse.

C'est également une région marquée par une inexistence de zones d'habitat et de refuge pour la faune, notamment les grands mammifères. Seuls les petits mammifères (chacal, rats palmistes, lièvres, etc.) ainsi que certaines familles d'oiseaux (tourterelles, pintades, petites outardes, francolins, gangas etc.) y sont aujourd'hui présents.

C'est pourquoi, le Service Régional des Eaux et Forêts accorde une importance capitale à la protection et au maintien de cet environnement qui est aujourd'hui fortement agressé. Plusieurs formes de luttes allant de la dissuasion par l'application des sanctions pour différents motifs ci-dessous énumérés, à la lutte contre les feux de brousse et au reboisement, sont ainsi développées dans ce secteur. Dans ce présent chapitre, nous tenterons de mettre en relief les résultats que l'application de ces différentes stratégies a permis d'obtenir au courant des années 2012 et 2013.

V.1. LUTTE CONTRE LES FEUX DE BROUSSE

En 2013, 101 comités de lutte ont été créés et redynamisés afin de mieux conscientiser les populations sur les conséquences nuisibles de ce fléau, et réduire son ampleur et sa fréquence en saison sèche.

Tableau 5.1 : Situation des comités de lutte par département en 2013

Département	Nombre de comités nouvellement créés	Nombre de comités redynamisés	Nombre de comités équipés
Bambey	0	63	0
Diourbel	0	28	0
Mbacké	0	10	10
Total	0	101	10

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Tableau 5.2: Répartition (en %) des feux de brousse et des superficies brûlées selon le département en 2013

Département	Feux de brousse		Superficies brûlées	
	Nombre	%	Hectares	%
Bambey	0	0	0	0
Diourbel	2	40	2,05	0,1
Mbacké	3	60	1100	99,8
Total 13	5	100	1102,05	100
Total 12	5	/////	1124	////
Var 12/13 (en %)	0		-1,95	

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts (ND : non déterminé)

Ainsi, 5 cas de feux de brousse ont été enregistrés pour 1102 ha de superficie brûlée. Par rapport à 2012, on observe une stagnation du phénomène et sa concentration dans les départements de Diourbel et Mbacké qui **pourrait s'expliquer** par la présence d'un tapis herbacé très fourni.

V.2. REBOISEMENT

La région de Diourbel, à l'instar des autres régions du domaine soudano-sahélien, subit depuis plusieurs décennies une sécheresse persistante et une dégradation de son environnement avec comme corollaires :

- ✚ La raréfaction des ressources en eau ;
- ✚ La réduction de la quantité et de la diversité des espèces végétales ;
- ✚ L'érosion et l'acidification croissante des sols ;
- ✚ La diminution sensible des productions agricoles et d'élevage.

Ces différents fléaux, conjugués à la démographie galopante, sont de véritables entraves à la promotion socio-économique de la région. Face à cette situation, la

stratégie d'actions de la politique forestière régionale a fixé entre autres objectifs :

- ✚ Le développement d'une foresterie communautaire, intégrée, globale et participative ;
- ✚ Le renforcement des actions de préservation des ressources naturelles ;
- ✚ L'amélioration de l'environnement socio-économique et la satisfaction régulière et durable des besoins des populations en ressources forestières.

C'est dans cette optique que les activités de reboisement ont abouti à la réalisation en 2013 de 177.040 plants produits par une quarantaine de pépinières sur un objectif global de 600 000 plants, soit un taux d'exécution de 29,5%.

Tableau 5.3 : Répartition des pépinières selon le type de 2009 à 2013

Type	2009	2010	2011	2012	2013	%	Var 12/13 (en %)
Régie	4	4	4	4	4	4,8	0
Villageois	22	3	5	5	31	37,3	520
Communautaire	7	5	9	5	7	8,4	40
Individuel	38	23	15	25	30	36,1	20
Scolaire	4	0	0	0	6	7,2	//
Privé	3	0	0	0	5	6,02	//
Total	78	35	33	39	83	100	112,8

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Par rapport à la campagne précédente (313913 plants produits), on note une baisse de 44% de la production de plants. Cette baisse pourrait s'expliquer, d'une part, par le retard de la mise en place des intrants et du recrutement des manœuvres et d'autre part, par la non-participation effective des collectivités locales dans l'effort de reboisement ainsi que l'insuffisance des gaines.

Notons que l'essentiel de la production totale de plants a été assurée par les pépinières en régie (72%).

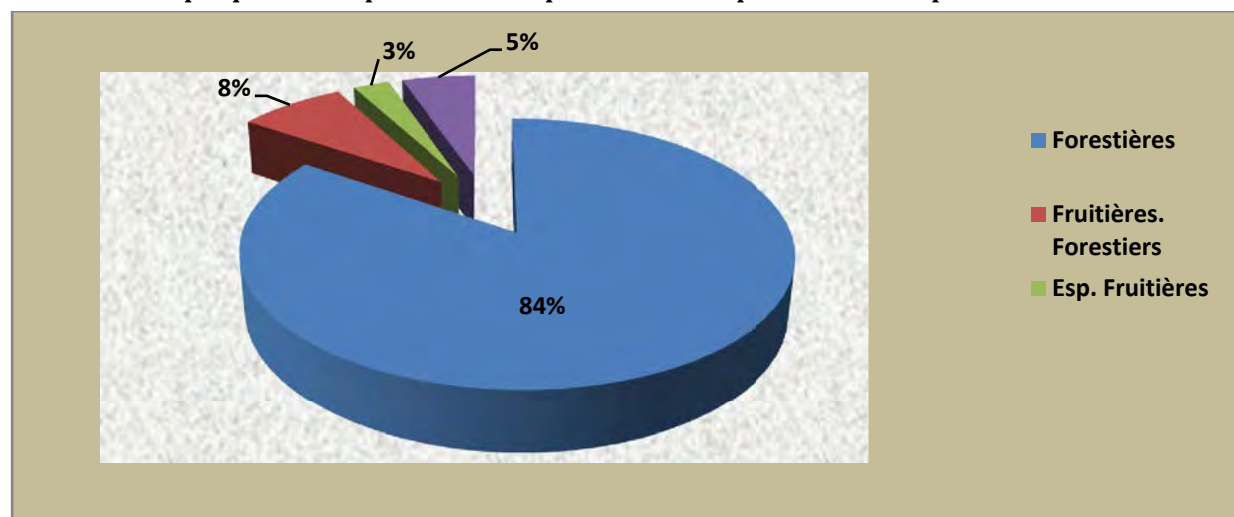
Tableau 5.4 : Production de plants selon la nature et l'espèce en 2013

Nature	Forestières		Fruitières Forestiers		Esp. Fruitières		Esp. Ornement		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régie	111000	74,2	8664	64,3	1425	31,4	5800	61,4	126889	71,7
Villageois	24323	16,3	2675	19,8	1577	34,7	1105	11,7	29680	16,8
Communautaire	8596	5,7	2142	15,9	0	0	490	5,2	11228	6,3
Privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Scolaire	375	0,3	0	0	0	0	375	4	750	0,4
Individuel	5280	3,5	0	0	1542	33,9	1671	17,7	8493	4,8
Total 13	149574	100	13481	100	4544	100	9441	100	177040	100
%	84,4		7,6		2,6		5,3		100	
Total 12	234235	100	33568	100	7522	100	38588	100	313913	
Var 12/13 (en %)	-0,36		-0,6		-0,4		-0,76		-0,44	

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Les autres types de pépinières (villageoises, communautaires et individuelles) se répartissent le reste de la production. Il convient de signaler aussi l'absence de pépinières privées dans la production totale.

Graphique 5.1 : Répartition de la production des plants selon l'espèce en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'Inspection Régionale des Eaux et Forêts

La production d'espèces forestières est de loin la plus importante. Les autres espèces (fruitières forestières, fruitières et ornementales) occupent des moindres proportions.

Tableau 5.5 : Prévisions et réalisations physiques selon le type de plantations en 2013

Types de plantations	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution(%)
Plantations massives	200	80,5	40,25
Plantations linéaires	50	117,75	235,5
Plantations de conservation	60	275,07	458,45

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

S'agissant des réalisations physiques, de manière générale, les objectifs ont été largement dépassés pour les plantations linéaires et de conservations. Seules les plantations massives n'ont pas atteint la moitié des réalisations prévues (40,25%).

CONCLUSION

La région de Diourbel demeure confrontée à de nombreuses difficultés qui entravent le développement de ses activités forestières. A cela s'ajoute sa longue tradition de monoculture de l'arachide, entraînant ainsi la disparition de la faune et de la flore, la perte de fertilité des sols et la dégradation de manière générale du cadre de vie. Les populations de cette région ont pris conscience de l'état de dégradation de leur environnement. Ainsi, elles mettent en œuvre des actions de régénération naturelle et de mise en défense soutenues par certains programmes et le Service des Eaux et Forêts. Cela a favorisé les résultats globalement satisfaisants de la présente campagne de reboisement. Néanmoins, une mise en place à temps et en quantité suffisante des intrants et de la main d'œuvre pépiniériste, ainsi qu'une forte implication des collectivités locales contribueraient à l'amélioration de ces résultats.

CHAPITRE VI : ENVIRONNEMENT

édition 2013

INTRODUCTION

La région de Diourbel est caractérisée par un environnement et des ressources naturelles fortement dégradés. Les sols ont perdu leur fertilité, les ressources végétales sont faibles, les ressources en eau en certains endroits sont salées et impropres à l'agriculture. L'insalubrité augmente du fait de la mauvaise gestion des ordures solides et liquides.

L'analyse diagnostic de la situation environnementale de la Région nous permet de distinguer deux sortes d'environnements : l'Environnement urbain et l'Environnement rural.

VI.1. SITUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA REGION

VI.1.1. L'environnement urbain

a. Cadre de vie

C'est une région caractérisée par une faible urbanisation, elle dispose de grandes agglomérations à très forte concentration humaine comme Touba. C'est une ville qui dispose d'une gamme assez variée de services et abrite la grande majorité des établissements classés. Aujourd'hui, Touba joue le rôle de macrocéphalie dans la région.

b. Gestion des déchets solides

❖ **Déchets ménagers**

La région de Diourbel à l'instar des autres régions du Sénégal connaît d'énormes difficultés en matière de gestion des déchets ménagers. Elle reste largement marquée par de nombreuses contraintes. Il n'existe pas de système de gestion écologiquement rationnel.

Il faut rappeler que la région ne dispose pas de décharge répondant aux normes environnementales. C'est ainsi qu'on assiste à une prolifération de dépotoirs sauvages aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Par ailleurs, même si des activités de valorisation et de réutilisations ont été initiées (ex. **Baol Environnement, l'association pour la défense de l'environnement** et les **comités de salubrités**), elles n'ont pas eu les résultats escomptés. Le système de collecte le plus utilisé est le ROC (ramassage des ordures par charrette). Il faut bien noter l'existence d'initiatives locales telles que les **OCB** en matière de collecte qui sont très développées dans la région. Cependant, leurs activités sont freinées par l'absence de décharge contrôlée.

Ainsi, les principaux problèmes identifiés sont :

- la dégradation du cadre de vie en milieu urbain qui se manifeste par la prolifération des ordures ménagères, des déchets plastiques, des dépôts sauvages, le péril fécal et les inondations ;
- les maladies endémiques telles que le paludisme;
- **l'encombrement de la voie publique** ;
- **l'insuffisance d'espaces verts** ;
- pollutions diverses (sonore, physique, chimique, rejets des scieries).

❖ **Déchets dangereux**

On peut distinguer deux types de déchets : les déchets industriels et les déchets biomédicaux.

En ce qui concerne les déchets industriels, **aujourd'hui seule l'usine SUNEOR fonctionne au ralenti, car l'activité** raffinerie qui génère les eaux chargées, est arrêtée. Mais néanmoins, une attention particulière est portée sur cet établissement.

Pour les déchets biomédicaux, la majorité des services médicaux (hôpital, centres de santé) dispose des incinérateurs. Le problème réside au niveau de certains postes de santé.

❖ **Assainissement**

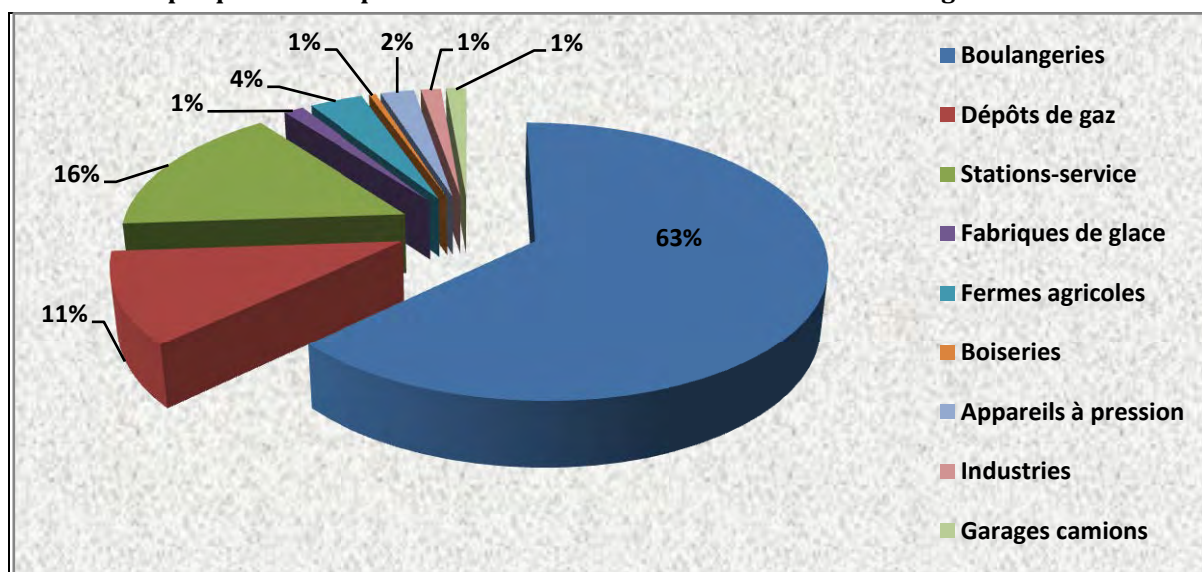
L'assainissement se caractérise par un faible niveau de développement. En effet, **les villes de la région ne disposent pas de réseaux d'évacuation adéquats**. Quelques tronçons de caniveaux sont seulement réalisés par endroit et non articulés. Cependant, ils permettent le déversement des eaux de pluies vers des zones de

dépression. Le projet d'assainissement de l'ONAS va doter la commune de Mbacké d'une dépositaire des eaux de vidange et la commune de Diourbel d'une station d'épuration et une dépositaire. Ces infrastructures vont permettre une bonne prise en charge de l'assainissement. La ville de Touba a besoin de ces infrastructures car elle connaît des problèmes d'assainissement importants. Le déversoir des eaux vannes de Touba à KaddBallodji constitue aujourd'hui un problème écologique avec toutes les conséquences qui peuvent en découler.

❖ Situation des établissements et les installations classées pour la protection de l'environnement

Les établissements classés pour la protection de l'environnement sont pratiquement tous de deuxième catégorie (boulangerie, dépôt de gaz, station d'essences, etc.). Mais, on peut signaler l'existence d'établissements classés de première catégorie tels que la SUNEOR, le centre d'emplissage de Touba Gaz.

Graphique 6.1 : Proportion % des établissements classés dans la région en 2013



Source : SRSD/Diourbel à partir des données fournies par l'Inspection Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés

En 2013, le nombre d'établissements classés se chiffre à 222 contre 234 en 2012, soit une baisse de 12 unités en termes absolus et de 5,4% en termes relatifs. Ces établissements sont constitués de boulangeries (63%), de dépôts de gaz (11%), de station services (16%), de fabriques de glace (1%), de fermes agricoles (4%) de boiseries (1%) et d'industries (1%).

Tableau 6.1 : Evolution des établissements entre 2009 et 2013

Etablissements	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 12/13 %
Boulangeries	113	121	134	138	140	1,4
Dépôts de gaz	35	37	37	38	24	-36,8
Stations-service	30	31	29	38	35	-7,9
Fabriques de glace	06	06	04	04	03	-25,0
Fermes agricoles	07	08	05	05	08	60,0
Boiseries	02	02	02	01	01	0,0
Appareils à pression	01	03	07	07	05	-28,6
Industries	02	02	02	02	03	50,0
Garages camions	00	00	00	00	03	////
TOTAL	195	207	193	234	222	-5,1

Source : Division Régionale de l'environnement et des établissements classés. @=Données rectifiées

Quelques difficultés sont notées dans la gestion des installations classées :

- Non-respect de la réglementation en matière de sécurité des ICPE ;
- Recouvrement difficile des taxes des installations classées etc.

VI.1.2. L'environnement rural

Les perturbations enregistrées sur l'environnement rural sont la résultante de plusieurs facteurs négatifs d'ordre naturel (sécheresse, effets des changements climatiques) et anthropique (monoculture, feux de brousse, défrichements abusifs, coupes de bois, etc.).

Ainsi les principaux problèmes identifiés sont :

- l'appauvrissement des terres agricoles entraînant des baisses de rendements ;
- la déforestation ;
- le déficit en combustibles ligneux et en bois de service ;
- la mauvaise qualité de l'eau ;
- l'ensevelissement et le tarissement des points d'eau ;
- La non redéfinition de l'espace pastoral entraînant des conflits entre agriculteurs et éleveurs ;

- L'exode rural ;
- La pauvreté des populations rurales ;
- La pollution de l'espace rural par le rejet industriel d'eaux usées.

VI.1.3. Potentialités du secteur

En dépit de tous les problèmes susmentionnés, il y'a lieu de noter la présence de quelques atouts qui constituent de réels motifs d'espoir pour le développement de la région, notamment :

- le cadre de référence décrit à travers les plans d'actions forestiers (PAFS et PAFR), constitue un **facteur d'impulsion du sous-secteur** ;
- la révision du code forestier avec ses nouvelles dispositions législatives et réglementaires en phase avec les nouveaux textes sur la Décentralisation ;
- la mise en place du **code de l'Environnement** et du PAER;
- la **systématisation de l'évaluation environnementale** avant la mise en œuvre des projets et programmes ;
- la présence de bon nombre d'acteurs intervenant dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles (OCB, ONG, Projets, Programmes, existence de cadre de concertation, etc.) ;
- l'existence de **déposante des eaux usées dans la commune de Mbacké et d'une station d'épuration et de déposante** dans la commune de Diourbel ;
- l'existence de vallées mortes pouvant être revitalisées ;
- le dynamisme des populations Mourides ainsi que leurs capacités organisationnelles.

VI.1.4. Contraintes du secteur

C'est un secteur qui recèle des potentialités mais certaines contraintes limitent encore son développement. Le constat général est l'absence d'infrastructures de gestion des déchets solides et liquides. Ce qui constitue un handicap pour l'environnement urbain. Lors de l'élaboration du Plan d'Action Forestier Régional (PAFR) de Diourbel, le constat avait été fait que les ressources forestières déjà fort

limitées continuaient de se dégrader. Si le paysage agraire présente encore des îlots de verdure avec des parcs à Kad, Soump ou Baobab, dont les arbres sont souvent **mutilés avec des émondages excessifs et les coupes illicites, il y a lieu de s'inquiéter** de la faible présence de jeunes arbres devant remplacer les sujets vieillissants, du fait de la coupe systématique des jeunes pousses par les paysans lors des travaux de préparation de leurs champs. Les principales autres contraintes à la protection et la **restauration de l'environnement** sont :

- la sécheresse persistante avec comme conséquence la disparition et la raréfaction de certaines espèces ligneuses comme Cordyla pinata (dimb), Sclerocaria berea (ber), Tamarindus indica (tamarinier), Borasus eathiopium (ronier), Ceiba pentandra (fromager) ;
- **la pression démographique et ses incidences sur l'utilisation des ressources naturelles** ;
- **le coût élevé de l'énergie** ;
- **le coût élevé des investissements en matière d'assainissement** solide et liquide;
- la faible prise **en charge de l'environnement et des ressources naturelles** par les collectivités locales ;
- le **déficit de conscience populaire de la protection de l'environnement** ;
- la dégradation des sols et du couvert végétal très prononcée ;
- la pauvreté des sols, leur faible capacité de rétention en eau, leur infestation par les termites et la divagation animale qui sont à la base du faible taux de réussite des plantations forestières dans la région ;
- la perte de biodiversité.

D'une manière générale, la région de Diourbel est caractérisée par un environnement rural et urbain fragilisés par la **péjoration climatique et l'impact négatif de certaines techniques culturelles, la coupe de bois et les feux de brousse.**

CONCLUSION

Pour la région de Diourbel, il convient de noter que les effets de la sécheresse, les feux de brousse, la forte pression du bétail et les coupes abusives constituent les **facteurs de dégradation de l'environnement**. Ces derniers sont accentués par la pression anthropique et des systèmes de gestion inadéquats. La combinaison de ces **facteurs fait que c'est une région très vulnérable en matière d'environnement**. Malgré toutes ces contraintes, la région regorge de potentialités qui, si elles sont bien **exploitées, peuvent développer le secteur de l'environnement**.

CHAPITRE VII : HYDRAULIQUE

Edition 2013

INTRODUCTION

Le sous-secteur de l'hydraulique constitue un élément stratégique du développement économique et social de la région. Il assure d'une part une base productive au secteur primaire et d'autre part influe sur la situation sanitaire des populations à travers leur alimentation en eau potable. C'est pourquoi les pouvoirs publics accordent une importance toute particulière à ce secteur. Dans ce présent chapitre, nous mettrons en exergue le potentiel hydraulique de la région, ensuite nous passerons en revue ses deux composantes que sont l'hydraulique urbaine et celle rurale pour l'année 2013.

VII.1. POTENTIEL HYDRAULIQUE DE LA REGION¹

La région de Diourbel appartient au bassin sédimentaire du secondaire et du tertiaire. Elle ne dispose pas de cours d'eau pérennes mais néanmoins possède des vallées mortes (vallées du Sine et du Car-Car). Son potentiel hydraulique est constitué uniquement des eaux souterraines qui demeurent la seule source d'approvisionnement en eau des populations et du cheptel. La qualité et la profondeur de ces eaux sont variables. Il existe principalement trois nappes dans la région :

- Le luthérien qui est accessible entre 20 et 95 mètres dans l'arrondissement de Lambaye ;
- Le paléocène qu'on trouve dans l'arrondissement de Ngoye (Bambey) captable entre 104 et 280 mètres. La qualité de son eau va du médiocre au mauvais avec une teneur en sel dépassant 1,5g/l (norme OMS) et plus de 1mg/l pour le fluor. Cette eau est impropre à toute utilisation ;
- Le Maestrichtien, capté entre 240 et 349m, intéresse toute la région. La qualité de son eau est acceptable pour la consommation de l'homme et des animaux mais la teneur en fluor dépasse parfois 1,5mg/l suivant les zones.

On la trouve surtout dans les arrondissements de Ndindy, de Kael et de Ndame.

¹Ces informations sont tirées de la S.E.S de 2009.

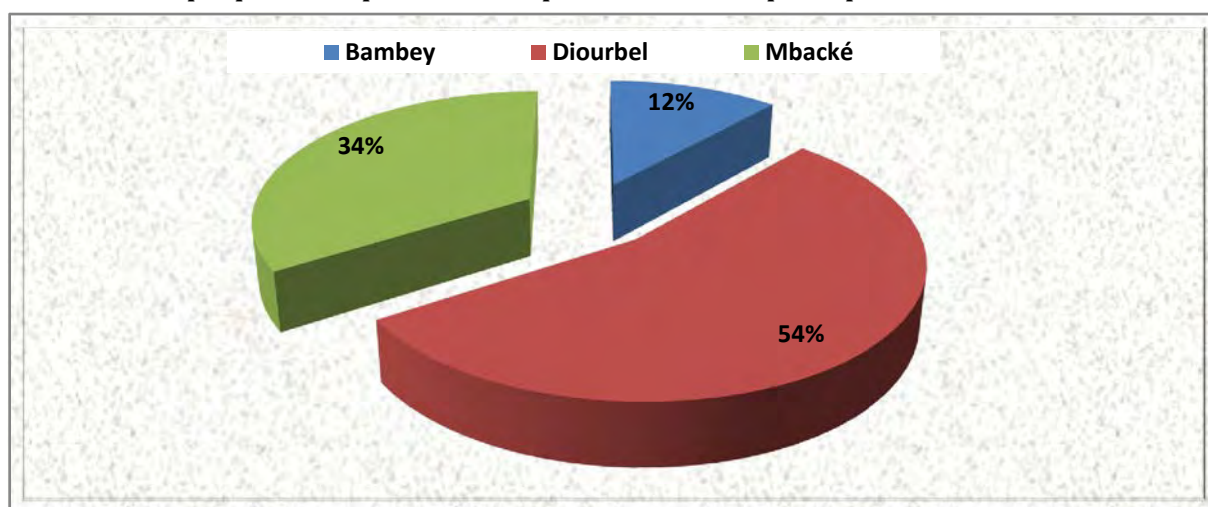
La région dispose de vallées (Sine et Car), mais également des eaux de surface qui sont constituées de mares temporaires alimentées par les eaux de pluies. Le déficit pluviométrique et la sécheresse ont fini de les assécher.

Les ressources en eau exploitées à Diourbel sont très minéralisées et renferment du **fluor à des taux dépassant les valeurs recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)**.

VII.2. HYDRAULIQUE URBAINE

Avec une production de 3 945 662 m³ en 2013, correspondant à une production journalière moyenne de 10 810 m³, **la SDE n'a pas encore atteint sa capacité journalière installée**, laquelle est de 15 864 m³/jour dans la région. Près de 54% de cette production est desservie à Diourbel contre environ 34 % à Mbacké et 12% à Bambey. La production provient des forages qui sont au nombre de 7, tous fonctionnels.

Graphique 7.1: Répartition de la production en m3 par département en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la SDE de Diourbel

Au cours des cinq dernières années, elle a légèrement augmenté passant de 3 367 082 m³ en 2009 à 3 515 835 m³ en 2010, puis de 3 581 078 m³ en 2011 à 3.836.149 m³ **en 2012, pour s'établir à 3.945.662 m³ en 2013.** Par rapport à l'année 2012, elle s'est accrue de 3%, directement imputable aux départements de Diourbel et Bambey avec des variations respectives de 7% et 3%. Par contre, une légère baisse est notée au niveau du département de Mbacké (3%).

Tableau 7.1: Production en m3 par département de 2009 à 2013

Départements	2009	%	2010	%	2011	%	2012	%	2013	%	Var 12/13 (en %)
Bambey	357 957	10,6	376 044	10,7	415 968	11,61	444 464	11,6	459568	12	3
Diourbel	2 010 236	59,7	2 043 551	58,1	2 032 640	56,76	2 003 885	52,2	2141494	54	7
Mbacké	998 889	29,7	1 096 240	31,2	1 132 470	31,63	1 387 800	36,2	1344600	34	-3
Total	3 367 082	100	3 515 835	100	3 581 078	100	3 836 149	100	3945662	100	3

Source : SDE de Diourbel

La production est régulièrement contrôlée afin de prévenir toute contamination d'origine bactériologique. Toutefois, l'eau contient des taux relativement élevés en fluorures et en chlorures ; ce qui pousse les populations à recourir aux eaux de puits dont la qualité est douteuse.

Le réseau de distribution s'étend sur 480341 m en 2013 contre 466240 m en 2012 soit une faible hausse de 3%.

Tableau 7.2: Longueur du réseau (en m) par département de 2009 à 2013

Départements	2009	%	2010	%	2011	%	2012	%	2013	%	Var 12/13 (en %)
Bambey	64 667	14,17	64 667	14,1	66 015	14	66393	14	66977	14	1
Diourbel	268 816	58,92	269 128	58,8	272 301	59	275135	59	286174	60	4
Mbacké	122 786	26,91	123 768	27	124 554	27	124712	27	127190	26	2
Total	456 269	100	457 563	100	462 870	100	466240	100	480341	100	3

Source : SDE de Diourbel

La croissance du réseau est surtout tirée par les départements de Mbacké et de Diourbel suite aux demandes de branchements émanant des nouveaux lotissements.

Tableau 7.3 : Nombre de branchements de 2009 à 2013

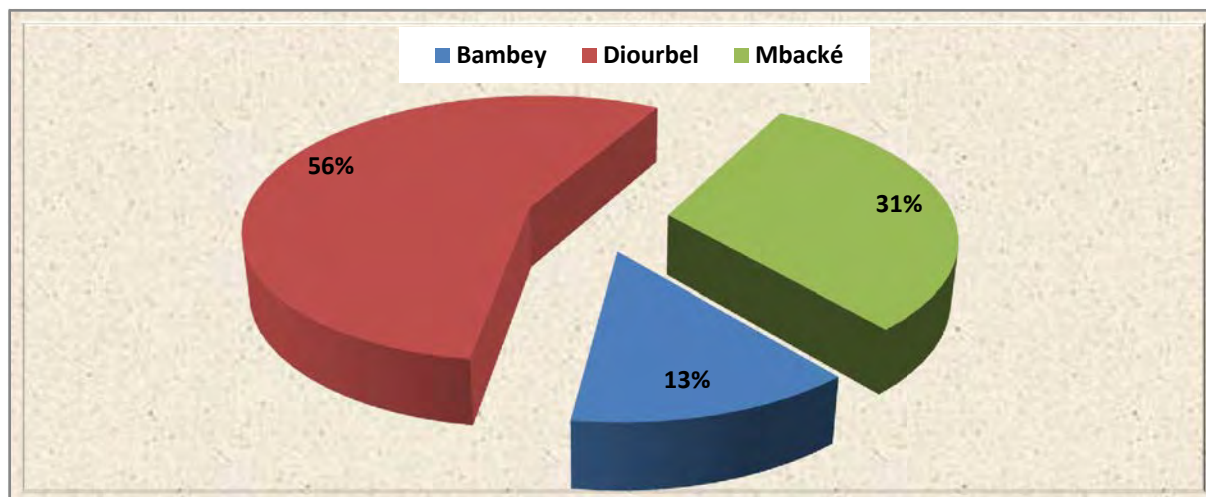
Départements	2009	%	2010	%	2011	%	2012	%	2013	%	Var 12/13 (en %)
Bambey	2 509	13,6	2 578	13,5	2 544	13,26	2828	14	2937	13	3,9
Diourbel	9 926	53,6	10 405	54,5	10 193	53,16	11346	54	11946	55	5,3
Mbacké	6 086	32,9	6 101	32	6 437	33,58	6657	32	6970	32	4,7
Total	18 521	100	19 084	100	19 174	100	20831	100	21853	100	4,9

Source : SDE de Diourbel

Notons que les départements de Diourbel et de Mbacké concentrent respectivement un peu de la moitié (55%) et près du tiers (32%) de ces branchements contre seulement 13% par Bambey.

En ce qui concerne les bornes fontaines, la région de Diourbel en compte 194 en 2013 dont environ les 56% sont localisées à Diourbel, les 31% à Mbacké et seulement 13% à Bambey.

Graphique 7.2: Répartition (%) des bornes fontaines par département en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la SDE de Diourbel

Entre 2009 et 2012, le nombre de bornes est passé de 243 en 2009 à 185 en 2010, puis de 170 en 2011 à 184 en 2012, pour s'établir à 194 en 2013.

Tableau 7.4: Répartition des bornes fontaines par département de 2009 à 2013

Départements	2009	%	2010	%	2011	%	2012	%	2013	%	Var (en %)
Bambey	27	11,1	20	10,8	18	10,22	21	11	26	13	23,81
Diourbel	139	57,2	119	64,3	114	64,77	105	57	108	56	2,86
Mbacké	77	31,7	46	24,9	44	25,01	58	32	60	31	3,45
Total	243	100	185	100	170	100	184	100	194	100	5,43

Source : SDE de Diourbel

Cette tendance globale à la baisse est due à l'augmentation des branchements domiciliaires en raison de la politique des branchements sociaux initiés par l'Etat dans le cadre du PEPAM.

VII.3. HYDRAULIQUE RURALE

D'après les informations recueillies auprès de la Brigade régionale des puits et forages de Diourbel, ces ouvrages hydrauliques en milieu rural ont été essentiellement réalisés par les projets et programmes de l'Etat et les ONG. Il s'agit ici du PNDL, des collectivités locales, etc. Ainsi, la région de Diourbel dispose de 1 149 puits en 2013. Plus de la moitié de ces puits (52,5%) se trouve dans le département de Bambey. Les départements de Diourbel et Mbacké comptent respectivement 31,5% et 16% des puits de la région. Il faut noter aussi que l'évolution des puits a connu une légère hausse de 1,1% cette année par rapport à 2012.

Tableau 7.5 : Evolution des puits selon le département de 2011 à 2013

Départements	2011		2012		2013		Var 12/13 (en %)
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Bambey	593	52,9	598	52,6	603	52,5	0,8
Diourbel	356	31,8	359	31,6	362	31,5	0,8
Mbacké	171	15,3	179	15,8	184	16,0	2,8
Total	1 120	100	1 136	100	1 149	100	1,1

Source : Brigade Régionale des Puits et Forages de Diourbel

Les ouvrages hydrauliques construits en milieu rural concernent aussi les forages. La répartition par département révèle que le département de Mbacké regorge à lui seul 47,2% de ces forages en zone rurale. Les autres ouvrages de cette nature sont répartis entre les départements de Diourbel (20,4%) et Bambey (32,64%).

Tableau 7.6 : Evolution des forages selon le département de 2011 à 2013

Départements	2011		2012		2013	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Bambey	44	34,4	46	36,2	47	32,64
Diourbel	22	17,2	25	19,7	29	20,14
Mbacké	62	48,4	56	44,1	68	47,22
Total	128	100	127	100	144	100

Source : Brigade Régionale des Puits et Forages de Diourbel

CONCLUSION

L'Etat du Sénégal manifeste une très grande volonté d'améliorer la couverture des besoins en eau des populations et du cheptel dans la région de Diourbel. Cette volonté se traduit par des investissements massifs surtout à Touba, mais aussi par **l'amélioration de la gestion des forages avec la réforme des forages (formation des ASUFOR et REGEFOR)**. Pour remédier à ces difficultés, les contraintes liées entre autres à la baisse du toit de la nappe consécutive, à la teneur très élevée en sel de la nappe maestrichtienne dans certaines zones, à la vétusté des équipements **d'exhaure et aux coûts d'entretien très élevés, à l'insuffisance des points d'eau pour l'abreuvement du bétail, devront être levées.**

CHAPITRE VIII : INDUSTRIES ET MINES

Edition 2011- 2012-2013

INTRODUCTION

L'implantation d'unités industrielles est une nécessité voire un impératif pour le développement de la région de Diourbel dont le tissu industriel et minier se trouve peu développé.

Au cours de l'étude de ce chapitre, nous tenterons d'une part d'énumérer les unités industrielles présentes dans la région, de déterminer le potentiel minier, sa localisation, son mode d'exploitation et d'autre part de mettre en relief les contraintes qui pèsent sur le développement de ses deux sous-secteurs.

VIII.1. INDUSTRIES

Les unités industrielles fonctionnelles au niveau de la région de Diourbel sont les suivantes :

- SUNEOR basée à Diourbel et spécialisée dans la production d'huile d'arachide et de ses dérivés ;
- Le central emplisseur de gaz de Dalla de Ngabou ;
- L'huilerie de Darou Khoudoss à Touba ;
- Le « Water » de Diourbel ;
- L'unité de fabrication de t-shirts et de recyclage de Diourbel.

La minoterie de Touba est à l'arrêt pour des raisons financières. Le secteur des PME et des PMI connaît un développement timide avec l'implantation de l'unité de fabrication de glace à Touba. Le sous-secteur des bâtiments et des travaux compte neuf unités régulièrement immatriculées auprès de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS).

VIII.1.1. Potentialités du sous-secteur

Les principales potentialités de ce sous-secteur sont les facteurs humain et culturel, il s'agit de :

- L'esprit d'initiative de la population du Baol;
- Le culte du Mouridisme qui invite au travail.

VIII.1.2. Contraintes du sous-secteur

Le tissu industriel de la région est très peu développé. Les unités industrielles connaissent des difficultés qui limitent leur expansion. Parmi celles-ci les plus remarquables sont liées à la faiblesse des ressources agricoles de la région, à la quasi inexistence de minerais et à l'absence des ressources halieutiques.

VIII.2. MINES

Le statut de Touba ne permet **pas au Service Régional des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME de Diourbel de contrôler efficacement les activités d'extraction de sable de dune, alors que cette activité représente près de 80% du volume enlevé** (évaluation basée sur le nombre de camions bennes à Diourbel, Bambey, Mbacké et Touba) du fait que Touba constitue une ville en pleine expansion. Les études et prospections minières ont démontré que les principales ressources minières de la région sont : **le sable, la latérite et l'argile.**

VIII.2.1. Le sable de dune

Ce matériel est présent au niveau de toute la région. La meilleure qualité est localisée dans le département de Diourbel.

VIII.2.2. Latérite

On en trouve dans les départements de Bambey et Mbacké. Toutefois, sa qualité **n'est pas la meilleure. Par ailleurs, la localisation des sites assez éloignés des chantiers et l'accès difficile posent problème à son exploitation.**

VIII.2.3. Argile

Les grandes réserves sont situées dans le département de Bambey. Son exploitation est entièrement artisanale, ce sont les populations locales qui utilisent ce matériau pour la réalisation de poteries (encensoirs, vases, bibelots, etc.). Ce matériau peut également servir à la fabrication de tuiles et de briques.

VIII.2.4. Les contraintes du sous-secteur des mines

Les attributions du **Service Régional des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME (SMNIA/PME)** de Diourbel relatives à l'extraction de matériaux ne sont pas effectives à Touba du fait de son statut particulier et du monopole des activités d'exploitation de sable par les familles.

L'exploitation de la latérite est freinée par les facteurs suivants :

- Sa mauvaise qualité qui fait que les entreprises en construction et d'infrastructures routières ne l'utilisent jamais ou rarement ;
- L'éloignement et l'enclavement des sites d'exploitation de ce matériau ;
- La proximité de la carrière de Ngoudiane située dans la région de Thiès qui est une zone d'excellence en matière d'exploitation de carrière.

CONCLUSION

L'élaboration d'une cartographie du développement industriel de la région de Diourbel est plus que nécessaire. Celle-ci aura pour but de viser l'identification des potentialités qu'offre la région en matière de développement industriel.

Pour les industries déjà existantes, il faudra soutenir et encourager les efforts de compétitivité ainsi que les politiques de promotion et d'exploitation des produits industriels.

Enfin, pour le secteur minier, il faudra renforcer la responsabilité des agents ayant en charge la supervision et la surveillance des carrières.

CHAPITRE IX : ARTISANAT

Edition 2013

INTRODUCTION

L'artisan assure en général tous les stades de sa production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, et leur commercialisation dans la région hors contexte industriel. Dans cette partie de notre document, nous allons nous focaliser sur l'évolution et la composition de l'effectif des artisans au cours de ces trois dernières années afin de déterminer certains atouts et contraintes liés à l'artisanat.

IX.1. REPARTITION DES ARTISANS SELON LE DEPARTEMENT

L'effectif des artisans répertoriés par la Chambre de Métiers de la région de Diourbel a connu cette année une légère augmentation par rapport aux deux dernières années. En effet, il est passé de 4 455 artisans en 2011, puis de 4 481 en 2012 pour atteindre un nombre de 4 587 artisans en 2013 (soit une hausse de 2,4% par rapport à 2012).

Tableau 9.1: Evolution du nombre d'artisans inscrits par département de 2011 à 2013

Départements	2011		2012		2013		Var 12/13 (en %)
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Bambey	532	11,9	534	11,9	548	11,9	2,6
Diourbel	1 962	44	1 981	44,2	2 040	44,5	3,0
Mbacké	1 961	44	1 966	43,9	1 999	43,6	1,7
Total	4 455	100	4 481	100	4 587	100	2,4

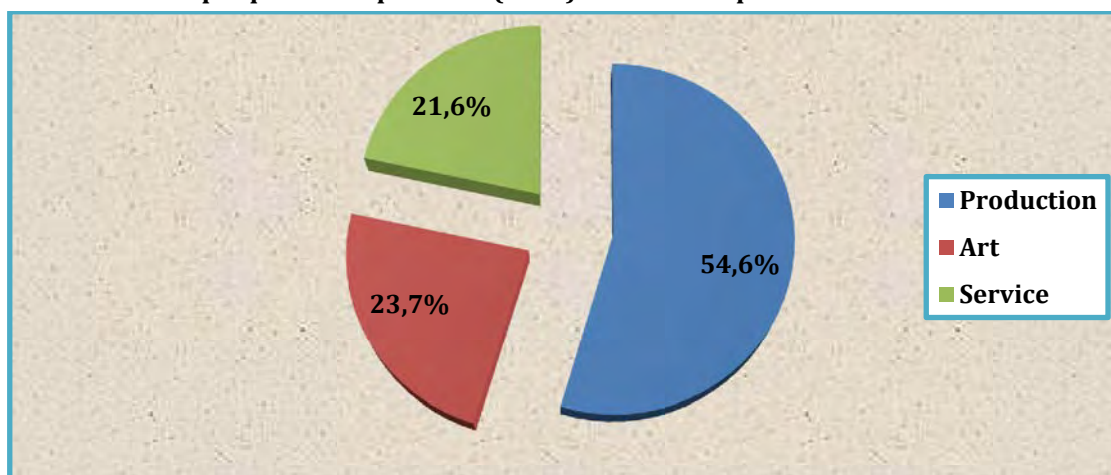
Source : Chambre de métiers de Diourbel

Le département de Diourbel détient le plus important effectif, avec 44,5% des artisans de la région en 2013. Le nombre d'artisans de ce département a connu cette année une progression de 3% comparée à l'année précédente. Les départements de Mbacké et Bambey comptent respectivement 1 999 et 548 artisans au cours de la même année.

IX.2. REPARTITION DES ARTISANS SELON LA SECTION

Le secteur de l'artisanat de la région de Diourbel est réparti en trois sections majeures que sont : la production, l'art et les services.

Graphique 9.1: Répartition (en %) des artisans par section en 2013



Source: SRSD/Diourbel à partir des données fournies par la Chambre de métiers de Diourbel

Plus de la moitié de ces artisans (54,6% des artisans) sont dans la production. Les sections art et service détiennent respectivement 23,7% et 21,6% des artisans de la région.

Tableau 9.2 : Evolution du nombre d'artisans inscrits par section de 2011 à 2013

Section	2011		2012		2013		Var 12/13 (en %)
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Production	2 427	54,5	2 441	54,5	2 505	54,6	2,6
Art	1 066	23,9	1 071	23,9	1 089	23,7	1,7
Service	962	21,6	969	21,6	993	21,6	2,5
Total	4 455	100	4 481	100	4 587	100	2,4

Source: Chambre de métiers de Diourbel

Par ailleurs, on peut constater une progression assez importante des artisans dans les sections de la production (2,6%) et des services (2,5%) en 2013 par rapport à l'année précédente.

IX.3. REPARTITION DES ARTISANS SELON LE SEXE

Le sous-secteur de l'artisanat est aussi bien fréquenté par les genres masculins que féminins. Ces dernières représentent 23,3% des acteurs du domaine (soit un nombre de 1 069).

Tableau 9.3 : Evolution du nombre d'artisans inscrits par sexe de 2011 à 2013

Sexe	2011		2012		2013		Var 12/13 (en %)
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Hommes	3 423	76,8	3 442	76,8	3 518	76,7	2,2
Femmes	1 032	23,2	1 039	23,2	1 069	23,3	2,9
Total	4 455	100	4 481	100	4 587	100	2,4

Source: Chambre de métiers de Diourbel

Cet effectif a subi un accroissement de 2,9% cette année par rapport à l'année 2012. Les hommes, le genre le mieux représenté dans le sous-secteur, sont au nombre de 3 518.

IX.4. STATUT JURIDIQUE DES ARTISANS

Dans ce sous-secteur, le choix de la structure juridique détermine la responsabilité, le statut social et le statut fiscal de l'artisan. Les statistiques montrent 02 principales caractéristiques de statuts juridiques que sont : les GIE et les entreprises individuelles. Depuis 2011, ces dernières détiennent 98% des acteurs du domaine contre.

Tableau 9.4 : Evolution du nombre d'artisans inscrits selon le statut juridique de 2011 à 2013

Statut juridique	2011		2012		2013	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
GIE	63	2	63	2	63	2,0
Entreprise individuelle	3 115	98	3 115	98	3 115	98,0
Total	3 178	100	3 178	100	3 178	100

Source: Chambre de métiers de Diourbel

Il est important de noter aussi qu'il y a un nombre assez élevé d'artisans (1 409 artisans) qui n'ont pas de statut juridique clairement identifié.

IX.5. ATOUS ET CONTRAINTES

IX.5.1. Atouts

Le secteur de l'artisanat de la région de Diourbel dispose de certaines chances de succès qui peuvent être résumées comme suit :

- ✓ Existence d'institutions et d'organisations fonctionnelles (Union nationale des chambres de métiers, Chambre de métiers de Diourbel, organisations professionnelles), de zones artisanales ;
- ✓ Tradition de la **région en matière d'artisanat** ;
- ✓ Présence de partenaires et coopération ;
- ✓ Dynamisme commercial (forte présence des commerçants) ;
- ✓ **Dynamisme d'évolution de pôle de développement rural** :
 - Bambey (Ndéme, Ndérep, Réfane, Ndongol, Gatte) ;
 - Diourbel (Ndoulo, Ndindy) ;
 - Mbacké (Touba, Taif).

IX.5.2. Contraintes

La région rencontre certaines contraintes liées aux activités de l'artisanat, parmi lesquelles on peut noter :

- ✓ **Problème d'immatriculation des artisans** ;
- ✓ Problèmes liés à la formation (analphabétisme et faible taux de scolarisation) ;
- ✓ **Difficultés d'approvisionnement en matières premières** ;
- ✓ Vétusté des équipements (absence de crédit équipement) ;
- ✓ Exiguïté des ateliers (existence de zones artisanales non viabilisées) ;
- ✓ **Absence d'unités industrielles (en dehors de la SUNEOR)** ;
- ✓ **Prégnance de l'informel sur les activités économiques** ;
- ✓ **Difficultés d'accès au crédit d'équipements adaptés aux préoccupations des artisans** ;
- ✓ **Difficultés d'accès aux marchés publics** ;

- ✓ Manque de structures hôtelières pour l'hébergement des touristes qui constituent de grands consommateurs des produits artisanaux ;
- ✓ Forte émigration.

CONCLUSION

A l'instar des éditions précédentes, un accroissement de l'effectif des artisans inscrits à la Chambre des métiers est noté entre 2011 et 2012, ce qui témoigne du dynamisme affiché par le sous-secteur. On note par ailleurs une prédominance des hommes (3 442, soit 76,8%). La répartition par département crédite Diourbel de 43,9% de l'effectif total devant Mbacké (44,2%) et Bambey (11,9%). Quant à la répartition par section, elle est plus favorable à l'artisanat de production avec 54,5% de l'effectif global des inscrits devant l'artisanat d'art (23,9 %) et l'artisanat de service (21,6%). Par rapport au statut juridique, on note que depuis 2007, la proportion des entreprises individuelles stagne à 98%.

CHAPITRE X : COMMERCE

Edition 2013

INTRODUCTION

Le commerce, largement dominé par l'informel, constitue l'activité économique la plus pratiquée dans la région de Diourbel. Il est généralement exercé, dans des structures commerciales de tailles différentes. Dans ce chapitre, nous nous focaliserons exclusivement sur le commerce intérieur, les statistiques complètes sur le commerce extérieur n'étant pas disponibles.

X.1. SITUATION DU COMMERCE EN 2013

X.1.1. Les marchés

En matière d'infrastructures commerciales, la région de Diourbel compte en 2013 60 marchés dont 29 permanents et 31 hebdomadaires.

Tableau 10.1 : Répartition par département du nombre de marchés permanents et hebdomadaires en 2013

Infrastructures	Départements			Touba	Total région	%
	Diourbel	Bambey	Mbacké			
Marchés permanents	3	2	13	11	29	48,3
Marchés hebdomadaires	10	12	9	-	31	51,7
Total	13	14	22	11	60	100
%	21,7	23,3	36,7	18,3	100	

Source : Service Régional du commerce Diourbel

Le département de Mbacké concentre à lui seul 36,7% de ces marchés dont la moitié est localisée dans la ville sainte de Touba. Il est également le seul département à disposer de plus de marchés permanents (13) que de marchés hebdomadaires (9). Les autres départements, Bambey et Diourbel, détiennent moins de 30% du nombre total de marchés, soit respectivement 23,3% et 21,7%.

X.1.2. Les commerçants

En 2013, les structures commerciales répertoriées dans la région de Diourbel s'élevaient au nombre de 5402. Elles sont majoritairement détenues par des commerçants détaillants qui représentent 89,7% de l'effectif global. En dehors des boulangeries (3,8%) et des distributeurs de ciment (2,4%), les autres structures commerciales sont faiblement représentées dans la région et ne dépassent pas les 2%.

Tableau 10.2 : Répartition des structures commerciales selon le département et la catégorie en 2013

Catégories	Départements			Touba	Total région	%
	Diourbel	Bambey	Mbacké			
Commerçants détaillants	390	238	515	3 700	4 843	89,7
Distributeurs Ciment	15	10	10	92	127	2,4
Boulangeries	10	5	100 [®]	92	207	3,8
Pharmacies	9	4	17 [®]	11	41	0,8
Usines et Fabriques	3	1	8 [®]	4	16	0,3
Bars et Restaurants	12	6	3	-	21	0,4
Superette/épicerie	6	4	25 [®]	19	54	1,0
Station de carburant	6	4	45 [®]	38	93	1,7
Total	451	272	723	3 956	5 402	100
%	8,3	5,0	13,4	73,2	100	

Source : Service Régional du commerce Diourbel

La répartition géographique de ces structures commerciales traduit un certain déséquilibre au profit du département de Mbacké qui en concentre plus de 8 sur 10 (4679, soit 86,6%) dont les 7 sont localisées dans la ville sainte de Touba. Les départements de Diourbel et de Bambey suivent avec respectivement 451 (8,3%) et 272 (5%) structures commerciales.

X.2. INFORMATIONS ECONOMIQUES

Elles portent sur le niveau des stocks des principaux produits et sur l'évolution de leur prix de vente à la consommation. En effet cette hausse a été plus visible au niveau des variétés riz brisé non parfumé (16,7%) et sucre cristallisé (11%).

X.2.1. Situation des stocks

En 2013, les niveaux de stocks des produits de grande consommation (riz, huile, sucre, lait, gaz, butane et ciment) ont augmenté par rapport l'année précédente.

Tableau 10.3: Situation des stocks dans la région en 2012 et 2013

Produits	2012		2013		Var12/13 (%)
	Stocks (tonnes)	%	Stocks (tonnes)	%	
Riz brisé parfumé	7 987	11,7	8 580	11,3	7,4
Riz brisé non parfumé	21 110,9	30,8	24 644,08	32,4	16,7
Riz local	1 560	2,3	1 606,8	2,1	3,0
Sucre en morceaux	482,8	0,7	516,596	0,7	7,0
Sucre Cristallisé	16 560	24,2	18 381,6	24,1	11,0
Lait en Poudre	447	0,7	487,23	0,6	9,0
Huile en fût	12 847	18,7	13 746,29	18,1	7,0
Ciment SOCOCIM	-	-	-	-	-
Ciment SAHEL	-	-	-	-	-
Gaz Butane de 6 kg	7 366,36	10,7	7 882,7	10,4	7,0
Gaz Butane de 2,7 kg	164,6514	0,2	298,08	0,4	81,0
Total	68 525,71	100	76 143,376	100	

Source : Service Régional du commerce Diourbel

Par ailleurs, les variations de stocks ont été moins importantes au niveau des autres produits et ne dépassent la barre des 10%.

X.2.2. Evolution des prix

La surveillance des prix a été surtout axée sur les produits à prix fixés (riz- gaz butane -pain –lait- sucre).

Tableau 10.4 : Niveau des prix enregistrés en Janvier et décembre 2013

Produits	Période 2013		Observations
	Janvier (F CFA)	Décembre (F CFA)	
Riz brisé non parfumé (kg)	290	270	Baisse
Huile par litre	900	900	Stabilité
Pain de 210g	175	175	Stabilité
Gaz butane bouteille de 6 kg	3 800	3 800	Stabilité
Ciment SOCOCIM par tonne	64 000	64 000	Stabilité
Sucre en morceaux (kg)	700	700	Stabilité
Sucre cristallisé	585	585	Stabilité

Source : Service Régional du commerce Diourbel

En dehors du riz brisé non parfumé, les prix des autres produits ont été stables entre Janvier et Décembre de l'année 2013. La situation se présente dans le tableau ci-dessous.

X.2.3. Mise en application de la réglementation

Cette sous-partie traite la surveillance des prix et le contrôle de la qualité des produits, mais aussi le contrôle de la commercialisation de l'arachide dans la région.

a. Surveillance des prix et contrôle de la qualité des produits

Les procès-verbaux (PV) établis cette année par le Service Régional du commerce de Diourbel ont connu une nette diminution de 20,1% par rapport à l'année précédente. En effet, ce nombre est passé de 618 PV en 2012 à 494 PV en 2013.

Tableau 10.5. : Procès-verbaux (PV) établis dans la région en 2012 et 2013

Départements	Nombre de PV		Montant amendes(F CFA)	
	2012	2013	2012	2013
Diourbel	258	193	3 006 500	2 487 000
Bambey	114	110	1 695 000	1 025 000
Mbacké	246	191	3 085 500	2 585 000
TOTAL	618	494	7 787 000	6 097 000

Source : Service Régional du commerce Diourbel

Les amendes issues de ces procès-verbaux ont permis d'encaisser cette année la somme de 6 097 000 FCFA. Ce montant a connu une baisse par rapport à la somme de 7 787 000 FCFA encaissée en 2012 (soit une diminution en valeur absolue de 1690000 FCFA).

b. Contrôle de la commercialisation de l'arachide

Les séries sur le contrôle de la commercialisation de l'arachide ont porté cette année sur 78 points de collecte.

Tableau 10.6 : Points de collecte et nombre de bascules vérifiées en 2013

Départements	Nombre de points de collecte	Nombre de bascules vérifiées et poinçonnées
Diourbel	34	0
Bambey	18	0
Mbacké	26	0
Total	78	0

Source : Service Régional du commerce Diourbel

Cependant, il faut signaler la présence des bascules cette année. D'après les informations fournies par le Service Régional du commerce de Diourbel, les bascules ont été générées par les Opérateurs Privés Stockeurs (OPS) et ces derniers ne les ont pas présentées, comme le faisaient la SUNEOR durant les années précédentes.

CONCLUSION

En résumé, le commerce toujours principal pourvoyeur d'emplois de la région génère aussi des revenus assez importants. Le département de Mbacké, particulièrement la zone de Touba prédomine largement la région. Cette zone incite à la concurrence, due à la forte demande, ce qui augmente l'utilisation des produits de grande consommation. Les prix de ces produits sont relativement stables cette année du fait de leur fixation par les autorités compétentes par arrêté.

CHAPITRE XI : EDUCATION

Edition 2013

INTRODUCTION

L'éducation et la formation à travers leurs multiples effets sur le capital humain sont reconnues aujourd'hui comme les principaux facteurs de croissance et de développement durable. C'est pourquoi, l'Etat sénégalais lui a consacré une bonne partie de son budget. Cette importante allocation s'est traduite par une amélioration significative de l'offre éducative. Cependant, des dysfonctionnements notoires sont toujours relevés dans ce secteur. Dans ce chapitre, nous tenterons de rendre visibles les progrès réalisés ainsi que les insuffisances qui méritent d'être solutionnées.

XI.1. ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE

XI.1.1 Infrastructures

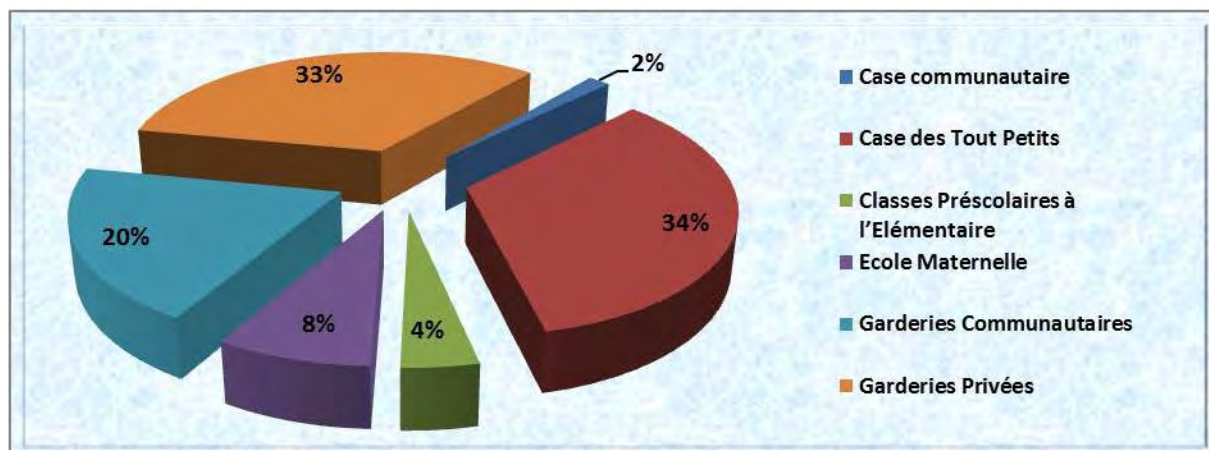
En 2013, la région de Diourbel abrite 127 structures d'accueil de la petite enfance. Ces structures sont constituées de cases des tout-petits (34%), de garderies privées (33%), de garderies communautaires (20%), d'écoles maternelles (8%), de classes préscolaires à l'élémentaire (4%) et de cases communautaires (2%). La répartition selon le milieu montre qu'environ 7 structures préscolaires sur 10 sont implantées en zone rurale contre 3 structures sur 10 en milieu urbain.

Tableau 11.1 : Répartition du nombre de structures préscolaires selon le statut et le milieu en 2013

Milieu	Cases communautaires	Cases des Tout Petits	Classes Préscolaires à l'Elémentaire	Ecoles Maternelles	Garderies Communautaires	Garderies Privées	Total	%
Rural	0	35	1	3	16	33	88	69
Urbain	2	8	4	7	9	9	39	31
Total	2	43	5	10	25	42	127	100
%	2	34	4	8	20	33	100	

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013. NB : il s'agit des structures communautaires, privées et publiques.

Graphique 11.1 : Répartition des structures préscolaires en 2013

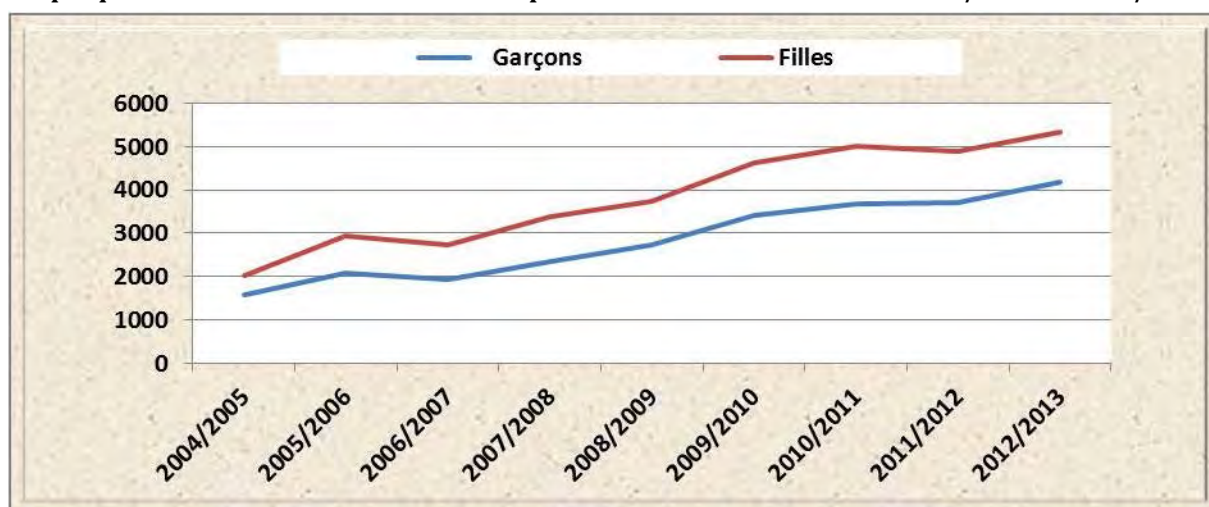


Source : SRSD de Diourbel à partir des données de l'Annuaire statistique national de 2012/2013

XI.1.2 Elèves

L'effectif régional des enfants scolarisés dans le préscolaire est passé de 3602 en 2005 à 5024 en 2006, puis une baisse notable est observée en 2007 avec 4676, il s'ensuit une stricte croissance de 2008 à 2011 (5755 en 2008 contre 8704 en 2011).

Graphique 11.2 : Evolution des effectifs du préscolaire selon le sexe entre 2004/2005 et 2012/2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données de l'Annuaire statistique national de 2012/2013

Cependant, une timide régression de l'effectif a été notée en 2012 avec 8620 élèves, pour s'établir en 2013 à 9508. Toutefois, l'effectif des filles dépasse toujours celui des garçons. Depuis 2005, le taux de présence des filles tourne autour de 57%.

En 2013, plus de 6 élèves préscolarisés sur 10 (65,3%) sont en milieu rural et près de 4 élèves sur 10 (34,7%) en milieu urbain. On relève également que 47,6% des enfants préscolarisés se trouvent dans le communautaire et 34,2% dans le privé.

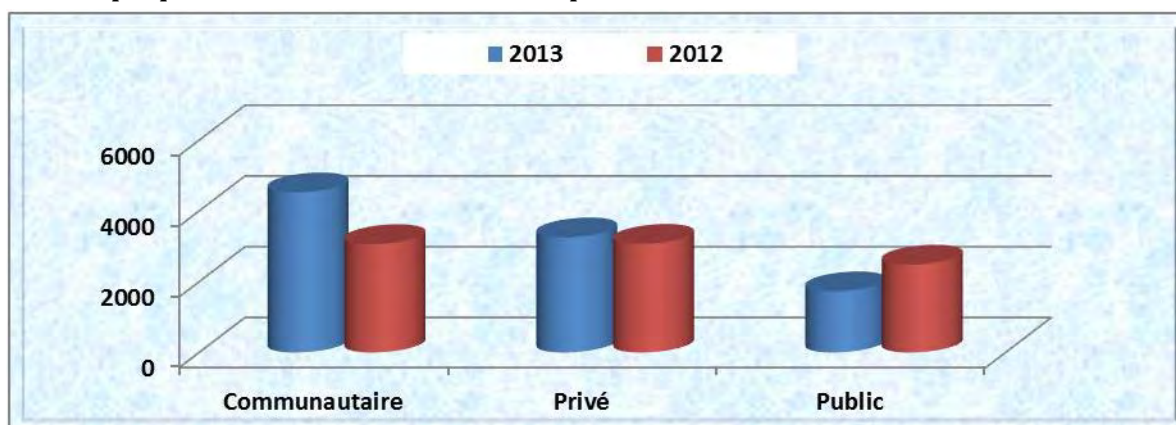
Tableau 11.2 : Répartition des élèves du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2013

Milieu	Communautaire	Privé	Public	Total 13	%	Total 12	Total 13	Var 12/13 (%)
Urbain	1662	517	1121	3300	34,7	3212	3300	34,7
Rural	2863	2737	608	6208	65,3	5408	6208	65,3
Total	4525	3254	1729	9508	100	8620	9508	100
%	47,6	34,2	18,2	100				
Total 12	3064	3071	2485	8620				
Variation 12/13 (%)	48%	6%	-30%	10%				

Source : Annuaire statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Le public qui représente 18,2% des effectifs, a subi un repli de 30% par rapport à 2012. Par contre, une hausse globale de 10% des effectifs est observée cette année directement imputable au privé et au communautaire.

Graphique 11.3 : Evolution des élèves du préscolaire selon le secteur entre 2012 et 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données des annuaire statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Le taux brut de préscolarisation (TBPS) est relativement faible dans la région de Diourbel. Il présente une tendance à la hausse de 2008 à 2013 mais reste toujours en dessous des objectifs fixés par le PDEF.

Tableau 11.3 : Evolution du taux de préscolarisation (en %) selon le sexe de 2007/2008 à 2012/2013

Sexe	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013
Garçons	3,1	3,3	3,8	4,1	4,0	4,4
Filles	4,5	4,1	5,2	5,7	5,4	5,7
Total	3,8	3,9	4,5	4,9	4,7	5,0

Source : RNSE 2013

La répartition par sexe révèle un léger avantage des filles par rapport aux garçons au cours de cette période.

XI.1.3. Enseignants

En 2013, l'effectif des enseignants dans le préscolaire s'établit à 547 contre 544 en 2012, soit une hausse de 0,6%. Cette légère augmentation est due à un accroissement de 7,8% des effectifs du milieu rural. **La hausse s'explique par un accroissement des effectifs de 29,2% dans le communautaire et 6,4% dans le privé.** Par contre, une baisse de 10,8% est observée dans le milieu urbain.

Tableau 11.4: Répartition des enseignants du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2013

Milieu	Communautaire	Privé	Public	Total	%	Total 12	Var 12/13
Urbain	110	25	54	189	34,6	212	-10,8
Rural	173	142	43	358	65,4	332	7,8
Total	283	167	97	547	100	544	0,6
%	51,7	30,5	17,7	100			
Total 12	219	157	168	544			
Variation 12/13 (%)	29,2	6,4	-42,3	0,6			

Source : Annuaires statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

En outre, un repli substantiel de 42,3% est relevé dans le public. Plus de 6 enseignants sur 10 se trouvent dans le milieu rural et près de 3 enseignants sur 10 dans le milieu urbain.

XI.1.4. Difficultés de l'enseignement préscolaire

A l'instar de l'année précédente, les difficultés de l'enseignement préscolaire restent quasi identiques, il s'agit principalement :

- du retard dans la construction des cases des tout-petits qui explique le **nombre important d'abris provisoires** ;
- des 03 chantiers arrêtés des CTP de Keur Samba Kane, Ndiaraw, Ndongol Djemane dans le département de Bambey;
- de la vétusté des équipements des écoles maternelles et les locaux inadaptés **de l'école maternelle Fatoumata KA de Diourbel** ;
- de la faible implication dans la formation des personnels de la petite enfance ;
conséquence : manque de maîtrise de la situation de la formation de ce personnel ;
- de la non couverture par le PAM des écoles maternelles et des nouvelles créations de CTP et de garderies communautaires en zone rurale ;
- de la faiblesse des moyens (financiers, matériels, humains, logistiques) pour gérer un secteur en pleine croissance ;
- de la part insignifiante réservée aux structures de la petite enfance dans les fonds de dotation.

XI.1.5. Perspectives pour la petite enfance

- la réhabilitation des écoles maternelles;
- **la création et la construction d'écoles maternelles;**
- **l'extension des classes enfantines;**
- **l'accélération des constructions des CRPECTP ;**
- la formation des moniteurs et éducateurs;
- **la généralisation de l'approche holistique;**
- la dotation en matériel didactique des structures ;
- **l'implication et l'appui des collectivités locales.**

XI.2. ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

XI.2.1. Infrastructures

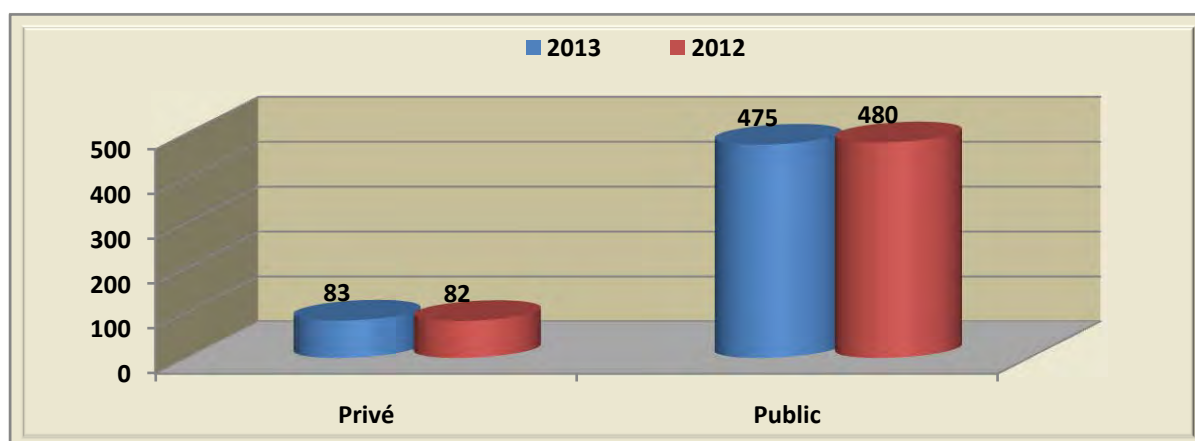
En 2013, le réseau élémentaire dans la région de Diourbel est composé de 558 écoles. Il demeure encore largement dominé par le public avec 475 écoles, soit 85% contre seulement 83 pour le privé (15%). Comparé à 2012, le nombre d'établissements de l'enseignement élémentaire a baissé de 4 unités, laquelle diminution est plus visible dans le milieu rural avec 3 établissements de moins, alors que le milieu urbain enregistre une seule disparition au cours de cette période.

Tableau 11.5 : Répartition du nombre d'écoles élémentaire selon le statut et le milieu en 2013

Milieu	Privé	Public	Total	%	Total 12	Var 12/13 (en %)
Urbain	16	61	77	13,8	78	-1,3
Rural	67	414	481	86,2	484	-0,6
Total	83	475	558	100	562	-0,7
%	15	85	100			
Total 12	82	480	562			
Var 12/13 (en %)	1,2	-1	-0,7			

Source : Annuaires statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Graphique 11.4: Evolution du nombre d'écoles élémentaires selon le statut de 2012 à 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données des annuaires statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

En 2013, selon le rapport national sur la situation de l'éducation du PDEF (Programme Décennal de l'Education et de la Formation), il y'a dans la région de Diourbel 2691 salles de classes dans le public dont 2298 utilisées, 168 non utilisées (nouveaux locaux non encore réceptionnés ou d'anciens abandonnés à cause de leur vétusté),

et 225 indéterminées. Les 5,5% sont déclarés être dans un mauvais état, ce qui ravive la question de la réhabilitation des infrastructures scolaires, particulièrement dans ce sous-secteur. Au niveau national, Diourbel présente le plus faible taux.

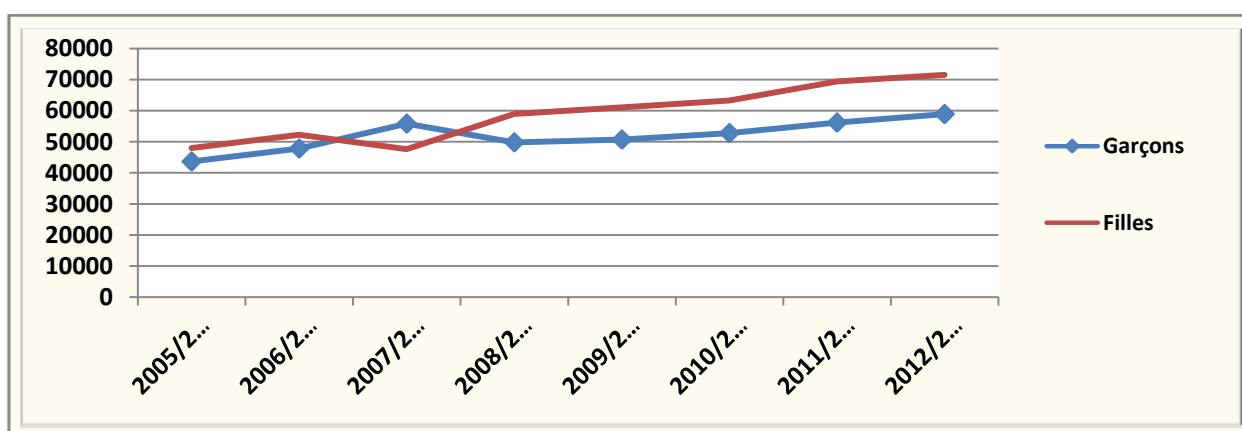
L'abri provisoire désigne dans son sens le plus large toute forme d'occupation de salle de classe à titre provisoire et précaire. En 2013, au niveau de la région de Diourbel, l'éducation inclusive a bénéficié de l'aménagement de 146 salles de classes pour les adapter aux handicapés et de 184 Abris provisoires.

Le programme Fast Track, grâce à son volet construction de salles de classe au titre de remplacement d'abris dans les écoles élémentaires a permis d'atténuer la forte évolution du taux d'abris provisoires. Il existe d'autres programmes de construction à volet remplacement d'abris provisoires comme le Projet d' Amélioration des écoles Primaires (PAEP) de la coopération allemande qui ne couvre que les régions de Kaolack, Kaffrine et Fatick.

XI.2.2. Elèves

Depuis 2006, l'effectif des élèves de l'enseignement élémentaire est en constante progression. Cet effectif est passé de 125 520 en 2012 à 130 392 en 2013, soit une hausse en valeur relative de 4%. Cette augmentation est relativement plus élevée chez les garçons que chez les filles avec des valeurs respectives de 5% et 3%. La répartition par sexe révèle aussi, **excepté l'année 2007, une nette** prédominance des filles par rapport aux garçons au cours de la période d'étude.

Graphique 11.5 : Evolution des effectifs de l'élémentaire par sexe de 2005/2006 à 2012/2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données de l'annuaire statistique national de 2011/2012

A travers les tableaux ci-dessous, on constate une hausse globale des effectifs de l'enseignement élémentaire aussi bien dans le public que dans privé. La prépondérance des effectifs du milieu rural et du secteur public est assez visible. En effet, les effectifs de la zone rurale sont 2 fois plus élevés que ceux de la zone urbaine et ceux du public sont trois fois supérieurs à ceux du privé. L'accroissement des effectifs est dû pour l'essentiel :

- aux effets positifs des actions d'information, de sensibilisation et de mobilisation sociale auprès des partenaires techniques et financiers, des autorités administratives, des élus locaux, des partenaires sociaux, des CDSCOFI, parents d'élèves et autorités religieuses ;
- aux expérimentations en cours qui ont aussi exercé un attrait auprès des populations (l'introduction de l'éducation religieuse, l'ouverture d'écoles franco arabes, le trilinguisme et la formation professionnelle (TFP) dans les daaras qui porte sur les filières de la couture, de l'artisanat, de la menuiserie bois et de celle métallique) ;
- à l'accroissement de la part du privé dans les effectifs.

Tableau 11.6 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le secteur de 2009 à 2013

Secteur	2009	2010	2011	2012	2013	Var 12/13
Public	73912	76639	77925	97212	100011	3
Privé	34834	35110	38133	27871	30381	9
Total	108746	111749	116058	125083	130392	4

Source : Annuaires statistiques nationaux de 2008/2009, 2009/2010, 2010/2011, 2011/2012, et 2012/2013

Tableau 11.7 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le milieu de 2008 à 2012

Milieu	2009	2010	2011	2012	2013	Var 12/13
Urbain	34834	35110	38133	38388	39920	4
Rural	73912	76639	77925	87132	90472	3,8
Total	108746	111749	116058	125520	130392	3,9

Source : Annuaires statistiques nationaux de 2007/2008, 2008/2009, 2009/2010, 2010/2011 et 2011/2012

Depuis 2008, le taux brut de scolarisation (TBS) à l'élémentaire augmente d'année en année et ceci quel que soit le sexe. Globalement, il est passé de 53,1% en 2008 à 56,2% en 2009, puis de 58,4 % en 2010 à 58,6% en 2011, et finalement de 60% en

2012 à 62% en 2013. Malgré sa tendance haussière, la cible n'est pas atteinte.

L'accroissement du TBS est dû pour l'essentiel:

- à la création de nouvelles écoles (privées et publiques) ;
- au recensement des EFA (écoles franco arabes) ;
- à l'extension du réseau ;
- à l'effort de recrutement au CI.

Tableau 11.8 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) à l'élémentaire (en %) de 2008 à 2013

Sexe	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Garçons	48,9	45,3	52,9	52,6	54,2	55,2
Filles	57,4	60,6	59,3	64,8	67,0	68,8
Total	53,1	56,2	58,4	58,6	60,0	61,9

Source : Annuaire statistiques nationaux

Le taux d'achèvement global présente une tendance à la hausse de 2008 à 2013, mais demeure faible d'une part par rapport à la moyenne nationale (63,5%) et d'autre part par rapport aux autres régions excepté kaffrine.

Tableau 11.9 : Evolution du taux d'achèvement (en %) de 2008 à 2013

Sexe	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Garçons	29,6	29,6	29,8	33,1	31	30,5
Filles	31,9	34,1	36,5	45,2	42,5	43,3
Total	30,8	31,9	33,2	38,9	36	36,6

Source : Annuaire statistiques nationaux

La faiblesse de ce taux à l'image du TBS pourrait être expliquée par les réalités socio-culturelles de la région. La répartition par sexe indique une prédominance du taux des filles observée depuis 2008 conséquence de la politique de maintien des filles à l'école.

XI.2.3. Résultats des examens et concours

Avec un taux d'admission de 23,9% au CFEE en 2013, la région de Diourbel se place à la 11ème position au niveau national. Ce taux est largement en dessous de la moyenne nationale (33,9%) et reste en faveur des garçons avec 26,9% de réussite contre 21,5% chez les filles.

Tableau 11.10 : Taux d'admission (%) au CFEE et à l'entrée en 6ème par sexe en 2013

Examen	Garçons	Filles	Total 13	Total 12	Var abs 12/13
CFEE	26,9	21,5	23,9	55,2	-31,3
Entrée en 6 ^{ème}	83,48	81,97	82,64	94,78	-12,14

Source : Annuaire statistiques nationaux

Cette situation atteste la nécessité de l'adoption d'un certain nombre de mesures pour rétablir l'équilibre entre régions et sexes.

XI.2.4. Enseignants

Le nombre d'enseignants dans l'élémentaire au niveau régional s'élève à 3589 en 2013 contre 3686 en 2012, soit une baisse de 97 enseignants (3%).

Tableau 11.11 : Répartition des enseignants de l'élémentaire selon le secteur et le milieu de en 2013

Enseignants	Public	Privé	Total	%	Total 12	Var 12/13(%)
Urbain	1010	135	1145	32	1178	-3%
Rural	1920	524	2444	68	2508	-3%
Total	2930	659	3589	100	3686	-3%
%	81,6	18,4	100			
Total 12	2552	1134	3686			
Var 12/13(%)	15%	-42%	-3%			

Source : Annuaire statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Près du tiers de cet effectif officie en milieu urbain (1145, soit 32%) et environ 2 enseignants sur 3 en milieu rural (2444, soit 68%). Le secteur public emploie la majeure partie de ces enseignants (81,6%).

**Tableau 11.12 : Répartition des enseignants de l'élémentaire selon le milieu de résidence par sexe
en2013**

Enseignants	Hommes	Femmes	Total	%	Total 12	Var 12/13(%)
Urbain	661	484	1145	32	1178	2,9
Rural	1837	607	2444	68	2508	2,6
Total	2498	1091	3589	100	3686	2,7
%	70	30	100			
Total 12	2552	1134	3686			
Var 12/13(%)	-2,1	-3,8	-2,6			

Source : Annuaire statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Parmi les enseignants, environ 7 sur 10 sont des hommes, ce qui montre que les enseignantes sont encore faiblement représentées dans les écoles.

XI.2.5. Difficultés de l'enseignement élémentaire

a) Pour l'atteinte des objectifs du TBS, les difficultés se présentent ainsi :

- absence de maîtrise de la demande ;
- absence d'un dispositif pour enrôler la population scolarisable de Touba et réinsérer les enfants déscolarisés par la migration ;
- absence d'un dispositif holistique de maintien des enfants en difficulté et d'amélioration des rendements internes.

b) Pour le trilinguisme, nous notons ceci :

- retard de financement (UNICEF) ;
- déficit en personnel notamment pour prendre en charge le français, l'arabe et les mathématiques ;
- absence de prise en charge des volontaires de daara formés par l'UNICEF et des « serigne daara » eux-mêmes ;
- non maîtrise des données statistiques ;
- abandon de certains talibés pour cause de mariage et de manque de motivation au niveau de certaines structures.

c) Pour les écoles franco arabes (EFA), les difficultés sont :

- beaucoup d'écoles franco arabes souffrent de conditions de travail ;
- absence de manuels adaptés, d'outils didactiques pour accompagner le programme enseigné même si le curriculum est élaboré ;
- disparités dans les curricula, les profils des enseignants et l'équilibre entre « français » et « arabe » dans ce modèle bilingue ;
- mode d'utilisation du personnel non soutenable.

d) Pour l'éducation religieuse, les difficultés se résument ainsi :

- absence d'un dispositif de suivi au niveau national ;
- insuffisance du personnel en langue arabe.

e) Pour l'environnement scolaire, elles ont trait à :

- un retard des constructions (décalage entre la planification et la mise en œuvre) ;
- une insuffisance de l'entretien préventif (infrastructures, mobilier, manuels, équipement) ;
- une insuffisance de la coordination entre les différents intervenants ;
- insuffisance du suivi évaluation du paquet de service (existence, complétude, fonctionnalité, impact) ;
- absence de riz dans la dotation des cantines ;
- absence d'une caisse d'avance pour faire face aux menus dépenses des cantines;
- non renouvellement et non extension de la boîte à pharmacie, entraînant dépérissement de la fonction médicale et didactique.

f) Pour les projets, les difficultés sont :

- manque de suivi pour vérifier la fonctionnalité du projet et son impact ;
- insuffisance de la mobilisation communautaire autour du projet.

XI.2.6. Perspectives pour l'élémentaire

a) Pour le développement du réseau et du TBS en 2012 :

- ✓ Le renforcement du modèle classique en mettant le focus sur les EFA de Mbacké ;
- ✓ La poursuite de la campagne de recrutement au CI pour atteindre l'objectif planifié ;
- ✓ L'ouverture d'écoles franco arabes publiques ou privées ;

b) Pour l'amélioration de la qualité :

- ✓ Le curriculum :
 - ☞ Former les futurs acteurs de la généralisation ;
 - ☞ **Renforcer le suivi encadrement de la mise à l'essai ;**
 - ☞ Renforcer la quantité et la qualité des supports ;
 - ☞ Renforcer la formation des directeurs et enseignants expérimentateurs ;
 - ☞ Assurer la mise à niveau de tous les inspecteurs pour un suivi global, harmonisé de l'implantation ;
 - ☞ Régler le problème du financement du curriculum.

- ✓ Le Quantum horaire :

Tenir avec l'ensemble des acteurs concernés (élèves, parents, partenaires sociaux) des réunions d'appropriation et d'application de l'accord entre gouvernement et syndicats pour une année scolaire apaisée et un quantum préservé.

- ✓ Le taux d'encadrement :

☞ Insuffisant au regard des besoins d'encadrement (proportion des corps émergents) ;

☞ En faire une priorité dans le plan d'action des IDEN ;

- ✓ La lutte contre les redoublements et abandons :

- ☞ Poursuite de la mise en œuvre du PARI et des plans d'action qualité (lutte contre les redoublements) ;
- ☞ Tenue de l'évaluation de ces deux projets dans une perspective de pérennisation;
- ☞ Mutualisation avec le projet IPEC/BIT/DEE sur les cours de renforcement ;
- ☞ **Mettre l'accent sur l'acquisition des mécanismes** de la combinatoire en lecture et des opérations en calcul (éléments de la langue + combinatoire ; sens et pratique des opérations).

c) Pour les EFA publiques :

- **Améliorer l'environnement et les conditions de travail ;**
- Augmenter la dotation en manuels et programmes de langue arabe pour améliorer le ratio;
- **Prévoir l'ouverture de classes de quatrième à côté des classes de 6^{ième} et de 5^{ième};**
- **Revoir le lieu d'implantation du CEM franco arabe de Bambey (Tawa Fall) ;**
- Programmer la construction des CEM franco arabes de Bambey et de Diourbel ;
- Prévoir dans le prochain miroir des postes de principaux de CEM franco arabes avec des critères (bilingue) ;
- **Maintenir la pratique de l'annexions pour cette année ;**
- Prévoir la **création d'un lycée franco arabe dans chaque département.**

d) Pour le trilinguisme et formation professionnelle dans les daaras :

- Renforcer le suivi des structures déconcentrées ;
 - **Mettre l'accent sur le renforcement de capacités des maîtres coraniques, des volontaires de daaras francisant et des Serigne daara en gestion ;**
 - **Réfléchir à un dispositif d'accompagnement à l'insertion des talibés à l'image du FORPROFEM dans l'ETFP ;**
 - **Renforcer le partenariat pour la poursuite de l'expérimentation (CCF) ;**
 - Relancer le programme dans son ensemble ;
- Pérenniser le dispositif d'insertion socio professionnel avec les structures de**
- formation professionnelle signataires du protocole.

e) Pour les langues nationales :

- Faire l'évaluation globale du projet pour apprécier la suite à lui donner ;
- Le retour de l'alphabétisation dans l'éducation est une opportunité de relance de ce programme.

XI.3. ENSEIGNEMENT MOYEN ET SECONSAIRE GENERAL

XI.3.1. Infrastructures

Le nombre d'établissements au niveau de l'enseignement moyen et secondaire général a augmenté de 5 unités entre 2012 et 2013, passant ainsi de 71 à 76. Cette hausse est plus visible dans le milieu rural avec 4 nouvelles créations dans le secteur privé et 2 nouvelles créations dans le milieu urbain.

Tableau 11.13 : Répartition du nombre d'établissements de l'enseignement moyen et secondaire général en 2013

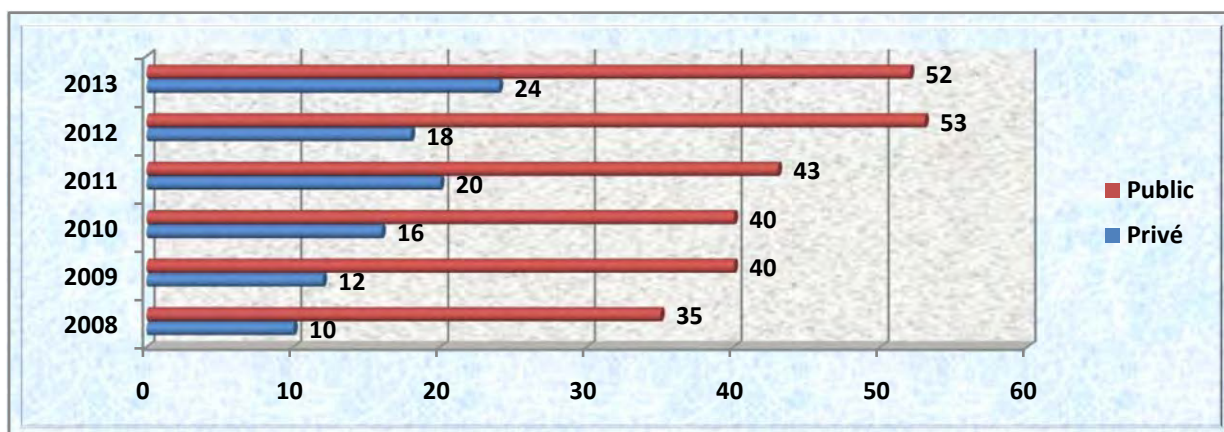
N Etablissements	Statut	1er cycle	1er et 2ème cycle	2ème cycle	Total	%	Total 12	Total 13	Var 12/13 (en nombre)
Urbain	Privé	4	11	0	15	43	13	15	2
	Public	16	1	3	20	57	21	20	-1
	Total Urbain	20	12	3	35	100	34	35	1
Rural	Privé	5	4	0	9	22	5	9	4
	Public	27	4	1	32	78	32	32	0
	Total Rural	32	8	1	41	100	37	41	4
Total Région		52	20	4	76				
Total 12		55	13	3	71				
Var 12/13 (en nombre)		-3	7	1	5				

Source : Annuaire statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Cependant, une diminution d'une unité est observée dans le milieu urbain directement imputable au secteur public. De manière générale, le milieu rural concentre 54% des établissements contre 46% dans le milieu urbain.

Selon le secteur, on constate également que 52 écoles appartiennent au public (68%) alors que le privé n'en dispose que de 24 (32%).

Graphique 11.6 : Evolution du nombre d'établissements de l'enseignement moyen et secondaire général de 2009 à 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données des annuaires statistiques nationaux de 2010/2011 et 2011/2012

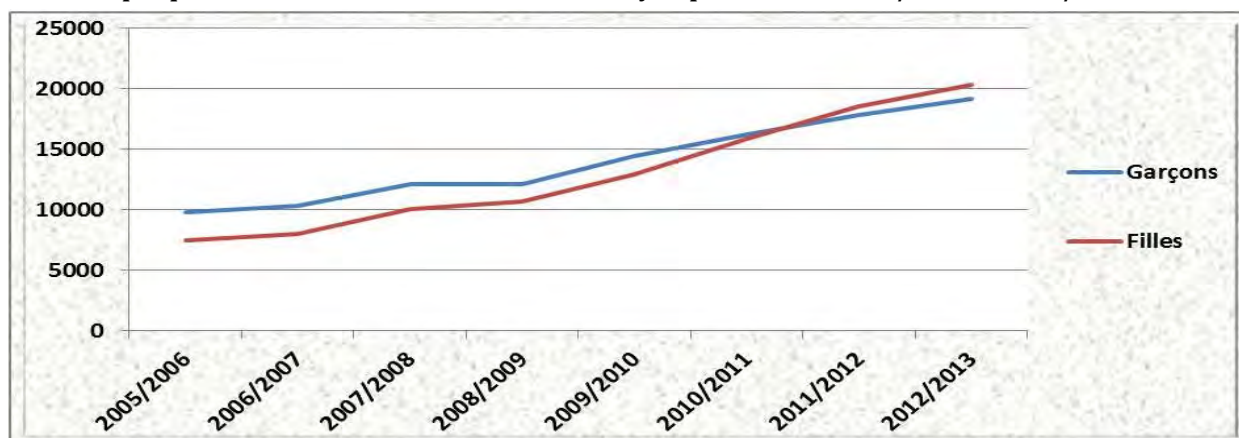
Il convient aussi de signaler que le privé ne se développe pas assez en zone rurale pour des raisons de rentabilité, sa vocation étant d'absorber les « déchets » scolaires du public.

XI.3.2. Enseignement moyen

1. Elèves

L'effectif des élèves de l'enseignement moyen augmente d'année en année, passant du simple à plus du double entre 2005/2006 et 2012/2013. Sur cette période, les garçons demeurent plus nombreux que les filles, à l'exception de 2012 et 2013 où la situation s'inverse. Toutefois, la croissance des effectifs féminins est plus forte.

Graphique 11.7 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2005/2006 à 2012/2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données de l'annuaire statistique national de 2012/2013

Sur les 39547 élèves que compte l'enseignement moyen en 2013, 21309 résident en milieu urbain (54%) contre 18238 en milieu rural (46%). Par rapport à l'année 2012, ces deux milieux ont enregistré des hausses respectives de 6% et 12%.

Tableau 11.14 : Répartition des effectifs du moyen selon le secteur et le milieu en 2013

Elèves	Public	Privé	Total	%	Total 12	Var 12/13 (%)
Urbain	19118	2191	21309	54	20027	6
Rural	15851	2387	18238	46	16346	12
Total	34969	4578	39547	100	36373	9
%	88,4	11,6	100			
Total 12	32753	3620	36373			
Var 12/13 (%)	6,8	26,5	8,7			

Source : Annuaires statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Selon le secteur, près 9 élèves sur 10 (88,4%) fréquentent le public. Toutefois, la croissance des effectifs est plus forte dans le privé.

2. Taux Brut de Scolarisation (TBS)

Le TBS dans l'enseignement moyen présente une tendance à la hausse de 2009 à 2013. Il se situe à 30,1% en 2013 contre 28,6% en 2012, soit une augmentation de 1,5 point.

Tableau 11.15 : Evolution (en %) du taux brut de scolarisation du moyen de 2009 à 2013

Sexe	2009	2010	2011	2012	2013
Garçons	20,1	23,2	26,6	28,3	29,6
Filles	17,2	20,3	25,4	28,8	30,7
Total	18,9	21,7	26	28,6	30,1

Source : IA Diourbel

Cette évolution est due à la création de CEM de proximité, à l'annexion de CEM franco arabe, aux efforts conjugués de l'Etat, des collectivités et des partenaires dans la construction et l'équipement de salles de classes.

3. Résultats scolaires

Entre 2012 et 2013, le taux de réussite au BFEM est passé de 70,20% à 35,8% soit une baisse notable de 34,4%. Ainsi, la région de Diourbel a le taux le plus faible juste après Dakar (29,5%).

Tableau 11.16: Evolution du taux d'admission (%) au BFEM de 2008 à 2013

Sexe	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Garçons	28,2	39,8	51,8	59,5	77,20	41,5
Filles	16,8	27,3	38,7	47,9	62,4	30,4
Total	22,5	34,1	45,6	53,9	70,20	35,8

Source : Annuaire statistiques nationales de 2007/2008, 2008/2009 2009/2010 2010/2011 et 2011/2012

**/nd : non disponible*

De plus, ce taux est largement en dessous de la moyenne nationale qui est de 41,2% au cours de la période d'étude. Cependant, on peut constater qu'entre 2008 et 2013, ce taux est plus élevé chez les garçons que chez les filles.

4. Difficultés

Les difficultés sont :

- Formation insuffisante ;
- Communication déficiente ;
- Fonctionnement défectueux des structures de dialogue et de concertation ;
- Mal gouvernance dans certains établissements ;
- Rendements internes et externes encore faibles (taux de redoublement, taux d'abandon, résultats au BFEM) ;
- Absence de construction à Diourbel et à Bambey **poussant à l'annexion** continue donc à un manque de crédibilité du modèle franco arabe.

5. Perspectives pour le moyen secondaire

Eu égard aux dysfonctionnements constatés dans les établissements du moyen secondaire, il s'agira de :

- Renforcer la formation des professeurs, des surveillants et des chefs d'établissement avec l'appui des partenaires techniques et financiers ;

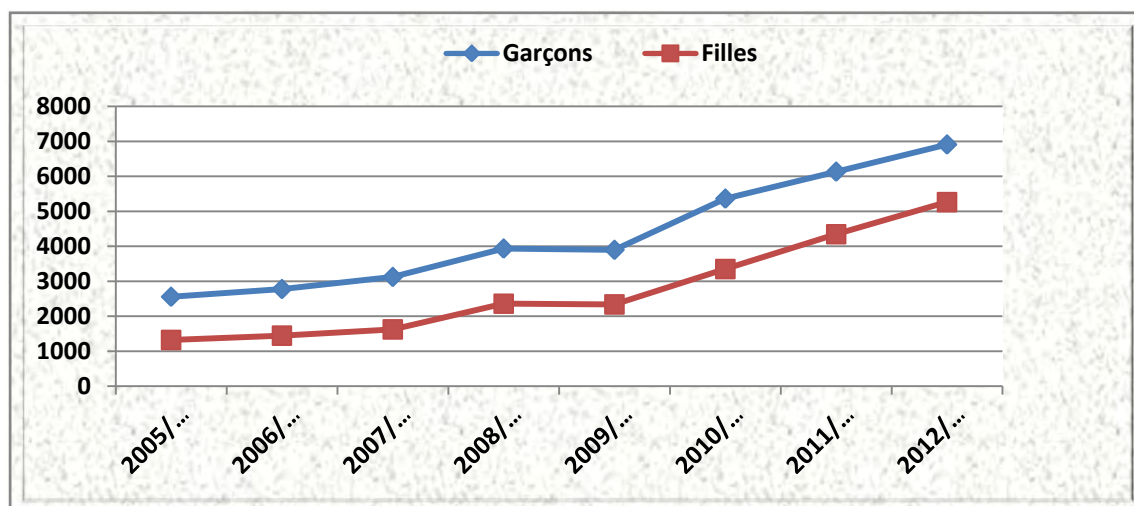
- Mettre en œuvre des plans de communication susceptibles de susciter une mobilisation de toute la communauté éducative ;
- Animer les structures de dialogue, de concertation et les organes de gestion ;
- Dynamiser le leadership du chef d'établissement ;
- Améliorer la gouvernance des établissements ;
- Mettre en place, comme à l'élémentaire, un dispositif d'amélioration des mesure pédagogique préventive curative, mesure communicationnelle (Cf. le projet « zéro redoublement à l'horizon 2015).

XI.3.3. Enseignement secondaire général

1. Elèves

De 2006 à 2009, l'effectif des élèves de l'enseignement secondaire général suit une tendance haussière, passant ainsi de 3878 à 6294. Cependant, en 2010 l'effectif connaît un repli de 0,9% et se chiffre à 6235. Ensuite, la tendance haussière revient en 2011 avec 8713 et **10479 en 2012, pour s'établir à 12173 en 2013**. Sur cette période, les garçons demeurent plus nombreux que les filles. Toutefois, la croissance de l'effectif des filles est plus forte.

Graphique 11.8 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2005/2006 à 2012/2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données de l'annuaire statistique national de 2012/2013

Le tableau ci-dessous traduit un parfait déséquilibre entre le milieu rural et le milieu urbain.

Tableau 11.17 : Répartition des effectifs de l'enseignement secondaire général selon le secteur et le milieu de résidence en 2013

Elèves	Public	Privé	Total	%
Urbain	8365	2035	10400	85
Rural	931	842	1773	15
Total	9296	2877	12173	100
%	76,4	23,6	100	

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013

En effet, tous les élèves de l'enseignement secondaire général étudient en milieu urbain du fait que tous les lycées y sont concentrés, alors que la population régionale réside majoritairement en milieu rural. Ils fréquentent dans leur grande majorité le secteur public, soit près de 8 élèves sur 10 (76,4 %).

2. Taux Brut de Scolarisation (TBS)

Le taux brut de scolarisation (TBS) au niveau de l'enseignement secondaire a évolué positivement entre 2012 et 2013, passant ainsi de 11,7% à 13,2%. Suivant la période d'étude, ce taux est plus fort chez les garçons que chez les filles.

Tableau 11.18 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) de l'enseignement secondaire général(en %) de 2009 à 2013

Sexe	2009	2010	2011	2012	2013
Garçons	10,2	9,7	12,5	14,1	15,5
Filles	5,7	5,5	7,5	9,4	11,1
Total	7,8	7,5	10,0	11,7	13,2

Source : Annales statistiques nationales

Toutefois, il reste toujours faible du fait que les capacités d'accueil sont limitées et que le nombre de lycées stagne.

3. Résultats scolaires

Les résultats du BAC de 2009 à 2013 évoluent en dents de scie, et restent relativement faibles tournant autour de 42%. Entre 2012 et 2013, le taux d'admission au BAC général est passé de 40,5% à 43%, soit une hausse de 2,5 points, ainsi la cible de 72% est loin d'être atteinte.

Tableau 11.19 : Evolution du taux d'admission (%) au BAC de 2009 à 2013

Sexe	2009	2010	2011	2012	2013
Garçons	41,1	43,3	51,6	41,6	45,5
Filles	28,6	43,5	46,6	39,5	39,0
Total	34,9	43,4	49,8	40,5	43,0

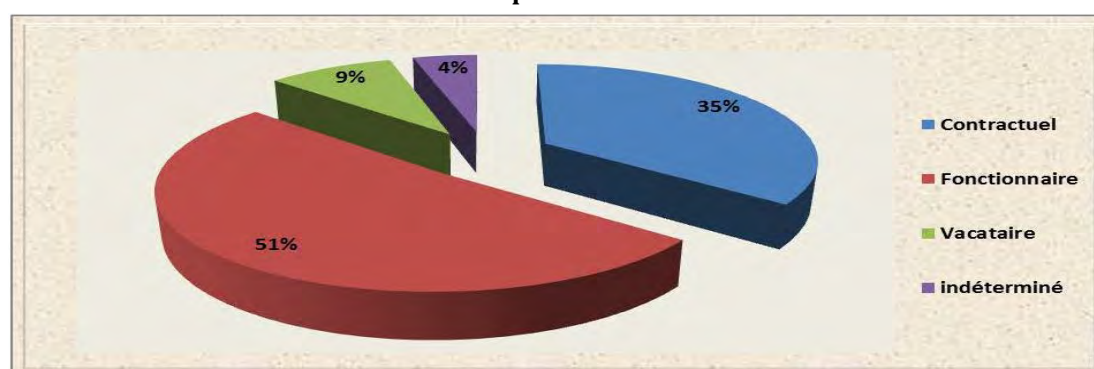
Source : Annuaire statistiques nationaux de 2008/2009, 2009/2010, 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013 IA Diourbel

Notons aussi que le taux de réussite, sur toute la période d'étude, est plus élevé chez les garçons que chez les filles.

4. Enseignants

En 2013, le nombre d'enseignants du public de l'enseignement moyen et secondaire général se chiffre à 1334 dont 684 fonctionnaires (51%), 472 contractuels (35%), 118 vacataires (9%), et 60 indéterminés (4%).

Graphique 11.9 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le statut professionnel en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données des annuaires statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Par rapport à l'année 2012, l'effectif global s'est accru de 13 enseignants. Notons aussi que cette hausse concerne uniquement le milieu rural, par contre une diminution des effectifs est observée en milieu urbain.

Tableau 11.20 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le milieu et le statut professionnel en 2013

Milieu	Contractuel	Fonctionnaire	Vacataire	Indéterminé	Total	%	Total 12	Var 12/13 (en %)
Urbain	343	374	37	57	811	60,8	819	-1
Rural	129	310	81	3	523	39,2	502	4
Total	472	684	118	60	1334	100	1321	1
%	35	51	9	4	100			
Total 12	686	396	239	-	1321			
Var 12/13 (en %)	-31	73	-51	-	1			

Source : Annuaire statistiques nationaux de 2010/2011 et 2011/2012

La professionnalisation des vacataires et contractuels reste une préoccupation de premier ordre. Il est aussi important de souligner un problème de plus en plus inquiétant et qui a maintenant une envergure nationale : La difficulté de recruter, selon les besoins, des professeurs de mathématiques et de philosophie aux profils adéquats.

Sur les 1334 enseignants du public qui officiaient dans l'enseignement moyen secondaire général en 2013, 82% sont des hommes et près de 60,8% enseignent en milieu urbain.

Tableau 11.21 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement moyen et secondaire selon le milieu et le sexe en 2013

Enseignants	Hommes	Femmes	Total	%	Total 12	Var 11/12 (%)
Urbain	654	157	811	60,8	819	-1
Rural	437	86	523	39,2	502	4,2
Total	1091	243	1334	100	1321	1
%	82	18	100			
Total 12	1079	242	1321			
Var 12/13 (%)	1,1	0,4	1			

Source : Annuaire statistiques nationaux de 2011/2012 et 2012/2013

Par ailleurs, la croissance des effectifs est plus élevée chez les hommes (1,1% contre 0,4% pour les femmes). Toutefois, entre 2012 et 2013, la croissance des effectifs est plus élevée en milieu rural (4,2%).

5. Difficultés de l'enseignement secondaire Général

- Formation insuffisante ;
- Communication déficitaire ;
- Fonctionnement défectueux des structures de dialogue et de concertation ;
- Mal gouvernance dans certains établissements ;
- Rendements internes et externes encore faibles (taux de redoublement, taux d'abandon, résultats au BAC) ;
- Capacités d'accueil du secondaire limitées (le nombre de collèges augmente rapidement alors que le nombre de lycées stagne).

XI.4. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE

La région ne dispose que d'un seul établissement d'enseignement technique. C'est le lycée technique Ahmadou Bamba (LTAB) situé à l'entrée de la ville de Diourbel. En 2012, cet établissement comptait un effectif de 873 élèves contre 830 élèves en 2013 (dont 353 filles), soit une baisse de 5%.

Tableau 11.22 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire technique entre 2009 et 2013

Elèves	2009	2010*	2011	2012	2013	Var 12/13 en (%)
Garçons	547	509	480	nd	477	nd
Filles	236	310	290	nd	353	nd
Total	783	819	770	873	830	-5

Source : Rapport d'Entrée IA Diourbel 2012/2013 (nd : non disponible)

Les filières qui y sont enseignées sont la fabrication mécanique (T1), l'électronique et l'électrotechnique (T2), les sciences et techniques (S3), un BEP option électrotechnique et les techniques quantitatives de gestion (G).

XI.5. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Depuis 2009, la région de Diourbel abrite l'Université de Bambey qui est l'héritière du Centre Universitaire Régional (CUR) de Bambey, dont la création remonte à 2004 (cf. décret 2004-916 portant « création et organisation d'un CUR à Bambey»), même si les enseignements n'y auront finalement démarré qu'en 2007. Il s'agissait à l'époque

de la première expérimentation au Sénégal du modèle du CUR. A ce jour, elle reste encore une expérience unique. Selon les termes mêmes retenus à l'issue du séminaire de réflexion sur la carte universitaire (30-31 octobre 2002), les missions du CUR sont « de préparer les apprenants à la formation universitaire (...) et d'assurer la formation professionnelle », en contribuant « à la mise en place des conditions de qualification des citoyens par la formation continue » et en veillant « à valoriser et à développer les atouts (économiques, culturels et sociaux...) au niveau du site d'implantation et des zones voisines ». Dans le décret 2004-916, il est également stipulé que « le CUR est un établissement décentralisé de formation générale et professionnelle universitaire de courte durée répondant aux exigences du développement local », ce qui le distingue donc des universités classiques.

XI.5.1. Etudiants

De 1647 étudiants en 2010, l'effectif est passé de 1983 en 2011 à 1800 en 2012 et s'établit en 2013 à 1868 étudiants, soit un accroissement de 3,8% par rapport à l'année précédente.

Tableau 11.23 : Effectif des étudiants de l'université de Bambey par sexe de 2010 à 2013

Année /Sexe	2010	2011	2012	2013	%	VAR 12 /13 en (%)
Garçons	1095	1313	1118	1203	64,4	7,6
Filles	552	670	682	665	35,6	-2,5
Total	1647	1983	1800	1868	100	3,8

Sources : Université Bambey

La répartition par sexe indique qu'un peu plus de 6 étudiants sur 10 sont des hommes (64,4%) et environ 4 étudiants sur 10 des femmes (35,6%).

Les étudiants sont répartis au niveau des 3 Unités de Formation et de Recherche (UFR) que sont : l'UFR santé et développement durable (SDD), l'UFR économie, management et ingénierie juridique (ECOMIJ), l'UFR science appliquée et technologie de l'information et de la communication(SATIC).

Tableau 11.24: Effectif des étudiants par sexe et par UFR de 2010 à 2011

Année /sexe	2010			2011			2012			2013		
	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total
UFR Santé et Développement Durable (SDD)	282	312	594	337	389	726	236	343	579	188	251	439
UFR Economie, Management et Ingénierie Juridique	203	123	326	287	152	439	302	171	473	415	236	651
UFR Sciences Appliquées et TIC (SATIC)	610	117	727	689	129	818	491	126	617	600	178	778
Autres unités de formation (à préciser)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecoles et/ou Instituts d'université (à préciser)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1095	552	1647	1313	670	1983	1029	640	1669	1203	665	1868

Sources: Université Bambe

En 2013, la répartition des étudiants par UFR indique que 42% sont inscrits à l'UFR (SATIC), 35% à l'UFR (ECOMIJ) et 24% à l'UFR (SDD). Contrairement aux autres UFR, on note une forte présence des filles à l'UFR SDD où depuis 2010 leur effectif dépasse celui des garçons.

Par ailleurs, on note la présence d'étudiants étrangers dont le nombre s'accroît d'année en année.

Tableau 11.25: Effectif des étudiants étrangers selon le sexe et la nationalité de 2012 à 2013

Année	2012			2013		
	G	F	Total	G	F	Total
Comoriens	5	0	5	9	0	9
Mauritaniens	1	0	1	1	0	1
Guinéens	1	0	1	1	0	1
Haitiens	3	0	3	3	0	3
Ivoiriens	1	0	1	1	0	1
Total	11	0	11	15	0	15

Sources: Université Bambe

En effet de 4 étudiants en 2009, l'effectif est passé à 6 étudiants en 2010 et 2011, et se chiffre en 2012 à 11 étudiants. En 2013, l'effectif des étrangers revient à 15 étudiants dont 9 Comoriens, 1 Mauritanien, 1 Guinéen, 3 Haitiens et 1 Ivoirien.

XI.5.2. Enseignants

L'effectif du personnel d'enseignement et de recherche est passé de 42 enseignants en 2011 à 47 en 2012, pour s'établir en 2013 à 49, soit 2 enseignants de plus. La majeure partie des enseignants (59%) exercent à l'UFR (SATIC).

Tableau 11.26 : Effectif du personnel de l'université de Bambey de 2011 à 2013

Structures/ Année	Personnel d'Enseignement et de Recherche		
	2011	2012	2013
Rectorat	1	1	1
(SDD)	9	9	11
UFR Economie, Management et Ingénierie Juridique (ECOMIJ)	8	8	8
SATIC	24	29	29
Autres unités de formations (à préciser)	-	-	-
Ecoles et/ou Instituts d'Université (à préciser)	-	-	-
Total	42	47	49

Sources: Université Bambey (les données de 2012 ne sont pas disponibles)

CONCLUSION

L'analyse du secteur de l'éducation a montré de manière générale que les performances en termes d'accès sont encourageantes et s'inscrivent dans la dynamique souhaitée par le PDEF. Les indicateurs de l'éducation au sein de la région évoluent positivement tant au niveau primaire qu'au niveau supérieur. Toutefois l'accent doit être mis sur les disparités de sexes (taux de réussite plus faible chez les filles que chez les garçons à tous les niveaux) et de milieu de résidence. De plus le TBS au niveau de l'élémentaire demeure toujours faible (62%) en 2013. Ainsi, des mesures d'envergure doivent être menées particulièrement, à travers des actions :

- d'information, de sensibilisation et de mobilisation des acteurs (autorités administratives, élus locaux, partenaires sociaux, les CESCOFI, les parents d'élèves et les autorités religieuses) ;
- d'expérimentation des cours pouvant exercer un attrait auprès des populations comme l'éducation religieuse actuellement en phase expérimentale par exemple ;
- de mise en place du trilinguisme et de la formation professionnelle (TFP) dans les daaras et l'ouverture des écoles franco – arabes publiques.

CHAPITRE XII : SANTE

Editions 2013

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, les données sur les infrastructures sanitaires et le personnel de santé en 2013 seront analysées. Il en sera de même des activités préventives et curatives et de la situation épidémiologique de la population de Diourbel. Nous terminerons par l'analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) du secteur de la santé.

XII.1. SITUATION SANITAIRE

XII.1.1. Infrastructures

Depuis l'année 2005, le Ministère de la Santé a élaboré un nouvel outil de planification et de régulation de l'offre de soins : La carte sanitaire. Elle repose sur une approche globale qui tend à organiser d'une manière rationnelle, participative et équitable, l'offre de soins sur l'ensemble du territoire national.

Tableau 12.1: Répartition des infrastructures sanitaires fonctionnelles selon le district en 2012 et 2013

Districts sanitaires	Centres de santé		Postes de santé		Cases de santé		Cases de Santé Fonctionnelles		Hôpitaux	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Bambey	1	1	24	25	58	52	32	34	0	0
Diourbel	1	1	22	22	25	23	15	22	1	1
Mbacké	1	1	20	21	34	33	24	33	0	0
Touba	2	2	20	24	9	6	8	6	1	2
Total	5	5	86	92	126	114	79	95	2	3

Source : Région médicale de Diourbel

A la date du 31 décembre 2013, la carte sanitaire de la région de Diourbel comprend 3 hôpitaux, 5 centres de santé, 92 postes de santé, 114 cases de santé (dont 95 fonctionnelles).

Par rapport à la population régionale qui ressort à 1.497.455 habitants en 2013, ces infrastructures donnent les ratios suivants :

- ✚ 1 hôpital pour 499152 habitants ;
- ✚ 1 centre de santé pour 299491habitants ;
- ✚ 1 poste de santé pour 16277 habitants.

**Tableau 12.2 : Taux de couverture des infrastructures sanitaires selon le district en 2012 et 2013
(Nombre d'habitants par hôpital, par C.S et par P.S)**

Districts sanitaires	Hôpitaux		Centres de santé		Postes de santé	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Bambey	0	0	1	1	24	25
Diourbel	1	1	1	1	22	22
Mbacké	0	0	1	1	20	21
Touba	1	2	2	2	20	24
Total	2	3	5	5	86	92
Ratios Région	1/721208	1/499152	1/288483	1/299491	1/16772	1/16277
OMS	1/150000		1/50000		1/10000	

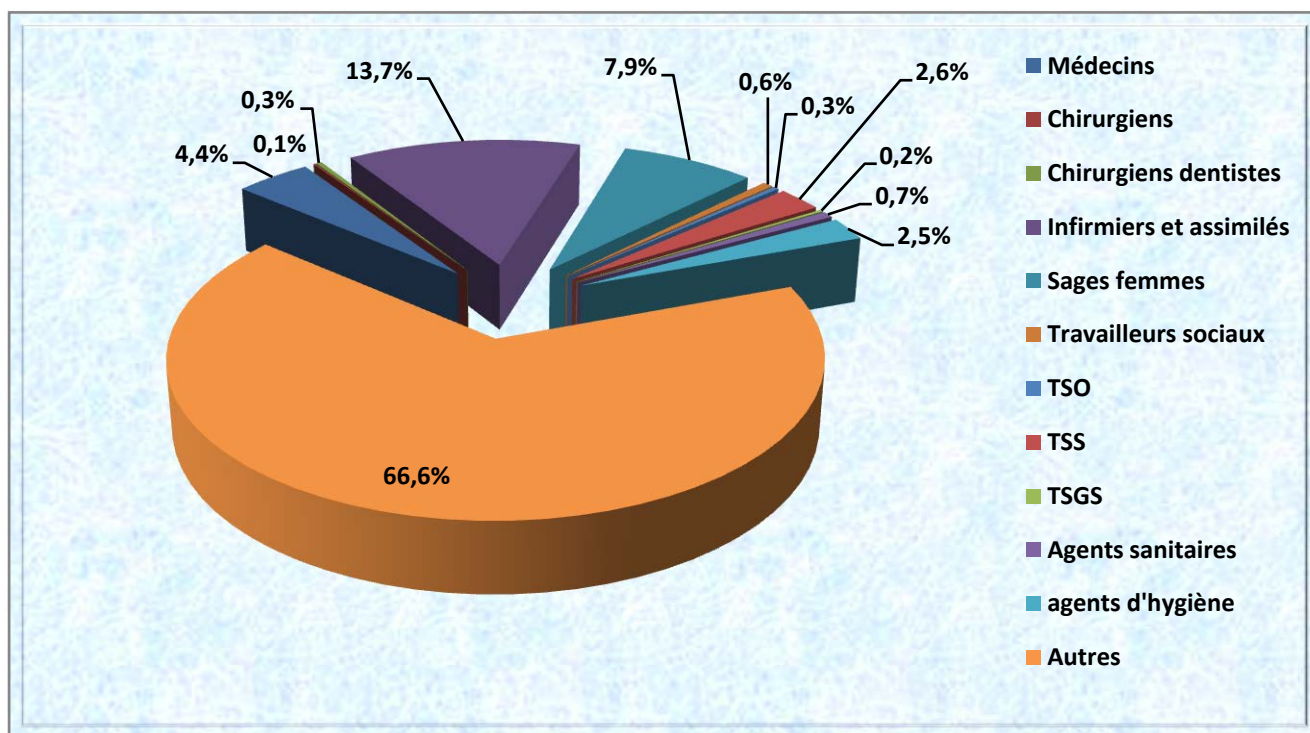
Source : Région médicale de Diourbel

Ces résultats de la région en matière de couverture sanitaire montrent que, malgré les efforts fournis par l'Etat ces dernières années dans la construction d'infrastructures sanitaires, on est encore loin des normes de l'OMS selon lesquelles, il faut 1 hôpital pour 150 000 habitants, 1 centre de santé pour 50 000 habitants et 1 poste de santé pour 10 000 habitants.

XII.1.2. Personnel

En 2013, l'effectif du personnel médical des services publics de la région de Diourbel se chiffre à 1790 contre 1570 en 2012, soit une hausse 14%. Il est essentiellement **composé d'infirmiers et assimilés (245, soit 13,7 %)**, de sages-femmes (141, soit 7,9%) **et d'autres catégories non définies (1193, 66,6%)**. Le reste du personnel est faiblement représenté avec 4,4% de médecins, 3,5% de techniciens supérieurs, 2,5% de personnels d'hygiène, 0,7% de personnels sanitaires, 0,6% de travailleurs sociaux et seulement 0,4% de chirurgiens.

Graphique 12.1: Répartition (en %) du personnel médico-sanitaire de la région en 2013



Source : SRSD/Diourbel à partir des données fournies par la Région médicale de Diourbel

La répartition du personnel médico-sanitaire (cf. annexe Tableau A12.1) révèle un certain déséquilibre au profit du district sanitaire de Touba qui concentre à lui seul 23,4% des travailleurs. Par contre, dans les autres localités, nous avons pour les districts de Diourbel (15,2%), Bambey (13,5%), et Mbacké (9%).

XII.2. ACTIVITES

XII.2.1. Activités préventives

Ces activités concernent la vaccination, la surveillance nutritionnelle et pondérale, les consultations prénatales et la planification familiale.

1. Vaccination

Les taux de couverture vaccinale en 2013 sont assez satisfaisants mais moins élevés que ceux des années précédentes (en l'occurrence 2009 et 2011) dans tous les districts et pour l'ensemble des antigènes (les informations sur laPolio0, lePenta1 et lePenta2 n'étant pas disponibles). Globalement, tous les taux sont au-dessus de 65%, à l'exception de la fièvre jaune (64% à Mbacké).

Tableau 12.3: Pourcentage des enfants vaccinés par antigène et par district en 2013

Antigène	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba
Polio 0	nd	nd	nd	nd
BCG	80,48	93,89	84	96
Penta 1	nd	nd	nd	nd
Penta 2	nd	nd	nd	nd
Penta 3	83,49	91,88	79	81
Rouvax	68,7	67,43	66	73,8
Fièvre jaune	68,81	68,05	64	74
ECV	68,7	67,43	66	73

Source : Région médicale de Diourbel

Selon le district, celui de Touba arrive en tête pour tous les antigènes à l'exception du Penta3. Plus globalement, on observe que les plus faibles performances sont tributaires des résultats enregistrés dans le district de Mbacké.

2. Surveillance nutritionnelle et pondérale

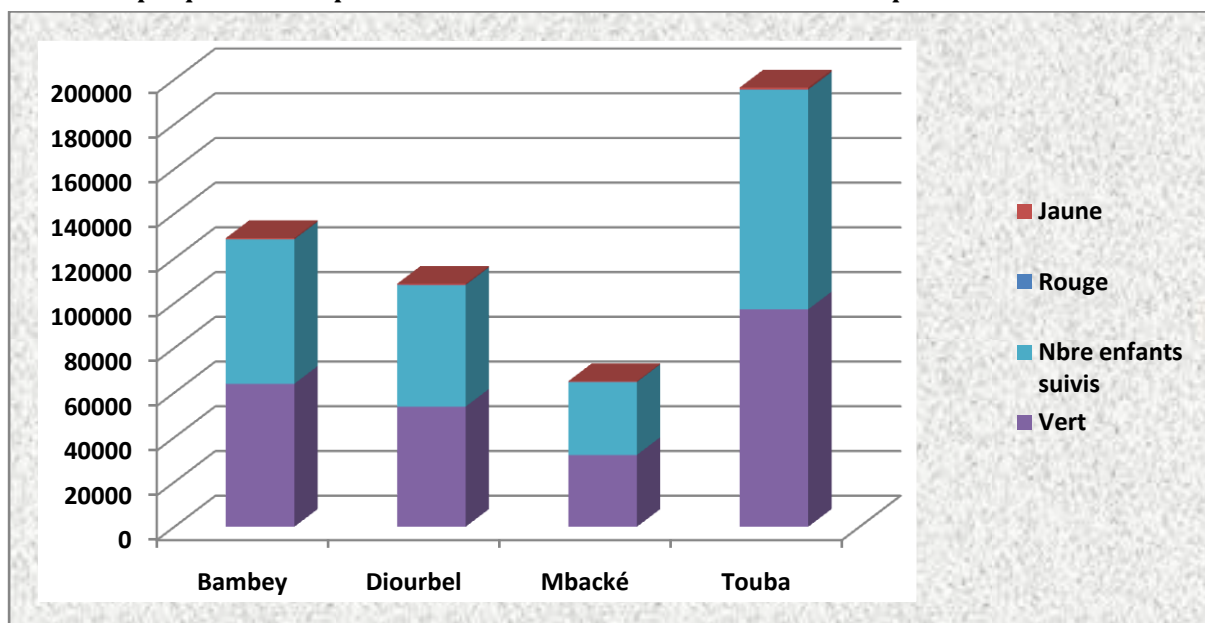
Au total, en 2013 dans la région de Diourbel, 98,96% des enfants ont un bon état nutritionnel (dans le vert). Cette situation nutritionnelle s'est améliorée par rapport à 2010 où le taux affiché était de 80,7%. Toutefois, l'absence de données du district de Mbacké appelle à plus de prudence

Tableau 12.4 : Répartition des enfants selon l'état nutritionnel par district en 2013

Districts	Nbre enfants suivis	Rouge	Jaune	Vert
Bambey	64552	65	517	63970
Diourbel	54334	109	489	53736
Mbacké	32566	66	359	32141
Touba	98212	98	884	97230
Total	249664	338	2249	247077
%	100	0,14	0,90	98,96
Total 12	100 410	8039	20037	72334
Variation 12/13 (en %)	148,64	-95,8	-88,78	241,58

Source : Région médicale de Diourbel (ce tableau est à revoir les totaux et % posent problème)

Graphique 12.2 : Répartition des enfants selon l'état nutritionnel par district en 2013



Source : SRSD/Diourbel à partir des données fournies par la Région médicale de Diourbel

On relève également que près d'un enfant sur 10 (0,9%) est dans un état de malnutrition modérée (enfants dans le jaune) et presque pas d'enfants (0,14%) dans un état de malnutrition sévère (dans le rouge).

3. Consultations prénatales

Ces consultations sont fondamentales pour le suivi de la grossesse et de la santé maternelle, afin de prévenir toute complication éventuelle. Elles sont étalées en 4 phases correspondant aux CPN de 1 à 4.

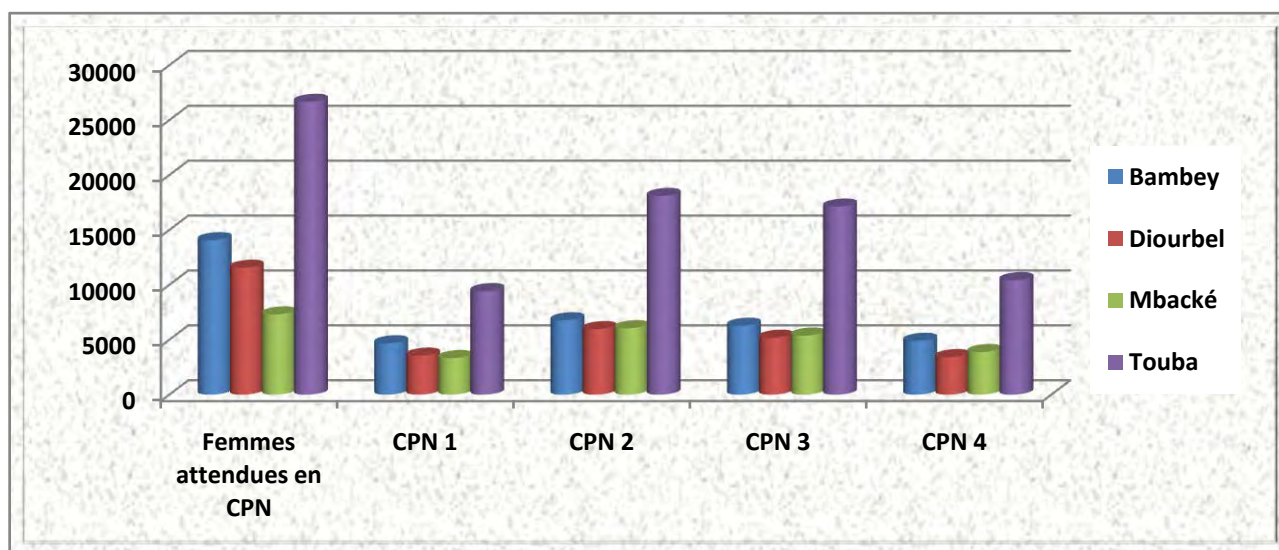
Tableau 12.5 : Répartition du nombre de consultations prénatales par district en 2013

District	Femmes attendues en CPN	CPN 1	CPN 2	CPN 3	CPN 4	Femmes/TPI	
						dose 1	dose 2
Bambey	14065	4675	6768	6275	4901	7081	2883
Diourbel	11550	3545	5964	5183	3414	6020	4642
Mbacké	7303	3327	6046	5379	3877	5086	3863
Touba	26663	9427	18094	17123	10426	15973	12870
Total	59581	20974	36872	33960	22618	34160	24258
%		35,2	61,9	57	38	57,3	40,7

Source : Région médicale de Diourbel

Les femmes suivies au 1^{er} trimestre de leur grossesse sont enregistrées en CPN1. Celles qui viennent se faire consulter pour la première fois et qui sont au 2^{ème} trimestre de leur grossesse sont enregistrées directement en CPN2 et non en CPN1. **L'effectif de la CPN2 dépasse celui de la CPN1** (respectivement 36872 et 20974). Ceci confirme qu'une bonne partie des femmes va en 1^{ère} consultation prénatale à un stade assez avancé de la grossesse.

Graphique 12.3: Répartition du nombre de consultations prénatales selon le CPN par district en 2013



Source : SRSD/Diourbel à partir des données fournies par la Région médicale de Diourbel

En moyenne, 35,2% des femmes attendues sont venues en CPN1 dans le premier trimestre de leur grossesse; 57,3% ont reçu la première dose du TPI et 40,7% la deuxième dose. Il convient de signaler que pour le TPI, une troisième dose est administrée aux femmes enceintes porteuses du VIH.

4. Planification familiale

En 2013, le taux de prévalence contraceptive qui est le rapport entre le nombre de femmes actives sur le nombre de femmes en âge de procréer (FAR) est de 5%. La faiblesse de ce taux pourrait être expliquée par des pesanteurs socioculturelles qui empêchent **l'utilisation de la contraception.**

Tableau 12.6: Répartition des femmes sous planification familiale selon le district en 2013

District	Active	Inactive	FAR	Prévalence contraceptive (en %) 2013
Bambey	2248	1119	82950	2,71
Diourbel	4889	3503	68117	7,1
Mbacké	5818	1030	43068	13,58
Touba	5473	2224	150404	3,6
Total	18428	7876	344539	5

Source : Région médicale de Diourbel

On observe également des disparités importantes **d'une part** entre les districts sanitaires de Mbacké (13,58%) et Diourbel (7,1%), et **d'autre part le district de** Touba (3,6%) et de Bambey (2,71%).

XII.2.2. Activités curatives

Nous nous focaliserons dans cette partie sur les activités comme les consultations primaires curatives, les hospitalisations et les activités de la maternité.

1. Consultations primaires curatives

Le taux d'utilisation est obtenu en faisant le rapport entre les consultants et la population cible du district (excepté Touba, les autres districts couvrent exactement le département). En matière de santé la norme généralement admise est qu'un taux d'utilisation inférieur à 25% pourrait signifier une sous-utilisation des services de santé, traduisant des prestations non attractives sous-tendues par un faible niveau du plateau technique. En santé publique, il est considéré que 25 à 50% d'une population devrait utiliser au moins une fois les structures sanitaires.

Tableau 12.7: Répartition du nombre de consultants et de consultations primaires curatives selon le district en 2013

District	Consultants	Consultations	Taux d'utilisation (%)
Bambey	110 168	113 168	31,37
Diourbel	106 266	112 722	38
Mbacké	72 284	75 689	40,42
Touba	169 139	181 896	27
Total	457 857	483 475	ND

Source : Région médicale de Diourbel

En 2013, les districts sanitaires de la région de Diourbel ont enregistré un total de 457 857 consultants lesquels ont effectué 483 475 consultations. Ce taux est plus élevé à Mbacké où il atteint 40,42%, suivi de Diourbel (38%) et Bambey (31,37%), alors que le district de Touba (27%) enregistre le taux le plus faible. Le cas spécifique de Touba doit être analysé avec beaucoup de prudence à cause de **l'existence de cliniques privées non répertoriées et de la difficulté de collecter des statistiques fiables dans la ville sainte.**

2. Hospitalisations

En 2013, le nombre total de personnes hospitalisées au niveau des districts sanitaires de la région (uniquement les centres et les postes de santé) a atteint 9168. Les personnes hospitalisées sont plus nombreuses à Mbacké (4255, soit 46,41%). Elles passent en moyenne 4 jours dans les structures sanitaires du district de Bambey, 3 jours à Diourbel, 2 jours à Mbacké, et 1 jour à Touba.

Tableau 12.8: Répartition des hospitalisations selon le district en2013

District	Hospitalisés	Hospitalisés (%)	Durée moyenne de séjour (DMS)	Taux d'occupation (%)
Bambey	550	6	4,5	ND
Diourbel	388	4,23	3	65
Mbacké	4255	46,41	2	71
Touba	3975	43,36	1,2	31,4
Total	9168	100	3	

Source : Région médicale de Diourbel

La faiblesse de la durée moyenne de séjour (DMS) dans les districts sanitaires **pourrait s'expliquer par le fait que ces derniers ne traitent que les cas simples; tous les autres cas sont référés au niveau des hôpitaux.**

3. Activités de la maternité

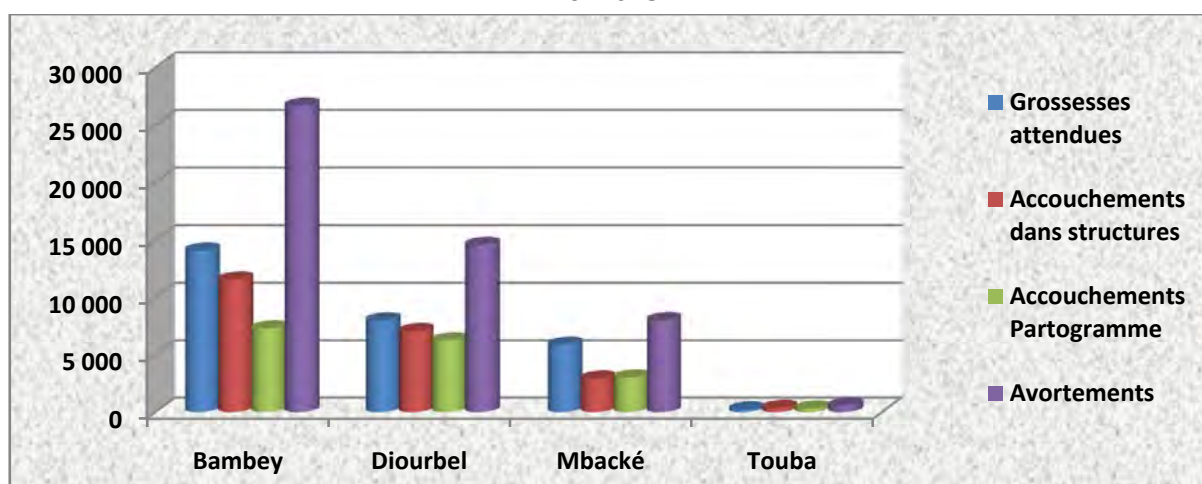
Sur un total de 59581 grossesses attendues en 2013 dans les différents districts sanitaires de la région, 35880 accouchements ont été enregistré dans les structures, dont 19738 accouchements sous partogramme et 1455 avortements.

Tableau 12.9 : Répartition du nombre d'accouchements dans les maternités selon le district en2013

District	Grossesses attendues	%	Accouchements dans structures	%	Accouchements Partogramme	%	Avortements	%
Bambey	14 065	24	8 001	22	5 876	30	229	16
Diourbel	11 550	19	7 066	20	2 870	15	358	25
Mbacké	7 303	12	6 256	17	2 963	15	303	21
Touba	26 663	45	14 557	41	8 029	41	565	39
Total	59 581	100	35 880	100	19 738	100	1 455	100

Source : Région médicale de Diourbel

Graphique 12.4: Répartition du nombre d'accouchements dans les maternités selon le district en2013



Source : SRSD/Diourbel à partir des données fournies Région médicale de Diourbel

Le nombre de décès dans les différents districts de la région, à la suite d'un accouchement, s'est élevé en 2013 à 6 (2 à Touba, 2 à Diourbel, 1 à Mbacké et 1 à Bambey). Globalement, 36086 naissances ont été enregistrées dont 3507 sont nées vivantes avec un poids inférieur à 2500g.

Tableau 12.10 : Répartition du nombre de décès enregistrés pendant ou après l'accouchement en 2013

District	Décès maternel	Naissances vivantes	nés vivants poids < 2500g	décès enfants dans les 7 jrs parmi vivants	Morts nés frais	Morts nés macérés
Bambey	1	7 894	235	0	27	80
Diourbel	2	5 881	428	14	25	44
Mbacké	1	6 475	699	3	43	59
Touba	2	15 836	2 145	64	101	112
Total	6	36086	3507	81	196	295

Source : Région médicale de Diourbel

Par ailleurs, 81 enfants nés vivants sont décédés au cours des 7 premiers jours, soit un taux de mortalité néonatale précoce de 2 pour mille naissances vivantes. Il convient également de signaler que les morts nés frais et les morts nés macérés sont de 196 et 295 respectivement.

XII.3. SITUATION EPIDEMIOLOGIQUE

La surveillance épidémiologique permet d'évaluer au quotidien les objectifs du programme élargi de vaccination (PEV). L'étude de la situation épidémiologique dans cette section se focalisera sur la situation du choléra, des ITS/SIDA, et du paludisme.

XII.3.1. Situation du cholera

Le choléra apparaît de temps en temps surtout au moment des grands évènements religieux comme le Magal. Grâce aux opérations de pulvérisation, de désinfection et d'IEC, l'épidémie a pu être maîtrisée et aucun cas de choléra n'a été observé en 2012 dans la région.

XII.3.2. Situation des IST et du SIDA

Les différents districts sanitaires de la région ont enregistré une hausse considérable du nombre de cas de personne infectées aux IST (1498 en 2012, contre 9842 en 2013), par contre une baisse est observée pour les personnes porteuses du VIH/SIDA (833 en 2012, contre 202 en 2013).

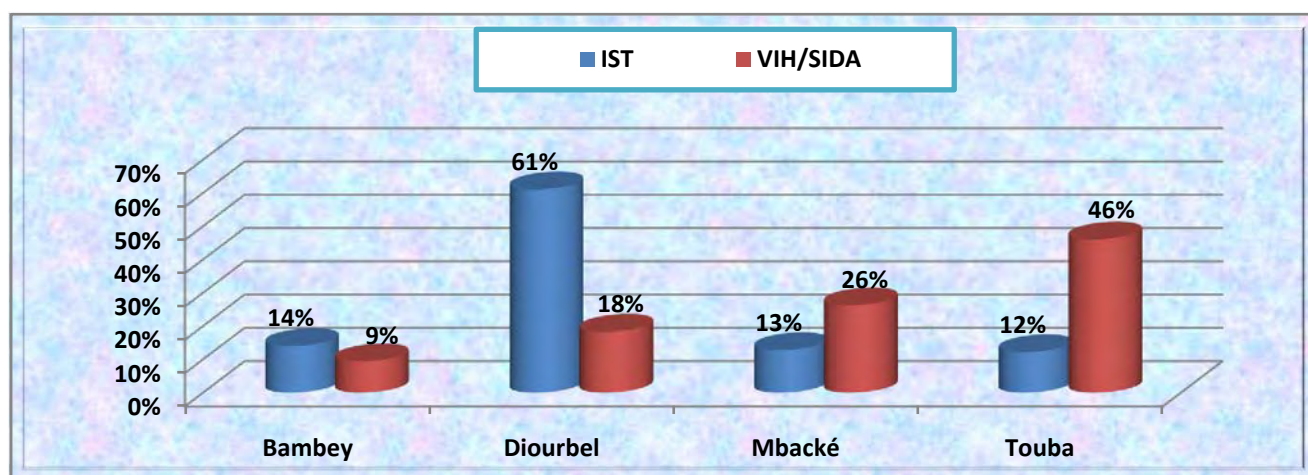
Tableau 12.11 : Répartition du nombre de personnes infectées aux IST et au VIH/sida en 2013

District	IST				VIH/SIDA			
	Nombre		%		Nombre		%	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Bambey	2	1378	0,1	14	96	19	11,5	9
Diourbel	0	6 011	0	61,1	234	37	28,1	18
Mbacké	0	1 257	0	12,8	112	53	13,4	26
Touba	1 496	1 196	99,9	12,2	391	93	46,9	46
Total	1498	9842	100	100	833	202	100	100

Source : Région médicale de Diourbel

En 2013, plus de la moitié des personnes infectées aux IST sont localisées à Diourbel.

Graphique 12.5 : Proportion (en %) des personnes infectées aux IST et au VIH/sida en 2013



Source : SRSD/Diourbel à partir des données fournies par la Région médicale de Diourbel

Cependant, les cas de VIH/SIDA sont repérés plus à Touba et à Mbacké avec des proportions respectives de 46% et de 26%.

XII.3.3. Situation du paludisme

En 2013, 52 164 cas de paludisme (dont 2 265 graves) ont été répertoriés à Diourbel. Près de 6 malades sur 10 atteints par le paludisme sont concentrées à Touba (32349, soit 62%), suivi de Diourbel (15 643, soit 30%), Mbacké (2 502, 4,8%) et Bambey (1 670, soit 3,2%).

Tableau 12.12 : Répartition du nombre de cas de paludisme en 2013

District	Palu simple	Palu grave	Total	%
Bambey	1 624	46	1 670	3,2
Diourbel	14 892	751	15 643	30
Mbacké	2 459	43	2 502	4,8
Touba	30 924	1 425	32 349	62
Total	49 899	2 265	52 164	100
%	95,7	4,3	100	

Source : Région médicale de Diourbel

XII.4. ANALYSE SWOT DU SECTEUR DE LA SANTE

XII.4.1. Forces

a) Promotion de l'accès aux soins des populations

- Application de la politique de gratuité et de réduction des coûts ;
- Construction et équipement de postes de santé ;
- Redynamisation des activités de stratégies avancées et mobiles ;
- Organisation de Journées de consultations gratuites ;
- Gratuité des soins lors des grands rassemblements ;
- Développement des mutuelles de santé.

b) Prévention sociale et prévention des risques de catastrophes

- Gestion des grands rassemblements ;
- Surveillance épidémiologique ;
- Gestion des inondations ;
- Prévention contre le choléra ;
- Promotion de la mutualité.

c) Bonne gouvernance et décentralisation participative

- Contractualisation avec les OCB ;
- Renouvellement des comités de santé ;
- Poursuite de la mise **en œuvre de la Stratégie « Bajenugox »**.

XII.4.2. Faiblesses

- Faiblesse des taux de la SR avec:
 - Achèvement CPN 30% ;
 - Accouchements à domicile 15% ;
 - Prévalence PF 1.21% (1er SEM 2010).
- Faiblesse du taux de détection de la Tuberculose ;
- Non fonctionnalité des comités de gestion.

XII.4.3. Opportunités/perspectives

- PAODES : projet d'appui visant à booster l'offre et la demande en santé ;
- **PAGOSAN: Projet d'appui à la gouvernance sanitaire ;**
- **PAMAS I et II: projet d'appui à la micro assurance – santé** visant au renforcement de la mutualité au niveau de la région (en cours);
- RSS: projet de renforcement du système de santé (en cours) ;
- Réorganisation du système de santé devant aboutir à un renforcement des RM (en cours).

XII.4.4. Contraintes

- Non satisfaction de la demande sociale (Rétention des données sanitaires; grèves itératives) ;
- **Insuffisance de partenaires d'appui depuis l'arrêt du projet ARMD II ;**
- Faiblesse de réactions des collectivités locales (allocations budgétaires **de la BRH et BREIPS qui n'arrivent pas**) ;
- Non fonctionnalité des comités de gestion ;
- Essoufflement des comités de santé ;
- Déficit énergétique (délestages).

CONCLUSION

La région de Diourbel accuse encore du retard en matière de couverture en **infrastructures sanitaires, si on se réfère aux normes de l'OMS. Par rapport au personnel médical, il est apparu un besoin réel en spécialistes, notamment en chirurgiens et en chirurgiens-dentistes. A cela s'ajoute un déséquilibre dans la répartition du personnel au profit du district sanitaire de Touba. Pour ce qui concerne les activités aussi bien préventives que curatives ainsi que la situation épidémiologique, beaucoup d'efforts** doivent être menés pour améliorer davantage la santé des populations.

CHAPITRE XIII : HYGIENE

Edition 2013

INTRODUCTION

L'amélioration de la santé de la population passe inéluctablement par l'accès à l'hygiène. C'est pourquoi, les agents d'hygiène mènent une lutte hardie contre l'insalubrité environnementale et le manque d'hygiène alimentaire. Ainsi, un dispositif de taille est mis en place pour relever cet énorme et noble défi. Dans ce chapitre, nous présenterons les différentes activités effectuées dans la région en 2013, notamment les visites domiciliaires et au niveau des ERP, les relevés d'infractions, les mesures répressives prises contre ces infractions et la prévention.

XIII.1. RESSOURCES HUMAINES

En 2013, le personnel en activité dans la brigade centrale et les sous brigades de la région de Diourbel est composé au total de 32 agents dont 4 techniciens supérieurs du génie sanitaire, 4 sous-officiers, 17 agents d'hygiène et 7 auxiliaires d'hygiène.

Tableau 13.1 : Répartition du personnel en activité selon la structure et le grade en 2013

Personnel	Brigades et sous brigades				Total 13	Total 12
	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba		
Ingénieur Génie sanitaire	0	0	0	0	0	1
Technicien supérieur génie sanitaire	0	2	1	1	4	4
Sous – officier	2	1	1	0	4	8
Agent d'hygiène	4	5	3	5	17	18
Auxiliaire d'hygiène	0	3	2	2	7	8
Total	6	11	7	8	32	39
Total 12	6	13	5	15	39	

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Par rapport à l'année 2012, l'effectif des agents a baissé de 9 unités. Cependant, cette diminution de personnel est notée dans toutes les autres structures à l'exception de la sous brigade de Diourbel qui a connu plutôt une augmentation de 2 unités de son effectif. De façon globale, un renforcement en agents et auxiliaires d'hygiène s'avère nécessaire pour couvrir correctement la région.

XIII.2. HYGIENE DU MILIEU

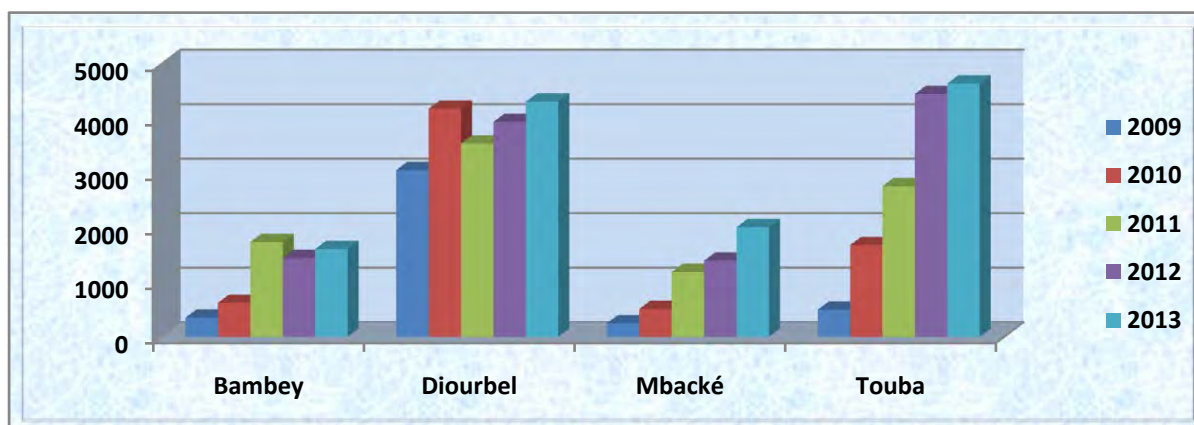
Malgré l'absence d'un système moderne de collecte des ordures, les populations s'organisent tant bien que mal autour des charretiers pour évacuer les ordures en dehors des grandes agglomérations. Malgré tout, la situation d'insalubrité persiste, notamment avec la floraison de dépôts sauvages. Il convient donc, à cet effet, de signaler la nécessité de disposer au niveau de la région de centres de traitement et d'enfouissement des déchets. En outre, l'assainissement collectif (réseau d'égout) est presque inexistant, même dans la capitale régionale.

XIII.3. ACTIVITES REALISEES

Afin de mener à bien leur mission, la brigade régionale et les sous brigades ont réalisé plusieurs activités partant de la prospection (domiciliaire et au niveau des ERP) aux opérations répressives, préventives et curatives.

Ainsi en 2013, sur l'ensemble de la région, 12583 concessions ont été visitées dont 4647 par la brigade d'hygiène spéciale de Touba (37%), 4315 par celle de Diourbel (34%), 2011 par celle de Mbacké (16%) et 1610 par celle de Bambey (13%).

Graphique 13.1: Evolution du nombre de concessions visitées selon la structure de 2009 à 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Par rapport à l'année précédente, le nombre de concessions visitées a augmenté pour toutes les structures sans exception avec une hausse globale de 11,93% par rapport à 2012.

Sur l'ensemble des concessions à visiter, la meilleure performance a été réalisée par Diourbel qui a couvert 26,2 % des concessions du département. Mbacké, Touba, et Bambey ont réalisé les plus faibles couvertures.

Tableau 13.2 : Taux de couverture de la région en 2013

Brigade et sous brigades	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	Total
Concessions Visitées	1610	4315	2011	4647	12583
Concessions à Visiter	16118	16469	10839	44950	88376
Taux de Couverture	10%	26,2%	18,6%	10,3%	14,2%

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Tableau 13.3 : Taux de couverture des zones urbaines en 2013

Brigade et sous brigades	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba
Concessions Visitées	1447	3943	1397	4455
Concessions urbaines à Visiter	1983	8818	4607	44950
Taux de Couverture des zones urbaines	73%	45%	30%	6%

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

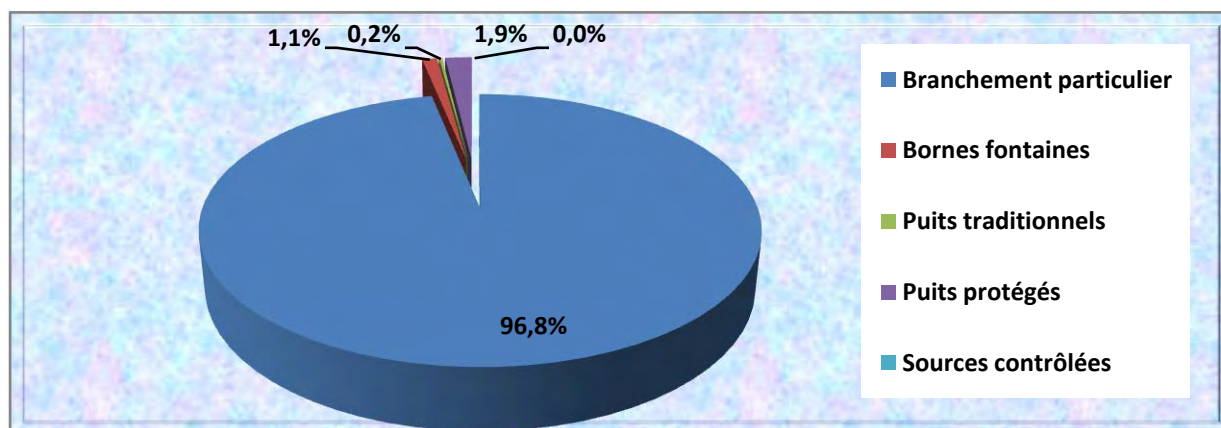
Cette situation s'explique par la faiblesse des effectifs mais également celle de la logistique et une allocation budgétaire insignifiante. De plus, il faut souligner que toutes les structures de la Brigade Régionale ont été mobilisées pendant tout le mois de Décembre 2013 pour les besoins de la couverture sanitaire du Grand Magal de Touba.

XIII.3.1. Prospections domiciliaires

1. Approvisionnement en eau

Le tableau ci-dessous présente quelques données sur les modes d'approvisionnement en eau potable. Sur les 12583 prospections domiciliaires effectuées, plus de 9 ménages sur 10 utilisent le branchement particulier, contre seulement 2% pour les puits protégés.

Graphique 13.2 : Situation de l'approvisionnement en eau potable en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Tableau 13.4 : Prospection domiciliaire pour l'approvisionnement en eau potable en 2013

Mode d'approvisionnement en eau potable	S/B. Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacké	BSH. Touba	TOTAL	%
Branchement particulier	1520	4285	1751	4626	12182	96,8
Bornes fontaines	30	17	88	0	135	1,1
Puits traditionnels	23	6	0	0	29	0,2
Puits protégés	37	7	172	21	237	1,9
Sources contrôlées	0	0	0	0	0	0,0
TOTAL	1610	4315	2011	4647	12583	100
%	12,8	34,3	16	36,9	100	

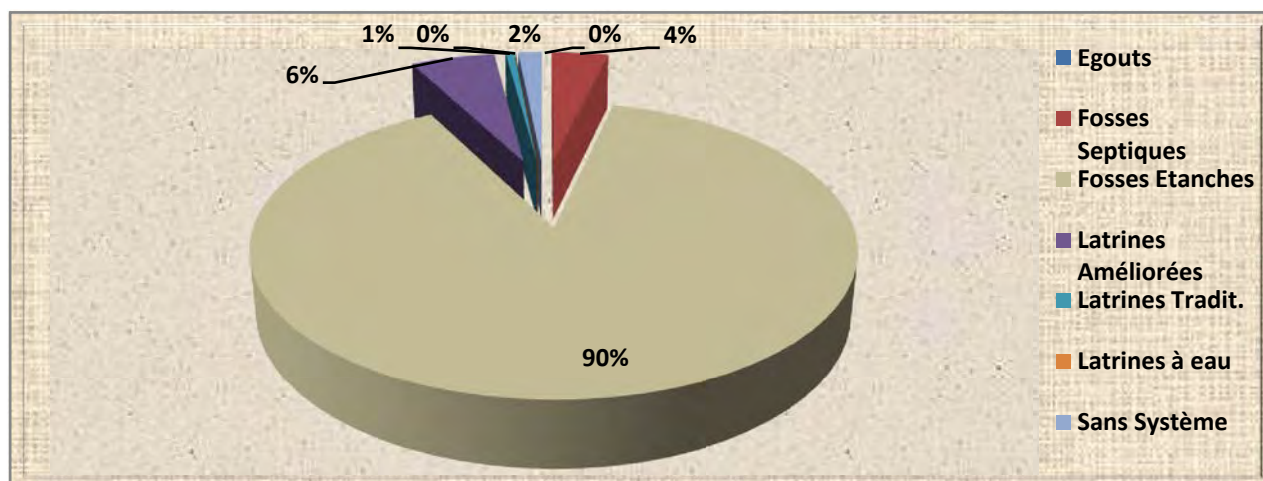
Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Les bornes fontaines, les sources contrôlées ainsi que les puits traditionnels sont très rarement utilisés par les ménages.

2. Assainissement en eau

Les résultats du tableau ci-dessous prouvent clairement que la plupart des ménages urbains utilisent surtout la fosse étanche comme système de gestion des eaux vannes (90 %) ; en deuxième position nous retrouvons la latrine (6 %) et dans une moindre mesure la fosse septique (4%). Toutefois nous notons une faible proportion de ménages ne disposant d'aucun système d'évacuation des excréta (2%) ou utilisant les latrines traditionnelles (1%).

Graphique 13.3 : Situation de l'évacuation des excréta en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

98,5 % des ménages visités disposent d'un ouvrage d'assainissement. Toutefois le dispositif de la fosse étanche ne permet pas de gérer toutes les eaux usées rejetées par les populations.

Tableau 13.5 : Prospection domiciliaire pour l'assainissement en eau potable en 2013

Evacuation des Excreta	S/B Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacke	BSH. Touba	TOTAL	%
Egouts	0	0	0	0	0	0%
Fosses Septiques	24	207	109	129	469	4%
Fosses Étanches	1001	4018	1804	4330	11153	90%
Latrines Améliorées	572	87	21	15	695	6%
Latrines Tradit.	0	0	71	0	71	1%
Latrines à eau	0	0	0	0	0	0%
Sans Système	13	3	6	173	195	2%
TOTAL	1597	4312	2005	4474	12388	100%

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

XIII.3.2. Prospection au niveau des ERP

L'inspection des Etablissements Recevant du Public (ERP) consiste à contrôler tout local accueillant des personnes notamment les locaux de préparation, de vente et de stockage des denrées alimentaires, les écoles, les daaras, les hôtels, les cinémas... Ainsi, 8740ERP ont été visités en 2013 contre 6099 en 2012, soit une augmentation des visites de 43 %.

Tableau 13.6 : Répartition du nombre de visites effectuées dans les établissements recevant du public (ERP) selon la catégorie et la structure en 2013

CATEGORIE	S/B. Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacke	BSH. Touba	TOTAL	%
Boutique	236	1370	307	1751	3664	41,9
Restaurants	34	373	34	94	535	6,1
Gargottes	108	438	18	120	684	7,8
Cafétéria	9	114	14	54	191	2,2
Dibiterie	16	115	37	103	271	3,1
Boulangerie	7	72	14	57	150	1,7
Kiosque à Pain	34	128	37	325	524	6,0
Vente de lait	15	134	21	108	278	3,2
Tangana	14	126	19	153	312	3,6
Vente ambulantes	2	325	18	234	579	6,6
Boucherie	12	24	34	70	140	1,6
Cantines	44	240	20	121	425	4,9
Vente Eau Glacée	47	92	52	105	296	3,4
Vente Gâteau	31	87	76	211	405	4,6
Marché	2	12	7	7	28	0,3
Etabl. Vente Eau de table	0	7	1	4	12	0,1
Cinéma	0	0	0	0	0	0,0
Bars	4	16	0	0	20	0,2
Hôtels	2	9	0	0	11	0,1
Ecoles	0	10	5	0	15	0,2
Daaras	4	24	15	86	129	1,5
Meuniers	6	18	6	12	42	0,5
EPS	15	5	0	9	29	0,3
TOTAL	642	3739	735	3624	8740	100

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

La sous brigade de Diourbel a visité 42,8% des ERP contrôlés dans la Région, suivi de Touba (41,5%), puis Mbacké (8,4%) et Bambey (7,3%). Les boutiques ont constitué la principale cible des agents **d'hygiène dans tous les** départements avec un total de 3664 visites, soit 41,9%. Elles sont suivies des gargottes (7,8%), des ventes ambulantes (6,6%), des kiosques à pain, et des cantines (4,9%). Il est important de signaler aussi que les daaras et écoles, **à l'instar des autres établissements** restants, ont été visités de façon très marginale. Or, il est important que les toilettes des **établissements scolaires soient contrôlées régulièrement, afin d'éviter des infections** aux enfants qui sont particulièrement vulnérables.

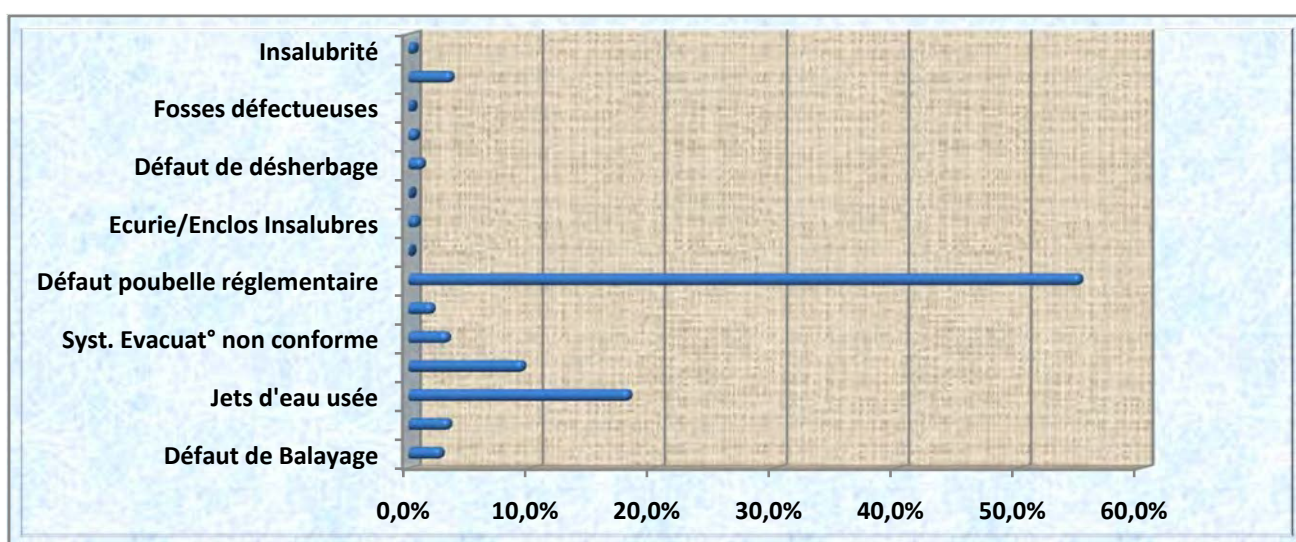
XIII.4. INFRACTIONS ET MESURES REPRESSIVES

XIII.4.1. Infractions

1. Infractions relevées dans les prospections domiciliaires

En 2012, les infractions relevées dans les 12583 concessions visitées s'élèvent à 10362, soit en moyenne 8 infractions sur 10 concessions visitées. Les infractions ont plus été commises à Touba avec plus de 10 infractions sur 10 concessions visitées, suivie par Diourbel, Mbacké et Bambey avec respectivement 9, 5 et 4 infractions sur 10 maisons visitées

Graphique 13.4 : Proportion (%) des infractions relevées au niveau des prospections domiciles en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

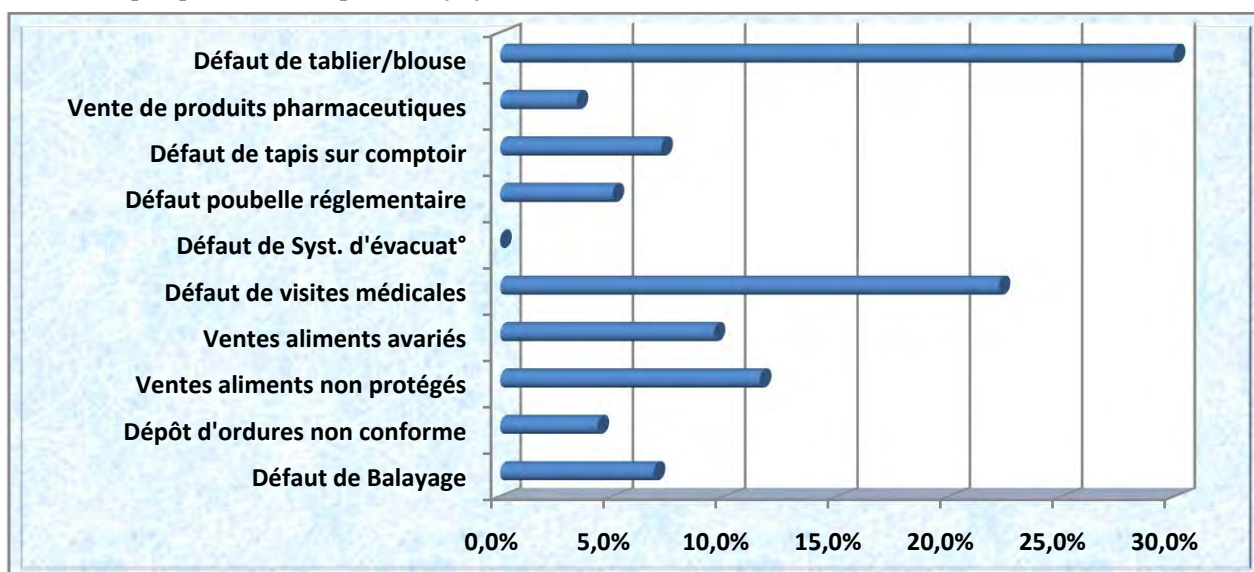
Sur l'ensemble des infractions constatées, plus de 5 concessions sur 10 (55%) ne disposent pas de poubelles réglementaires et près de 2 maisons sur 10 (18%) jettent des eaux usées. L'écoulement des eaux usées, les défauts de puisards, les dépôts d'ordure non conformes ainsi que les systèmes d'évacuation non conformes concernent respectivement 9,3 %, 3,4%, 3,2% et 3,1% des cas. Les autres catégories d'infractions sont moindres et représentent individuellement moins de 3% des cas enregistrés.

2. Infractions relevées dans les prospections au niveau des ERP

Dans le cadre des prospections au niveau des ERP et locaux assimilés, 3555 infractions ont été commises en 2013 dont le tiers est relatif au défaut de tablier ou

de blouse. Les défauts de visites médicales, les ventes d'aliments non protégés, les ventes d'aliments avariés s'en suivent avec respectivement 22,2%, 11,6% et 9,5%.

Graphique 13.5 : Proportion (%) des infractions relevées au niveau des ERP en 2013



Source : Brigade régionale d'hygiène

L'essentiel des infractions commises concernent le département de Diourbel et la ville de Touba dans des proportions respectives de 42,5% et 48,6%.

Tableau 13.7 : Infractions relevées durant les prospections au niveau des ERP en 2013

Nature infraction	S/B. Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacke	BSH Touba	TOTAL	%
Défaut de Balayage	46	107	6	84	243	6,8
Dépôt d'ordures non conforme	11	86	2	55	154	4,3
Ventes aliments non protégés	16	105	9	281	411	11,6
Ventes aliments avariés	12	201	8	117	338	9,5
Défaut de visites médicales	27	316	11	435	789	22,2
Défaut de Syst. d'évacuat°	0	0	0	0	0	0,0
Défaut de poubelle réglementaire	15	92	4	67	178	5
Défaut de tapis sur comptoir	13	126	18	98	255	7,2
Vente de produits pharmaceutiques	2	47	2	70	121	3,4
Défaut de tablier/blouse	86	431	30	519	1066	30
TOTAL	228	1511	90	1726	3555	100
%	6,4	42,5	2,5	48,6	100	

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

XIII.4.2. Mesures répressives

1. Mesures répressives des infractions domiciliaires

Les sanctions appliquées sur les infractions relevées dans les domiciles sont faibles. Il faut nécessairement faire preuve de rigueur dans l'application du Code de l'Hygiène pour un meilleur respect de la loi. Près de 52,78% des convoqués reçus à Bambey font l'objet de simple avertissement ; 8,93% à Diourbel ; 18,31% à Mbacké et 5,23% à Touba.

Tableau 13.8 : Bilan des mesures de répressions prises lors des visites de concessions en 2013

Désignation	S/B. Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacké	BSH Touba	TOTAL
Convocat° distribuées	115	1237	73	1302	2727
Convoqués reçus	108	1220	71	1300	2699
Nombre Avertissement	57	109	13	68	247
Nombre Sommation	0	47	0	37	84
Nombre de PV d'Amendes	61	1064	58	1195	2378
Montant des amendes	183 000	3192000	174 000	3585000	7134000
Nombre PV à suivre	0	0	0	0	0
INFRACTIONS RELEVÉES	780	3840	1004	4738	10362
COUT MOYEN/INFRACTION	235	831	173	757	688

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Par ailleurs, une bonne partie des convoqués ne répond pas au service ; les poursuites sont difficiles également à mener compte tenu de l'absence de la logistique qui rend presque impossible la réquisition de la force publique. Les PV d'amendes s'élèvent à 2 378 pour un montant total de 7 134 000 FCFA (cf. Tableau 14.9). Les amendes proviennent essentiellement de Touba (1195 amendes relevées) et du département de Diourbel (1064 amendes relevées) pour des montants respectifs de 3 585 000 FCFA et 3 192 000 FCFA.

2. Mesures répressives des infractions au niveau des ERP

Au niveau des ERP, l'application des dispositions de la loi est meilleure, même si elle est insuffisante. Il y a plus de rigueur dans l'application des dispositions du Code à Mbacké et à Touba, où pratiquement toutes les infractions sont sanctionnées.

Tableau 13.9 : Bilan des mesures de répressions prises lors des visites au niveau des ERP en 2013

Désignation	S/B. Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacké	BSH Touba	TOTAL
Convocat° distribuées	116	614	82	1312	2124
Convoqué reçus	113	611	82	1115	1921
Nombre Avertissement	38	37	0	103	178
Nombre Sommation	0	0	0	0	0
Nombre Saisies	18	248	10	187	463
Nombre de PV de destruction	6	109	1	53	169
Nombre de PV d'Amendes	75	574	82	1012	1743
Montant des amendes	450 000	3 444 000	492 000	6 072 000	10 458 000
Nombre PV à suivre	0	0	0	0	0
INFRACTIONS RELEVÉES	228	1511	90	1726	3555
COÛT MOYEN/INFRACTION	1974	2279	5467	3518	

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

En 2013, concernant les amendes, sur 2124 ERP convoqués, 1743 ont fait l'objet d'une amende. Le montant global des amendes portant sur les 3555 infractions est de l'ordre de 10 458 000 FCFA. Le coût moyen par infraction est plus élevé à Mbacké et à Touba avec respectivement 5467 FCFA et 3518 FCFA, 2279 FCFA à Diourbel et 1974 FCFA à Bambey.

XIII.5. ACTIVITES TECHNIQUES PREVENTIVES D'IEC

Dans le cadre des activités d'IEC, l'objectif central est de sensibiliser les populations afin qu'ils améliorent leurs comportement vis-à-vis de leur environnement, pour prévenir d'éventuel maladies et lutter contre l'insalubrité. En ce sens, 24096 opérations de sensibilisation ont été menées en 2013 contre 10 728 en 2012, soit un accroissement de 124,6%. De manière générale, en 2013 aussi les entretiens ont constitué l'essentiel des actions de sensibilisation avec 23 804 séances, soit 98,8 %. Les autres créneaux tels que les causeries, les réunions, les émissions radio et les forums, restent encore très peu utilisés.

Tableau 13.10 : Répartition des activités d'IEC réalisées selon la sous brigade en 2013

Nature	S/B. Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacke	BSH. Touba	TOTAL	%	2012	Variation 12/13 (en nombre)
Entretiens	3024	8754	3015	9011	23804	98,8	10587	13217
Causeries	42	67	24	102	235	1	124	111
Projection Films	0	0	0	0	0	0,0	0	0
Réunions	7	17	0	4	28	0,1	3	25
Forum	0	0	0	0	0	0,0	0	0
Radio Crochet	0	0	0	0	0	0,0	0	0
Emissions Radio	5	8	11	5	29	0,1	14	15
Autres	0	0	0	0	0	0,0	0	0
TOTAL	3078	8846	3050	9122	24096	100	10728	13368

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Les principales activités menées ont porté essentiellement sur :

- Le poudrage, la désinfection, la désinsectisation, et la dératisation ;
- construction de latrines simples : Un nombre important de latrines a été réalisé (612) dans la zone de Mbacké grâce à l'application de l'approche « assainissement total piloté par les communautés » par l'ONG Eau vive appuyé par la Sous Brigade ;
- Supervision par la brigade régionale des Sous Brigades dans le cadre de la campagne de contrôle de la qualité de l'eau de boisson menée avec l'appui de l'UNICEF.

CONCLUSION

L'année 2013 a été surtout marquée par la couverture effective de 113 grands évènements religieux (Magal et Gamou) organisés dans la région, la lutte contre les inondations à Bambey, Diourbel et Touba, la campagne de suivi de la qualité de l'eau de boisson, la vulgarisation des techniques de potabilisation de l'eau à domicile et la promotion de l'assainissement total piloté par les communautés avec l'intervention de l'ONG Eau Vive.

Les activités de routine à savoir la police de l'hygiène, les visites à domicile, l'information l'éducation et la communication et les opérations techniques ont connu une amélioration au point de vue résultats. Cependant, les brigades peuvent mieux faire avec plus de moyens. En ce sens, il serait important :

- De réfléchir avec les Services centraux du MSAS sur le financement des **activités des Brigades d'Hygiène** ;
- De mettre à la disposition des Brigades départementaux des moyens logistiques et financiers ;
- De mettre en place un service de maintenance dans les brigades régionales **avec une formation d'agents en mécanique et des dotations en pièces de rechange** pour une bonne prise en charge de la maintenance curative et préventive des appareils.

CHAPITRE XIV : ASSISTANCE

Edition 2013

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, l'accent sera mis sur le bilan des interventions des sapeurs-pompiers de la région de Diourbel en 2013 et son évolution depuis 2010. Particulièrement, il mettra en relief leurs différentes activités que sont la lutte contre les incendies, l'assistance aux personnes ainsi que les opérations et activités diverses.

XIV.1. BILAN DES INTERVENTIONS

En 2013, la compagnie des sapeurs-pompiers de la région de Diourbel a effectué 2 971 sorties, dont les 67,5% sont réalisées pour **apporter de l'assistance à des personnes**. Les autres sorties concernent la lutte contre les incendies (12,7%), les activités diverses (7,4%) et les opérations diverses (12,4%).

Tableau 14.1 : Bilan des interventions selon la nature en 2013

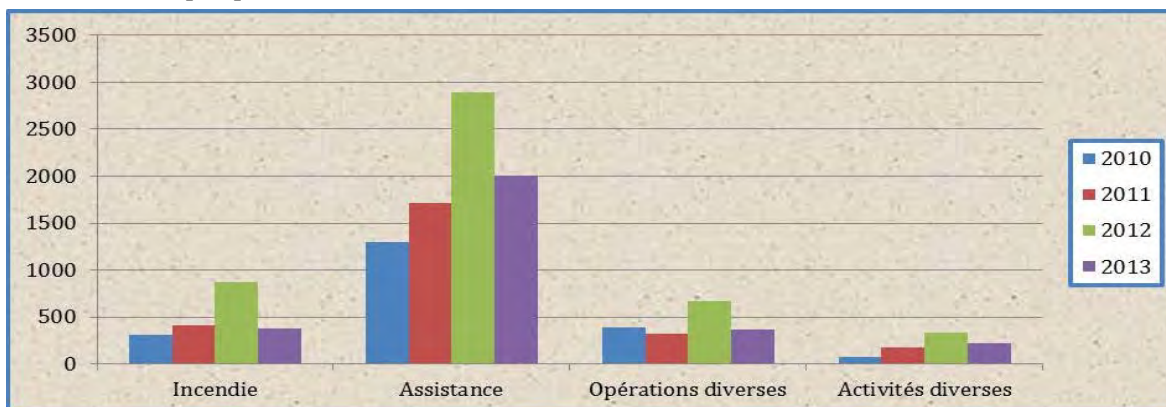
Nature	Diourbel-Bambey	Mbacké-Touba	Total	%
Incendies	164	214	378	12,7
Assistance	841	1 164	2 005	67,5
Opérations diverses	117	252	369	12,4
Activités diverses	30	189	219	7,4
Total	1 152	1 819	2 971	100
%	38,8	61,2	100	

Source : CSP de Diourbel/Touba

Environ un peu plus de 6 interventions sur 10 (soit 61,2%) ont été exécutées par la compagnie de Mbacké–Touba et près de 4 interventions sur 10 (38,8%) par celle de Diourbel – Bambey.

Il faut souligner que le nombre des interventions des différentes compagnies de la région a subi une baisse significative de 37,7% en passant de 4 769 en 2012 à 2 971 sorties en 2013. On peut constater **d'ailleurs ces baisses dans l'ensemble des natures d'intervention**. Cette diminution a été plus ressentie au niveau des secours d'incendies (avec une baisse de 56,6%).

Graphique 14.1 : Evolution des interventions selon la nature de 2010 à 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la CSP de Diourbel/Touba

Par rapport au trois dernières années le nombre d'intervention a connu une progression positive entre 2010 et 2012 passant de 2078 à 4769, pour revenir en 2013 à 2971.

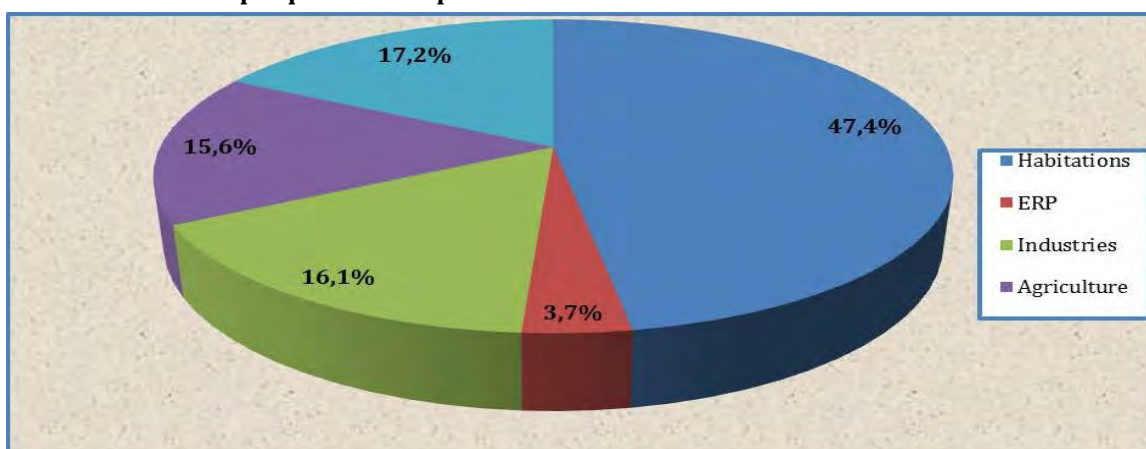
XIV.2. ACTIVITES

Les diverses activités menées par les compagnies des sapeurs-pompiers de la région concernent ici les incendies, l'assistance, les opérations et activités diverses.

XIV.2.1. Incendies

En 2013, le nombre de sorties pour cause d'incendies se chiffre à 378. Elles concernent en majeure partie les habitations (47,4%). Les autres interventions de cette nature ont été axées sur les établissements recevant du public (3,7%), les industries (16,1%), l'agriculture (15,6%) et les autres risques (17,2%).

Graphique 14.2 : Répartition des incendies selon la nature en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la CSP de Diourbel/Touba

En outre, **56,6%** des sorties pour cause d'incendies ont été effectuées par la compagnie de Mbacké–Touba contre 43,4% par la compagnie de Diourbel–Bambey.

Par rapport à l'année 2012, les interventions pour cause d'incendies ont baissé de 56,1% cette année. Cette diminution a été ressentie au niveau de toutes les natures de sorties pour cause d'incendies.

Tableau 14.2 : Evolution des incendies selon la nature de 2010 à 2013

Nature	2010	2011	2012	2013	Variation 12/13 (en %)
Habitations	174	229	535	179	-66,5
ERP	11	12	18	14	-22,2
Industries	17	54	101	61	-39,6
Agriculture	20	38	129	59	-54,3
Autres risques	93	74	78	65	-16,7
Total	315	407	861	378	-56,1

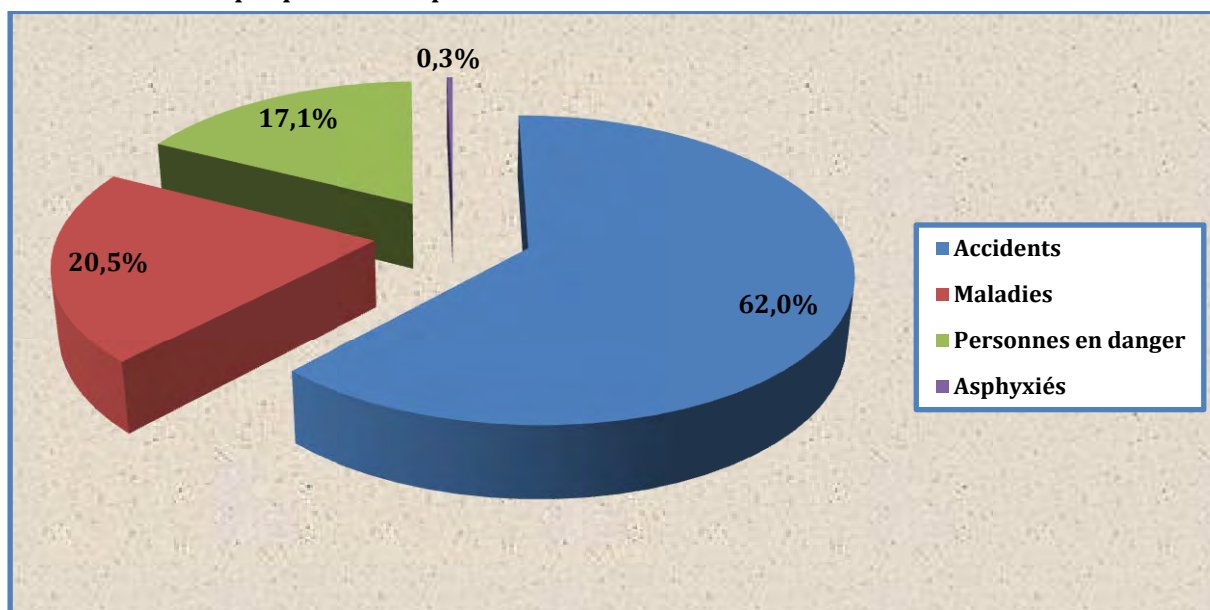
Source : CSP de Diourbel/Touba

En effet, d'après les données recueillies, on constate une baisse des interventions au niveau des habitations (66,5%), des établissements recevant du public (22,2%), des industries (39,6%), de l'agriculture (54,3%) et des autres risques (16,7%).

XIV.2.2. Assistance

L'assistance aux personnes a été en 2013 la cause de 2005 sorties des sapeurs-pompiers dans la région de Diourbel. Un plus de la moitié des sorties (58,1%) a été réalisée par la compagnie de Mbacké-Touba et contre 41,9% par la compagnie de Diourbel-Bambey. La plupart de ces interventions (62,0%) étaient destinées à secourir des accidentés, 20,5% à assister des malades, 17,1% à venir en aide à des personnes en danger et seulement 0,3% à soutenir des personnes asphyxiées.

Graphique 14.3 : Répartition de l'assistance selon la nature en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la CSP de Diourbel/Touba

Selon la nature et à l'exception des asphyxiés, l'assistance aux personnes a été beaucoup plus concentrée à Mbacké et à Touba qu'à Diourbel et Bambe.

Par rapport à l'année 2012, l'assistance s'est globalement régressée de 30,6%. Cette baisse a été également observée dans tous les types d'assistance et a été plus forte pour les asphyxiés (-91,5%).

Tableau 14.3 : Evolution de l'assistance selon la nature de 2010 à 2013

Nature	2010	2011	2012	2013	Variation 12/13 (en %)
Accidents	703	1 031	1 393	1 243	-10,8
Asphyxies	347	383	82	7	-91,5
Maladies	239	281	773	412	-46,7
Personnes en danger	14	15	642	343	-46,6
Total	1 303	1 710	2 890	2 005	-30,6

Source : CSP de Diourbel/Touba

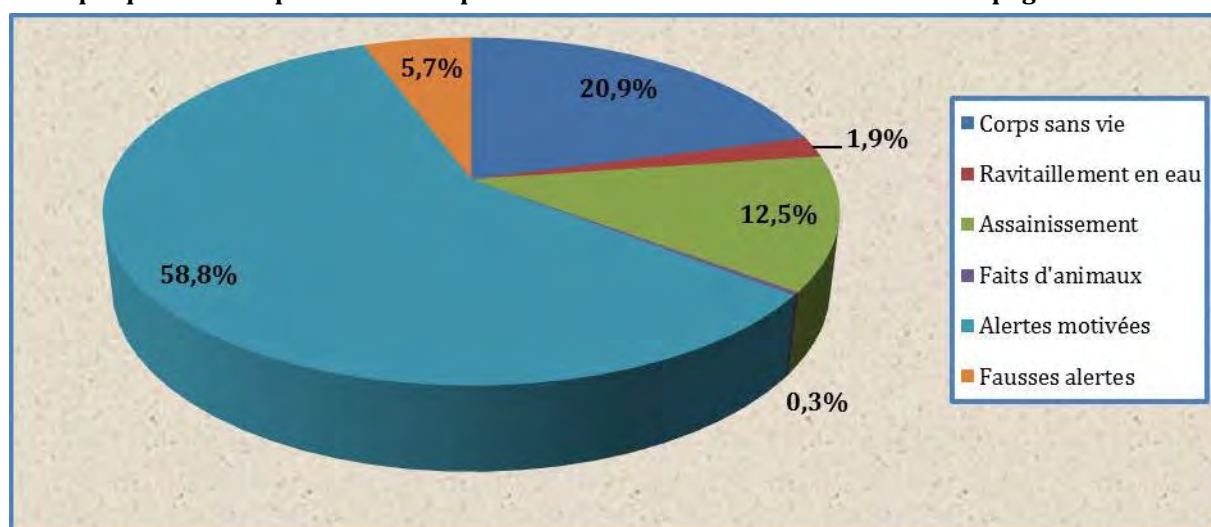
Chez les malades, les personnes en danger et les accidentés, la baisse ressort respectivement à 46,7%, 46,6% et 10,8%.

XIV.2.3. Opérations diverses

Les interventions concernant les opérations diverses ont été de 369 en 2013 dont 68,3% effectuées par la compagnie de Mbacké-Touba et 31,7% par celle de Diourbel-Bambey. Les principaux motifs d'interventions dans la région de Diourbel demeurent les alertes motivées (58,8%) et les corps sans vie (20,9%).

Les interventions destinées à l'assainissement, aux fausses alertes, au ravitaillement en eau et aux faits d'animaux n'ont pas été en reste avec respectivement 12,5%, 5,7%, 1,9% et 0,3% en 2013.

Graphique 14.4 : Répartition des opérations diverses selon la nature et la compagnie en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la CSP de Diourbel/Touba

Par rapport à l'année 2012, globalement le nombre d'interventions concernant les opérations diverses a diminué de 45,2% en 2013.

Tableau 14.4 : Evolution des opérations diverses selon la nature de 2010 à 2013

Nature	2010	2011	2012	2013	Variation 12/13 (en %)
Corps sans vie	104	67	138	77	-44,2
Ravitaillement en eau	11	11	61	7	-88,5
Assainissement	52	18	111	46	-58,6
Faits d'animaux	16	33	43	1	-97,7
Alertes motivées	179	171	228	217	-4,8
Fausses alertes	28	25	92	21	-77,2
Total	390	325	673	369	-45,2

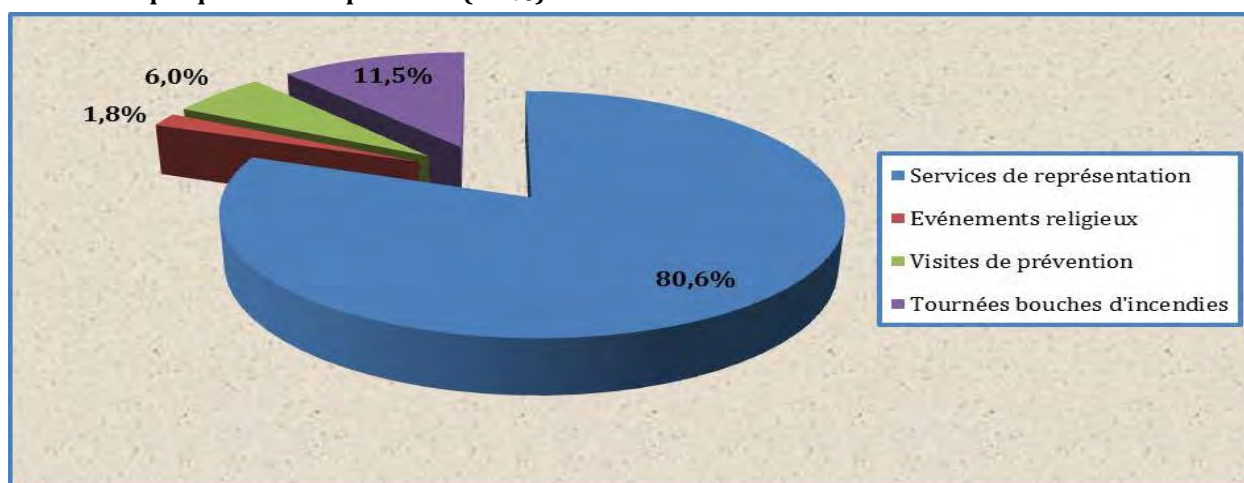
Source : CSP de Diourbel/Touba

Cette diminution a été enregistrée au niveau de toutes les opérations et a été plus ressentie au niveau des faits d'animaux avec une diminution de 97,7%.

XIV.2.4. Activités diverses

En 2013, les interventions pour les activités diverses sont largement dominées par celles effectuées dans les services de représentation (80,6%). Les événements religieux (1,8%), les visites de prévention (6%) et les tournées de bouches d'incendies (11,5%) ont été peu concernés.

Graphique 14.5 : Répartition (en %) des activités diverses selon la nature en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la CSP de Diourbel/Touba

Par rapport à l'année précédente, les interventions pour les activités diverses ont enregistré une baisse de 35,2% en 2013.

Tableau 14.5 : Evolution des activités diverses selon la nature de 2010 à 2013

Nature	2010	2011	2012	2013	Variation 12/13 (en nombre)
Services de représentation	6	117	224	175	-21,9
Evénements religieux	62	18	46	4	-91,3
Visites de prévention	2	5	29	13	-55,2
Tournées bouches d'incendie	0	20	36	25	-30,6
Total	70	160	335	217	-35,2

Source : CSP de Diourbel/Touba

Cette baisse pourrait être imputée dans une large mesure aux visites de prévention et aux événements religieux qui ont enregistré respectivement une régression de 55,2% et de 91,3%.

CONCLUSION

Dans toute société, les secours aux victimes et l'assistance aux personnes menés par les sapeurs-pompiers jouent un rôle crucial. Cela justifie leur détermination et leur bravoure, surtout dans une région très réputée de nombreuses manifestations religieuses (Magal et Gamou entre autres) et culturelles. En 2013, la nature des interventions reste dominée par l'assistance aux personnes (67,5%). Cependant, elles sont en baisse de 37,7% par rapport à l'année 2012.

INTRODUCTION

Le présent chapitre examinera la situation du transport routier à travers ses principales composantes que sont les infrastructures, le réseau routier et le parc automobile. Il mettra également en exergue les différentes activités qui gravitent autour du sous-secteur à savoir les immatriculations, l'examen de permis de conduire, les visites techniques ainsi que les recettes générées par ces différentes activités.

XV.1. SITUATION DU TRANSPORT ROUTIER

Cette sous-partie étudie l'état des infrastructures, dresse l'état de l'ensemble du réseau routier et dénombre les différents types de véhicules qui circulent dans la région.

XV.1.1. Les infrastructures routières²

La région de Diourbel dispose de quatre (04) gares routières fonctionnelles qui sont réparties dans les trois (03) capitales départementales (Bambey, Diourbel et Mbacké) et dans la ville de Touba.

XV.1.2. Le réseau routier

L'état du réseau routier de la région se présente comme suit (*informations tirées de la S.E.S. de 2008*) :

- 263,20km de routes revêtues dont 30,80 km de voiries classées ;
- 195,81 km de routes non revêtues ;
- 153 km de pistes en terre.

Soit au total près de 612 km de routes représentant 4% du réseau routier national.

L'assainissement du réseau nécessite actuellement des travaux de tapis d'enrobés sur les zones de nids de poule traitées.

La reconstruction de la chaussée de la bretelle de Ndoulo qui n'existe que de nom, est aussi une action urgente à entreprendre pour sauver ce tronçon long de 0,4 km.

² Ces informations sont tirées de la S.E.S. de 2008.

Le réseau non revêtu pose moins de problème avec l'entretien périodique effectué sur les axes Keur Samba Kane - Baba Garage, Ndangalma – Ndongol, Bambey – Baba Garage, Bambey – Gawane, Diourbel – Ndindy et Diourbel – Lim région de Fatick. Cependant ces routes nécessitent actuellement une réhabilitation, un compactage pour préserver l'investissement.

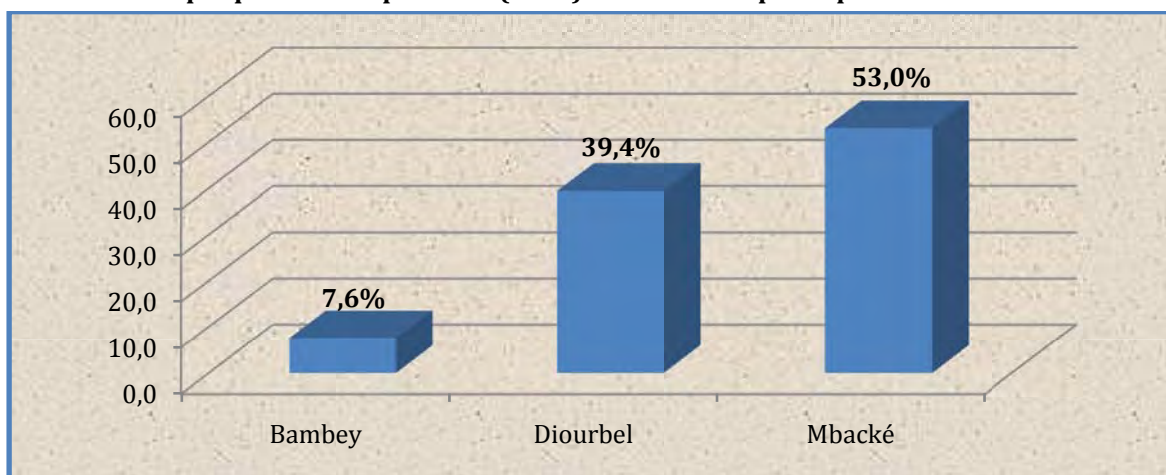
XV.1.3. Le transport routier

Le transport routier de la région de Diourbel est de type urbain et interurbain. Le type urbain est essentiellement assuré par des taxis (jaune et noir), des « clandos », des charrettes, des calèches et des motos dénommées « Djakarta ». Le transport interurbain est servi par des bus, des cars « Ndiaga Ndiaye », des véhicules « 7 places » et des minicars.

1. Le parc automobile

En 2013, le parc automobile compte 23 145 véhicules contre 19 979 en 2012, soit un accroissement de 15,8% en valeur relative. La répartition par département crédite Bambey de 7,6% du parc, Diourbel (39,4%) et Mbacké (53,0%).

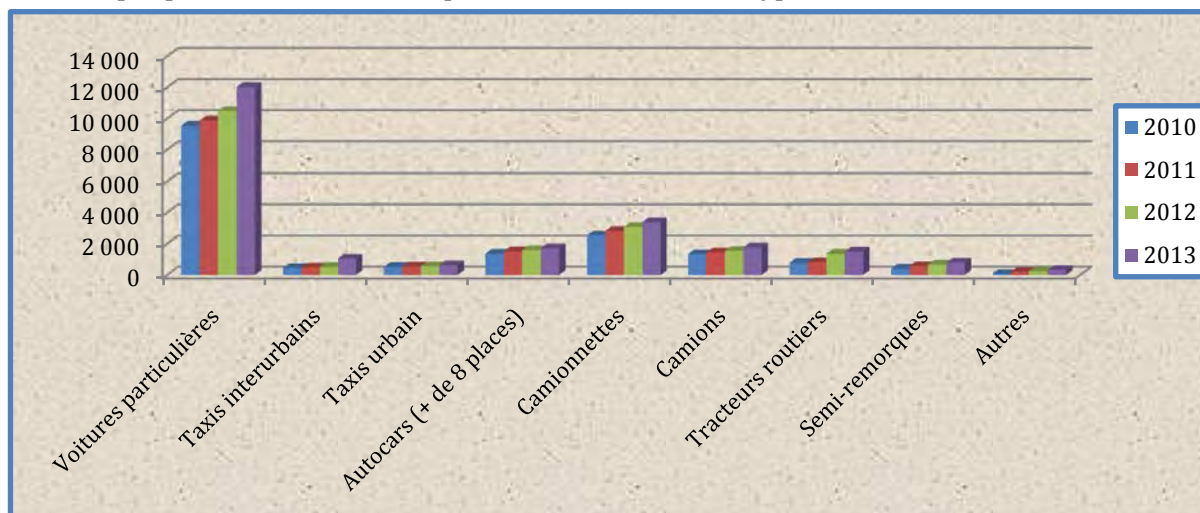
Graphique 15.1 : Répartition (en %) des véhicules par département en 2013



Source : SRSD /Diourbel à partir des données fournies par la Division régionale des transports terrestres de Diourbel

On remarque que plus de la moitié (52,0%) de ces véhicules sont des voitures particulières. Le reste des véhicules est composé de camionnettes (14,6%), de camions (7,6%), d'autocars de plus de 8 places (7,4%), de taxis urbains (2,7%) et interurbains (4,5%), de tracteurs routiers (6,4%) et de semi-remorques (3,4%).

Graphique 15.2 : Evolution du parc automobile selon le type de véhicule de 2010 à 2012



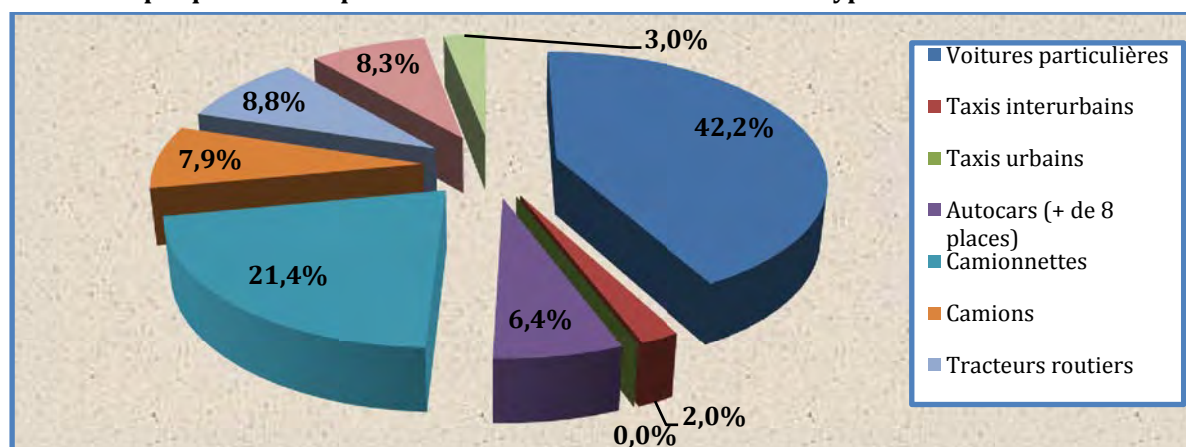
Source : SRSD /Diourbel à partir des données fournies par la Division régionale des transports terrestres de Diourbel

L'accroissement du parc automobile concerne tous les types de véhicules. Cependant, les progressions les plus fortes sont enregistrées chez les taxis interurbains (108,2%), les semi-remorques (20,5%).

XV.2. LES IMMATRICULATIONS

Au total, 1 651 véhicules ont été immatriculés en 2013 contre 1 310 en 2012, soit à une hausse de 26,0%.

Graphique 15.3 : Répartition des immatriculations selon le type de véhicule en 2013



Source : SRSD /Diourbel à partir des données fournies par la Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Les véhicules immatriculés sont constitués pour la plupart des voitures particulières (42,2%) et dans une moindre mesure des camionnettes pour 21,4%. Les autres types de véhicules immatriculés sont dans des proportions moins élevées.

Par rapport aux 4 dernières années on note un accroissement de l'effectif du parc. En effet, entre 2010 et 2013 le nombre de véhicules nouvellement immatriculés est passé de 831 à 1651.

Tableau 15.1 : Evolution du nombre de véhicules nouvellement immatriculés entre 2010 et 2013

Type	2010	2011	2012	2013	Var 12/13 (en %)
Voitures particulières	431	532	609	697	14,4
Taxis interurbains	36	42	16	33	106,3
Taxis urbains	42	25	8	-	-100,0
Autocars (+ de 8 places)	48	18	73	105	43,8
Camionnettes	113	290	252	353	40,1
Camions	65	96	100	131	31,0
Tracteurs routiers	39	50	115	146	27,0
Semi-remorques	32	29	100	137	37,0
Autres	20	42	37	49	32,4
Total	831	1 124	1 310	1651	26,0

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Il convient de signaler que 93,1% des nouvelles immatriculations sont constituées de véhicules d'occasions.

Tableau 15.2 : Répartition des véhicules selon l'état entre 2010 et 2013

Désignation	2010		2011		2012		2013	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Véhicules neufs	41	4,9	161	14,3	46	3,5	269	6,9
Véhicules d'occasions	790	95,1	963	85,7	1 264	96,5	3 609	93,1
Total	831	100	1 124	100	1 310	100	3878	100

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Par ailleurs, un peu plus de 7 véhicules immatriculés sur 10 résident dans le département de Mbacké (70,7%), un peu moins de 3 sur 10 dans le département de Diourbel (25,3%) et moins de 1 sur 10 dans le département de Bambey (4,0%).

XV.3. OPERATIONS SANS ATTRIBUTION DE NOUVEAU NUMERO

Les opérations sans attribution de nouveaux numéros sont relatives aux mutations (changement de propriétaire), aux duplicatas et aux renouvellements (nouveau tirage de l'ancienne carte grise).

Tableau 15.3 : Répartition des opérations sans attribution de nouveau numéro entre 2012 et 2013

Opérations	2012		2013	
	Effectif	%	Effectif	%
Mutations	712	42,8	1 127	46,7
Duplicata	311	18,7	412	17,1
Renouvellement	642	38,6	875	36,2
Total	1 665	100	2414	100

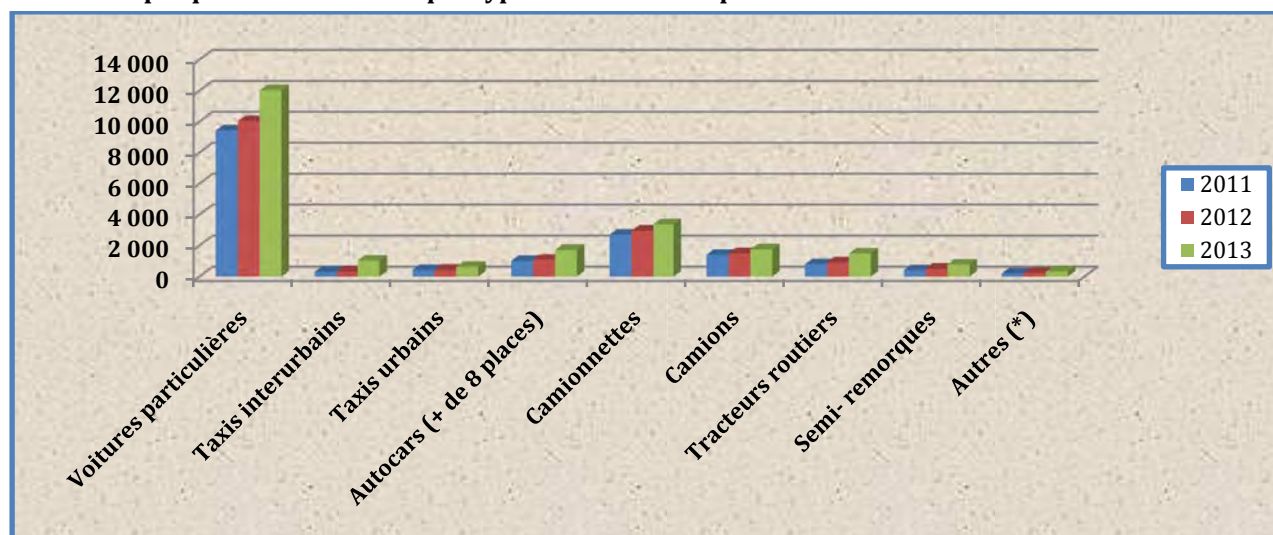
Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Ainsi, elles s'élèvent de 2 414 opérations sans attribution de nouveau numéro d'immatriculation (dont 1 127 mutations, 412 duplicatas et 875 renouvellements) enregistrant ainsi un accroissement de 45,0% en 2013 par rapport à l'année précédente.

XV.4. VISITES TECHNIQUES

En 2013, sur un effectif de 23 145 véhicules, 23 143 véhicules ont été déclarés aptes à la circulation. Par rapport à l'année 2012, le nombre de véhicules apte à la circulation a progressé de 28,5%. Par ailleurs, on note cette année une forte présence des véhicules à la visite technique.

Graphique 15.4: Evolution par type des véhicules aptes à circuler entre 2011 et 2012



Source : SRSD /Diourbel à partir des données fournies par la Division régionale des transports terrestres de Diourbel

XV.5. PERMIS DE CONDUIRE

Le nombre de candidat enregistré au code se chiffre à 5 884 en 2013, soit une progression de 29,2% par rapport à l'année précédente.

Tableau 15.4: Evolution mensuelle des candidats au code entre 2011 et 2013

Mois	2011	2012	2013	Var 12/13 (en %)
Janvier	652	582	528	-9,3
Février	664	621	937	50,9
Mars	689	584	534	-8,6
Avril	548	664	669	0,8
Mai	577	498	449	-9,8
Juin	482	463	348	-24,8
Juillet	575	510	369	-27,6
Août	542	411	320	-22,1
Septembre	422	405	466	15,1
Octobre	457	351	373	6,3
Novembre	386	414	396	-4,3
Décembre	486	383	495	29,2
Total	6 480	5 886	5 884	0,0

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Quant au nombre de candidats à la conduite, il est passé de 5 800 en 2012 à 5 121 en 2013, soit une baisse 11,7%. Cette baisse est contractée durant tous les mois de l'année, exceptés les mois de Février, Mars, Mai et Décembre qui ont respectivement une hausse de 4,4%, 0,2%, 3,3%, et 2,8%.

Tableau 15.5: Evolution mensuelle des candidats à la conduite entre 2011 et 2013

Mois	2011	2012	2013	Var 12 /13 (en %)
Janvier	515	443	369	-16,7
Février	403	472	493	4,4
Mars	539	523	524	0,2
Avril	713	590	386	-34,6
Mai	631	513	530	3,3
Juin	628	564	510	-9,6
Juillet	530	462	398	-13,9
Août	500	494	375	-24,1
Septembre	508	455	346	-24,0
Octobre	472	433	372	-14,1
Novembre	379	425	380	-10,6
Décembre	467	426	438	2,8
Total	6 285	5 800	5 121	-11,7

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

XV.6. LES RECETTES

Les recettes perçues lors de la délivrance des titres de transport se sont élevées à 211 350 000 FCFA en 2013 contre 211 102 000 FCFA en 2012 soit une légère hausse de 0,1%.

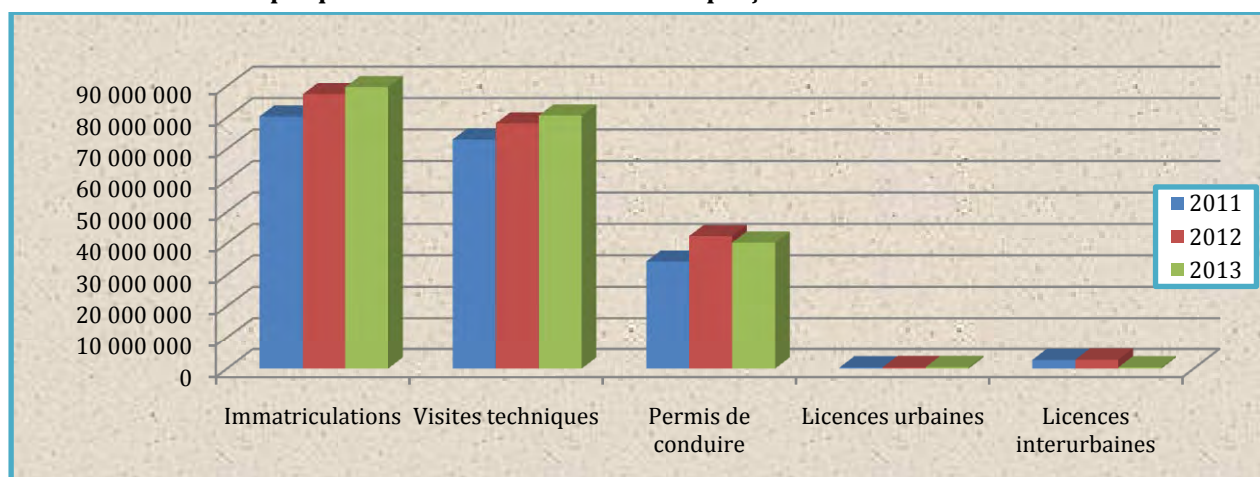
Tableau 15.6 : Evolution par opération des recettes perçues (en F CFA) depuis 2011 à 2013

Opérations de recettes	2011	2012	2013	Var 12/13 (en %)
Immatriculations	80 338 000	87 428 000	89 635 000	2,5
Visites techniques	73 018 000	78 125 000	80 625 000	3,2
Permis de conduire	34 224 000	42 324 000	40 230 000	-4,9
Licences urbaines	375 000	425 000	485 000	14,1
Licences interurbaines	2 700 000	2 800 000	375 000	-86,6
Total	190 655 000	211 102 000	211 350 000	0,1

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Les opérations liées aux licences urbaines, aux visites techniques et aux immatriculations ont permis d'engranger respectivement 14,1%, 3,2% et 2,5% des recettes. Cependant, on note une forte baisse des recettes des licences interurbaines (-86,6%).

Graphique 15.5: Evolution des recettes perçues de 2011 à 2013



Source : SRSD /Diourbel à partir des données fournies par la Division régionale des transports terrestres de Diourbel

CONCLUSION

En résumé, le parc automobile s'est accru de 15,8% par rapport à l'année précédente. Cet accroissement concerne tous les types de véhicule particulièrement les taxis interurbains et les semi-remorques.

Par rapport à l'année précédente le nombre de véhicule nouvellement immatriculé s'est accru de 26%. De même, les opérations de régularisation administrative (mutations, duplicata, renouvellement...) ont augmentées de 45%.

Par rapport à l'année 2012, la proportion enregistrée des véhicules inaptes à la circulation à l'issue des visites techniques s'est réduit passant de 9,8% à 0,01%. De plus le nombre de candidat enregistré au code et à la conduite s'est rétréci respectivement 0,03% et de 11,7%. Par contre les recettes générées par les différentes opérations liées aux cartes grises et aux permis de conduire ont connu un accroissement de 0,1% par rapport à 2012.

CHAPITRE XVI : URBANISME

Edition 2013

INTRODUCTION

Le présent chapitre essaie de donner la situation de l'urbanisme dans la région de Diourbel en mettant en évidence certains atouts et contraintes du secteur.

XVI.1. SITUATION DE L'URBANISME

En 2013, la population urbaine de la région de Diourbel est estimée à 228.633 habitants, ce qui correspond à un faible taux d'urbanisation de 16,1%, soit le tiers du niveau national de 45,2%. Comparée aux autres régions, elle fait partie des trois régions les moins urbanisées que sont Fatick (16,1%) et Kaffrine (15,8%). Par rapport à la région, le départemental de Diourbel concentre la plus forte proportion de population urbaine, soit 9% devant Bambey (2%) et Mbacké (5%). Cependant le taux d'urbanisation par département s'établit comme suit: Diourbel (50%), Bambey (10%) et Mbacké (8,3%).

Actuellement l'urbanisation est de plus en plus galopante dans la région et les limites des villes sont en majeure partie atteintes. Toutefois, le nombre d'autorisations de construire délivrées demeure faible et a diminué au cours de ces trois dernières années. En effet, il est passé de 102 en 2009 à 68 en 2010 puis 54 en 2011 ensuite 101 en 2012 avant de s'établir à 85 en 2013. Cette situation est imputable à l'absence de viabilisation dans les quartiers périphériques et les nouveaux lotissements mais aussi à l'insuffisance du contrôle des constructions, au manque d'agents et de moyens logistiques.

Tableau16.1 : Répartition du nombre d'autorisations de construire délivrées de 2011 à 2013

DEPARTEMENTS	REZ-DE-CHAUSSEE									ETAGE									TOTAL		
	Habitation			Commerce			Culte			Habitation			Commerce			Culte			2011	2012	2013
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013			
Diourbel	11	51	23	4	2	4	2	6	4	10	9	7	1	-		0	-		28	68	38
Bambey	1			2			3			2			0			0			8	10	
Mbacké	-		14	-	2	8	-	1	2	-		23	0	0	-	-	0	-	18	23	47
REGION	12			6			5			12			1			0			54	101	85

Source : Division régionale Urbanisme de Diourbel /Nb : Les données de Diourbel de 2013 englobent celles de Bambey.

Par ailleurs, on note selon les dernières données disponibles de 2013 que les demandes d'autorisations de construire proviennent essentiellement des départements de Diourbel et de Mbacké, elles restent encore faibles dans le département de Bambey. La plupart des autorisations de construire délivrées concernent les rez-de-chaussée et **sont à usage d'habitation.**

Dans le département de Mbacké, la communauté rurale de Touba du fait de sa complexité constitue un phénomène dont il faut prendre compte. En effet, la **sensibilisation en matière d'urbanisme et d'habitat s'avère nécessaire afin d'emmener** les populations à se conformer à la réglementation en vigueur consistant à déposer **des demandes d'autorisation de construire et d'éviter les constructions** et occupations irrégulières.

Entre 2010 et 2013, le nombre de parcelles loties est passé de 1244 à 2922. En 2013, les lotissements concernent les départements de Diourbel et Bambey avec respectivement 2200 et 722 parcelles.

Tableau 16.2 : Répartition du nombre de parcelles loties et attribuées de 2010 à 2013

DEPARTEMENT	LOCALITES	Nombre de parcelles loties				Nombres de parcelles attribuées			
	Commune/Communauté Rurale	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Diourbel	Communauté Rurale de NGohe	0	0			496	0	nd	
	Commune Diourbel	0	115	121 Q.cheikh ibra 26 Q.Thierno kandji	1000	0	115	nd	
	Cr Patar				1200				
	Total	0	115	147	2200	496	115	nd	
Bambey	CR	0	0			0	0	nd	
	Commune de Bambey	0	0		722	0	0	nd	
	Total	0	0			0	0	nd	
Mbacké	Communauté Rurale de Touba Mosquée	1244	0	-	-	0	0	nd	
	Mbacké	0	0	-	-	0	0	nd	
	Total	0	0			0	0	nd	
TOTAL REGION		1244	115		2922	496	115	nd	

Source : Division régionale Urbanisme de Diourbel

Pour le département de Diourbel les localités concernées sont la commune avec 1000 parcelles et la communauté rurale de Patar avec 1200 parcelles, pour le département de département de Bambey seule la commune avec 722 parcelles est concernée.

XVI.2. LES PRINCIPAUX ATOUTS ET CONTRAINTES LIEES A L'URBANISATION

XVI.2.1. Atouts

Parmi les atouts dont dispose la région de Diourbel en matière d'urbanisme, on peut citer :

- l'existence de quatre villes à savoir Diourbel, Mbacké, Bambey et Touba qui a connu une urbanisation galopante au cours de ces dernières ;
- l'existence de certains documents de planification et d'aménagement comme le PDU (Plan Directeur d'Urbanisme) ;
- l'acquisition d'un nouveau véhicule 4x4, matériel informatique et mobilier de bureau.

XVI.2.2. Contraintes

Le secteur de l'urbanisme connaît certaines difficultés liées à :

- des problèmes de limites des villes : toutes les villes ont atteint leurs limites communales ;
- l'absence de viabilisation dans les quartiers périphériques et les nouveaux lotissements (l'adduction d'eau, l'électrification et la voirie...) ;
- le manque d'équipements collectifs en termes de postes de santé, de marchés, d'écoles ;
- les problèmes dans la collecte des ordures ménagères (manque de moyens matériels, de sites réguliers et d'organisation) ;
- les inondations dans certains quartiers de Touba, Bambey, Mbacké et dans une moindre mesure à Diourbel ;
- l'absence de plan directeur d'urbanisme à Mbacké;
- l'extension du périmètre communal de Bambey n'est toujours pas réglée alors qu'il existe un décret à cet effet ;
- le manque criard de personnel qualifié au niveau de la Division régionale de l'Urbanisme de Diourbel.

CONCLUSION

La région de Diourbel est l'une des régions les moins urbanisées au Sénégal avec un taux d'urbanisation de 16,1 % en 2013 contre un niveau national de 45,2 %.

Le nombre d'autorisations de construire délivrées demeure faible et a diminué par rapport à l'année précédente. En 2013 des lotissements ont été enregistrés dans le département de Diourbel et ont concerné 2200 parcelles.

L'urbanisation devient de plus en plus galopante mais la politique d'urbanisme est confrontée à un certain nombre de blocage à savoir :

- Les documents de planification sur lesquels reposent toutes les activités en matière d'urbanisme et d'habitat sont dépassés. Leurs révisions se trouvent être une nécessité urgente pour mieux cadrer avec les réalités du moment.
- Les limites officielles des périmètres communaux sont en majeure partie atteintes par l'urbanisation. Ainsi, les villes se trouvent être confrontées à des problèmes d'extension ou d'intercommunalité. Assurer une bonne politique d'habitat et assurer un meilleur cadre de vie des populations nécessite d'importants moyens financiers, humains et matériels à mobiliser.

CHAPITRE XVII : EMPLOI

Edition 2013

INTRODUCTION

Ce chapitre traite de la situation de l'emploi dans la région de Diourbel en 2013. Les données recueillies proviennent de l'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale (IRTSS) et portent sur les contrats de travail, les créations et fermetures d'établissements, les demandes d'emplois, le contrôle et la gestion des conflits.

XVII.1. LES CONTRATS DE TRAVAIL

En 2013, on a dénombré 983 contrats contre 828 en 2012, soit une augmentation annuelle de 18,7%.

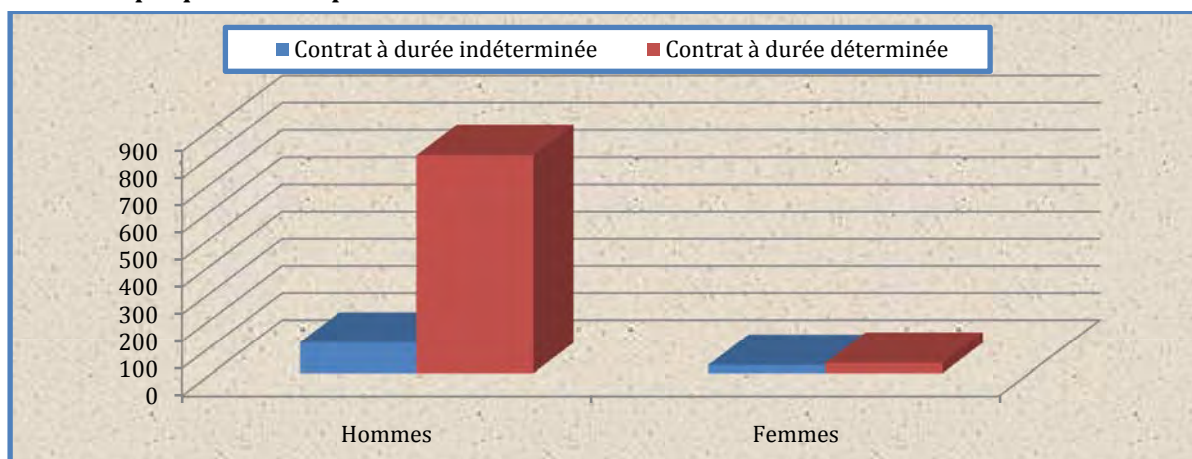
Tableau 17.1 : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2012 et 2013

Statut juridique	Hommes		Femmes		Total		%	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Contrat à durée indéterminée	123	113	37	30	160	143	19,3	14,5
Contrat à durée déterminée	630	802	38	38	668	840	80,7	85,5
Total 13	753	915	75	68	828	983	100	100
%	90,9	93,1	9,1	6,9	100	100		
Total 12	753		75		828			
Var. 12/13 (en %)	21,5		-9,3		18,7			

Source : IRTSS de Diourbel

Cette hausse au cours de l'année 2013 est à créditer au compte des hommes dont l'effectif des contrats a progressé de 21,5% pendant que celui des femmes a diminué de 9,3%. On constate qu'un peu plus de 8 contrats sur 10 (85,5%) sont à durée déterminée et près de 1 contrat sur 10 (14,5%) est à durée indéterminée.

Graphique 17.1 : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'IRTSS de Diourbel

XVII.2. LES ETABLISSEMENTS OUVERTS

XVII.2.1 Etablissements ouverts selon l'activité

En 2013, la région totalise 56 établissements ouverts selon l'activité exercée, soit une augmentation de 64,7% par rapport à 2012. Le commerce et les BTP concentrent la quasi-totalité de ces établissements dans des proportions respectives de 55,4% et 23,2%, et génèrent respectivement 58,9% et 13,2% des 129 emplois créés en 2013.

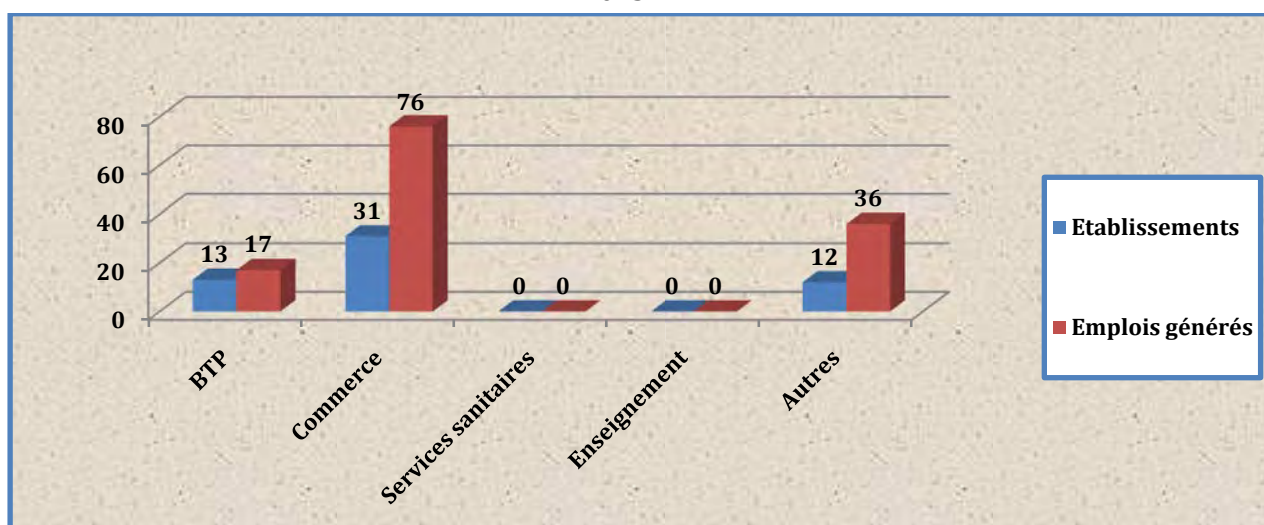
Tableau 17.2 : Répartition par activité des établissements ouverts et emplois générés 2012/2013

Activités	Etablissements				Emplois générés				Moyenne EG/Etablissement	
	Nombre		%		Nombre		%		2012	2013
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013		
BTP	12	13	35,3	23,2	92	17	55,1	13,2	8	1
Commerce	14	31	41,2	55,4	24	76	14,4	58,9	2	2
Services sanitaires	1	0	2,9	0,0	3	0	1,8	0,0	3	0
Enseignement	3	0	8,8	0,0	11	0	6,6	0,0	4	0
Autres	4	12	11,8	21,4	37	36	22,2	27,9	9	3
Total	34	56	100	100,0	167	129	100	100	5	2

Source : IRTSS de Diourbel

A côté de ces deux secteurs d'activités, on note que 12 autres établissements ont été ouverts pour générer 21,4% des emplois. La moyenne des emplois générés par établissement est de 2 en 2013. Cette moyenne est de 1 dans les BTP et de 2 dans le commerce.

Graphique 17.2: Répartition par activité des établissements ouverts et des emplois générés en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'IRTSS de Diourbel

XVII.2.2 Etablissements ouverts selon le statut juridique

Par rapport à l'année 2012, on constate un accroissement de 20 unités du nombre d'établissement ouvert. Quant aux emplois générés l'augmentation est 49 unités.

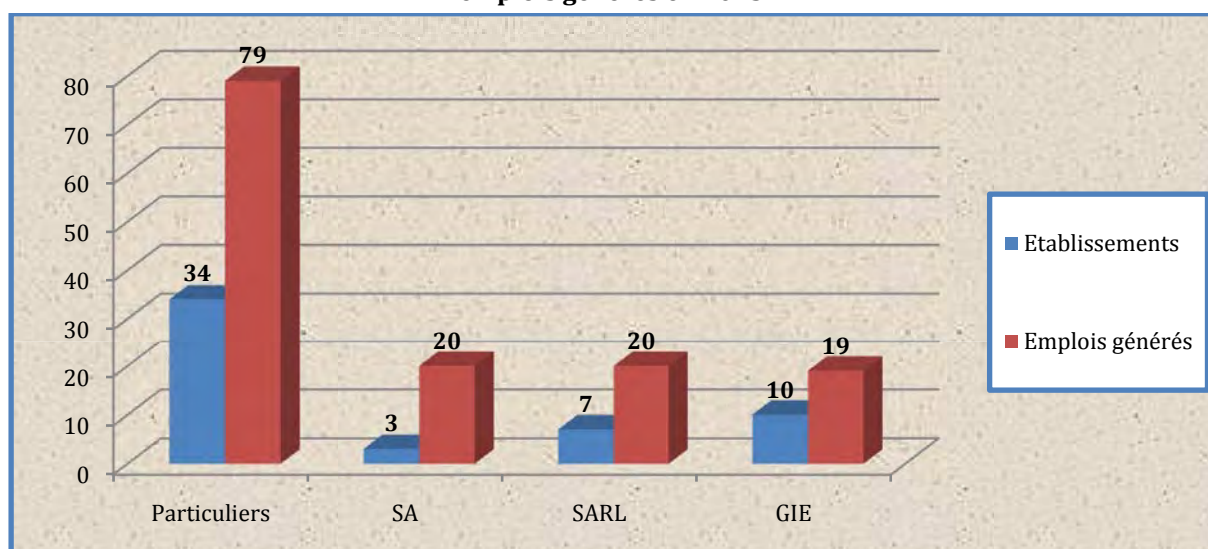
Tableau 17.3 : Répartition selon le statut juridique des établissements ouverts et des emplois générés en 2012 et 2013

Statut Juridique	Etablissements				Emplois générés				Moyenne EG/Etablissement	
	Nombre		%		Nombre		%		2012	2013
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013		
Particuliers	29	34	85,3	63,0	56	79	62,9	57,2	2	2
SA	1	3	2,9	5,6	25	20	28,1	14,5	25	7
SARL	2	7	5,9	13,0	4	20	4,5	14,5	2	3
GIE	2	10	5,9	18,5	4	19	4,5	13,8	2	2
Total	34	54	100	100	89	138	100	100	3	3

Source : IRTSS de Diourbel

Parmi les 54 établissements ouverts dans la région en 2013, un peu plus de 6 établissements sur 10 (63,0%) appartiennent à des particuliers, moins de 2 établissements sur 10 (18,5%) sont des GIE et un peu plus de 1 sur 10 (18,5%) sont des sociétés (dont 5,6% de SA et 13,0% de SARL).

Graphique 17.3: Répartition (%) selon le statut juridique des établissements ouverts et des emplois générés en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'IRTSS de Diourbel

Les particuliers sont les plus grands pourvoyeurs d'emploi avec 57,2%. On remarque que les SA et SARL ont généré chacune 14,5% contre 13,8% par les GIE. De manière générale, la moyenne des emplois par établissement selon le statut juridique ressort à 3.

XVII.3 LES FERMETURES D'ENTREPRISES

XVII.3.1. Etablissements fermés selon l'activité

Par rapport à l'année 2012, on constate une diminution de 2 unités du nombre d'établissement fermés. Quant aux emplois perdus la baisse est 21 unités.

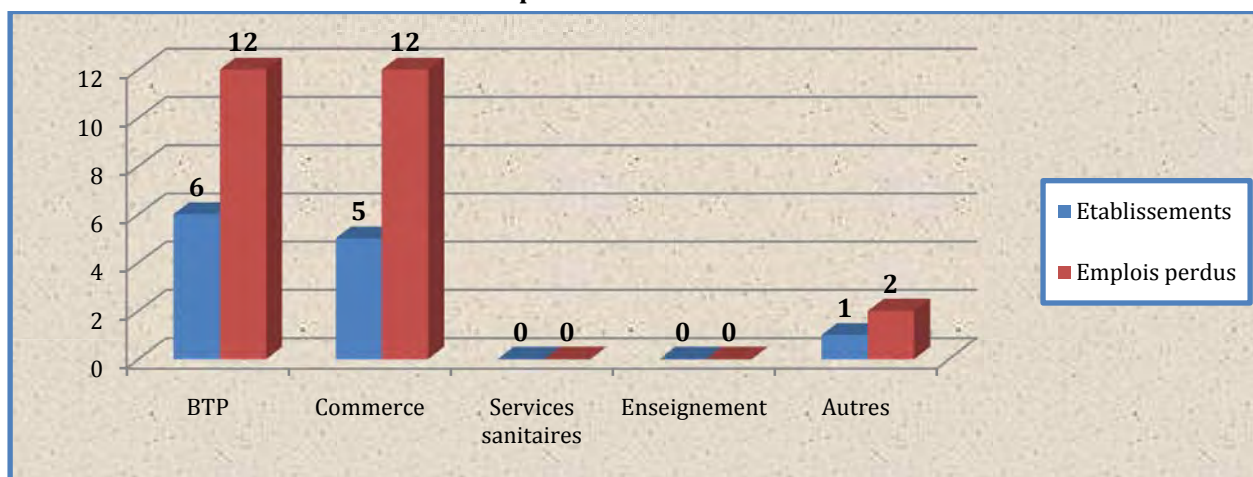
Tableau 17.4 : Répartition selon la branche d'activité des établissements fermés et des emplois perdus en 2012 et 2013

Activité	Etablissements				Emplois perdus				Moyenne EP/Etablissement	
	Nombre		%		Nombre		%		2012	2013
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013		
BTP	6	6	42,9	50,0	19	12	40,4	46,2	3	2
Commerce	6	5	42,9	41,7	11	12	23,4	46,2	2	2
Services sanitaires	0	0	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0	0	0
Enseignement	0	0	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0	0	0
Autres	2	1	14,3	8,3	17	2	36,2	7,7	9	2
Total	14	12	100	100	47	26	100	100	3	2

Source : IRTSS de Diourbel

En 2013, on a relevé la fermeture de 12 établissements, dont notamment les BTP (6), le commerce (5) et les autres secteurs (1), **les services sanitaires n'étant pas** concernés. La fermeture de ces établissements a entraîné la suppression de 26 emplois dont 12 dans les BTP et dans le commerce chacune et 2 dans les autres secteurs.

Graphique 17.4 : Répartition selon la branche d'activité, des établissements fermés et des emplois perdus en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'IRTSS de Diourbel

On signale que la moyenne générale des emplois perdus par établissement est de 2 en 2013. Cette moyenne se chiffre à 2 dans chacune des activités du commerce, des BTP et des autres secteurs.

XVII.3.2. Etablissements fermés selon le statut juridique

Par rapport à l'année 2012, on constate une diminution de 7 unités du nombre d'établissement fermés. Quant aux emplois perdus la baisse est 27 unités.

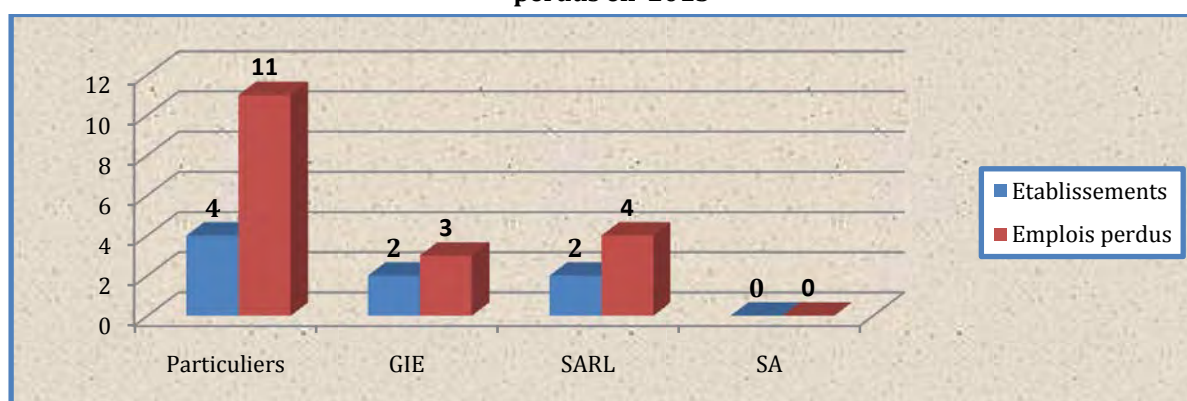
Tableau 17.5 : Répartition selon le statut juridique, des établissements fermés et emplois perdus en 2012 et 2013

Statut Juridique	Etablissements				Emplois perdus				Moyenne EP/Etablissement	
	Nombre		%		Nombre		%		2012	2013
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Particuliers	9	4	60	50	31	11	68,9	61,1	3	3
GIE	5	2	33,3	25	12	3	26,7	16,7	2	2
SARL	1	2	6,7	25	2	4	4,4	22,2	2	2
SA	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0	0
Total	15	8	100	100	45	18	100	100	3	2

Source : IRTSS de Diourbel

Selon le statut juridique, 8 établissements ont fermé en 2013 dont 4 particuliers, 02 GIE et 2 sociétés à responsabilité limitée (SARL). Ces fermetures ont occasionné la perte de 18 emplois. Les emplois dans les particuliers, les GIE et les SARL ont été essentiellement les plus affectés avec respectivement 61,1%, 16,7% et 22,2%. Avec une moyenne de 3 emplois perdus, ce sont les particuliers qui en sont les plus affectés.

Graphique 17.5 : Répartition selon le statut juridique des établissements fermés et emplois perdus en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'IRTSS de Diourbel

XVII.4. DEMANDES D'EMPLOI

L'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale (IRTSS) de Diourbel a recueilli en 2013, 678 demandes d'emploi dont 215 féminines (31,7%).

Tableau 17.6: Répartition des demandeurs d'emploi (manœuvres) selon le sexe en 2011 et 2012

Mois	Hommes		Femmes		Total		%	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Janvier	5	5	0	0	5	5	16,1	0,7
Février	4	81	0	36	4	117	12,9	17,3
Mars	5	275	0	176	5	451	16,1	66,5
Avril	1	7	0	1	1	8	3,2	1,2
Mai	2	49	0	0	2	49	6,5	7,2
Juin	2	9	0	0	2	9	6,5	1,3
Juillet	2	9	0	1	2	10	6,5	1,5
Août	2	10	0	1	2	11	6,5	1,6
Septembre	3	3	0	0	3	3	9,7	0,4
Octobre	2	4	0	0	2	4	6,5	0,6
Novembre	2	9	0	0	2	9	6,5	1,3
Décembre	1	2	0	0	1	2	3,2	0,3
Total	31	463	0	215	31	678	100	100
%	100	68,3	0	31,7	100	100		

Source : IRTSS de Diourbel

La répartition mensuelle de ces demandes permet de constater que l'essentiel d'entre elles a été enregistré dans les mois de Mars (66,5%), Février (17,3%) et Mai (7,2%). Au-delà de ces mois, le nombre de demandeurs diminue en général et peine à atteindre les 2%.

XVII.5. ACTIVITES DE CONTROLE

En 2013, dans le cadre de sa mission de contrôle du respect de la législation sociale dans les lieux de travail, l'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale de Diourbel a effectué au total 43 visites de contrôle dans les entreprises de la place, soit une augmentation de 7,5% par rapport l'année 2012.

Tableau 17.7 : Répartition des établissements contrôlés en 2012 et 2013

Type d'établissements	Nombre		%	
	2012	2013	2012	2013
Moins de 05 salariés	25	ND	62,5	ND
De 5 à 20 salariés	13	ND	32,5	ND
De 21 à 50 salariés	01	ND	2,5	ND
De 51 à 100 salariés	01	ND	2,5	ND
Total	40	43	100	100

Source : IRTSS de Diourbel

XVII.6. GESTION DES CONFLITS

L'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale essaie toujours de trouver des solutions à l'amiable dans les conflits survenant entre employeurs et employés. Ainsi, sur les 55 requêtes déposées en 2013 concernant 20 conflits de travail, 12 ont abouti à des conciliations, 7 à des non conciliations et 1 en instance.

Tableau 17.8 : Répartition des conflits, des requérants et des conciliations en 2012 et 2013

	Nombre	
	2012	2013
Conflits	15	20
Requérants	15	55
Conciliations	04	12
Non conciliations	11	07
En instance	00	01
Sans suite	00	00

Source : IRTSS de Diourbel

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il apparaît clairement que la **situation de l'emploi demeure toujours fragile** dans la région de **Diourbel**. Cela s'explique d'une part, par le fait que **les données recueillies par l'Inspection Régionale du Travail ne sont pas exhaustives, car depuis 1987, elle n'a plus le monopole d'embauche**. D'autre part, par le nombre élevé de fermetures d'entreprises entraînant de nombreuses suppressions d'emplois. En ce sens des mesures idoines doivent donc être prises par les services compétents **pour mieux sécuriser l'emploi**.

CHAPITRE XVIII : JUSTICE

Edition 2013

INTRODUCTION

Le présent chapitre est consacré aux activités de la justice dans la région de Diourbel en 2013. Les données de l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) n'étant pas disponible cette année, l'analyse sera axée principalement sur la situation des détenus, des écroués et des sorties de la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC).

XVIII.1. DETENUS

Les détenus comprennent les personnes qui sont jugées et condamnées et celles faisant l'objet de poursuites pénales.

L'effectif global des détenus incarcérés dans les différentes prisons de la région de Diourbel a augmenté de 6 unités entre 2012 et 2013, passant ainsi de 756 à 762 individus.

Au cours de l'année 2013, ceux en détention provisoire s'élèvent à 402 individus et les condamnés à 360 individus. La plupart des détenus provisoires sont des hommes (382 pour 20 femmes). De plus la population condamnée ne concerne que les hommes.

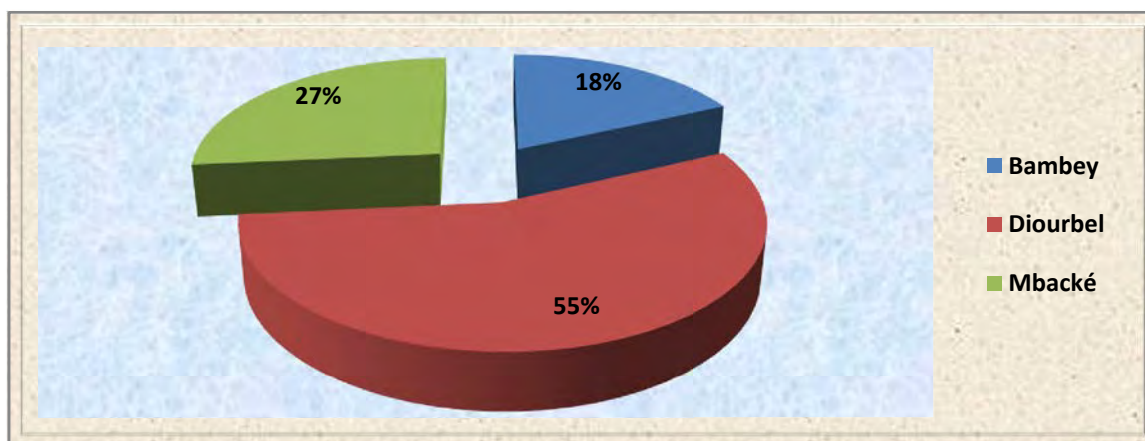
Tableau 18.1 : Répartition des détenus selon le sexe et le département en 2013

Département	Détenus provisoires			Détenus condamnés			Total	%
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total		
Bambey	101	7	108	30	0	30	138	18
Diourbel	190	11	201	221	0	221	422	55
Mbacké	91	2	93	109	0	109	202	27
Total	382	20	402	360	0	360	762	100
%	95	5	100	100	0	100		
Total 12	261	20	281	474	1	475	756	
Variation13/12 (en %)	46	0	43	-24	-100	-24	1	

Source : MAC de Diourbel

La répartition des détenus dans les différentes prisons de la région de Diourbel montre que c'est celle du département de Diourbel qui concentre la plupart d'entre eux, soit 422 individus (50 %), suivie de celle de Mbacké avec 202 individus (27%) et de Bambey avec 138 individus (18%).

Graphique 18.1 : Proportion (en %) des détenus selon le département en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la MAC de Diourbel

Notons aussi que, quel que soit le département, les femmes sont de loin, moins nombreuses que les hommes aussi bien chez les détenus provisoires que chez les condamnés.

XVIII.2. ECROUES

Les écroués sont des individus frappés de mandat de dépôt, de réquisition ou d'incarcération, autorisé par l'autorité judiciaire. Ils seront par la suite condamnés, mis en liberté provisoire, acquittés ou relaxés.

Selon les données du tableau ci-dessous, au total 6244 individus ont été écroués durant l'année 2013 dans les différentes maisons d'arrêt et de correction (MAC) de la région de Diourbel pour diverses infractions. La plupart d'entre eux sont de sexe masculin (6189 hommes pour 55 femmes).

Tableau 18.2 : Répartition des écroués selon le sexe et le département en 2013

Département	Homme	Femme	Total	%
Bambey	131	7	138	2
Diourbel	5504	31	5535	89
Mbacké	554	17	571	9
Total	6189	55	6244	100
%	99	1	100	
Total 12	1982	73	2055	
Variation 13/12 (en %)	212	-25	204	

Source : MAC de Diourbel

Toutefois, la répartition des écroués cache une certaine disparité au sein des différentes prisons de la région. En effet, la MAC du département de Diourbel concentre près de 89% des écroués contre seulement 9% pour le département de Mbacké et 2% pour Bambey.

XVIII.3. SORTIES

Les sorties comprennent les détenus qui ne font plus partie de la population carcérale. Cette liberté est obtenue par la voie légale (expiration de peine, liberté provisoire ou acquittement total), par celle illégale (évasion) ou par celle naturelle (décès).

Comparé à l'année 2012, le nombre de sorties en 2013 a augmenté de 12 % pour s'établir à 1562.

Près de 74 % sont sortis de la MAC de Diourbel contre 21% de celle de Mbacké et 7% de celle de Bambey.

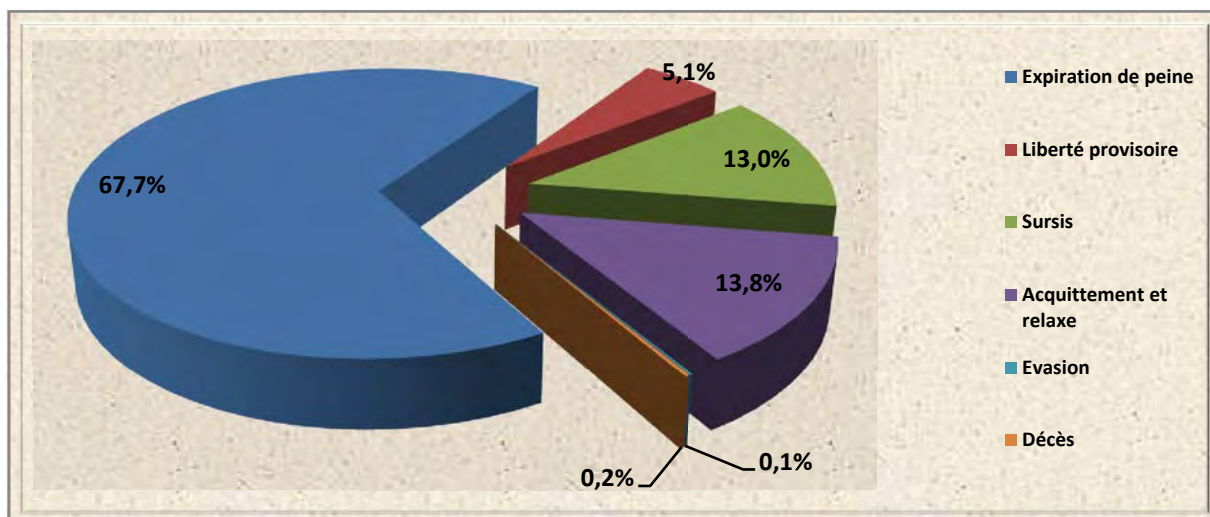
Tableau 18.3 : Effectif des détenus sortis selon le motif par département en 2013

Départements	Expiration de peine	Liberté provisoire	Sursis	Acquittement et relaxe	Evasion	Décès	Total	%
Bambey	44	6	29	15	0	0	94	5
Diourbel	811	75	189	215	2	2	1294	74
Mbacké	330	8	10	12	0	2	362	21
Total	1185	89	228	242	2	4	1750	100
%	67,7	5,1	13	13,8	0,1	0,2	100	
Total 12	977	82	287	207	6	3	1562	
Variation (en%)	21,3	8,5	-20,6	16,9	-66,7	33,3	12	

Source : MAC de Diourbel

Plus de la moitié des sorties l'ont été par expiration de peine (67,7 %). Les proportions des bénéficiaires de liberté provisoire, de sursis et de l'acquittement/relaxe ressortent respectivement à 5,1%, 13% et de 13,8%. Les évasions et décès occupent de moindres proportions avec respectivement 0,1% et 0,2%.

Graphique 18.2 : Pourcentage des détenus sortis selon le motif en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par la MAC de Diourbel

Par ailleurs, au cours de cette même période, il a été enregistré une hausse des expirations de peine (21,3%), des acquittements/relaxes (16,9%), des libertés provisoires (8,5%) **et d'une unité des décès, ainsi qu'un repli substantiel des sursis (20,6%) et évasions (66,7%).**

CONCLUSION

Les maisons d'arrêt et de correction de la région de Diourbel ont connu en 2013 une population de détenus et d'écroués un peu plus importante comparée à l'année 2012. En effet l'effectif des détenus a augmenté de 6 unités entre 2012 et 2013, passant ainsi de 756 à 762 individus. De plus en 2013, la population des écroués a **plus que doublé par rapport à l'année précédente soit 6244 individus.** Quant aux sorties leur effectif s'est accru de 12% par rapport à l'année précédente.

CHAPITRE XIX : JEUNESSE ET SPORTS

Edition 2013

INTRODUCTION

Le présent chapitre présente les missions du service déconcentré de la jeunesse, les associations de jeunes à travers leur répartition géographique, les infrastructures créées, les associations et équipes sportives ainsi que les licenciés. Les atouts et contraintes liés à la vie associative, à la promotion de la jeunesse et à la pratique sportive seront également relatés.

XIX.1. JEUNESSE

Cette sous-partie traitera l'évolution des associations de jeunes, ainsi que les atouts et contraintes du secteur.

XIX.1.1. Associations de jeunes

En 2013, la région de Diourbel a enregistré la création de 63 nouvelles associations de jeunes dont 15 localisées à Mbacké, 31 à Diourbel et 17 à Bambey.

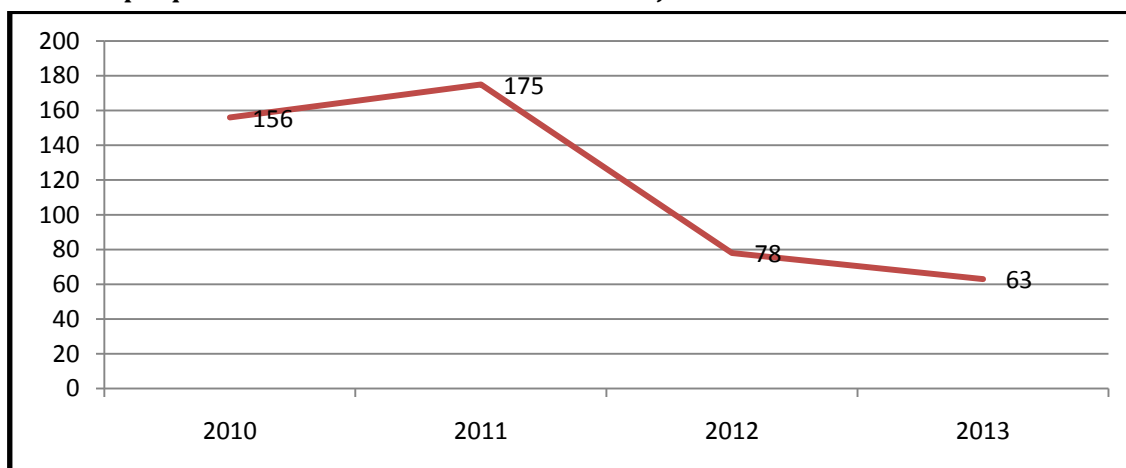
Tableau 19.1 : Evolution des Associations de jeunes reconnues (disposant de récépissé) selon le département de 2008 à 2013

Années	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total
2010	21	47	88	156
2011	19	97	59	175
2012	15	34	29	78
2013	17	31	15	63
%	27	49	23	100
Var 12/13 (en %)	13	-8,8	-48	-19,2

Source : Inspection Régionale de la Jeunesse de Diourbel

L'effectif des associations a régressé de 19,2% par rapport à 2012, et est imputable aux départements de Diourbel et Mbacké.

Graphique 19.1 : Evolution des Associations de jeunes reconnues de 2008 à 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'Inspection Régionale de la Jeunesse de Diourbel

S'agissant de la promotion des Collectivités éducatives, 110 moniteurs dont 78 à Bambey et 32 à Mbacké ont été formés et 281 enfants de la région ont bénéficié d'un séjour en collectivités éducatives.

Tableau 19.2: Promotion des Collectivités éducatives en 2013

Départements	Formation de moniteurs de collectivités éducatives	Nombres d'enfants bénéficiaires d'un séjour en collectivités éducatives
BAMBEY	78 moniteurs (2 formations)	187
DIOURBEL	0	00
MBACKE	32 moniteurs (1formation)	94
Total	110 moniteurs (3 formations)	281

Source : Inspection Régionale de la Jeunesse de Diourbel

En 2013, les infrastructures socio-éducative sont constituées de 3 CDEPS à raison d'un par département, d'un CCA implantés à Mbacké et de 8 foyers de jeunes dont 3 à Bambey, 2 à Diourbel et 3 à Mbacké.

Tableau 19.3 : Infrastructures socio-éducatives en 2013

Départements	BAMBEY	DIOURBEL	MBACKE
CDEPS	1	1	1
CCA (Centre conseils pour Adolescents)	0	0	1
Foyer de jeunes	3	2	3
Total	4	3	5

Source : Inspection Régionale de la Jeunesse de Diourbel/nb :il existe un foyer de jeune dans chaque arrondissement

En 2013, dans le cadre du programme JFA, la région a bénéficié de fermes de 6 ha répartie dans les départements de Bambey et Diourbel. Ceci a permis d'enrôler 40 jeunes à raison de 1,5 ha pour 10 jeunes.

Tableau 19.4 : Enrôlement des jeunes dans les Fermes agricoles du FNPJ dans le cadre du Programme Jeunes dans les Fermes Agricoles (JFA) en 2013

Départ.	Localité	Superficie (ha) de la ferme	Nombre de jeunes mobilisés
BAMBEY	SILANE	1,5ha	10
	NDONDOL	1,5ha	10
	BABA GARAGE	1,5ha	10
DIOUBEL	KEUR NGALGOU	1,5ha	10
MBACKE	-	-	-
TOTAL		6 ha	40

Source : Inspection Régionale de la Jeunesse de Diourbel() Ferme WAAGRI (volontaires d'appui à l'agriculture)*

XIX.1.2. Atouts et contraintes

a. Atouts

Les atouts dont regorge la région en matière de mise en œuvre des politiques de jeunesse sont :

- l'existence d'un tissu associatif assez dense et diversifié aussi bien en milieu urbain que rural ;
- l'existence d'un Centre Conseil Adolescents (CCA) pour les questions de Santé de la reproduction des Adolescents et jeunes (SRAJ) ;
- la disponibilité des agents ;
- Existence de trois fermes hydro-agricoles pour les jeunes dans le département de Bambey ;
- L'élaboration d'un document régional sur l'employabilité des jeunes ;
- L'existence de structures de financement des projets de jeunes au niveau du conseil regional (office régional pour l'emploi des jeunes(OREJ) et le fonds d'appui aux initiatives des jeunes(FAIJ)avec le partenariat du Conseil Régional et LA MISSION Aquitaine (France) ;
- La promotion des collectivités éducatives à travers les CDEPS et l'association des éducateurs de collectivité éducative de Diourbel (AECES).

b. Contraintes

- nombre limité de partenaires au développement intervenant dans le domaine de la jeunesse ;
- **manque d'appui des collectivités locales aux structures de jeunesse dans le domaine de la promotion des activités de jeunesse ;**
- insuffisance de formation des jeunes et de leur encadrement surtout en **matière d'élaboration de projet;**
- **absence d'infrastructures socio-éducatives et sportives ;**
- manque de moyens humains et matériels des services ;
- absence de moyens de locomotion au niveau des institutions de jeunesse (SRJ, CDEPS, etc....) ;
- instabilité du secteur jeunesse du fait de remaniement régulier ;
- léthargie notée au niveau des foyers de jeunes comme structure devant impulser le développement à la base ;
- Insuffisance de statistiques liées à la jeunesse surtout en **matière d'emploi des jeunes et par rapport à la tranche d'âge 15-35 ans.**

XIX.2. SPORTS

XIX.2.1. Infrastructures

En 2013, la région de Diourbel dispose de 154 infrastructures sportives dont 68 implantées à Mbacké, 51 à Diourbel, et 35 à Bambey.

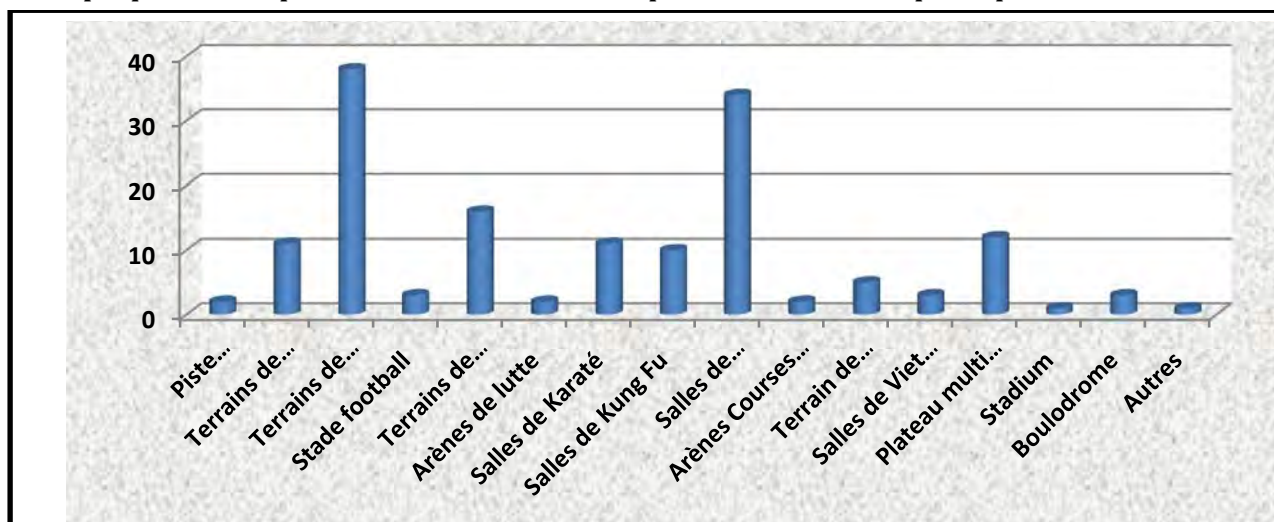
Tableau 19.5 : Infrastructures sportives selon le département et la discipline en 2013

Infrastructures	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Piste d'Athlétisme	1	1	-	2	1,2
Terrains de basket	3	6	2	11	7
Terrains de football	11	12	15	38	25
Stade football	1	1	1	3	2
Terrains de handball	6	7	3	16	10
Arènes de lutte	1	1	-	2	1,2
Salles de Karaté	3	3	5	11	7
Salles de Kung Fu	-	2	8	10	6,5
Salles de Taekwondo	3	6	25	34	22
Arènes Courses hippiques	-	1	1	2	1,2
Terrain de Volleyball	1	3	1	5	3
Salles de Viet Vo Dao	1	1	1	3	2
Plateau multi fonctionnel	4	5	3	12	8
Stadium	-	1	-	1	0,6
Boulodrome	-	1	2	3	1,9
Autres	-	-	1 stade en construction	1	0,6
Total	35	51	68	154	100
%	23	33	44	100	

Source : Inspection Régionale des Sports de Diourbel

Les disciplines sportives y sont bien représentées avec une prédominance des terrains de football au nombre de 38 (25%) et de salles de taekwondo au nombre de 34(22%). Le taekwondo est devenu un sport pourvoyeur d'emplois et beaucoup de jeunes s'y impliquent pour protéger les marabouts.

Graphique 19.2 : Répartition des infrastructures sportives selon la discipline sportive en 2013



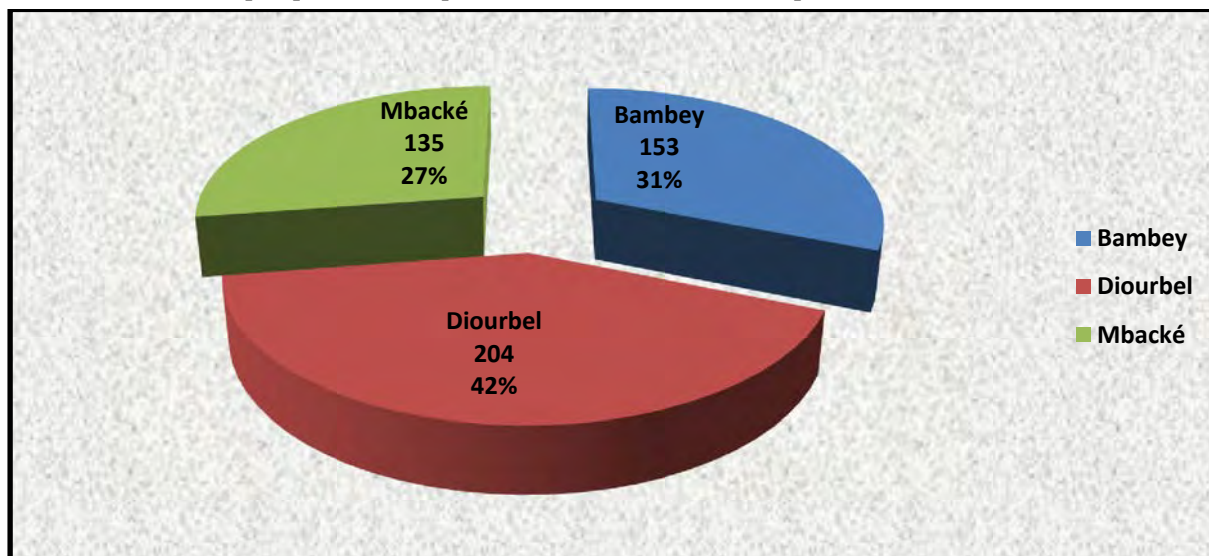
Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'Inspection Régionale des Sports de Diourbel

Le football avec 3 stades et 38 aires de jeux, soit 27% des infrastructures constitue la discipline la plus fréquente. Les terrains de Basketball (7%) de handball (10%) et les salles de karaté (11%) du Kung Fu avec 6% ne sont pas en reste. Les autres disciplines occupent des proportions plus faibles, soit individuellement moins de 5%.

XIX.2.2. Associations et équipes sportives

En 2013, le nombre d'associations et équipes sportives se chiffre à 492 dans la région de Diourbel. Elles sont inégalement réparties entre les départements mais aussi entre les différentes disciplines sportives. En effet, le département de Diourbel concentre à lui seul plus de 4 associations et équipes sur 10 (41,5 %).

Graphique 19.3 : Répartition des ASC selon le département en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'Inspection Régionale des Sports de Diourbel

Plus de 7 associations et équipes sur 10 de la région sont des associations sportives et culturelles (ASC) affiliées à l'ORCAV (72,6 %). Ces dernières participent activement aux compétitions hivernales (« navétanes ») mais tombent en léthargie dès la fin des compétitions vers le mois d'octobre.

Tableau 19.6 : Répartition des ASC et équipes sportives selon le département et la discipline Sportive en 2013

Associations	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Associations Sportives et Culturelles (ORCAV)	137	144	76	357	72,6
Equipe de football	1	5	1	7	1,4
Equipe de basket	1	2	1	4	0,8
Equipe de volleyball	-	1	-	1	0,2
Equipe de handball	-	1	-	1	0,2
Club d'athlétisme	1	2	-	3	0,6
Association de judo	-	-	-	-	
Association de boxe	-	1	-	1	0,2
Association jeu de dame	1	3	1	5	1,0
Club de Taekwondo	4	6	25	35	7,1
Ecuries de lutte	-	16	1	17	3,5
Club de Kung Fu	-	2	8	10	2
Club de Tennis	-	4	-	4	0,8
Karaté	3	4	10	17	3,5
Pétanque	-	1	3	4	0,8
Sport Travailleiste (Corpo)	4	10	8	22	4,5
Escrime	-	1	-	1	0,2
Viet vodao	1	1	1	3	0,6
Total	153	204	135	492	100
%	31,1	41,5	27,4	100	

Source : Inspection Régionale des Sports

A part les ASC, il y'a aussi les clubs de taekwondo (7,1 %) et le sport travailliste (corpo) (4,5 %), les autres formes d'association sont peu développées dans les départements et concernent essentiellement les sports de masse.

XIX.2.3. Praticants

En ce qui concerne les pratiquants, au total 17354 ont été répertoriés dans la région de Diourbel en 2013 comme en 2012. Plus de 7 pratiquants sur 10 (76,3 %) évoluent dans les ORCAV contre 9 % dans le taekwondo, 3,7 % dans le sport travailliste (Corpo) et 3,4 % dans le football. Les autres disciplines comptent une proportion très négligeable, soit moins de 2% chacune.

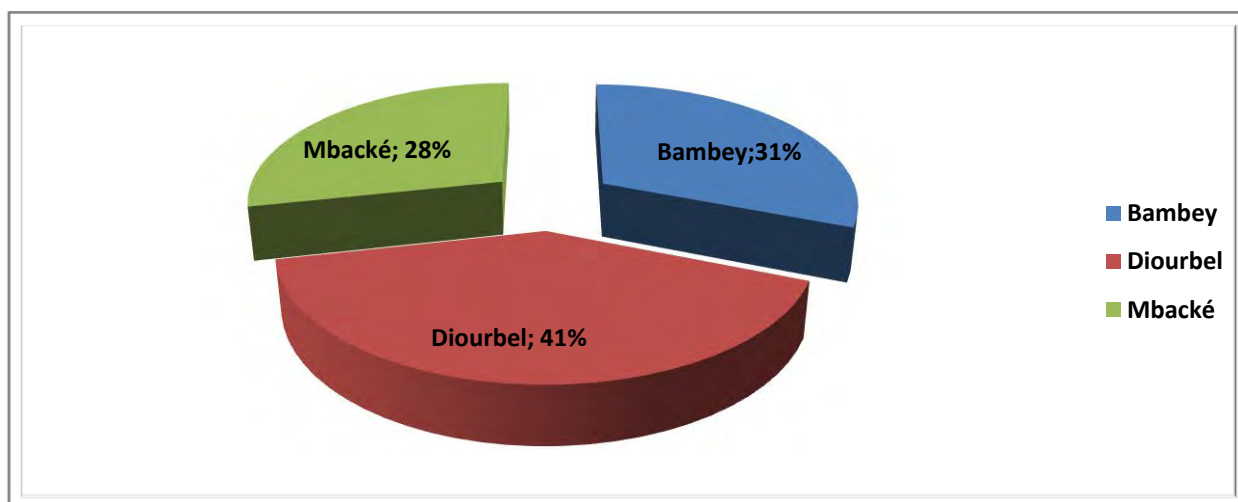
Tableau 19.7: Répartition des pratiquants selon le département et la discipline sportive en 2013

Disciplines	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Football	80	425	85	590	3,4
Basketball	34	60	45	139	0,8
Handball	-	117	-	117	0,7
Athlétisme	15	300	-	315	1,8
Volleyball	-	33	-	33	0,2
Lutte	-	66	8	74	0,4
Taekwondo	160	400	1000	1560	9
Karaté	28	120	202	350	2
Kung Fu	-	60	122	182	1
Boxe	-	-	-	-	
Jeux de dame	-	18	-	18	0,1
Tennis de table	-	47	-	47	0,3
Pétanque	-	-	-	-	-
Sport Travailliste (Corpo)	120	320	200	640	3,7
Viet-vo-dao	-	19	-	19	0,1
ORCAV	4932	5040	3268	13240	76,3
ESCRIM	-	30	-	30	0,2
Total	5369	7055	4930	17354	100
%	31	41	28	100	

Source : Inspection Régionale des Sports

Par ailleurs, la répartition départementale des pratiquants cache une certaine disparité. Le département de Diourbel absorbe à lui seul 41% des pratiquants du fait qu'il concentre la plupart des infrastructures, des ASC et équipes sportives. Les autres départements, Bambey et Mbacké se répartissent le reste, avec respectivement 31 % et 28 % des licenciés.

Graphique 19.4 : Répartition des pratiquants selon le département en 2013



Source : SRSD de Diourbel à partir des données fournies par l'Inspection Régionale des Sports de Diourbel

XIX.2.4. Atouts et contraintes du sport

a. Atouts

- Important taux de pratiquants notamment au niveau des arts martiaux et du mouvement navétanes (ORCAV) ;
- Offre d'emploi (vacataire au niveau de l'éducation, du gardiennage et de la sécurité) ;
- Diversité des disciplines pratiquées dans la région (plus d'une dizaine).

b. Contraintes

- Faible budget alloué au Sport ;
- Insuffisance des subventions allouées par les collectivités locales ;
- Arbitrage budgétaire défavorable aux disciplines sportives ;
- Mauvaise qualité des infrastructures ;
- Manque de cadres administratifs et techniques ;
- Insuffisance de formation des animateurs à la base ;
- Manque de moyens logistiques et didactiques ;
- Absence de partenariat des collectivités locales pour le développement du sport (Coopération décentralisée) ;
- Problème de maintenance du stade Elimanel FALL (absence de budget, de prise en charge...).

CONCLUSION

En 2013, la région de Diourbel a enregistré la création de 63 nouvelles associations de jeunes dont 15 localisées à Mbacké, 31 à Diourbel et 17 à Bambey. Il est urgent **d'accompagner davantage les associations de jeunes à travers des financements** appropriés mais aussi de redynamiser certaines structures comme le Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ).

En ce qui concerne le sport, il demeure étoffé et très diversifié. Il comporte beaucoup de pratiquants, beaucoup de disciplines et est souvent pourvoyeur **d'emplois. Cependant, il cache une certaine disparité dans la répartition** départementale des associations et équipes sportives et des pratiquants ; lesquels, restent concentrés dans le département de Diourbel.

CHAPITRE XX : CULTURE

Edition 2013

INTRODUCTION

Située au centre du Sénégal, la région de Diourbel dispose d'un patrimoine culturel matériel et immatériel très riche et varié, profondément ancré sur son identité culturelle.

Dans le cadre du développement culturel, voire de la promotion des potentialités culturelles, d'importantes activités sont mises en œuvre, notamment l'élaboration d'un agenda culturel, un programme d'inventaire, de protection et de promotion du patrimoine matériel comme immatériel, malgré les énormes difficultés rencontrées dans le processus de développement du secteur.

XX.1. AGENDA CULTUREL ANNUEL

Il comprend les animations, les spectacles, les cérémonies traditionnelles, les expositions, les festivals et de toutes activités qui a un lien avec la culture et les arts.

Concernant les animations, nous pouvons citer :

- Les animations autour du livre et de la lecture, notamment les séances de conte, de poésie, de projection de films suivie de débats, les conférences, les concours de dictée et de mathématique, les génies en herbe, etc. ;
- **S'agissant des spectacles**, on peut énumérer les comédies théâtrales, le concerts de musique, les soirées folkloriques ; soirées de gala et les défilés de mode ;
- les cérémonies de divinations appelées communément « XOOY », les « NGEL », séances de danse traditionnelles etc. ;

Il existe aussi des évènements culturels à caractère religieux en l'occurrence :

- Le grand MAGAL de Touba ;
- Le Magal de Darou Salam, marquant le départ d'exil de Cheikh Ahmadou Bamba ;
- Le Magal de Darou Khoudoss marquant la disparition de Cheikh Ahmadou Bamba ;
- Le Gamou des Laobés à Sessène - Diourbel ;

- Le Gamou des traditionnel de Ndigalène ;
- La rencontre annuelle des saltigués ou « xooye » à Ndoumbé DIOP de Diourbel ;
- Le ThiouroNgol NDIAYE à Ngouye-Diabo de Diourbel, etc. ;
- Les expositions concernant les arts plastiques ou visuels, les foires artistiques, artisanales et agro-alimentaires ;
- Pour ce qui est des festivals, il existe le Festival de Musique Traditionnelle et des Arts (FESMUT) ; le Festival KAAAY RAP ; le Festival Interscholaire Multi Arts de Diourbel (FIMAD) ;
- Les fêtes de foyers scolaires dans les établissements publics et privés de la région.

A cela il faut **ajouter la célébration des journées mondiales à l’instar de la communauté internationale**, notamment :

- La journée mondiale du théâtre en mars ;
- La journée mondiale de la danse en avril ;
- **La journée mondiale du livre et du droit d’auteurs en avril ;**
- La journée mondiale de la musique en juin ;
- Les journées nationales du patrimoine.

XX.2. INVENTAIRE ET PROTECTION ET DE PROMOTION DU PATRIMOINE

Il existe une politique locale d’inventaire, de protection et de valorisation du patrimoine culturel régional.

A ce titre, une étude portant sur l’inventaire du patrimoine culturel de la région de Diourbel et l’élaboration d’un programme de sa valorisation a été réalisée en décembre (cf. rapport final décembre 2007 du cabinet BEDI avec le financement de l’Union Européenne).

Il existe un important patrimoine culturel matériel et immatériel :

XX.2.1. Le patrimoine culturel matériel

Il comprend les sites et monuments historiques qui ont une valeur culturelle exceptionnelle.

En effet, on peut y rencontrer plusieurs sites et monuments historiques (28 au total, dont 9 dans le département de Bambey et 13 dans celui de Diourbel et 6 à Mbacké) suivant les anciennes cités du Grand Baol notamment :

- les Grandes Mosquées de Touba et de Diourbel ;
- le grand Mausolée de Cheikh Ahmadou BAMBA à TOUBA ;
- **la grande bibliothèque de Touba d'une capacité de 200.000 ouvrages** (DaarayKamil) ;
- les immeubles abritant la Préfecture, les bureaux de la poste et de la Gare ferroviaire de Diourbel ;
- les Mbaanaar de Ndaayaan ;
- les champs de bataille de Ndiarndème, de Bounghoye, de Ndiaby ;
- TeenBambey, les canaris fétiches ou « Khambes » de Sine DIANGNE à Lagnar, les vestiges du village de Maka ;
- le Grand Mausolée de CheikhAnta DIOP à Thieytou (Département Bambey) ;
- le « GouyeNdeugué » ou baobab historique sur le site du champ de bataille de Shanghai à Lambaye.

XX.2.2. Le patrimoine culturel immatériel

Il comprend les autels, les traditions, les rites, les représentations qui ont une valeur culturelle exceptionnelle.

A titre d'exemple, nous pouvons citer :

- Les lieux de bataille (bataille de Shanghai à Lambaye, les champs de bataille de Ndiarndème, de Bounghoye, de Ndiaby) ;
- Les lieux de mémoire ;
- Les « XOOY » ;
- Les cérémonies de funérailles, les coutumes, danses.

En 2013, le nombre d'infrastructures socio-culturelles s'élève à 49 dont 1 centre culturel à dans le département de Diourbel, 3 salles des fête à raison d'une salle par département, 7 bibliothèques publiques (2 à Bambey, 4 à Diourbel et 2 à Mbacké), 38 monuments historiques (12 à Bambey, 21 Diourbel, 5 Mbacké).

Tableau 20.1 : Situation des infrastructures socio-culturelles en 2013

Infrastructures	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total
Centres Culturels	-	1	-	1
Salles des fêtes/Théâtre verdure	1	1	1	3
Bibliothèque publique	2	4	2	7
Monuments/Sites historiques	12	21	5	38
Cérémonies religieuses (Gamou, Magal, Ziarra)	-	-	-	-

Source : Centre culture de Diourbel

XX.3. CONTRAINTES

Les contraintes du développement de la culture dans région de Diourbel sont de multiples ordres.

Sur le plan institutionnel : les collectivités locales de même que le Ministère de la culture, peinent à offrir des moyens conséquents au secteur.

Sur le plan des initiatives locales : on note une désorganisation des acteurs, le **manque de formation et une absence totale d'un fonds de soutien local aux initiatives culturelles.**

Sur le plan logistique et infrastructurel : il y a une insuffisance **ou absence d'intrants** pour les acteurs, de même que pour les infrastructures culturelles, ou bien si elles existent, elles sont vétustes ou inadéquates.

CONCLUSION

Le développement culturel peut devenir une réalité s'il y a une véritable démocratisation des actions culturelles au niveau local.

Cette politique de démocratisation devrait être soutenue et renforcée par l'acte 3 de la décentralisation, qui rapproche davantage la culture aux administrés.

Les potentialités culturelles locales non encore exploitées handicapent le développement social et économique de la région.

L'acte 3 de la décentralisation offre beaucoup d'espoirs pour l'organisation, la protection, la diffusion et la valorisation des ressources culturelles de la région de Diourbel, qui en dehors de l'agriculture devraient porter le développement harmonieux du terroir.

CHAPITRE XXI : FINANCES LOCALES

Edition 2013

INTRODUCTION

Ce chapitre qui traite de l'exécution des budgets au sein des collectivités locales apporte sa contribution, à l'instar de l'édition précédente, à l'élaboration du document régional. L'analyse sera principalement axée sur les recettes et dépenses en 2013 de ces collectivités locales.

XXI.1. LES RECETTES

En 2013, les recettes ordinaires totales recouvrées au niveau régional s'élèvent à 3,43 milliards contre 2,73 milliards en 2012, soit une augmentation nette de 0,7 milliards. La répartition par département révèle que Diourbel contribue à 39% des recettes ordinaires, suivi de Mbacké (35%) et Bambey (26%).

Les recettes fiscales dans la même période se chiffrent à 1 milliard, soit 29,2% des recettes ordinaires alors que les recettes non fiscales sont à 2,43 milliards, soit 70,8% des recettes.

Tableau21.1: Répartition des Recettes par département dans la région de Diourbel en 2013

RECETTES	DEPARTEMENT			TOTAL REGION
	Diourbel	Bambey	Mbacké	
Recettes fiscales	451 040 138	205 991 228	347 390 636	1 004 422 002
Recettes non fiscales&Fdd	875 161 520	691 982 988	866 094 251	2 433 238 759
Total recettes ordinaires	1 326 201 658	897 974 216	1 213 484 887	3 437 660 761

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

Au niveau des communautés rurales, les recouvrements (recettes ordinaires et extraordinaires) en 2013 se chiffrent à 3 milliards. Le total général des recettes (y compris les excédents de fonctionnement et d'investissement) se chiffre en 2013 à 3,27 milliards soit une diminution nette de 1,17 milliards par rapport à 2012.

Tableau 21.2: Répartition des recettes des communautés rurales par département dans la région de Diourbel en 2013

RECETTES	DEPARTEMENT			TOTAL REGION
	Diourbel	Bambey	Mbacké	
Recettes ordinaires	199 982 600	643 493 838	980 013 572	1 823 490 010
Recettes extraordinaires	306 028 594	471 202 312	409 065 491	1 186 296 397
Total recettes	506 011 194	1 114 696 150	1 389 079 063	3 009 786 407
Excédent de fonctionnement	15 890 288	22 841 479	122 525 606	161 257 373
Excédent d'investissement	103 160 417			103 160 417
Total général des recettes	625 061 899	1 137 537 629	1 511 604 669	3 274 204 197

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

En ce qui concerne les communes, les recouvrements (recettes ordinaires et extraordinaires) en 2013 s`établissent à 1,52 milliards. Le total général des recettes composé des excédents de fonctionnement et d`investissement s`élève en 2013 à 1,87 milliards.

Tableau 21.3: Répartition des recettes des communes par département dans la région de Diourbel en 2013

RECETTES	DEPARTEMENT			TOTAL REGION
	Diourbel	Bambey	Mbacké	
Recettes ordinaires	873 149 517	254 480 438	233 471 315	1 361 101 270
Recettes extraordinaires	74 000 160	40 000 000	46 763 358	160 763 518
Total recettes	947 149 677	294 480 438	280 234 673	1 521 864 788
Excédent de fonctionnement	47 100 949	161 773 934		208 874 883
Excédent d'investissement	82 139 520	64 084 713		146 224 233
Total général des recettes	1 076 390 146	520 339 085	280 234 673	1 876 963 904

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

Au niveau des structures (le Conseil Régional en particulier), le montant général des recettes en 2013 se chiffre à 472 millions dont 468 millions de recettes (ordinaires et extraordinaires) et 4 millions d`excédent d`investissement.

Tableau 21.4 : Répartition des recettes du Conseil Régional et de l'A.R.D. en 2013

RECETTES	STRUCTURES		
	CONSEIL REGIONAL	A.R.D	ENSEMBLE
Recettes ordinaires	377 433 699		377 433 699
Recettes extraordinaires	90 540 702		90 540 702
Total recettes	467 974 401	-	467 974 401
Excédent de fonctionnement	-		-
Excédent d'investissement	4 769 787		4 769 787
Total général des recettes	472 744 188	-	472 744 188

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

XXI.2. LES DEPENSES

Elles sont constituées principalement de dépenses de fonctionnement et d'investissement. En 2013, les dépenses totales des communautés rurales s'élèvent à 3,073 milliards.

Tableau 21.5: Répartition des dépenses des communautés rurales par département dans la région de Diourbel en 2013

DEPENSES	DEPARTEMENT			TOTAL REGION
	Diourbel	Bambey	Mbacké	
Dépenses de fonctionnement	221 029 407	588 488 632	909 762 545	1 719 280 584
Dépenses d'investissement	289 750 976	349 191 900	715 763 136	1 354 706 012
Total général des dépenses	510 780 383	937 680 532	1 625 525 681	3 073 986 596

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

Les dépenses d'investissement représentent 56% des dépenses totales. Celles des communes se chiffrent à 1,176 milliards dont 87% de dépenses de fonctionnement.

Tableau 21.6: Répartition des dépenses des communes par département dans la région de Diourbel en 2013

DEPENSES	DEPARTEMENT			TOTAL REGION
	Diourbel	Bambey	Mbacké	
Dépenses de fonctionnement	766 537 498	104 895 829	148 652 605	1 020 085 932
Dépenses d'investissement	93 125 475	38 240 575	24 740 207	156 106 257
Total général des dépenses	859 662 973	143 136 404	173 392 812	1 176 192 189

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

Les dépenses totales au niveau des structures ne concernent que le conseil régional et s'établissent à 466 millions dont 377 millions pour les dépenses de fonctionnements et 89,8 millions pour les dépenses d'investissement (cf. tab ci-dessous).

Tableau 21.7 : Répartition des dépenses du Conseil Régional et de l'A.R.D. en 2013

DEPENSES	STRUCTURES		
	CONSEIL REGIONAL	A.R.D	ENSEMBLE
Dépenses de fonctionnement	377 012 614		377 012 614
Dépenses d'investissement	89 890 010		89 890 010
Total général des dépenses	466 902 624	-	466 902 624

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

CONCLUSION

En résumé, les recettes ordinaires totales recouvrées au niveau régional s'élèvent à 3,43 milliards en 2013, dont 70,8% de recettes non fiscales et 29,2% de recettes fiscales. Dans la même période, au niveau des communautés rurales, le total général des recettes (y compris les excédents de fonctionnement et d'investissement) se chiffre à 3,27 milliards et à 1,87 milliards pour les communes. Au niveau du Conseil Régional le montant général des recettes se chiffre à 472 millions.

Quant aux dépenses, elles sont constituées pour l'essentiel de dépenses de fonctionnement, c'est le cas pour le Conseil Régional (377 millions, soit 81% des dépenses totales), les Communes (1 milliards, soit 87% des dépenses totales), et même dans les Communautés rurales (1,7 milliards, soit 56% des dépenses totales).

CHAPITRE XXII : DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET ACTION SOCIALE

Edition 2013

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'amélioration des conditions d'existence des populations, la prise en charge et l'appui aux groupes vulnérables que sont les personnes en situations de handicap, les personnes âgées, les enfants et jeunes déshérités, les veuves et orphelins, les indigents, les personnes déplacées, les réfugiées et sinistrées constitue un volet important. Les services du Développement Communautaire et de l'Action Sociale sont des maillons indispensables du dispositif mis en place par les pouvoirs publics pour les assister.

XXII.1. DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

XXII.1.1. Promotion féminine

Des avancées significatives ont été notées dans la promotion féminine, notamment leur présence effective dans les postes de responsabilité, mais aussi dans les instances de prises de décision: préfet, maire, chef de village, député, sénatrice, ministre, chef d'entreprise, etc.

L'avènement de la loi sur la parité dans les fonctions électives a pour but de renforcer ce dispositif irréversible de la marche des femmes vers l'égalité de chance dans les actions de développement de la cité.

La loi sur la parité a certes été votée mais son application n'est pas encore effective et les prochaines élections locales devraient être un test. Pour le moment, la représentation des femmes aux instances de décision reste faible voir insignifiante car cela ne représente pas plus de 5% pour l'ensemble des élus locaux. Si on prend le cas extrême de la communauté rurale de Toubia Mosquée sur 40 conseillers, il n'y a aucune femme. Cependant, Diourbel révèle des exceptions dans le département de Bambey où on note une femme présidente de conseil rural (CR de GAWANE) et une femme chef de village (Ndagalma).

L'accès à la terre est un rêve et l'accès au crédit a connu des progrès notables même s'il est lié à beaucoup de problèmes (taux élevé des intérêts garantis et procédures compliquées).

XXII.1.2. Entreprenariat féminin

C'est une option politique allant dans le sens de promouvoir l'émergence de femmes entrepreneurs de mini industries, de fours solaires, de mutuelles d'épargne et de santé, sans oublier les tontines, le revolving où elles excellent dans la multiplication des fonds qui sont alloués pour les activités génératrices de revenus (AGR).

C'est une option du gouvernement qui est matérialisé par l'existence de fonds national de crédit pour les femmes et du fonds de l'entreprenariat féminin. Ces deux fonds offrent des possibilités de financement à des conditions accessibles et à des taux d'intérêt très bas (5%). Mais l'accès au financement devrait être accompagné d'un renforcement des capacités des bénéficiaires qui leur permet de mieux gérer leurs affaires.

XXII.1.3. Statut juridique de la femme

La loi sur la parité de 2010 est venue renforcer le statut juridique de la femme ; il en est de même de l'observatoire National de la femme et du Comité Consultatif de la femme. Les organisations féminines comme les Groupements de Promotion Féminine (GPF), les associations féminines et autres Groupements d'Intérêt Economique (GIE) existent déjà.

XXII.1.4. Initiative nationale pour la protection sociale

Elle est axée sur les actions suivantes :

- Garantir l'accès équitable aux services sociaux de base
- Améliorer le ciblage, le suivi et l'évaluation des actions dirigées vers les cibles vulnérables
- Garantir des revenus aux personnes en difficulté et groupes vulnérables
- Renforcer les mécanismes de transfert direct des ressources publiques aux groupes vulnérables
- La gouvernance et le développement décentralisé et participatif.

XXII.2. ACTION SOCIALE

Le Service de l'action sociale a pour cibles les personnes en situations de handicap, les personnes âgées, les enfants et jeunes déshérités, les veuves et orphelins, les indigents et les personnes déplacées, réfugiées ou sinistrées

XXII.2.1. Handicapés

L'effectif recensé en 2012 s'élève à 1851 handicapés (contre 1844 handicapés en 2011) dont la majeure partie (62,2%) est constituée de handicapés moteurs.

Tableau 22.1 : Personnes handicapées recensées par département en 2012

Département	Handicapés moteurs	Anciens militaires invalides	Lépreux	Handicapés visuels	Total handicapés
Diourbel	288	16	17	111	432
Bambey	263	10	87	94	454
Mbacké	601	ND	38	326	965
Total région	1152	26	142	531	1851
%	62,2	1,4	7,67	28,68	100

Source : Service régional de l'action sociale de Diourbel

Les autres types sont les handicapés visuels (29%), les lépreux (8%) et les anciens militaires invalides (1,4%). La plupart des handicapés recensés sont localisés dans le département de Mbacké (52%).

XXII.2.2. Personnes âgées

Les personnes âgées recensées en 2012 sont membres de l'association des retraités civils et militaires ainsi que de la fédération des associations de retraités FNR /IPRES.

Tableau 22.2 : Répartition des personnes âgées membres d'organisation recensées par département en 2012

Département	Membres de l'association de retraités civils et militaires	Membres de la Fédération des associations de retraités FNR /IPRES	Total
Diourbel	0	386	386
Bambey	76	910	986
Mbacké	0	1148	1148
Total région	76	2444	2520
%	3.01	96.99	100

Source : Service régional de l'action sociale de Diourbel

Elles sont au nombre de 2520 (contre 1710 en 2011) dont 97% issus des associations de retraités FNR /IPRESS.

XXII.2.3. Enfants en situation difficile

Ce sont des enfants « talibés » issus des écoles coraniques ou « Daras ». L'effectif recensé en 2012 se chiffre à 26363 enfants (contre 24194 en 2011) issus de 591 « Daras ».

Tableau 22.3 : Répartition des Talibés et Daaras recensés par département en 2012

Département	Nombre de Daaras	Nombre de Talibés
Diourbel	69	7909
Bambey	50	4161
Mbacké	472	14293
Total région	591	26363

Source : Service régional de l'action sociale de Diourbel

Le département de Mbacké abrite la plupart de l'effectif(54%) suivi de celui de Diourbel (30%) et de Bambey (16%).

CONCLUSION

Des efforts importants ont été faits aussi bien au niveau du développement communautaire que de l'action sociale pour le suivi et la prise en charge des groupes vulnérables ainsi que la création de conditions d'épanouissement de ces derniers. On peut citer notamment la promotion féminine, l'entrepreneuriat féminin, le statut juridique de la femme ainsi que l'initiative nationale pour la protection sociale.

Cependant, des études approfondies sont nécessaires pour mieux cerner le phénomène des groupes vulnérables

CHAPITRE XXIII : LES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES

édition 2013

INTRODUCTION

Aux termes de la loi organique n°2008-47 du 03 septembre 2008, un système financier décentralisé (SFD) est une « institution habilitée à fournir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers ». Dans ce présent chapitre, nous tenterons de mettre en revue la couverture en SFD de la région, l'évolution de l'épargne et du crédit, et finalement l'évolution de la production de crédits selon l'objet et le secteur d'activités.

XXIII.1. COUVERTURE EN SFD DE LA REGION

En 2013, le nombre de SFD s'élève à 20, ce dernier n'a pas connu d'évolution par rapport à 2012. Il est essentiellement composé de 7 SFD affiliés, et de 13 Institutions Mutualistes Communautaire d'Épargne et de Crédit (IMCEC) isolés. Cependant, on note une absence des sociétés commerciales et des faitières.

Tableau 23.1 : Evolution du nombre de SFD inscrits selon la nature entre 2012 et 2013

Nature SFD	Nombre SFD inscrits	
	2012	2013
Faitière	0	0
SFD affiliés	7	7
IMCEC isolées	13	13
Sociétés commerciales	0	0
Total	20	20

Source: Direction de la réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers
Décentralisés

En 2013, le sociétariat des SFD s'établit à 49456 contre 45415 en 2012, soit une hausse de 8,9%. Le sociétariat des SFD est composé de 51,4% d'hommes, 39,6% de femmes et 9% de personnes morales. Cette hausse du sociétariat pourrait résulter éventuellement de la diversification et de l'amélioration croissante des services

proposés, de la politique de proximité et de la confiance que les usagers accordent à ces institutions de microfinance.

Tableau 23.2 : Evolution du nombre de sociétaires des SFD selon le milieu de résidence entre 2012 et 2013

Circonscription administrative	2012				2013				Variation %			
	Homme	Femme	Personnes morales	Total	Homme	Femme	Personnes morales	Total	Homme	Femme	Personnes morales	Total
Rural	7 702	5 765	993	14 460	8527	7057	1044	16628	10,7	22,4	5,1	15,0
Urbain	15871	10555	4529	30 955	16907	12504	3417	32828	6,5	18,5	-24,6	6,1
Total	23 573	16 320	5 522	45 415	25 434	19 561	4 461	49456	7,9	19,9	-19,2	8,9

Source: Direction de la réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés

XXIII.2. L'ÉPARGNE ET LES CREDITS

Le nombre d'épargnants s'établit à 36899 en 2013 contre 40327 en 2012, soit une baisse de 8,5%. La répartition par rapport au sociétariat révèle une prédominance des hommes (54%), suivit des femmes (35,8%), et finalement des personnes morales (10,2%). Notons aussi qu'un peu plus de 7 épargnants sur 10 se trouvent dans le milieu urbain contre moins de 3 épargnants dans le milieu rural.

Tableau 23.3 : Evolution du nombre d'épargnants, de crédits en cours et de crédits accordés selon le sexe et la nature du sociétaire entre 2012 et 2013

Désignation	Sexe/Nature sociétaire	2012			2013			Variation %		
		Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Nombre d'épargnants	Hommes	14 657	6 664	21 321	14 084	5 829	19 913	-3,9	-12,5	-6,6
	Femmes	9 515	5 223	14 738	9 418	3 788	13 206	-1,0	-27,5	-10,4
	Personnes morales	3 771	497	4 268	3 318	462	3 780	-12,0	-7,0	-11,4
Nombre de crédits en cours	Hommes	4 701	843	5 544	5 223	1 065	6 288	11,1	26,3	13,4
	Femmes	2 898	1 269	4 167	3 544	1 479	5 023	22,3	16,5	20,5
	Personnes morales	648	57	705	580	46	626	-10,5	-19,3	-11,2
Nombre de crédits accordés	Hommes	3 551	854	4 405	4 377	940	5 317	23,3	10,1	20,7
	Femmes	3 277	1 256	4 533	3 600	1 586	5 186	9,9	26,3	14,4
	Personnes morales	559	87	646	741	53	794	32,6	-39,1	22,9

Source: Direction de la réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés

En 2013, le nombre de crédit en cours s'élève à 11937 contre 10416 en 2012, soit un accroissement de 14,6%. Par rapport aux sociétaires, les hommes représentent 52,7%, suivit des femmes 42,1%, les personnes morales occupent de moindre proportion avec 5,2%. Par ailleurs, 78,3% du nombre de crédit en cours réside dans le milieu urbain contre 21,7% dans le milieu rural.

Quant au nombre de crédits accordés, il se chiffre à 11297 en 2013 contre 9584 en 2012, soit une hausse de 17,9%. Les hommes occupent 47,1%, suivit des femmes avec 45,9%, et seulement 7,2% pour les personnes morales. 77,2% des crédits accordés est repéré dans le milieu urbain contre 22,8% dans le milieu rural.

Le montant de l'épargne collectée en 2013 s'établit à 6 029 millions contre 4 422 millions en 2012, soit un accroissement de 36,3%. La répartition par rapport aux sociétaires révèle que les hommes occupent 57,7%, suivi des femmes 23,6% et seulement 18,8% pour les personnes morales. Notons aussi que 74% du montant de l'épargne collectée se trouve dans le milieu urbain contre 26% dans le milieu rural.

Tableau 23.4 : Evolution des montants de l'épargne collectée, de l'encours de crédit et des crédits accordés selon le sexe/nature du sociétaire et le milieu de résidence entre 2012 et 2013

Désignation	Sexe/Nature sociétaire	2012 (en millions de FCFA)			2013 (en millions de FCFA)			Variation %		
		Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Epargne collectée	Hommes	1 875	659	2 533	2 415	1 061	3 476	29	61	37
	Femmes	545	208	753	1 055	366	1 420	94	76	89
	Personnes morales	973	163	1 136	987	146	1 133	1	-10	0
Encours de crédit	Hommes	5 326	544	5 871	4 864	708	5 571	-9	30	-5
	Femmes	1 436	340	1 775	1 396	434	1 830	-3	28	3
	Personnes morales	688	22	710	762	29	791	11	35	11
Montant des crédits accordés	Hommes	5 816	872	6 688	6 020	982	7 002	4	13	5
	Femmes	1 657	502	2 159	1 753	589	2 342	6	17	8
	Personnes morales	584	31	615	835	42	877	43	34	43

Source: Direction de la réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés

Quant à l'encours de crédit, il se chiffre à 8,192 milliards en 2013 contre 8,356 milliards en 2012, soit une légère baisse de 2%. Par rapport aux sociétaires, les hommes totalisent 68% du montant de l'encours de crédit, suivi des femmes (22%) et des personnes morales (10%). Selon le milieu de résidence, 85,7% du montant se trouve en milieu urbain contre 14,3% en milieu rural.

Concernant le montant des crédits accordés, il est passé de 9,462 milliards en 2012 à 10,221 milliards en 2013, soit une hausse de 8%. Par rapport aux sociétaires, les hommes détiennent 68,5% du montant des crédits accordés, suivi des femmes 22,9% et seulement 8,6% pour les personnes morales. Notons aussi que 84,2% de ce montant se trouve dans le milieu urbain contre 15,8% dans le milieu rural.

L'encours d'épargne a diminué de 1,8% en passant de 5,583milliards en 2012 à 5,484milliards en 2013. Cette réduction est en liaison avec le recul des « autres dépôts » (-5,4%) et de celui des dépôts à termes (-10,4%).

Tableau 23.5 : Evolution du montant de l'encours d'épargne et de l'encours de crédits (en millions de FCFA) entre 2012 et 2013

Désignation	Région		
	2012	2013	Variation %
Encours d'épargne (en million de FCFA)	5 583,2	5 484,7	-1,8
Dépôts à vue	1 504,1	1 695,4	12,7
Dépôts à terme	1 386,6	1 243,0	-10,4
Autres dépôts	2 692,6	2 546,3	-5,4
Encours de crédits (en million de FCFA)	8 355,5	8 192,4	-2,0
Court terme	2 738,3	2 858,3	4,4
Moyen terme	3 773,4	3 451,9	-8,5
Long terme	1 694,6	1 671,1	-1,4
Crédits en souffrance	149,2	211,0	41,5

Source: Direction de la réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés

Quant à l'encours de crédits des SFD, il s'élève à 8,192milliards en 2013 contre 8,355milliards en 2012, soit une baisse de 2%. Cette diminution est imputable à la baisse de l'encours de crédits de moyen terme (-8,5%) et de long terme (-1,4%). Cependant, les crédits en souffrance ont augmenté de 41,5%, en passant de 149,2 millions en 2012 à 211 millions en 2013.

XXIII.3. L'OBJET ET LES SECTEURS D'ACTIVITES BENEFICIAIRES DES CREDITS ACCORDES

Selon l'objet, la production des crédits accordés s'élève à 10,221milliards en 2013 contre 9,462milliards en 2012, soit un accroissement de 8% en valeur relative. Les crédits de trésorerie et les crédits d'équipement occupent les proportions les plus importantes avec respectivement 62,69% et 29,54%, contre seulement 0,08% pour les crédits immobiliers et 6,4% pour les autres types de crédits. Par rapport au milieu de résidence, 84,2% se trouve dans le milieu urbain contre 15,8% dans le milieu rural.

Tableau 23.6 : Evolution de la production de crédits selon l'objet, le secteur d'activités et le milieu de résidence entre 2012 et 2013

Désignation	2012 (en millions de FCFA)			2013 (en millions de FCFA)			Variation %		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Objet des crédits accordés									
Crédits immobiliers	0,00	3,15	3,15	0,00	8,50	8,50		170%	170%
Crédits d'équipement	1276,63	237,88	1514,51	2372,41	647,29	3019,70	86%	172%	99%
Crédits à la consommation	229,44	15,19	244,63	102,12	30,92	133,04	-55%	103%	-46%
Crédits de trésorerie	5033,29	489,96	5523,25	5626,83	781,48	6408,30	12%	59%	16%
Autres	1517,17	659,35	2176,52	507,02	144,88	651,89	-67%	-78%	-70%
Secteurs d'activités bénéficiaires des crédits accordés									
Agriculture, sylviculture et pêche	2 088,86	502,31	2 591,16	2 404,28	647,69	3 051,97	15,1%	28,9%	17,8%
Industries extractives	0,00	0,00	0,00	0,00	5 255,00	5 255,00	-	-	-
Industries manufacturées	785,62	0,00	785,62	135,11	0,15	135,26	-82,8%	-	-82,8%
BTP	85	5,03	89,80	1 029,60	76,08	1 105,68	1111	1413	1131
Commerce, restaurants, hôtels	3 738,60	686,32	4 424,92	3 904,35	683,62	4 587,98	4,4%	-0,4%	3,7%
Electricité, gaz, eau	0,00	0,00	0,00	0,00	52,79	52,79	-	-	-
Transport, entrepôts et communication	249,34	14,57	263,91	568,98	37,16	606,14	128,2%	154,9%	129,7%
Assurances, services aux entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,79	0,79	-	-	-
Immobilier	10,62	5,13	15,75	7,15	1,06	8,21	-32,7%	-79,4%	-47,9%
Services divers	1 098,74	192,17	1 290,91	558,91	113,71	672,62	-49,1%	-40,8%	-47,9%

Source: Direction de la réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés

Par rapport au secteur d'activités, le montant de la production de crédits s'élève à 15,476 milliards en 2013 contre 9,462 milliards en 2012, soit une hausse de 63,4%. Nous pouvons noter une prédominance des industries extractives bénéficiant de 34% des crédits accordés, suivi du commerce, des restaurants et hôtels (29,6%) et finalement de l'agriculture et la sylviculture (19,7%). Les autres secteurs d'activités ne dépassent pas la barre des 10%. Par rapport au milieu de résidence, la zone urbaine bénéficie de 55,6% des crédits accordés contre 44,4% pour la zone rurale.

CONCLUSION

En résumé, l'effectif des SFD en 2013 se chiffre à 20, ce dernier n'a pas connu d'évolution par rapport à 2012. Le nombre de sociétaires s'est inscrit en hausse en passant de 45415 en 2012 à 49456 en 2013. Ces performances sont éventuellement liées au dynamisme du secteur et à la confiance accordée par les populations.

Cependant, on note une baisse de 1,8% de l'encours d'épargne par rapport à l'année précédente, et ressort à 5,484milliards. Parallèlement, l'encours de crédit s'est réduit de 2% s'établissant à 8,192milliards.

Selon l'objet (Crédits immobiliers, Crédits d'équipement, Crédits à la consommation Crédits de trésorerie etc.), la production des crédits accordés s'est accrue de 8% en passant de 10,221milliards en 2012. De plus, nous pouvons noter une hausse considérable de 63,4% du montant de la production de crédits par rapport secteur d'activités et s'est établi à 15,476 milliards en 2013.

LISTES DES ANNEXES

CHAPITRE II- DEMOGRAPHIE	185
Tableau A2.1 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2013	185
Tableau A2.2 : Répartition de la population par sexe et milieu de résidence en 2013	185
Tableau A2.3 : Répartition de la population par sexe et par département en 2013	185
CHAPITRE III- AGRICULTURE	186
Tableau A3.1: Evolution de la pluviométrie par poste de 2008 à 2013	186
Tableau A3.2: Evolution des emblavures (en Ha) de 2009 à 2013	186
CHAPITRE IV- ELEVAGE	187
Tableau A4.1: Répartition en quantités (Kg) des cuirs et peaux selon le département en 2011 ...	187
Tableau A4.2: Répartition du nombre d'affections par espèce en 2013.....	187
CHAPITRE V - EAUX ET FORET	188
Tableau A5.1: Répartition des activités de sensibilisation selon le département en 2011	188
CHAPITRE VI-ENVIRONNEMENT	188
Tableau A6.1: Répartition des établissements classés en 2013.....	188
CHAPITRE XI-EDUCATION	189
Tableau A11.1 : Répartition du nombre de structures préscolaires selon le statut et le milieu en 2013	189
Tableau A11.2 : Evolution des effectifs du préscolaire par sexe de 2004/2005 à 2012/2013	189
Tableau A11.3 : Evolution des effectifs de l'enseignement élémentaire par sexe de 2005/2006 à 2012/2013.....	189
Tableau A11.4 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2005/2006 à 2012/2013	190
Tableau A11.5: Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2005/2006 à 2012/2013	190
Tableau A11.6 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2005/2006 à 2012/2013	190
CHAPITRE XII-SANTE	191
Tableau A12.1: Répartition du personnel médico-sanitaire selon le district sanitaire en 2013	191
Tableau A12.2 : Répartition des enfants selon la surveillance nutritionnelle et pondérale par district en 2013	191
CHAPITRE XIII-HYGIENE	192
Tableau A13.1: Evolution du nombre de concessions visitées selon la structure de 2009 à 2013.	192
Tableau A13.2: Répartition des infractions relevées durant les prospections domiciliaires en 2013	192
CHAPITRE XIV-ASSISTANCE	193
Tableau A14.1: Evolution des interventions selon la nature de 2010 à 2013	193
Tableau A14.2: Répartition des incendies selon la nature et la compagnie en 2013.....	193

Tableau 14.3 : Répartition de l'assistance selon la nature et la compagnie en 2013	193
Tableau 14.4 : Répartition des opérations diverses selon la nature et la compagnie en 2013.....	194
Tableau 14.5 : Répartition des activités diverses selon la nature et la compagnie en 2013	194
CHAPITRE XV-TRANSPORT	195
Tableau A15.1: Répartition du parc automobile selon le type de véhicule par département en 2013	195
Tableau A15.2: Evolution du parc automobile selon le type de véhicule entre 2010 et 2013	195
Tableau A15.3: Répartition du nombre de véhicules nouvellement immatriculés selon le type par département en 2013.....	196
Tableau A15.4: Répartition par type des véhicules aptes à la circulation entre 2011 et 2013	196
CHAPITRE XXI-FINANCE LOCALE.....	197
Tableau A21.1: Compte de gestion des communautés rurales par département dans la région de Diourbel en 2013	197
Tableau A21.2 : Compte de gestion des communes par département dans la région de Diourbel en 2013	197
Tableau A21.3 : Compte de gestion du Conseil Régional et de l'A.R.D. en 2013	197
CHAPITRE XXII : DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET ACTION SOCIALE.....	198
Tableau A22.1 : Répartition des Organisations de femmes par département en 2012.....	198
Tableau A22.2: Vulnérabilité des ménages en 2012.....	199
RESUME DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA REGION DE DIOURBEL DE 2008 A 2013	200
CARTOGRAPHIE DES LOCALITES DE LA REGION DE DIOURBEL EN 2009.....	207
DEPARTEMENT DIOURBEL /RGPHAE 2013 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGE ET PAR LOCALITE	224
DEPARTEMENT BAMBEYE /RGPHAE 2013 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGE ET PAR LOCALITE	225
DEPARTEMENT MBACKE /RGPHAE 2013 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGE ET PAR LOCALITE	226

CHAPITRE II- DEMOGRAPHIE

Tableau A2.1 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2013

Année	1976	1988	2002	2010	2011	2012	2013	Var.nette 1976/2013	Var. Moy. Ann. (en %) 1976/2013
Bambey	156650	198890	245661	315043	324917	334970	299476	142826	2,46
Diourbel	145320	183983	211357	271175	279667	288314	268215	122895	2,3
Mbacké	123143	236372	594454	770578	794636	819134	929762	806619	17,7
Total	425113	619245	1051472	1356796	1399220	1442418	1497453	1072342	6,8

Source : ANSD. RGPFAE 2013

Tableau A2.2 : Répartition de la population par sexe et milieu de résidence en 2013

Milieu	Hommes		Femmes		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Urbain	114 166	16	125 703	16	239869	16
Rural	602294	84	655290	84	1257584	84
REGION	716 460	100	780 993	100	1 497 453	100

Source : ANSD /SRSD-Diourbel

Tableau A2.3 : Répartition de la population par sexe et par département en 2013

Départements	Hommes	Femmes	Total
Bambey	145 551	153 926	299476(20%)
Diourbel	132 062	136 153	268215 (18%)
Mbacké	438 848	490 915	929762 (62%)
Région	716 460	780 993	1 497 453 (100%)

Source : ANSD. RGPFAE 2013

CHAPITRE III- AGRICULTURE

Tableau A3.1: Evolution de la pluviométrie par poste de 2008 à 2013

Postes	2008	2009	2010®	2011®	2012	2013	Var (13/12 en %)
Bambey	810,2	567,3	426.6	541,7	576,4	639,8	11
Baba Garage	590,8	575,4	503.1	299,8	345,3	457,9	33
Lambaye	512,7	443,1	515.5	421,4	514,4	554	8
Ngoye	773,2	657,3	370.1	509,2	643,9	514,1	-20
CNRA	725,7	625,1	575.6	584,7	599,7	666,6	11
Ndondol	-	-	-	607,1	768,1	756	-2
Diourbel	616,5	571	452.5	368,1	738,5	462,1	-37
Ndindy	362,4	482,4	607.6	364,9	508,9	406,9	-20
Ndoulo	554	467,4	379.3	437,5	690,2	413,2	-40
Ndanck Sène	ND	ND	ND	ND	568,2	ND	ND
Tocky Gare	-	-	-	348,8	903,5	495,3	-45
Mbacké	516,2	534,4	505.8	509,3	747,8	369,5	-51
Ndam	591,3	593	484.2	589,6	1026,5	503	-51
Kaël	611,5	530,1	420,6	503,8	733,9	486,9	-34
Taïf	547	588	580,1	402,3	707,1	587,7	-17
Sadio	541,1	696,4	582,8	387,3	501,3	645,1	29
Moyenne	596,4	563,9	527,83	458,37	660,9	530,5	-20

Source : DRDR Diourbel / ® : Données rectifiées par rapport aux éditions précédentes

Tableau A3.2: Evolution des emblavures (en Ha) de 2009 à 2013

Spécifications	2009/2010	2010/2011 ®	2011/2012	2012/2013	2013/2014	Variation en %
Mil	174034	121197	104204	124 779	107 789	-13,6
Sorgho	11116	3684	2221	2 652	2 090	-21,2
Maïs	676	313	447	807	1 153	42,9
Céréales	185826	125194	106872	128 238	111 032	-13,4
Arachides d'huilerie	120383	104180	91002	73 595	81 642	10,9
Niébé	50899	14391	10497	20 404	20 561	0,8
Pastèque	2552	451	777	1 944	1 232	-36,6
Manioc	666	210	58	174	63	-63,8
Bissap	1988	2180	322	719	422	-41,3
Sésame	393	-	28	28	192	-
Gombo	229	-	-	-	6	-
Total	362936	246606	209556	353 340	326 182	-7,7

Source : DRDR de Diourbel / ®:données rectifiées par rapport à l'édition précédente

CHAPITRE IV- ELEVAGE

Tableau A4.1: Répartition en quantités (Kg) des cuirs et peaux selon le département en 2011

Départements	Cuir de bovins	Peaux de bovins	Peaux de caprins	Total
Bambey	18135	7230	1989	27354
Diourbel	39690	13900	14250	67840
Mbacké	100425	70074	23031	193530
Total	158250	91204	39270	288724
Total 10	45405	11478	9015	65898
Var 10/11 (en %)	248,5	694,6	335,6	338,1

Source : Service Régional de l'Elevage de Diourbel/nb : les données de 2012 et 2013 ne sont pas disponibles

Tableau A4.2: Répartition du nombre d'affections par espèce en 2013

Affections	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asiens	Volaille	Lapins	Total	%
Colique	1	3	-	430	2	-	-	436	2,0
Parasitisme	5 024	1 280	4 803	702	434	1 009	240	13492	62,7
Dystocie	7	102	210	10	1	-	-	330	1,5
Pneumonie	14	14	35	67	4	-	-	134	0,6
Plaies	1 220	280	10	250	182	75	-	2017	9,4
Diarrhée	-	1 930	435	200	-	-	-	2565	11,9
Piétin	-	300	55	150	-	-	-	505	2,3
Gourme	-	-	-	200	-	-	-	200	0,9
Bronchite	-	500	-	135	-	-	-	635	2,9
Abcès	2	102	25	34	-	-	-	163	0,8
Tétanos	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prolapsus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arthrite	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Indigestion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trypanosomiase	470	-	-	89	-	-	-	559	2,6
Surmenage physique	-	-	-	475	18	-	-	493	2,3
Boiterie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coccidiose	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourbure	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total 13	6738	4511	5573	2742	641	1084	240	21529	100
% en 2013	31,3	21,0	25,9	12,7	3,0	5,0	1,1	100	
Total 12	3 768	16 619	4 502	3 381	644	1 694	260	30 868	
Var 12/13 (en %)	78,8	-72,9	23,8	-18,9	-0,5	-36,0	-7,7	-30,3	

Source : Service Régional de l'Elevage de Diourbel

CHAPITRE V- EAUX ET FORET

Tableau A5.1: Répartition des activités de sensibilisation selon le département en 2011

Département	Séances d'animation		Personnes touchées	
	Nombre	%	Nombre	%
Bambey	8	40	2000	40
Diourbel	6	30	1500	30
Mbacké	6	30	1500	30
Total 11	20	100	5000	100
Total 10	28		782	
Var 10/11(en %)	-28,6		539,4	

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts (les données de 2012 et 2013 ne sont pas disponibles)

CHAPITRE VI-ENVIRONNEMENT

Tableau A6.1: Répartition des établissements classés en 2013

Etablissements	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total 2013	%	Total 2012	%
Boulangeries	06	15	119	140	63,06	138	59
Dépôts de gaz	03	03	18	24	10,81	37	16
Stations service	04	06	25	35	15,76	37	16
Fabriques de glace	00	01	02	03	01,35	07	03
Fermes agricoles	00	00	08	08	03,60	05	02
Boiseries	00	00	01	01	0,45	01	00
Appareils à pression	01	00	04	05	02,25	07	03
Industries	00	01	02	03	01,35	02	01
Garage camions	00	01	02	03	01,35		
TOTAL	14	27	181	222	100	234	100

Source : Division Régionale de l'environnement et des établissements classés

CHAPITRE XI-EDUCATION

Tableau A11.1 : Répartition du nombre de structures préscolaires selon le statut et le milieu en 2013

Milieu	Cases communautaires	Cases des Tout Petits	Classes Préscolaires à l'Elémentaire	Ecoles Maternelles	Garderies Communautaires	Garderies Privées	Total	%
Rural	0	35	1	3	16	33	88	69
Urbain	2	8	4	7	9	9	39	31
Total	2	43	5	10	25	42	127	100
%	2	34	4	8	20	33	100	

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013. NB : il s'agit des structures communautaires, privées et publiques.

Tableau A11.2 : Evolution des effectifs du préscolaire par sexe de 2004/2005 à 2012/2013

Sexe	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013
Garçons	1570	2071	1929	2363	2733	3401	3684	3712	4177
Filles	2032	2953	2747	3392	3731	4626	5020	4908	5331
Total	3602	5024	4676	5755	6464	8027	8704	8620	9508

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013

Tableau A11.3 : Evolution des effectifs de l'enseignement élémentaire par sexe de 2005/2006 à 2012/2013

Sexe	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	Var 12/13 (en %)
Garçons	43652	47827	55813	49800	50694	52779	56153	58889	5
Filles	47977	52236	47603	58946	61055	63279	69367	71503	3
Total	91629	100063	103416	108746	111749	116058	125520	130392	4

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013

Tableau A11.4 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2005/2006 à 2012/2013

Sexe	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	Var 12/13 (%)
Garçons	9794	10334	12099	12109	14 418	16268	17828	19188	7,6
Filles	7450	8007	10061	10677	12 924	15865	18545	20359	9,8
Total	17244	18341	22160	22786	27 342	32133	36373	39547	8,7

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013

Tableau A11.5: Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2005/2006 à 2012/2013

Sexe	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	Var 12/13 (en %)
Garçons	2557	2777	3123	3935	3897	5362	6133	6909	13
Filles	1321	1446	1625	2359	2338	3351	4346	5264	21
Total	3878	4223	4748	6294	6235	8713	10479	12173	16

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013

Tableau A11.6 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2005/2006 à 2012/2013

Sexe	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	Var 12/13 (en %)
Garçons	2557	2777	3123	3935	3897	5362	6133	6909	13
Filles	1321	1446	1625	2359	2338	3351	4346	5264	21
Total	3878	4223	4748	6294	6235	8713	10479	12173	16

Source : Annuaire statistique national de 2012/2013

CHAPITRE XII-SANTE

Tableau A12.1: Répartition du personnel médico-sanitaire selon le district sanitaire en 2013

Structure/ personnel	RM	SHR	PRA	CNFTMH	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	CHR	CHN	EPS1	Total	%
Médecins	2		1		3	4	3	4	19	28	15	79	4,4
Chirurgiens									1	1		2	0,1
Chirurgiens dentistes					1	1	1		1	1	1	6	0,3
Infirmiers et assimilés					41	22	26	63	26	48	19	245	13,7
Sages femmes	1				13	25	11	45	12	13	21	141	7,9
Travailleurs sociaux	1				1	1	1		2	3	2	11	0,6
TSO								1	1	1	3	6	0,3
TSS	1						1		18	21	6	47	2,6
TSGS	1						1	2				4	0,2
Agents sanitaires					2	7		3				12	0,7
agents d'hygiène	3	2			8	9	7	12	2		1	44	2,5
Autres	9	0	5	4	172	203	110	289	127	199	75	1193	66,6
Total	18	2	6	4	241	272	161	419	209	315	143	1790	100
%	1	0,1	0,3	0,2	13,5	15,2	9	23,4	11,7	17,6	8	100	

Source : Région médicale de Diourbel

Tableau A12.2: Répartition des enfants selon la surveillance nutritionnelle et pondérale par district en 2013

Districts	Cible annuelle	Suivis	% d'enfants suivis	Récupérés	% d'enfants suivis récupérés
Bambey	63517				
Diourbel	55411				
Mbacké	33 813				
Touba	102249				
Total	254990				

Source : Région médicale de Diourbel

CHAPITRE XIII-HYGIENE

Tableau A13.1: Evolution du nombre de concessions visitées selon la structure de 2009 à 2013

Brigade et sous brigades	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	Total
2009	351	3058	248	496	4153
2010	623	4185	512	1681	7001
2011	1739	3545	1191	2763	9238
2012	1447	3943	1397	4455	11242
2013	1610	4315	2011	4647	12583
% (en 2013)	13	34	16	37	100
Variation 12/13 (en %)	11,26	9,43	43,95	4,31	11,93

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

Tableau A13.2: Répartition des infractions relevées durant les prospections domiciliaires en 2013

Nature infraction	S/B. Bambey	S/B. Diourbel	S/B. Mbacke	BSH Touba	TOTAL	%
Défaut de Balayage	62	87	19	103	271	2,6%
Dépôt d'ordures non conforme	36	154	58	88	336	3,2%
Jets d'eau usée	167	689	92	917	1865	18,0%
Ecoulement Eau usée	104	306	44	511	965	9,3%
Syst. Evacuat° non conforme	37	101	34	152	324	3,1%
Défaut de Syst. d'évacuat°	13	3	6	173	195	1,9%
Défaut poubelle réglementaire	246	2108	742	2604	5700	55,0%
Dépôt de gravats	0	13	5	0	18	0,2%
Ecurie/Enclos Insalubres	17	13	0	36	66	0,6%
Vidange fosse/VP	0	12	0	8	20	0,2%
Défaut de désherbage	21	87	0	5	113	1,1%
Dépôt de fumier	15	3	0	41	59	0,6%
Fosses défectueuses	2	7	4	18	31	0,3%
Défaut de puisards	51	234	0	71	356	3,4%
Insalubrité	9	23	0	11	43	0,4%
TOTAL	780	3840	1004	4738	10362	100,0%
Nbre Concessions Visitées	1610	4315	2011	4647	12583	
Nbre Moyen Infract/Conces	0,48	0,89	0,50	1,02	0,82	

Source : Brigade régionale d'Hygiène de Diourbel

CHAPITRE XIV-ASSISTANCE

Tableau A14.1: Evolution des interventions selon la nature de 2010 à 2013

Nature	2010	2011	2012	2013	Variation 12/13 (en %)
Incendie	315	407	871	378	-56,6
Assistance	1 303	1 710	2 890	2 005	-30,6
Opérations diverses	390	325	673	369	-45,2
Activités diverses	70	176	335	219	-34,6
Total	2 078	2 618	4 769	2 971	-37,7

Source : CSP de Diourbel/Touba

Tableau A14.2: Répartition des incendies selon la nature et la compagnie en 2013

Nature	Diourbel - Bambey	Mbacké - Touba	Total	%
Habitations	76	103	179	47,4
ERP	2	12	14	3,7
Industries	10	51	61	16,1
Agriculture	32	27	59	15,6
Autres risques	44	21	65	17,2
Total	164	214	378	100
%	43,4	56,6	100	

Source : CSP de Diourbel/Touba

Tableau 14.3 : Répartition de l'assistance selon la nature et la compagnie en 2013

Nature	Diourbel - Bambey	Mbacké - Touba	Total	%
Accidents	523	720	1 243	62,0
Maladies	178	234	412	20,5
Personnes en danger	133	210	343	17,1
Asphyxiés	7	-	7	0,3
Total	841	1 164	2 005	100
%	41,9	58,1	100	

Source : CSP de Diourbel/Touba

Tableau 14.4 : Répartition des opérations diverses selon la nature et la compagnie en 2013

Nature	Diourbel - Bambey	Mbacké - Touba	Total	%
Corps sans vie	27	50	77	20,9
Ravitaillement en eau	6	1	7	1,9
Assainissement	22	24	46	12,5
Faits d'animaux	-	1	1	0,3
Alertes motivées	60	157	217	58,8
Fausse alertes	2	19	21	5,7
Total	117	252	369	100
%	31,7	68,3	100	

Source : CSP de Diourbel/Touba

Tableau 14.5 : Répartition des activités diverses selon la nature et la compagnie en 2013

Nature	Diourbel - Bambey	Mbacké - Touba	Total	%
Services de représentation	8	167	175	80,6
Evénements religieux	3	1	4	1,8
Visites de prévention	6	7	13	6,0
Tournées bouches d'incendies	13	12	25	11,5
Total	30	187	217	100,0
%	13,8	86,2	100	

Source : CSP de Diourbel/Touba

CHAPITRE XV-TRANSPORT

Tableau A15.1: Répartition du parc automobile selon le type de véhicule par département en 2013

Type	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Voitures particulières	914	4 541	6 570	12 025	52,0
Taxis interurbains	28	434	577	1 039	4,5
Taxis urbains	-	622	-	622	2,7
Autocars (+ de 8 places)	168	688	859	1 715	7,4
Camionnettes	311	1 011	2 064	3 386	14,6
Camions	183	987	587	1 757	7,6
Tracteurs routiers	94	405	990	1 489	6,4
Semi-remorques	43	334	411	788	3,4
Autres	10	98	216	324	1,4
Total	1 751	9 120	12 274	23 145	100
%	7,6	39,4	53,0	100	

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Tableau A15.2: Evolution du parc automobile selon le type de véhicule entre 2010 et 2013

Type	2010	2011	2012	2013	Var 12/13 (en %)
Voitures particulières	9 536	9 871	10 484	12 025	14,7
Taxis interurbains	441	483	499	1 039	108,2
Taxis urbain	512	537	545	622	14,1
Autocars (+ de 8 places)	1 351	1 509	1 582	1 715	8,4
Camionnettes	2 537	2 827	3 080	3 386	9,9
Camions	1 329	1 445	1 545	1 757	13,7
Tracteurs routiers	772	822	1 355	1 489	9,9
Semi-remorques	393	564	654	788	20,5
Autres	56	198	235	324	37,9
Total	16 927	18 256	19 979	23 145	15,8

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Tableau A15.3: Répartition du nombre de véhicules nouvellement immatriculés selon le type par département en 2013

Type	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Voitures particulières	21	174	502	697	42,2
Taxis interurbains	-	12	21	33	2,0
Taxis urbains	-	-	-	-	0,0
Autocars (+ de 8 places)	4	25	76	105	6,4
Camionnettes	9	57	287	353	21,4
Camions	7	32	92	131	7,9
Tracteurs routiers	12	53	81	146	8,8
Semi-remorques	12	47	78	137	8,3
Autres	1	17	31	49	3,0
Total	66	417	1 168	1 651	100
%	4,0	25,3	70,7	100	

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel

Tableau A15.4: Répartition par type des véhicules aptes à la circulation entre 2011 et 2013

Type	2011	2012		2013		Var 12/13 (en %)
		Effectif	%	Effectif	%	
Voitures particulières	9 425	10 034	55,7	12 025	52,0	19,8
Taxis interurbains	312	326	1,8	1 039	4,5	218,7
Taxis urbains	427	435	2,4	622	2,7	43,0
Autocars (+ de 8 places)	1 012	1 082	6,0	1 715	7,4	58,5
Camionnettes	2 703	2 955	16,4	3 386	14,6	14,6
Camions	1 413	1 513	8,4	1 757	7,6	16,1
Tracteurs routiers	807	922	5,1	1 487	6,4	61,3
Semi-remorques	413	513	2,8	788	3,4	53,6
Autres (*)	198	235	1,3	324	1,4	37,9
Total	16 710	18 015	100	23 143	100	28,5

Source : Division régionale des transports terrestres de Diourbel/(*) données provisoires

CHAPITRE XXI-FINANCE LOCALE

Tableau A21.1: Compte de gestion des communautés rurales par département dans la région de Diourbel en 2013

RECETTES	DEPARTEMENT			TOTAL REGION
	Diourbel	Bambey	Mbacké	
Recettes ordinaires	199 982 600	643 493 838	980 013 572	1 823 490 010
Recettes extraordinaires	306 028 594	471 202 312	409 065 491	1 186 296 397
Total recettes	506 011 194	1 114 696 150	1 389 079 063	3 009 786 407
Excédent de fonctionnement	15 890 288	22 841 479	122 525 606	161 257 373
Excédent d'investissement	103 160 417			103 160 417
Total général des recettes	625 061 899	1 137 537 629	1 511 604 669	3 274 204 197
Dépenses de fonctionnement	221 029 407	588 488 632	909 762 545	1 719 280 584
Dépenses d'investissement	289 750 976	349 191 900	715 763 136	1 354 706 012
Total général des dépenses	510 780 383	937 680 532	1 625 525 681	3 073 986 596

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

Tableau A21.2 : Compte de gestion des communes par département dans la région de Diourbel en 2013

RECETTES ET DEPENSES	DEPARTEMENT			TOTAL REGION
	Diourbel	Bambey	Mbacké	
Recettes ordinaires	873 149 517	254 480 438	233 471 315	1 361 101 270
Recettes extraordinaires	74 000 160	40 000 000	46 763 358	160 763 518
Total recettes	947 149 677	294 480 438	280 234 673	1 521 864 788
Excédent de fonctionnement	47 100 949	161 773 934		208 874 883
Excédent d'investissement	82 139 520	64 084 713		146 224 233
Total général des recettes	1 076 390 146	520 339 085	280 234 673	1 876 963 904
Dépenses de fonctionnement	766 537 498	104 895 829	148 652 605	1 020 085 932
Dépenses d'investissement	93 125 475	38 240 575	24 740 207	156 106 257
Total général des dépenses	859 662 973	143 136 404	173 392 812	1 176 192 189

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

Tableau A21.3 : Compte de gestion du Conseil Régional et de l'A.R.D. en 2013

RECETTES ET DEPENSES	STRUCTURES		
	CONSEIL REGIONAL	A.R.D	ENSEMBLE
Recettes ordinaires	377 433 699		377 433 699
Recettes extraordinaires	90 540 702		90 540 702
Total recettes	467 974 401	-	467 974 401
Excédent de fonctionnement	-		-
Excédent d'investissement	4 769 787		4 769 787
Total général des recettes	472 744 188	-	472 744 188
Dépenses de fonctionnement	377 012 614		377 012 614
Dépenses d'investissement	89 890 010		89 890 010
Total général des dépenses	466 902 624	-	466 902 624

Source : Trésorerie Paierie Régionale de Diourbel

CHAPITRE XXII : DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET ACTION SOCIALE

Tableau A22.1 : Répartition des Organisations de femmes par département en 2012

Organisation	Diourbel		Bambey		Mbacké		Total Région	
	Nbre	Membres	Nbre	Membres	Nbre	Membres	Nbre	Membres
GPF	258	nd	301	5240	493	nd	1052	nd
FAFS	7	nd	1	nd	1	nd	9	nd
DIRFEL	1	nd	1	nd	1	nd	3	nd
Femmes commerçantes	1	nd	0	nd	1	nd	2	nd
Consortium	0	nd	0	nd	0	nd	0	nd
COCOGES	0	nd	0	nd	0	nd	0	nd
ARAFAT	0	nd	0	nd	0	nd	0	nd
COSEF	1	nd	1	nd	1	nd	3	nd
RAFET	0	nd	0	nd	0	nd	0	nd
SCOFI	1	nd	1	nd	1	nd	3	nd
Femmes catholiques	1	nd	1	nd	0	nd	2	nd
Femmes leaders	0	nd	1	nd	0	nd	1	nd
Femmes secrétaires	1	nd	1	nd	0	nd	2	nd
Femmes CNRA	0	nd	1	nd	0	nd	1	nd
Femmes ICP	0	nd	1	nd	0	nd	1	nd
CLVF	1	nd	0	nd	1	nd	2	nd
RASEF	0	nd	1	nd	0	nd	1	nd
AFA	1	nd	0	nd	0	nd	1	nd
AFAO	1	nd	0	nd	1	nd	2	nd
Femmes enseignantes	1	nd	1	nd	1	nd	3	nd
Femmes couturières	1	nd	1	nd	1	nd	3	nd
Cellule CETF	0	nd	1	nd	1	nd	2	nd
Femmes coiffeuses	1	nd	1	nd	1	nd	3	nd
Associations Féminines	11	nd	7	nd	5	nd	23	nd
Total	288	nd	322	nd	509	nd	1119	nd

Source : Service régional du développement communautaire de Diourbel

NB : Les données par rapport à l'année précédente n'ont pas évolué selon le service régional.

Tableau A22.2: Vulnérabilité des ménages en 2012

Catégories	Effectif			Total région
	BAMBEY	Diourbel	Mbacké	
Personnes âgées chefs de ménage	986	827	42	1855
Familles monoparentales (veuves, divorcées)	29	103	42	174
Déflatés et chômeurs chefs de ménage	04	29	nd	nd
Personnes handicapées chefs de ménage	454	98	415	967
Total	1473	1057	nd	nd

Source : Service régional de l'action sociale de Diourbel

**RESUME DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA REGION DE DIOURBEL DE 2008 A
2013**

		2008	2009	2010	2011	2012	2013
DEMOGRAPHIE							
1	Population résidente de la région de Diourbel	1274494	1315202	1356796	1399220	1442418	1497455
2	Superficies (km ²)	4769	4669	4769	4769	4769	4769
3	Taux d'accroissement moyen annuel de la population	3,5	3,58	3,5	3,2	3,2	
4	Rapport de masculinité	90,3	90,7	91	91	92	90,8
5	Densité régionale (nombre d'habitants/km ²)	267	275,78	285	293	302	314
6	Taux d'urbanisation (en %)	15,5	15,46	15,5	15,5	15,5	16
METEOROLOGIE							
7	Moyenne mensuelle des températures (en degrés)	28,2	27,7	28,5	27,6	27,2	28,8
8	La vitesse moyenne annuelle des vents (en m/s)	2	2	2	1,6	1,5	1,4
9	Moyenne mensuelle de l'humidité (en %)	58,1	60,5	63,1	63	58,9	58,2
10	Pluviométrie moyenne régionale (en mm)	544,8	596,3	521,6	455,6	574,4	464,1
11	Nombre moyen de jours de pluie	34	46	ND	30	37	38
12	Moyenne mensuelle de l'évaporation (en mm)	260	235	111,2	219,7	121,4	120,7
13	Moyenne mensuelle de l'insolation (en heures)	222	229	214	239	226	235,8
AGRICULTURE							
14	Superficies totales emblavées (en ha)	199014	362707	240144	209556	353340	326 182
15	Superficies emblavées en céréales (en ha)	105027	185826	125113	106872	128238	111 032
16	Production céréalière (en tonnes)	61710	119932	75126	64936	92558	193 144
17	Superficies emblavées en cultures maraichères (en ha)	125	125	125	ND	ND	ND
18	Production maraichère (en tonnes)	1360	1360	1360	ND	ND	ND
ELEVAGE							
19	Nombre des abattages contrôlés	33055	37831	39623	39545	34283	35 955
20	Poids des abattages contrôlés (en tonnes)	1787	2137	ND	1568,771	1 464 ,073	1 526
21	Valeur des abattages contrôlés (F CFA)	3140800	1287850	2184000	1462000	13000600	11 022 000
22	Quantités des cuirs et peaux (en tonnes)	130	110,6	65,9	288,724	ND	ND
23	Valeur des cuirs et peaux (F CFA)	27898850	9593800	12082500	76990500	82712300	82 712 300
HYDRAULIQUE							
24	Production en m ³ par département	3317917	3367082	3515835	3581078	3836149	945662
25	Longueur du réseau (en m)	454639	456269	457563	462870	466 240	480341
26	Nombre de branchements	18577	18521	19084	19174	20 831	21853
27	Nombre de bornes fontaines	247	243	185	170	184	194
28	Nombre de puits	902	ND	1111	1120	1136	1 149

		2008	2009	2010	2011	2012	2013
29	Nombre de forages	128	131	131	128	127	127
30	Taux d'accès global en eau en milieu rural (en %)	88	97	ND	ND	ND	ND
EAUX ET FORETS							
31	Nombre de cas de contentieux	64	ND	ND	ND	ND	ND
32	Montant (en FCFA) des recettes contentieuses	6 167 000	ND	D	ND	ND	ND
33	Montant (en FCFA) des recettes domaniales	3 474 300	ND	ND	ND	ND	ND
34	Nombre de comités de lutte	845	815	ND	100	101	101
35	Nombre de séances d'animation	36	23	7	20	ND	ND
36	Nombre de personnes touchées	1032	920	267	5000	ND	ND
37	Nombre de feux de brousses	16	8	6	1	5	5
38	Superficies brûlées (en hectares)	1032	4472	3648	10	1124	1124
39	Prévision de réalisation de pépinières	76	75,1		ND	ND	ND
40	Nombre de pépinières réalisées	97	78	35	33	39	83
41	Prévision de réalisation de plants	774 550	ND	ND	ND	700 000	600 000
42	Nombre de plants réalisés	812 172	741 881	422 195	389 873	313 913	177 040
43	Prévision de réalisation de plantations massives (ha)	121	392	141	95	100	200
44	Réalisation de plantations massives (ha)	279	284,7	46,64	118,84	49,166	80,5
45	Prévision de réalisation de plantations linéaires (km)	169	317	177	152	160	50
46	Réalisation de plantations linéaires (km)	283	387,8	190,536	153,47	37,362	117,75
47	Prévision de réalisation de plantations conservatoires et de réhabilitation (ha)	552	512	90	562	500	60
48	Réalisation de plantations conservatoires et de réhabilitation (ha)	249	384,3	150,49	333,252	67,75	275,07
ENVIRONNEMENT							
49	Nombre total d'établissements classés	202	195	206	193	234	222
EDUCATION							
50	Nombre de structures préscolaires	84	91	111	116	125	127
51	Nombre d'élèves au niveau du préscolaire	5755	6464	8027	8704	8620	9508
52	Taux brut de préscolarisation (en %)	3,8	3,9	4,5	4,9	4,7	5
53	Nombre d'enseignants dans le préscolaire	255	296	375	351	544	547
54	Nombre d'écoles élémentaires	470	478	492	516	562	558
55	Nombre d'élèves au niveau de l'élémentaire	103476	108746	111749	116058	125520	130392
56	Taux brut de scolarisation (en %) dans l'élémentaire	53,1	56,2	58,4	58,6	60	61,9
57	Taux d'admission (%) au CFEE	83,3	65,3	77,3	59,2	55,62	23,9

		2008	2009	2010	2011	2012	2013
58	Taux d'admission (%) à l'entrée en 6 ^{ème}	73,7	75,8	97,5	96,3	ND	82,64
59	Nombre d'enseignants dans l'élémentaire	2902	3129	3288	3488	3686	3589
60	Nombre d'établissements moyen et secondaire général	45	52	56	63	71	76
61	Nombre d'élèves dans l'enseignement moyen	22160	22786	27342	32133	36373	39547
62	Taux brut de scolarisation (en %) dans l'enseignement moyen	18,7	18,9	21,7	26	28,6	30,1
63	Taux d'admission (%) au BFEM	22,5	34,1	45,6	53,9	70,2	35,8
64	Nombre d'établissements d'enseignement secondaire général	7	7	ND	ND	ND	ND
65	Nombre d'élèves dans l'enseignement secondaire général	4748	6294	6235	8713	10479	12173
66	Taux brut de scolarisation (en %) dans l'enseignement secondaire	6	7,8	8,91	10	11,7	13,2
67	Taux d'admission (%) au BAC	42,6	34,9	60,7	53,3	40,5	43
68	Nombre d'enseignants dans l'enseignement secondaire général	740	811	870	865	1321	1334
69	Nombre d'élèves dans l'enseignement secondaire technique	676	783	ND	ND	873	830
70	Nombre d'élèves dans l'enseignement professionnel	397	646	ND	409	ND	ND
71	Nombre d'auditeurs en alphabétisation	6614	6600	16500	17130	ND	ND
ASSISTANCE							
72	Nombre total d'interventions	2049	2295	2078	2618	4106	2 971
73	Nombre d'interventions pour incendies	251	277	315	407	871	378
74	Nombre d'interventions pour assistance	1095	913	1303	1710	2227	2 005
75	Nombre d'interventions pour opérations diverses	242	577	390	325	673	369
76	Nombre d'interventions pour activités diverses	461	528	70	176	335	219
TRANSPORT							
77	Longueur du réseau routier (en km)	459	459	459	612	612	612
78	Longueur du réseau routier revêtu (en km)	263,2	263,2	263,2	263,2	263,2	263,2
79	Longueur du réseau routier non revêtu (en km)	195,8	195,81	195,81	195,81	195,81	195,81
80	Nombre de km de piste en terre	153	153	153	153	153	153
81	Parc automobile	15010	16120	17030	18256	19 979	23 145
82	Nombre de véhicules nouvellement immatriculés	573	613	831	1124	1 310	1 651
83	Nombre de véhicules neufs nouvellement immatriculés	6	5	20	161	46	269
84	Nombre de véhicules	567	592	790	963	1 264	3 609

		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	d'occasion nouvellement immatriculés						
85	Nombre d'opérations sans attribution de nouveau numéro	1227	1346	1601	1932	1 665	2 414
86	Nombre de véhicules aptes à circuler	8444	9157	10523	16710	18 015	23 143
87	Nombre de candidats au code	11431	13056	6526	6480	5 886	5 884
88	Nombre de candidats à la conduite	11354	12856	6549	6285	425	5 121
89	Montant (en F CFA) des recettes perçues	132387271	1,35E+08	1,40E+08	188225000	211102000	211 350 000
ARTISANAT							
90	Nombre total d'artisans inscrits à la Chambre des Métiers	4051	4148	4357	4455	4 481	4 587
91	Nombre d'artisans de production	2263	2316	2380	2427	2 441	2 505
92	Nombre d'artisans d'art	839	969	1036	1066	1 071	1 089
93	Nombre d'artisans de service	949	863	941	962	969	993
INDUSTRIE ET MINES							
94	Nombre d'unités fonctionnelles	4	4	4	5	5	5
COMMERCE							
95	Nombre d'établissements commerciaux excepté les boutiques de détaillants	255	1030	162	301	300	559
EMPLOI							
96	Nombre total de contrats de travail	533	508	644	935	828	983
97	Nombre de contrats à durée déterminée	405	374	510	761	668	840
98	Nombre de contrats à durée indéterminée	128	134	134	174	160	143
99	Nombre d'établissements ouverts	55	59	50	56	34	56
100	Nombre d'emplois générés	440	196	136	236	37	129
101	Nombre d'établissements fermés	12	14	13	16	14	12
102	Nombre d'emplois perdus	39	28	109	22	47	26
103	Nombre de demandeurs d'emplois	218	681	14	171	31	678
104	Nombre d'établissements contrôlés	46	36	9®	9	40	43
105	Nombre de conflits enregistrés	19	19	25®	32	15	20
JEUNESSE ET SPORTS							
106	Nombre d'associations de jeunes reconnues (disposant de récépissé)	686	1186	156	175	78	63
107	Nombre d'infrastructures sportives	107	101	138	138	103	154
108	Nombre d'ASC et équipes sportives	144	156	237	237	492	492
109	Nombre de disciplines sportives pratiquées	4	4	16	16	17	17
110	Nombre de pratiquants	805	2702	17174	17174	17354	17354

		2008	2009	2010	2011	2012	2013
JUSTICE							
111	Nombre total de détenus	5763	7196	6694	6793	756	762
112	Nombre de détenus provisoires	2165	2501	2779	2559	281	402
113	Nombre de détenus condamnés	3598	4695	3915	4234	475	360
114	Nombre d'écroués	2153	1943	1663	2133	2055	6244
115	Nombre de sorties	1722	1587	1617	1531	1562	1750
116	Nombre d'enfants en conflit avec la loi	77	140	160	134	ND	ND
117	Nombre d'enfants remis aux parents sous liberté surveillée	40	140	62	26	ND	ND
118	Nombre d'enfants remis aux parents sans liberté surveillée	28	75	59	64	ND	ND
119	Nombre d'enfants en détention	1	10	24	34	ND	ND
120	Nombre d'enfants en placement	8	61	26	10	ND	ND
121	Nombre de mineurs pris en charge dans les structures de l'AEMO	68	157	274	134	ND	ND
URBANISME							
122	Nombre de parcelles loties	4183	11655	1244	115	ND	ND
123	Nombre de parcelles attribuées	1915	2925	496	115	ND	ND
SANTE							
124	Taux de couverture des hôpitaux	1/637247	1/657600	1/678398	1/699610	1/721208	1/499152
125	Taux de couverture des centres de santé	1/212416	1/248504	1/226133	1/279844	1/288483	1/299491
126	Taux de couverture des postes de santé	1/17223	1/17305	1/16751	1/17274	1/16772	1/16277
127	Nombre de cases de santé	105	105	106	126	126	114
128	Nombre de postes de santé	74	76	81	81	86	92
129	Nombre de centres de santé	6	5	6	5	5	5
130	Nombre de d'hôpitaux	2	2	2	2	2	3
131	Effectif du personnel médical	258	208	1500	1574	1570	1790
132	Nombre de médecins	18	15	75	75	79	79
133	Nombre de chirurgiens	2	0	ND	ND	ND	2
134	Nombre de chirurgiens-dentistes	3	3	ND	ND	ND	6
135	Nombre de sages – femmes	42	23	86	110	120	141
136	Proportion (en %) d'enfants sous surveillance nutritionnelle et pondérale	60,8	35,65	ND	ND	ND	ND
137	Proportion (en %) d'enfants sous surveillance nutritionnelle et pondérale qui sont récupérés	7,2	ND	ND	ND	ND	ND
138	Proportion (en %) d'enfants ayant un bon état nutritionnel	64,9	88,56	80,7	ND	ND	98,96
139	Proportion (en %) d'enfants ayant un état nutritionnel modéré	31,3	10,59	18,6	ND	ND	0,9

		2008	2009	2010	2011	2012	2013
140	Proportion (en %) d'enfants qui sont dans un état de malnutrition sévère	3,9	0,85	0,8	ND	ND	0,14
141	Nombre de femmes attendues en CPN (Grossesses attendues)	55191	50502	52123	ND	ND	59581
142	Nombre de femmes vues en CPN1	31132	22812	27307	ND	ND	20974
143	Pourcentages des GAR dépistées	24,8	ND	ND	ND	ND	ND
144	Pourcentages des GAR dépistées et référées	27,2	ND	ND	ND	ND	ND
145	Taux de prévalence contraceptive (en %)	3,8	7,1	ND	ND	ND	5
146	Taux d'utilisation des infrastructures sanitaires (%)	50	41,62	ND	ND	ND	ND
147	Nombre de consultants	333658	393476	554769	458424	497870	457 857
148	Nombre de consultations	353091	547415	585095	483478	491231	483 475
149	Nombre de personnes hospitalisées	21405	6925	3157	2940	2878	9168
150	Durée moyenne de séjour	2	4	2	2	2	3
151	Taux d'occupation des infrastructures	25,5	41,7	26,97	24,34	43	ND
152	Nombre d'accouchements dans les maternités	42735	38079	30793	10281	10067	35 880
153	Nombre total d'avortements	1765	2295	1 649	677	620	1 455
154	Nombre de naissances vivantes	45747	39520	33397	ND	ND	36086
155	Nombre de décès maternels	80	117	12	ND	ND	6
156	Proportion de décès maternels pour 10 000 naiss	17	29,6	ND	ND	ND	2
157	Nombre de cas de choléra enregistrés	458	0	ND	ND	ND	ND
158	Nombre de personnes infectées aux IST	11998	11885	10449	ND	1498	9842
159	Nombre de personnes infectées au VIH/sida	158	182	920	ND	833	202
160	Nombre de travailleuses (TS) du sexe inscrites au fichier sanitaires	282	198	ND	ND	ND	ND
161	Nombre de TS séropositives suivies	16	7	ND	ND	ND	ND
162	Nombre de cas de paludisme recensés	17157	22806	71569	ND	34418	52 164
HYGIENE							
163	Nombre total de concessions visitées	5031	4153	7001	9238	11242	12583
164	Nombre de prospection domiciliaire pour l'approvisionnement en eau	5918	3667	7307	ND	10793	12583
165	Nombre de prospection domiciliaire pour l'assainissement en eau	12081	3657	6994	ND	10397	12388
166	Nombre de prospection des établissements recevant du public (ERP)	1037	1911	5032	3619	6099	8740
167	Nombre d'infractions relevées durant les prospections domiciliaires	2755	5154	7862	4992	5936	10362

		2008	2009	2010	2011	2012	2013
168	Nombre d'infractions relevées durant les prospections au niveau des ERP	2356	2251	5218	4747	6455	3555
169	Nombre de demandes d'actions préventives formulées par les populations	2157	ND	ND	ND	ND	ND
170	Nombre d'activités d'IEC réalisées	3931	4568	8643	8015	10728	24096
CULTURE							
171	Nombre de monuments/sites historique	33	33	28 ®	28	28	28
172	Nombre de cérémonies religieuses (Gamou, Magal, etc.)	8	8	8	ND	ND	ND
FINANCES LOCALES							
173	Recettes fiscales (en FCFA)	ND	ND	ND	ND	1271873252	1004422062
174	Recettes non fiscales (en FCFA)	ND	ND	ND	ND	1457914813	2433238759
175	Total recettes ordinaires (en FCFA)	ND	ND	ND	ND	2729788065	3437660821
176	Total recettes au niveau des communautés rurales (en FCFA)	ND	ND	ND	ND	4440044382	3274204197
177	Total dépenses au niveau des communautés rurales (en FCFA)	ND	ND	ND	ND	3886200716	3073986596
178	Total recettes au niveau des communes (en FCFA)	ND	ND	ND	ND	2009383102	1876963904
179	Total dépenses au niveau des communes (en FCFA)	ND	ND	ND	ND	1687679827	1176192189
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET ACTION SOCIALE							
180	Nombre d'organisations féminines	ND	ND	ND	ND	1119	ND
181	Nombre de personnes handicapées recensées	ND	ND	1844	1844	1851	ND
182	Nombre de personnes âgées recensées	ND	ND	1710	1710	2520	ND
183	Nombre de Talibés recensés	ND	ND	24194	24194	26363	ND
184	Nombre de Daaras recensés	ND	ND	589	589	591	ND

ND : Non Disponible

® : Données rectifiée

CARTOGRAPHIE DES LOCALITES DE LA REGION DE DIOURBEL EN 2009

DEPARTEMENTS	COMMUNES	ARRONDISSEMENTS	COMMUNAUTES RURALES	NOMBRE DE	
				VILLAGES	HAMEAUX
BAMBEY	BAMBEY	BABA GARAGE	Baba Garage	52	7
			Dinguiraye	41	29
			Keur Samba Kane	57	23
		LAMBAYE	Gawane	47	31
			Lambaye	49	31
			Ngogom	44	24
			Réfane	18	17
		NGOYE	Ndangalma	36	21
			Ndondol	16	25
			Ngoye	50	39
			Thiakhar	60	37
		DIOURBEL	DIOURBEL	NDINDY	Gade Escale
KeurNgalgou	23				24
NdankhSène	24				30
Ndindy	42				34
TaibaMoutoupha	37				41
NDOULO	Ndoulo			49	25
	Ngohe			38	25
	Patar			35	20
	Tocky - Gare			49	14
	Touré - Mbonde			38	23
MBACKE	MBACKE	KAEL	Darou Salam Typ	9	19
			DendeyeGouyegui	34	10
			Kael	42	17
			Madina	17	17
			Ndioumane Taïba Thiékène	27	29
			Darou Nahim		
			TaibaThiékène		
			Touba Mboul	21	26
		NDAME	DdallaNgabou	37	8
			Missirah	21	21
			Nghaye	23	13
			Touba Fall	22	10
			Touba Mosquée	81	14
		TAIF	Sadio	18	12
Taif	14		18		
3	3	8	36	1199	768

DEPARTEMENT DIORBEL /RGPHAE 2013 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGE ET PAR LOCALITE

	COMM. DIORBEL		DANKH SENE		GADE ESCALE		N'DINDY		KEUR N'GALGOU		TAIBA MOUTOUPHA		TOUBA LAPPE		N'DOULO		N'GOHE		PATAR		TOCKY GARE		TOURE M'BONDE		DEPARTEMENT DIORBEL		
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	Total
0-4 ans	9 435	8 953	830	806	271	257	1 273	1 122	634	669	990	917	282	261	1 064	1 046	2 886	2 807	1 617	1 531	1 364	1 245	1 129	1 169	21 777	20 784	42 561
5-9 ans	10 450	9 052	849	803	294	287	1 299	1 184	733	633	1 022	896	285	261	1 192	1 036	2 838	2 665	1 663	1 429	1 412	1 219	1 144	1 099	23 180	20 564	43 744
10-14 ans	9 881	8 040	668	521	257	169	1 043	837	512	354	754	560	227	174	848	675	2 023	1 858	1 071	919	953	787	746	681	18 982	15 575	34 557
15-19 ans	8 586	8 020	465	415	177	158	800	724	394	354	508	456	185	141	630	656	1 413	1 442	850	840	782	646	682	654	15 471	14 504	29 975
20-24 ans	5 715	6 793	372	411	138	136	564	574	264	289	308	409	132	139	437	483	1 053	1 358	665	728	541	600	493	579	10 681	12 500	23 181
25-29 ans	3 928	5 583	327	393	111	107	488	495	256	263	284	412	115	143	357	478	885	1 059	596	644	453	563	360	425	8 158	10 565	18 723
30-34 ans	3 284	4 846	232	301	80	95	396	404	186	215	227	271	90	109	300	295	760	916	498	510	415	457	343	361	6 810	8 779	15 588
35-39 ans	2 745	3 596	183	203	58	71	276	278	133	127	158	235	62	87	240	298	559	636	349	345	288	329	223	242	5 274	6 447	11 721
40-44 ans	2 141	2 979	183	216	41	67	227	288	92	139	145	219	38	65	170	246	535	600	289	331	282	254	194	253	4 337	5 656	9 993
45-49 ans	1 619	2 485	133	189	32	43	199	200	100	94	121	188	53	57	146	191	394	424	225	226	240	205	147	183	3 408	4 485	7 893
50-54 ans	1 715	2 467	145	155	39	44	188	197	81	131	149	176	54	58	172	185	385	415	212	243	211	245	193	186	3 543	4 501	8 044
55-59 ans	1 223	1 706	113	96	37	37	128	127	72	56	112	96	40	33	131	126	288	232	178	137	162	111	120	97	2 603	2 852	5 455
60-64 ans	1 290	1 690	108	115	36	46	138	155	82	74	116	138	35	45	129	124	283	308	174	156	176	163	126	109	2 693	3 123	5 816
65-69 ans	656	872	62	54	20	22	86	83	42	36	71	58	26	19	69	55	171	147	106	55	91	87	63	58	1 464	1 546	3 009
70-74 ans	728	1 066	48	74	28	18	94	79	44	48	72	88	21	19	69	88	151	191	123	108	102	95	78	91	1 558	1 965	3 523
75-79 ans	403	495	47	32	17	14	49	34	19	16	52	34	15	8	41	33	98	101	47	39	53	35	33	22	874	862	1 735
80-84 ans	298	407	24	22	12	5	48	39	14	21	37	48	12	4	41	42	64	114	38	52	58	31	31	35	676	820	1 496
85-89 ans	146	166	18	6	11	3	19	18	12	8	20	15	11	3	17	12	41	26	19	13	23	14	13	11	349	294	642
90-94 ans	56	86	5	1	0	2	18	15	2	5	4	6	2	3	7	14	16	23	11	18	8	11	6	9	136	193	329
95-99 ans	20	28	0	5	0	0	3	3	1	5	5	1	0	0	3	1	5	9	5	5	6	3	0	1	50	62	112
100-104 ans	13	30	1	0	0	0	4	1	1	4	3	3	0	1	0	1	2	8	2	2	5	3	2	1	34	55	89
105-109 ans	1	4	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2	6	8
110-114 ans	1	8	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	1	0	1	0	0	0	0	4	13	17
TOTA	64 334	69 371	4 814	4 817	1 659	1 582	7 341	6 856	3 673	3 541	5 158	5 225	1 684	1 633	6 065	6 085	14 849	15 341	8 738	8 334	7 624	7 103	6 125	6 266	132 062	136 153	268 215

DEPARTEMENT BAMBEYE /RGPHE 2013 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGE ET PAR LOCALITE

	COM BAMBEY		CR BABA GARAGE		CR DIGUIRAYE		K SAMBA KANE		GAWANE		LAMBAYE		NGOGOM		REFANE		DANGALMA		NDONDOL		NGOYE		THIAKAR		DEPARTEMENT BAMBEY		
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	TOTAL
0-4 ans	1 855	1 865	1 289	1 301	719	654	1 524	1 388	1 310	1 341	2 319	2 349	2 060	1 987	2 931	2 841	3 028	2 783	1 923	1 874	4 387	4 222	1 910	1 736	25 256	24 340	49 596
5-9 ans	2 038	1 972	1 359	1 268	805	698	1 589	1 414	1 450	1 204	2 465	2 377	2 233	2 088	3 317	3 131	3 104	2 853	2 069	1 968	4 373	4 102	2 047	1 705	26 849	24 781	51 630
10-14 ans	1 749	1 871	1 015	920	634	519	1 368	1 185	983	739	2 055	1 895	1 837	1 844	2 605	2 201	2 524	2 284	1 776	1 600	3 224	2 871	1 374	1 154	21 144	19 083	40 227
15-19 ans	1 841	1 807	803	841	492	478	1 003	914	741	590	1 383	1 406	1 384	1 343	1 866	1 655	1 820	1 784	1 382	1 278	2 332	2 210	1 070	1 081	16 116	15 386	31 503
20-24 ans	1 622	1 643	551	642	363	361	736	787	464	599	706	1 240	809	1 055	1 115	1 349	937	1 355	1 029	1 023	1 591	1 806	837	913	10 760	12 773	23 533
25-29 ans	959	1 277	468	623	340	331	699	754	347	516	611	1 116	578	880	953	1 201	724	1 190	915	1 051	1 364	1 665	675	869	8 633	11 473	20 106
30-34 ans	752	1 011	404	497	273	286	621	569	315	429	561	1 083	515	841	789	1 087	589	955	781	697	1 159	1 294	564	692	7 322	9 441	16 763
35-39 ans	581	798	324	460	237	251	498	484	233	360	376	759	470	667	602	778	512	823	556	533	888	1 084	441	518	5 719	7 514	13 233
40-44 ans	489	629	226	355	198	219	358	400	203	332	364	654	409	530	490	634	443	683	380	474	778	988	386	489	4 725	6 386	11 111
45-49 ans	355	504	193	265	124	151	283	289	167	239	259	495	294	434	313	446	361	582	306	354	594	689	249	321	3 497	4 769	8 267
50-54 ans	383	547	193	296	139	165	278	341	195	287	318	570	370	474	415	530	333	546	349	400	593	672	303	346	3 868	5 175	9 043
55-59 ans	243	413	167	207	125	106	197	239	142	140	251	358	306	319	265	308	349	356	229	194	469	401	224	181	2 969	3 222	6 191
60-64 ans	242	348	161	208	108	133	226	242	182	193	255	389	273	303	334	354	256	323	214	189	396	479	228	250	2 874	3 412	6 286
65-69 ans	146	202	114	91	88	57	116	118	94	79	129	194	146	173	157	157	158	196	105	77	226	192	128	87	1 608	1 620	3 229
70-74 ans	158	186	129	134	93	65	154	117	108	118	175	233	148	215	178	216	138	192	109	174	208	294	204	148	1 803	2 091	3 894
75-79 ans	74	105	82	54	47	19	101	81	65	38	94	89	79	113	96	78	83	88	62	49	122	107	80	65	986	887	1 873
80-84 ans	44	73	69	33	40	26	61	65	41	42	91	96	85	83	76	101	61	96	55	76	78	131	63	60	764	882	1 646
85-89 ans	31	45	20	20	19	6	37	23	24	17	49	26	38	22	43	27	44	18	22	26	51	36	25	15	404	282	686
90-94 ans	8	26	9	9	3	1	11	19	18	11	8	19	13	21	18	28	11	21	6	20	16	27	12	15	132	218	350
95-99 ans	6	2	2	4	3	3	5	2	7	4	4	13	4	8	8	12	7	15	3	5	9	19	5	6	66	94	160
100-104 ans	2	7	3	3	4	1	3	0	1	3	5	6	3	8	7	11	1	11	5	7	5	21	3	4	44	83	127
105-109 ans	0	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	2	1	1	3	7	11
110-114 ans	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	1	1	2	2	1	1	0	0	0	0	2	1	7	7	15
TOTA	13 578	15 330	7 582	8 233	4 855	4 530	9 867	9 432	7 093	7 280	12 479	15 368	12 055	13 409	16 579	17 148	15 485	17 155	12 278	12 069	22 864	23 312	10 835	10 661	145 551	153 926	299 476

DEPARTEMENT MBACKE /RGPHAE 2013 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGE ET PAR LOCALITE

	COM. M'BACKE		DENDEYE GOUYE GUI		DAROU SALAM TYP		KAEL		MADINA		N'DIOUMANE T. THIEKENE		TOUBA M'BOUL		DAROU NAHIM		TAIBA TIECKENE		DALLA N'GABOU		MISSIRAH		N'GHAYE		TOUBA FALL		TOUBA MOSQUEE		SADIO		TAÏF		DEP MBACKE		total
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	
0-4 ans	5 573	5 316	423	450	500	479	471	466	440	425	362	340	958	863	205	179	166	152	737	643	605	551	372	384	550	459	61 974	59 962	1 510	1 485	1 244	1 095	76 091	73 248	149 339
5-9 ans	5 763	5 261	473	399	516	446	463	416	516	428	445	344	1 056	884	203	179	179	153	1 003	648	634	546	433	378	551	456	62 964	56 770	1 519	1 497	1 320	1 230	78 039	70 033	148 072
10-14 ans	4 720	4 594	414	262	364	280	358	343	449	308	325	246	674	486	167	117	122	101	828	419	537	399	311	225	386	291	46 244	43 330	1 094	1 135	1 175	897	58 168	53 430	111 598
15-19 ans	4 204	4 674	311	256	323	283	330	271	305	305	259	184	610	438	165	98	69	72	481	368	431	331	236	234	348	252	34 556	40 842	830	885	858	820	44 315	50 311	94 626
20-24 ans	3 183	4 053	205	217	212	238	213	217	238	224	173	157	485	383	104	100	63	57	317	347	313	285	174	204	281	294	27 013	38 672	617	694	517	601	34 108	46 742	80 851
25-29 ans	2 402	3 505	196	208	210	196	187	197	193	210	147	151	378	365	87	88	60	63	266	291	250	266	136	176	273	218	21 173	33 859	568	755	451	578	26 975	41 126	68 101
30-34 ans	2 076	2 868	166	164	193	147	168	149	152	154	126	106	297	337	84	68	41	49	217	260	195	217	149	160	218	193	19 176	30 401	476	556	337	417	24 072	36 245	60 318
35-39 ans	1 697	2 213	103	147	134	94	125	119	139	132	100	99	209	195	73	60	49	41	186	180	132	135	94	128	147	136	14 592	22 619	408	456	309	389	18 498	27 142	45 640
40-44 ans	1 373	1 727	101	113	89	88	81	101	109	117	76	76	177	181	44	39	23	26	143	151	136	131	83	118	120	119	13 250	18 773	295	353	272	278	16 373	22 390	38 763
45-49 ans	1 057	1 576	76	75	76	83	84	80	85	76	51	40	133	114	33	34	27	24	118	117	103	97	63	74	90	95	9 848	13 305	264	300	200	264	12 309	16 353	28 662
50-54 ans	1 103	1 462	81	93	63	82	81	67	82	88	61	57	128	125	35	34	24	36	140	108	98	85	91	82	96	80	11 756	13 381	235	275	185	217	14 259	16 272	30 531
55-59 ans	783	943	64	37	41	41	61	57	65	42	36	29	97	63	22	14	23	11	80	64	62	55	54	28	53	63	6 996	7 051	173	173	136	148	8 746	8 819	17 565
60-64 ans	810	953	64	64	57	63	45	45	58	51	37	38	93	83	30	14	20	24	74	79	56	63	66	67	68	53	7 939	8 397	154	188	145	125	9 716	10 307	20 024
65-69 ans	466	490	31	18	31	24	27	34	55	19	19	13	38	39	8	6	8	5	45	38	42	27	36	16	48	31	4 057	4 084	95	80	91	76	5 097	4 999	10 096
70-74 ans	477	606	32	38	38	45	28	36	35	39	28	29	66	57	20	13	17	11	49	61	44	46	49	45	31	34	4 664	5 262	91	129	89	86	5 759	6 537	12 296
75-79 ans	222	276	16	14	21	15	26	11	23	14	14	5	28	24	5	5	9	4	31	16	33	13	29	12	17	20	2 020	1 986	58	55	45	40	2 597	2 508	5 106
80-84 ans	205	264	19	8	22	11	22	12	13	22	19	17	31	19	7	4	1	4	29	34	21	8	11	10	16	7	1 609	1 982	42	47	41	42	2 108	2 492	4 600
85-89 ans	75	117	11	9	6	2	7	7	8	3	4	2	13	7	3	2	0	1	12	5	8	2	5	2	7	2	695	661	35	17	12	23	902	864	1 766
90-94 ans	41	63	3	4	1	4	1	3	6	2	6	2	6	7	4	1	0	0	2	5	3	4	5	1	2	4	328	466	11	6	8	13	429	586	1 015
95-99 ans	13	24	2	2	2	0	0	0	0	1	1	0	4	5	2	0	1	0	2	2	0	1	0	0	2	2	133	230	3	0	2	6	167	275	442
100-104 ans	7	10	1	2	0	2	2	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	3	2	1	1	1	1	1	1	71	141	7	1	2	1	99	163	262
105-109 ans	1	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	6	28	0	0	0	1	10	31	40
110-114 ans	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	10	35	0	0	0	0	12	39	51
TOTA	36 254	41 001	2 790	2 580	2 899	2 623	2 783	2 630	2 971	2 659	2 288	1 935	5 482	4 674	1 304	1 054	905	833	4 761	3 839	3 704	3 264	2 400	2 346	3 307	2 807	351 076	402 237	8 484	9 085	7 441	7 347	438 848	490 915	929 762